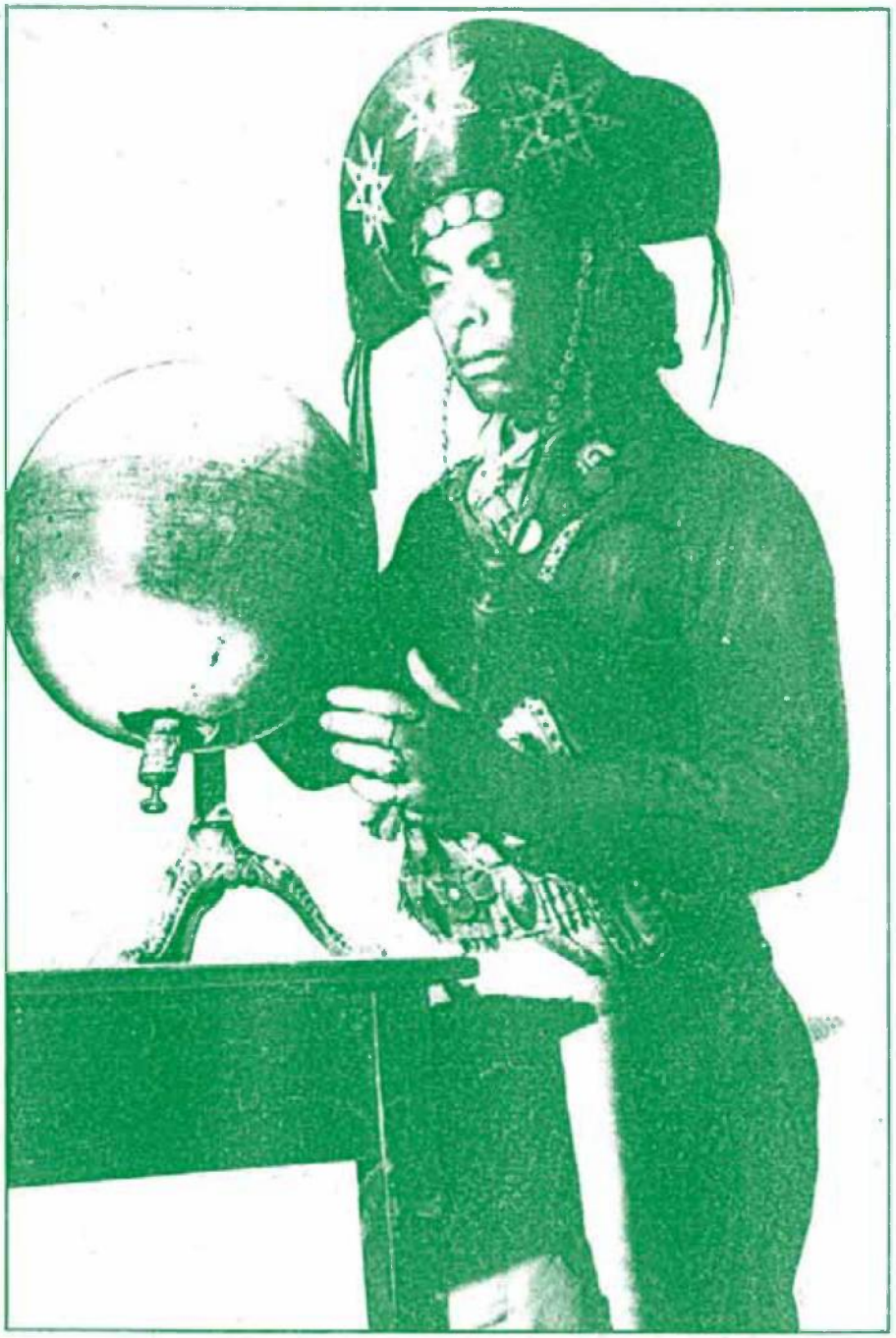
OS CANGACEIROS



N° 3

NOTES EDITORIALES

COMMENT PEUT-ON PENSER LIBREMENT À L'OMBRE D'UNE UNIVERSITÉ ?

Beaucoup de ceux qui ont commenté les « événements de décembre 1986 » ont voulu y saluer l'émergence d'une contestation nouvelle, certains croyant même y déceler les signes avant-coureurs d'une crise sociale plus générale. En réalité, ce que toute la classe politique, qui ne s'y est pas trompée, a pu saluer alors, c'était l'apparition d'une nouvelle force de conservation de la société qui visait à moderniser un mensonge maintenant vieux de deux siècles. Il ne s'agit donc pas de déplorer les limites de l'effervescence qu'a pu parfois engendrer, à son corps défendant, ce mouvement estudiantin, mais de révéler quelles sont les idées dont il a été porteur pour les soumettre à la critique. La tâche de celle-ci consiste à clarifier, dans la pensée comme dans l'action pratique, « les éléments qui motivent l'aliénation propre de l'homme et qui recèlent en même temps en soi les conditions de sa suppression ». Plus d'un siècle après l'expérience de 1848 et de la Commune, on ne peut ignorer la *fonction pratique* que remplit la démocratie comme pensée dans le monde existant, de même qu'on ne peut plus faire abstraction, après 1968, du rôle que jouent concrètement les étudiants relativement à cette fonction.

« Les révoltes qui ont suivi 68 auront contraint l'ennemi à *moderniser l'oppression* et à rendre ainsi le monde encore plus invivable, la misère encore plus visible. Le vieux principe de 1789 revient alors au premier plan des préoccupations ennemies : combler le vide entre la classe dominante et les pauvres, qui s'est dangereusement creusé ces dernières années. C'est à quoi s'affaire une génération de réformistes aux ordres de l'Etat. Ils ne peuvent évidemment parler que le langage de l'Etat et prêcher le mensonge démocratique à la masse des pauvres. » (*Os Cangaceiros* n° 2.) Depuis que ces lignes ont été écrites, en novembre 1985, les événements n'ont fait que confirmer à quel point la cause de la Démocratie est devenue, en lieu et place de la religion, le terrain privilégié du réformisme, le terrain d'affrontements spectaculaires entre mensonges rivaux mais solidaires. Cette cause à laquelle les pauvres sont conviés à s'identifier constitue désormais le cheval de bataille de la bourgeoisie et des défenseurs de l'Etat pour les détourner de la question sociale. Partout dans le monde où des pauvres sans qualité se révoltent contre leur condition, s'en prennent concrètement à la misère, le réformisme doit faire de celle-ci une fatalité, de l'aggravation de l'oppression sociale un problème *politique*. Son but est d'imposer l'Etat comme *la* réponse à cette fatalité ; autrement dit, que les aspirations sociales des pauvres aillent chercher leur réalisation dans l'Etat. Hors l'Etat, point de salut ! On l'avait déjà vu au Brésil en 1983-1984, où l'agitation généralisée des pauvres dans tous les secteurs de la vie sociale avait été détournée *in extremis* dans la campagne nationale pour « les élections directes maintenant », suivie du rétablissement en grande pompe de la démocratie. On l'a vu encore en 1986 avec les sketches organisés en sous-main par les Américains à Haïti et aux Philippines. Dans tous ces pays, l'insubordination sociale n'a pas disparu pour autant : mais le spectacle démocratique aura permis opportunément de canaliser le plus gros de l'agitation. Avec le mensonge démocratique, la falsification des aspirations des pauvres aboutit à conserver incritiqué le principe de l'Etat. C'est encore en France, patrie des droits de l'homme et du citoyen, que l'ennemi travaille avec le plus d'ardeur au rajeunissement de ce mensonge, avec la racaille socialiste du temps où elle était au pouvoir et plus récemment avec le mouvement étudiant ; et nul n'était mieux qualifié pour cette tâche que cette catégorie de la population destinée à former le futur encadrement des pauvres.

En décembre 1986, les étudiants ont *pris l'initiative* et l'ont conservée, dans la rue et dans la pensée. Ils ont parachevé le processus de pacification sociale effectué ces dernières années, en occupant massivement les rues au nom de la paix civile. Il y a donc au moins un élément nouveau par rapport à 68 : aujourd'hui les étudiants n'ont plus de prétention à remettre en cause la société, et c'est tant mieux car cela ne pouvait être chez eux que *de la prétention*. Mais ils n'ont aucunement abdiqué la prétention à jouer un rôle dans la société, en face de l'Etat.

Depuis vingt ans, on ne pouvait ignorer ce que sont les étudiants. On ne pouvait manquer de le rappeler, tout simplement. Pourtant, même les éléments par nature les plus hostiles au milieu étudiant se sont montrés incapables de dénoncer en cette occasion *leur rôle grandissant dans la société existante*. Il est donc faux de dire que la critique des étudiants a été achevée en 68. Les étudiants ont été insuffisamment critiqués, puisqu'ils peuvent encore jouer leur rôle et faire illusion. Ce rôle n'a pas été critiqué alors qu'il ne s'était jamais manifesté avec autant d'évidence. On savait que les étudiants constituent le milieu propice à toutes les illusions : le pire est quand ils parviennent à les diffuser autour d'eux, à les imposer dans la rue comme le 10 décembre 1986. Il fallait critiquer les étudiants parce qu'ils constituent *l'élément social* dont se nourrit l'esprit politique. Personne, à de rares exceptions dont les « Lascars du LEP électronique », n'a été capable de le faire. Le mouvement étudiant pouvait se proclamer indépendant de toute appartenance politique particulière parce qu'il effectuait un retour à ce que la politique a de plus pur, l'esprit civique. Avec le mouvement de décembre 1986, l'essence de la politique a rejoint son concept.

Dans les nations riches, où l'existence des gens est toujours plus ou moins hantée par des rêves de *promotion sociale*, l'enseignement occupe une place énorme, qui va sans cesse en grossissant (l'ex-ministre Fabius ne faisait-il pas l'éloge du Japon parce que 95 % des travailleurs y sont bacheliers ?). Il fait miroiter l'accès possible aux places les meilleures : combien de fils d'ouvriers, et maintenant d'immigrés, qui espèrent se sortir de leur condition originelle grâce à des études couronnées de diplômes ?! Mais à défaut de conduire réellement l'ensemble des étudiants vers de bonnes places, l'université permet à tous ces jeunes de subsister en sursis ; à eux qui sont issus des milieux les plus défavorisés, elle permet de repousser au loin la pesante réalité du travail mal payé, du chômage, voire de la prison. L'Italie de 1977 en était un exemple (« Les jeunes Italiens allaient à l'université comme leurs homologues portugais allaient avant 1974 à l'armée », *les Fossoyeurs du Vieux Monde* n° 3) ; qu'on se souvienne aussi de tous ces « boursiers » dans l'université française en 1968 et après. L'enseignement démocratique est ainsi un lieu de passage *indifférencié* où se côtoient des gens d'origines diverses et qui eux-mêmes ne seront pas tous appelés à tenir les mêmes rangs dans la hiérarchie sociale (en particulier, beaucoup s'en vont après un an ou deux d'études et deviennent des travailleurs comme les autres). C'est donc un lieu qui se veut abstrait des oppositions de la société réelle. En somme, l'enseignement universitaire réalise le principe d'égalité dont se réclame la démocratie ; il le réalise *abstraitement*. N'importe qui, dans l'idée, doit pouvoir accéder à cet enseignement. Sortis de là, les étudiants iront occuper pour la plupart les places médiocres, celles du travail intellectuel salarié, appauvri. Ils iront par exemple bosser dans la néo-culture.

Le courant radical de 68 avait prononcé une condamnation sans appel de l'université (« Profs, vous nous faites vieillir »). A l'opposé, le mouvement de décembre 1986 entendait bien ne pas contester cette institution décrépite. Les rêves de promotion des étudiants s'étaient vus subitement compromis par l'exigence du gouvernement Chirac de rationaliser l'enseignement, de rendre l'université rentable — en somme, de la traiter comme une vulgaire entreprise industrielle. L'idéal démocratique qui avait dans l'université son terrain d'élection était ainsi remis en cause. Le mouvement de décembre réagissait à une tendance qui s'affirmait ouvertement depuis le retour au pouvoir de la bourgeoisie libérale. Partie d'un refus de la sélection dans l'université, la contestation étudiante est parvenue ensuite à engager dans une partie de la société un débat sur la légitimité d'autres projets de loi gouvernementaux, au nom d'une conception élargie de la Démocratie. Ce que les étudiants entendaient dès lors abroger n'était plus simplement une loi particulière, telle que le projet Devaquet, mais l'esprit trop peu démocratique qu'il incarnait à leurs yeux, pour y substituer leurs propres idéaux.

Les étudiants sont le secteur idéaliste de la société moderne. Frustrés depuis le 16 mars, ils étaient à la recherche d'un projet de société à opposer au « libéralisme ». L'arrivée de la droite au gouvernement avait en effet marqué le retour en force du principe policier comme complément d'un retour sans fard aux règles brutales du marché. Ce choix entraînait évidemment l'abandon d'un projet de société « généreux », dont les socialistes s'étaient faits les héraults, au profit d'une politique libérale sans frein. Il revenait aux nouveaux gestionnaires de cette politique d'imposer *ouvertement* ce que la gauche masquait sous le fatras du discours œcuménique. A l'énoncé du réalisme marchand, « la concurrence est au cœur du monde », qui voulait renforcer la sélection à l'université pour la rendre plus compétitive, les étudiants ont opposé l'idéologie démocrate. « On ne veut pas de sélection par

le fric », disaient-ils en décembre : « la sélection ne doit pas se faire au début mais à la fin » (la droite voulait introduire la hiérarchie sociale dès l'entrée à l'université, les étudiants voulaient seulement la repousser à la sortie).

Les jeunes qui font déjà l'expérience de l'usine dans les LEP ont *réalisé* quel est l'avenir que leur offre la société hiérarchique. Le projet de réforme ne changeait rien pour eux. A l'opposé, les étudiants luttaient pour l'intégration. Ils exprimaient une réaction de nature religieuse face à une réalité sociale chaque jour plus crue et sans pitié. Ils réagissaient en fait à la menace latente de *désintégration* de la société. Alors qu'il n'y a jamais eu autant d'exclus dans la société, depuis longtemps, et que cela pose avec acuité la question sociale, les étudiants veulent résoudre cet état de fait comme un problème de morale politique (après tout, l'égalité des chances dans l'enseignement était prévue dans la Constitution de 1792).

Devant les caméras de FR3, un des malfaiteurs tient en respect le substitut du parquet. Les preneurs d'otages avaient exigé la présence d'une équipe de télévision...

Toute tentative de modifier le régime de l'enseignement en France provoque des protestations, parce qu'on touche là à l'un des principaux axes d'intégration à la société — à cette partie qui se trouve précisément entre l'Etat et le reste de la population, cette partie de la société qui a des prétentions à remplir un rôle. L'université, c'est la prétention au savoir universel, la prétention à avoir des idées *pour le reste de la société*. C'est là que s'élabore ce qui tient lieu de pensée dominante. Comment se fait-il que la plupart des éléments radicaux qui ne ratent pas une occasion, dans leurs écrits, d'insulter les universitaires pour leur creuse prétention au savoir, aient raté l'occasion, en décembre, de dénoncer leurs élèves, pour leurs prétentions plus générales ? Le rôle des étudiants est bien *d'avoir la parole* dans la société existante, et chaque fois qu'ils la prennent cela suscite aussitôt l'intérêt empressé et unanime des médias et des partis politiques. Parce qu'ils ont le monopole de la contestation *admise et reconnue*, les étudiants interdisent aux pauvres de prendre l'initiative dans la pensée — et c'est bien à ce titre que nous avons toujours insulté leurs professeurs ! Remarquons l'origine éminemment religieuse de l'institution universitaire : on y enseignait d'abord la théologie (l'Université de Paris était d'ailleurs considérée au Moyen Age comme la plus grande). Mais il arrivait quand même que certains de ses élèves deviennent des hérétiques : au contraire, l'université moderne voit tous les étudiants communier fidèlement dans le credo démocratique.

Le discours du mouvement étudiant se voulait égalitaire (égalité dans l'enseignement) pour réclamer l'intégration à une société *hiérarchique* dont le principe n'était aucunement remis en cause. On mesure là toute l'impudence de ces gens (« Notre mouvement se fait un point d'honneur de ne pas mettre en cause le système socio-économique », déclarait noblement un porte-parole estudiantin en décembre). Il n'est pas étonnant que la seule critique faite en décembre de leurs revendications soit venue de gens qui sont appelés à tenir les rangs inférieurs de la société et ne peuvent qu'en espérer la désintégration. Mais après la mort de Malik Oussekine, le mouvement étudiant a trouvé sa véritable vocation, en se mobilisant autour des principes démocratiques (« On n'est pas au Chili »). Les étudiants se sont toujours considérés comme les gardiens privilégiés et vigilants de la démocratie, du moins de l'idée abstraite qu'ils s'en font : en dernière issue, ils sont les gardiens de l'Etat, parce que la plupart d'entre eux constitueront plus tard, par leurs fonctions, *la courroie de transmission nécessaire* entre cet appareil et le reste des gens. Qui d'autre qu'eux pour porter, bien haut, le flambeau de l'esprit démocratique ?

Il est stupéfiant de voir des éléments prétendument radicaux s'être félicités de ce que le gouvernement ait « cédé » en retirant ses projets sur le Code de la nationalité et les prisons privées, qui sont relatifs à des conceptions divergentes du rapport de l'Etat à la société. Sans doute, dans les pays bureaucratiques, la moindre contestation d'une loi particulière peut remettre en cause l'essence du pouvoir. C'est justement leur faiblesse intrinsèque. Dans les

pays démocratiques, le pouvoir est par définition ouvert au dialogue avec les représentants de la société. Les étudiants voulaient justement élargir ce dialogue entre l'Etat et la société, et y faire participer tout le monde. Le retrait de ces projets de loi se situe à l'intérieur de cette sphère de la démocratie. Au point où en est rendue la condition des immigrés comme celle des taulards, les uns comme les autres savent bien que la question n'est pas là. Les racistes font exactement ce qu'ils veulent dans ce pays, et les prisons ne cessent de se remplir chaque jour davantage. La vraie question est plutôt que ce faux débat vise en finale à *rajeunir l'idée de nation*, que la révolte des jeunes immigrés en 1980-81 avait pratiquement remis en cause — à vrai dire, cette besogne de récupération avait déjà commencé avec la marche de décembre 1983, amplifiée ensuite par des rackets mieux organisés à chaque mois de décembre. Il vise aussi à *moderniser l'institution de la prison*, que la révolte des taulards en 1985 avait au contraire attaqué de front. Il s'agit donc d'une vaste opération visant à couper l'herbe sous les pieds à toute critique sociale de l'Etat.

Le spectacle répugnant (pacifisme, jets de fleurs sur les CRS, respect ostensible du fonctionnement de l'université, sens du réalisme et du sérieux, rattrapage des cours, grève à la japonaise, etc.) qu'ils ont livré n'a d'égal que les kermesses démocratiques de SOS-Racisme. Tous deux, qui se sont rejoints dans la manif du 10 décembre, procèdent du même esprit : le civisme (ne les voit-on pas, depuis, s'inscrire massivement et en grande pompe

Georges Courtois, cigare dans une main, revolver dans l'autre, parle aux otages devant les caméras.

sur les listes électorales, et inciter le reste de la jeunesse à en faire autant ?!). La réussite du mouvement étudiant ne tient pas tant au retrait de quelques projets de loi, finalement, qu'au fait qu'il ait pu s'imposer comme une force reconnue et acceptée sous la forme d'un groupe de pression apolitique dilué dans la société. Il constitue un aspect moderne du parti de la paix sociale au même titre que le racket antiraciste dont c'est en grande partie la même clientèle. Les étudiants sont finalement porteurs d'une certaine conception de la société civile et de ses rapports avec la sphère politique. Loin de s'attaquer au principe de l'Etat, ils protestaient seulement contre les limitations apportées par le régime « libéral » à la *réalisation de l'Etat démocratique*.

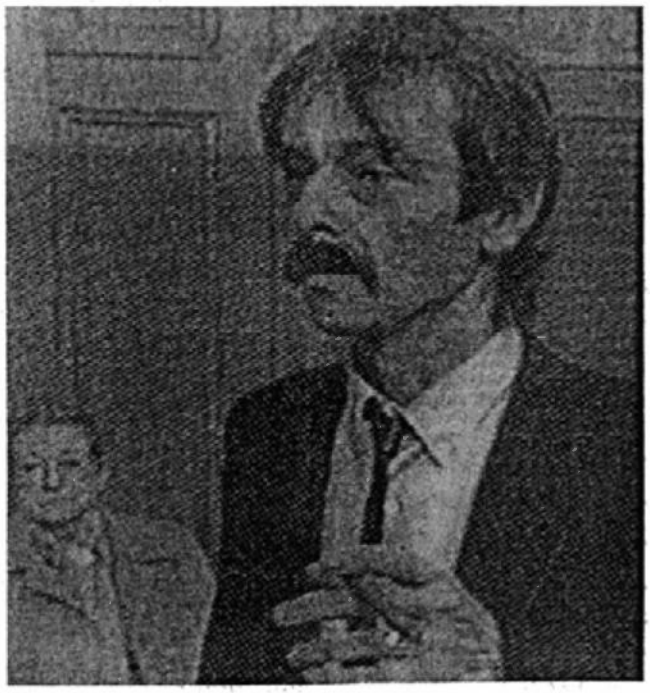
Une société fondée sur l'exploitation et la séparation ne peut atteindre de cohésion intérieure qu'au moyen d'un mensonge à prétention universelle. La bourgeoisie libérale actuellement au pouvoir n'a aucun projet à avancer qui pourrait entraîner l'adhésion de tous et assurer la cohésion sociale. Elle gouverne en s'appuyant sur les valeurs traditionnelles nécessaires à la bonne marche des affaires et ne reconnaît de droit qu'aux seules catégories sociales déjà acquises au principe marchand qui se trouve au centre de sa stratégie. Elle ne connaît que les affaires et ne prétend à rien d'autre qu'à défendre le principe de la société civile sans aucune restriction. Le gouvernement actuel ne s'appuyant que sur une partie de la société, il doit donc aussi s'appuyer sur *une police forte*. Les socialistes avaient eux le souci des apparences : ils avaient fait de la réalisation de l'Etat démocratique un point central de leur programme. D'où l'importance qu'ils accordaient à la culture, spectacle de la communication à prétention universelle. Les socialistes prétendaient avoir « la raison du cœur », tandis que la droite dit froidement : « Les affaires, il n'y a que ça de vrai ! » « La droite a eu le grand tort de rallumer la guerre sociale », disait le cultureux Lang à la télé, au début de la grève des cheminots : c'est-à-dire de libérer entièrement les forces du marché, de conforter les avantages des classes moyennes, de dégager les appétits de la classe bourgeoise de toute limitation, ce qui se fait nécessairement *contre le reste de la société*, les travailleurs, les chômeurs et avec eux tous les pauvres en voie d'exclusion. En réalité, elle n'a bien sûr fait que poursuivre ce que les socialistes avaient commencé, et ce n'est pas le moins écœurant ni le moins significatif de voir ces derniers s'être refaits discrètement une jouvence politique dans le mouvement étudiant. Alors que des ouvriers, en différentes villes du pays, avaient saccagé les locaux du PS en 1984-1985 (à Longwy, Saint-Nazaire, Nantes, Dunkerque, etc.), les étudiants eurent quant à eux « les sympathies du président » — sans parler de tous les délégués étudiants inscrits eux-mêmes au PS, comme cette morue d'Isabelle Thomas. Il va sans dire que ceux qui étaient affiliés à des sectes trotskystes ou au parti stalinien sont également des pourritures méprisables. Bref, les étudiants ont ressenti le risque d'explosion sociale qui commence à s'accumuler, et ils ont assumé pleinement leur rôle en rassemblant le maximum de gens autour de l'idéal démocratique. Leur mouvement s'est arrêté le 10 décembre après avoir fait le plein dans les têtes pour occuper un vide que nous allons quant à nous nous employer à approfondir.

L'IDÉAL DÉMOCRATIQUE, C'EST DE LA MERDE

La démocratie n'est rien d'autre que la prétention de l'Etat à annexer la communication. L'Etat démocratique est à la communication ce que l'argent est à la richesse, un représentant universel abstrait. Avec la démocratie se trouve *consacrée* l'absence de la communication en tant qu'activité sociale de l'homme : la société est gagnée par l'intérêt privé, sous l'emprise effective de l'argent et de la marchandise qui deviennent le but de toute activité. La communication n'existe plus que sous la forme dégradée, vide de toute humanité, du débat d'intérêt, la politique. *L'essence* de l'homme a été confisquée par la marchandise, l'Etat a confisqué *la conscience* de l'homme. « L'Etat politique parfait est, d'après son essence, la vie générique de l'homme par opposition à sa vie matérielle. Toutes les suppositions de cette vie égoïste continuent à subsister dans la société civile *en dehors* de la sphère de l'Etat, mais comme propriété de la société bourgeoise », écrivit Marx dans *la Question juive*. La politique est alors le lieu où les aspirations contrariées de l'homme trouvent leur existence *ineffective*. La politique achèvera, pendant les deux derniers siècles, de dépouiller l'homme de son langage. L'Etat se chargera désormais de fournir une explication du monde aux individus, qui dès lors ne pourront plus se parler que par la médiation de son langage, la politique. C'est bien pourquoi à notre époque la critique de la politique est la condition première de toute critique. Notons que les étudiants ont un rapport *intellectuel* avec l'Etat, tandis que la bourgeoisie et les classes moyennes ont un rapport *immédiatement pratique*. Les premiers jugent la légitimité de l'Etat selon son concept abstrait, les seconds selon son effi-

cacité concrète à faire régner l'ordre. Dans tous les cas, la démocratie est la caution centrale d'une société sans esprit, fondée concrètement sur l'exploitation et l'oppression d'autrui. Le mensonge démocratique est là pour empêcher que la division existant dans cette société soit prononcée dans la pensée, *publiquement*. Il est là pour refouler la guerre sociale.

Ceux qui se félicitent du fait que le principe de démocratie *directe* ait émergé parmi les étudiants en décembre, comme confirmation de sa présence sourde partout ailleurs sont encore prisonniers de la *conception politique du dialogue*. Le moment où les étudiants peuvent exercer la discussion librement *entre eux* est aussi celui où la possibilité en est anéantie dans la société. Quand les cheminots en grève essayaient de discuter librement de leur mouvement, ils ont subi aussitôt l'hostilité active des bureaucrates syndicaux. Les étudiants considéraient les syndicats comme leurs interlocuteurs dans le monde du travail.



Georges Courtois, très menaçant, devant les caméras de FR 3, invitées à lui servir de «porte-paroles».

Les étudiants se battaient au nom de l'idéal démocratique. Peu après, les cheminots qui luttaient tout simplement contre l'aggravation de leur condition et ont ainsi entravé la bonne marche du capitalisme français se sont vus quant à eux opposer une fin de non-recevoir sans ambiguïté. Ils n'ont certes pas eu droit aux éloges enthousiastes des médias, contrairement aux gentils étudiants de décembre 1986. Les grévistes de la SNCF récusaient la fatalité de la prétendue crise. Ils ont eu à subir, outre les manœuvres syndicales de l'intérieur, les calomnies médiatiques, l'hostilité des classes moyennes, petits commerçants et autres cafards nuisibles (manifs des gérants de stations de ski à Grenoble, provocation organisée par les militants RPR dans la gare Montparnasse, sans parler des attaques contre les grévistes de l'EDF courant janvier). Le mouvement étudiant défendait le principe *sacré* de la démocratie, les droits de l'homme. Les petits commerçants anti-grévistes en défendaient le principe *profane*, le droit de la propriété privée et du profit — le comble a été atteint quand ils ont osé crier, dans une de leurs manifestations, « Non à l'égoïsme ! » contre les grévistes ! Eux, des boutiquiers ! On aura décidément tout vu, tout subi dans ce pays de merde. Les étudiants agissaient selon un mensonge religieux : d'ailleurs, ces kermesses démocratiques évoquent bien ces Assemblées de Paix que l'Eglise organisait sur le parvis des cathédrales, dans les temps troublés qui précédèrent les Croisades. De la même façon que les chrétiens avaient alors le sentiment de conclure un pacte collectif et solennel avec Dieu, garant d'un ordre plus juste, les étudiants ont eu le sentiment d'avoir conclu avec l'Etat un pacte tout aussi solennel au nom des idéaux démocratiques.

Le mouvement étudiant, en rajeunissant l'esprit civique a parachevé le reflux momentané des aspirations radicales de 68. C'est en cela que les étudiants ont pu se réclamer *aussi ouvertement* partisans de l'ordre établi. Dans les 70', la révolte des pauvres s'était manifestée comme désobéissance civile. Maintenant qu'elle est contrainte au repli, les étudiants peuvent bien exhiber sans honte l'image ravie de l'obéissance civique (il n'est d'ailleurs pas étonnant que ce soit en France, pays où la désobéissance civile est restée en deçà d'autres pays d'Europe, qu'ils ont pu à ce point la ramener). Leur apolitisme non seulement n'a aucune chance de « devenir critique de la politique » comme l'ont spéculé certains à Paris en décembre 1986, mais constitue au contraire le sauvetage de ce qu'il y a d'*essentiel* dans la politique. Le mouvement étudiant n'a fait que rappeler l'Etat démocratique *à ses devoirs*.

Dans ce mouvement, c'est finalement tout le poids mort de 68, toute la part non critiquée de cette époque et de ses limites qui sont revenus : mais aujourd'hui cette part est amenée à se manifester ouvertement contre *l'esprit de révolte sociale* de 68. Parce que les aspirations de 68 ont été refoulées dans la clandestinité sociale, les étudiants étaient enfin libres de couper joyeusement toute attache avec leurs prétentions *d'alors*, quand il leur fallait répondre à une lame de fond qui menaçait de tout

balayer, y compris leur propre rôle. C'est pour empêcher que la séparation, qui existe de toute manière dans la société entre ceux qui y ont un avenir et ceux qui n'en ont aucun ne soit prononcée que les étudiants la ramènent en force avec l'esprit civique. La part la plus forte de 68 était justement que ce mouvement avait ouvert une époque de désobéissance sociale dans le monde entier, qui pourrait bien revenir à la surface un jour ou l'autre en France.

Quand ils évoquent le spectre de 68, les médias s'efforcent toujours d'accréditer rétrospectivement le fait que cela aurait été un mouvement d'étudiants (les anciens chefaillons gauchistes reconvertis dans le mensonge journalistique en sont d'ailleurs spécialistes, on comprend pourquoi). Bien que 68 soit la référence la plus proche d'une tentative révolutionnaire en France, peu de gens arrivent à discerner clairement ce qui s'est alors passé. 68 a été transformé, et cela ne date pas d'hier, en souvenir-écran. Des jeunes qui seraient alors sûrement descendus dans la rue croient sincèrement que c'était un mouvement d'étudiants, bien qu'ils méprisent ceux-ci. Jadis, quand une révolte était vaincue, l'Etat faisait le nécessaire pour qu'on n'en parle plus et qu'on en oublie jusqu'au souvenir. A présent il ne peut s'agir d'effacer la mémoire, mais de la falsifier en donnant une forme parfaitement incohérente à ces événements passés. On va jusqu'à octroyer des émissions télévisées à d'anciens leaders officiels de 68, qui racontaient déjà n'importe quoi à l'époque, pour qu'ils continuent à le faire, cette fois sans être démentis par la réalité des événements immédiats. La nouvelle tentative révolutionnaire commencera là où s'est arrêté 68, en critiquant les obstacles alors insurmontés. Les cheminots grévistes ont depuis entamé une critique des syndicats, marquant *effectivement* un progrès énorme par rapport à 68, qui plus est dans ce qui était resté jusque-là une forteresse cégétiste.

On ne pouvait que se réjouir de ce que la kermesse démocratique du jeudi 4 décembre ait été finalement gâchée par les incidents, dus à l'excitation de quelques centaines de jeunes gens, lycéens et LEP. Mais à aucun moment, contrairement aux fantasmes répandus par divers activistes parisiens, les étudiants n'ont perdu l'initiative. Surtout pas lors du rassemblement plus ou moins spontané du samedi 6 au soir, dans le quartier Latin, *leur quartier*. On a relevé que les étudiants ont fait ce soir-là la preuve de leur esprit civique en restant sur place pour limiter la casse, non tant par l'action de leur SO alors inexistant que par *la pression*

Un journaliste anglais de la B.B.C. avec l'objectif de sa camera brisé par une balle tirée par Georges Courtois

morale. On notera ici plusieurs choses. D'abord, que le fait de se rendre dans un tel quartier, plutôt qu'aux Halles par exemple (malgré une tentative de notre part pour cela), montre bien en lui-même à quel point les choses étaient loin d'être claires dans la tête des gens, tant par rapport aux étudiants que par rapport aux clichés de 68. Par le simple fait que des pauvres voulant manifester leur colère contre la police soient venus le faire dans ce quartier, dont les étudiants estimaient avoir la responsabilité, ces derniers conservaient l'initiative : dans la rue, dans la pensée. De plus, les affrontements ne dépassèrent pas, de loin, une sorte de violence symbolique qui participe bien du souvenir-écran de 68. La meilleure preuve en est la présence d'une foule indécise qui pouvait se permettre de rester là *à regarder*. On était bien loin de la haine qui souffle dans les rues des quartiers anglais les jours d'émeute, et

où les badauds ne se risquent pas ! Quelqu'un a pu très justement faire remarquer, à propos de cette soirée, que c'était bien la première fois qu'il voyait une « émeute » s'arrêter d'elle-même.

L'excitation qui a entouré les événements de décembre 1986, spécialement après le samedi 6, tant à Paris que dans d'autres villes européennes, ne peut se comprendre que comme un *fait hallucinatoire social*. L'amplification médiatique de la soirée du 6 au quartier Latin y a largement contribué : l'image du retour de 68 a ainsi fait le tour du monde en vingt-quatre heures. On peut simplement comparer l'écho qu'ont eu les incidents relativement mineurs de ce soir-là en Europe avec l'isolement dans lequel sont restées les émeutes répétées des kids anglais, qui eux se sont attaqués à l'ennemi réel. A Francfort, le dimanche 7, quelques centaines de jeunes (sans doute les mêmes qui avaient déjà animé les rues à l'automne 1985) ont semé le désordre en criant « Paris brûle, Francfort s'ennuie ». Quand les kids de Tottenham se sont révoltés en octobre 1985, ils n'ont pas rencontré un tel écho et une telle complicité publique en Europe. Pourtant, leurs ennemis étaient les mêmes que ceux des kids de Francfort et de toutes les métropoles européennes. Alors que toute révolte sociale est étouffée par l'isolement, on voit partout des gens s'exciter sur des événements qui, parce qu'ils ont eu lieu à Paris, évoquent immédiatement *l'image de la contestation*. A Paris même, l'excitation abstraite s'est consommée dans ces gestes qui ont perdu toute réalité : par exemple, cette action dérisoire d'ouvrir la Sorbonne le vendredi 5 au soir et de lancer un appel grandiloquent aux travailleurs, ou le fait, le lendemain soir, de construire des barricades en sachant très bien qu'elles ne seront pas défendues, pour *mimer* une situation historique passée. De la même façon, l'inflation de papier imprimé déversé dans la manif du 10 sonne faux. C'est bien le mal français, cette prétention abstraite à la pensée universelle. Dans ce pays, *le mot prend la place de la chose*.

Au moment même où régnait ce vacarme triomphaliste, des faits étaient là qui le démentaient *sans phrases*. Toutes les déclarations des activistes parisiens s'effondraient d'elles-mêmes aux yeux de quiconque s'était trouvé le mardi 9 à La Courneuve, lors de la procession funèbre encadrée par les connards de SOS-Racisme et les élus locaux (un jeune Arabe de la cité s'était fait assassiner plusieurs jours avant dans un bar par un flic en civil). L'atmosphère qui régnait là ne pouvait tromper. De la même façon, tandis qu'un million de personnes sont descendues dans la rue contre la mort d'un étudiant, un malheureux rassemblement oublié de tous avait lieu le mardi 9 pour les victimes des incendies racistes du XXe.

Mais tout ceci n'est qu'une conséquence extrême de l'organisation sociale de la « défaillance de la faculté de rencontre » et son remplacement par un fait hallucinatoire : la fausse conscience de la rencontre, « l'illusion de la rencontre ». Dans une ville comme Paris où personne ne peut plus être *reconnu* par les autres, chaque individu devient incapable de reconnaître sa propre réalité. C'est en ce sens que le mouvement étudiant a pu drainer cette foule solitaire du mercredi 10, dans laquelle se trouvaient nombre de gens à la recherche de « quelque chose qu'ils avaient du mal à préciser », pour reprendre les termes d'une pancarte tenue par un manifestant.

La reconnaissance entre les pauvres qui sont sortis de leur réserve à ce moment n'a existé que comme sentiment ephémère et impuissant, et ceux d'entre nous qui se trouvaient alors à Paris se sont tenus à une attitude qui relevait du seul sentiment, de l'émotion. Dans la rue, les mots de bavardage et de rencontre étaient dans toutes les bouches, au moment même où seul l'ennemi avait l'usage de la parole. De la même manière, parmi nous le dialogue construit se révélait défaillant. Nous avons eu alors le grand tort d'alimenter à notre manière le petit marché parisien du *commentaire* radical, où nous avions su jusque-là nous abstenir de paraître. Si être révolutionnaire, c'est marcher au pas de la réalité, nous avons pris là un sérieux retard : non seulement nous n'avions pas l'initiative de la pensée, mais nous avions cru au contraire que l'ennemi l'avait perdue ! Nous nous sommes ainsi trouvés dans une situation critique, qu'il a bien fallu critiquer. Il nous apparut rapidement que cette défaillance ne relevait pas uniquement d'une erreur d'appréciation des événements. Cette crise interne s'est caractérisée par un affrontement vigoureux entre deux conceptions de notre activité. Ainsi se trouvaient posés les termes du dépassement de cette part insuffisamment critiquée qui laissait encore place à l'idéalisme subjectif. L'affaire suit son cours.

Décembre 1986 a été aussi une réaction confuse au bruit de bottes qui s'amplifiait dans Paris depuis le début de l'année (le slogan « Pasqua terroriste » était un retour à l'envoyeur ! Encore faut-il rappeler que ce flicage avait commencé bien avant, sous le ministre socialiste Joxe, celui-là même qui avait lancé le projet discret mais redoutable de modernisation de la police [1]). Mais il ne faut pas non plus oublier que ceux qui protestaient vertueusement contre les excès policiers étaient les mêmes qui

jetaient des fleurs aux CRS quelques jours avant : les étudiants. Ces salauds veulent empêcher la population de traiter les flics en ennemis, et ils y parviennent dans une certaine mesure — jusqu'à ce que la population les considère à leur tour comme d'autres flics. Les étudiants n'ont par exemple à aucun moment contesté le plan de carte nationale d'identité infalsifiable et informatisable : cela aurait été contester l'autorité de l'Etat, dans son droit exorbitant de contrôle sur chaque individu, ce qu'on ne saurait attendre d'étudiants. A l'opposé de leurs gémissements, une réaction claire fut l'attaque organisée par les jeunes de La Courneuve le mardi 9 contre deux commissariats, en dehors de la procession funèbre. Une réaction *à l'anglaise*, sans équivoque. Signalons aussi, à propos des incendies racistes du XXe, que quelques personnes ne se sont pas payées de mots et ont pris *une initiative concrète* en ouvrant un grand squatt place de La Réunion, où de nombreux rescapés ont pu se reloger sans avoir à quémander auprès de la mairie.

Avec le mouvement de décembre 1986, le système s'est spectaculairement réconcilié avec *sa* jeunesse. Notons aussi que la prétention des étudiants à jouer le rôle qui est le leur se voit jusque dans leur attitude envers le reste de la jeunesse scolarisée qu'ils avaient conviée à les suivre. Dans la manif du 10, les étudiants en premier, ouvrant la marche, les lycéens derrière et les LEP en queue : voilà pour le prétendu esprit anti-hiérarchique que certains glandus ont cru pouvoir saluer dans ce mouvement. Les étudiants représentent la jeunesse idéale, civilisée et dépourvue de toute haine : le contraire de cette jeunesse innomable qui n'a d'avenir que la prison, la poudre, les TUC, l'usine ou le bureau, et qui constitue encore le pôle négatif de la société spectaculaire. C'est à cette jeunesse qu'il appartiendra tôt ou tard d'enlever l'initiative aux étudiants. Il ne s'agissait donc pas d'étendre le mouvement estudiantin comme le voulaient les activistes parisiens. Au contraire, il est déjà bien plaisant de voir comment les militants de SOS-Racisme se font jeter par bien des jeunes immigrés. « "SOS-Racisme, moi je m'en cague, c'est tous des gros pédés !", rage Nourredine, dix-huit ans, qui s'appuie comme cinq de ses copains contre une voiture en ruines dans une cité qui ne l'est pas moins. Deux d'entre eux piquent du nez sous leurs lunettes noires : héroïne, héroïne... "Le Pen-zobi il vient ici, nous on lui fait niquer sa mère ! On s'en fout, on a tous la carte d'identité ! Tu veux qu'j'te montre mon SOS ? Té, me touche pas mon pote !" Et il écarte sa veste sur la crosse d'un calibre. Ceux-là

Abdel Karim Khalki et deux otages, lors du départ pour l'aéroport.

non plus on ne les fera pas partir... Si on venait les emmerder, ils ne commenceront pas par les meetings... », rapporte un journaliste d'*Actuel* dans un article sur « Les guerres de Marseille ».

Il n'est pas étonnant de voir se rejoindre le réformisme politique et la néo-culture dans l'idée démocratique pure. Leur essence est commune. La culture a ceci de commun avec la politique qu'elle définit la communication comme *partie* de la vie sociale, comme activité particulière dans la société. La culture était jadis la communication des riches, elle est désormais démocratisée dans l'ersatz spectaculaire abondant. Tout comme la politique, elle établit l'illusion d'un dialogue dans un système social fondé sur le déchirement et la guerre de tous contre tous. La culture est censée apporter la preuve que la société est encore humaine. C'est la même conception réformiste de la communication qu'on tente d'imposer au monde, qui se trouve contenue dans la culture comme dans la politique. En 68,

1. Jamais l'Etat n'a entendu gouverner à ce point par la peur. Il est d'ailleurs assez piquant de voir que le ministre de l'Intérieur qui a fait une utilisation sans précédent de la mise en scène terroriste soit lui-même un ancien terroriste ! Ce porc répugnant est un ancien responsable du SAC, qui a un jour déclaré bien haut que « contre les subversifs, il faut employer des moyens subversifs » : comme le faisaient alors ses amis du SAC marseillais en 1981, contre les habitants rebelles de La Cayolle et de Bassens (voir « Rapport sur Marseille », *Os Cangaceiros* n° 1). Rappelons quand même que les socialistes ont fait de même quand ils détenaient ce ministère, comme on l'a vu avec l'arrestation des Irlandais de Vincennes ou le plasticage du *Rainbow-Warrior*. La seule différence entre toutes ces salopes, c'est que Pasqua défend *explicitement* le principe profane de l'Etat, une police forte dont l'arbitraire tout-puissant ne saurait souffrir aucune restriction. « La démocratie s'arrête là où commence l'intérêt de l'Etat », peut-il dès lors proclamer. Les étudiants défendaient quant à eux le principe d'un dialogue avec l'Etat et ceux sur qui s'exerce son autorité !

le débat fut en partie confisqué par les étudiants qui l'exilèrent dans la sphère de la politique et de la culture : la Sorbonne et l'Odéon. La réalité du débat ouvert alors entre les pauvres sur le monde fut condamnée à rester clandestine. Le racket néo-culturel prit ensuite son essor, et devait prospérer tout particulièrement de 1981 à 1986, sous la gauche. Il reprenait un des slogans les plus débiles de 68, « la culture aux travailleurs ». Il fut animé par d'anciens étudiants, militants reconvertis.

La culture comme sphère où pouvait s'exprimer une pensée critique et une recherche d'un style de vie est morte, depuis plus de cinquante ans. On ne peut plus guère parler que de néo-culture, simulacre de communication, pseudo-style de vie. La néo-culture se veut présenter un modèle de communication « plus complet » que la politique, un mode d'aménagement de la vie quotidienne qui découle aussi de cette critique superficielle de la « politique politicienne » — on en a vu un exemple en Italie, après la défaite du mouvement du printemps 1977, avec l'apparition d'un racket politico-culturel. Il suffit d'ailleurs de voir quel *désert* est devenu Paris, pendant que l'Etat en faisait une ville néo-culturelle à coup d'installations comme Beaubourg, puis le Zénith, l'Opéra de la Bastille, etc., qui ont eu à chaque fois une influence psychogéographique désastreuse sur les quartiers environnants envahis par la faune de gauche qui y étale son conformisme sans aucune retenue.

Mais la société réelle n'est pas la société civile laïque et démocratique théoriquement au-dessus de l'argent et de tout soupçon, contrairement à ce qu'affirment la bourgeoisie et l'Etat, relayés en cela par les étudiants, qui voudraient nous faire prendre une abstraction pour la réalité et la réalité pour une fatalité.

LA VIE QUOTIDIENNE EN FRANCE EN 1987

La société existante s'est montrée capable de digérer les révoltes modernes, d'abord par la répression et la récupération combinées, mais surtout par *son propre dynamisme* auquel elle parvient à intégrer, de gré ou de force, une part toujours croissante de l'énergie individuelle de chaque travailleur. Cette société qui reste toujours fondée sur l'exploitation du travail est en train de transformer *le rapport du travailleur à l'argent*. Les époques antérieures au XXe avaient vu la bourgeoisie imposer brutalement la nécessité de l'argent aux pauvres, les transformant en salariés. Ils devaient alors travailler pour assurer leur subsistance, sans autre forme de discours. Ensuite, au sortir de la Seconde Guerre, on leur donna assez d'argent pour qu'ils puissent désormais connaître la richesse dans ses formes particulières, les marchandises. Ils se trouvaient ainsi associés au monde de la richesse, du moment qu'on les sollicitait en tant que consommateurs, mais entretenaient toujours un rapport de pauvres avec l'argent où ils perdaient leurs illusions. Le changement qui est en train de se produire est le suivant : la société prétend introduire le principe de l'activité capitaliste chez les pauvres eux-mêmes. Elle se propose de les associer tout simplement à la richesse de l'argent, de la même façon qu'avec la démocratie elle prétend les associer au débat sur le pouvoir.

Il s'agit dès lors de faire en sorte que les salariés soient saisis à leur tour par la fièvre capitaliste, tout au moins qu'ils *croient* aussi gagner de l'argent. Le cadre est ainsi le prototype moyen de ce changement, puisque la nature même de son travail l'amène à croire qu'il gagne de l'argent : mais il reste un salarié, c'est-à-dire un pauvre. Un pauvre con, puisqu'il se nourrit d'illusions qui le font travailler sans cesse plus dur. « Le capital apparaît de plus en plus comme une puissance sociale dont le cadre est le fonctionnaire »[2]. L'American Way of Life s'impose comme modèle, non plus dans son décor mais *dans son principe*. Au rapport passif qu'entretenait le consommateur des 60' avec les marchandises s'ajoute le rapport actif du travailleur motivé pour gagner de l'argent. Pour le pauvre, l'argent a toujours été *une nécessité* ; pour le bourgeois, l'argent a toujours été *une activité*. Ce qui était quelque chose de fini pour l'un était quelque chose d'infini pour l'autre. La société veut à présent tirer un trait d'union entre les deux. L'illusion spécifique engendrée par la société du spectacle consiste à faire apparaître désormais l'argent comme quelque chose d'infini pour le travailleur lui-même. « La contrainte qui s'exerce sur le travailleur salarié et la nécessité qui définit tous ses besoins dans la même limite sont ainsi transfigurés dans le langage de la société. » (*Os Cangaceiros* n° 2.)

L'idéal du capitalisme moderne serait la cadrification générale des travailleurs dans les métropoles. Cette tendance la plus extrême de la société s'incarne parfaitement en France, où les conditions les plus propices se trouvent réunies. C'est le pays du monde dont les travailleurs sont actuellement les plus productifs, les moins grévistes et les moins absentéistes (selon des statistiques récentes du BIT ou des rapports d'industriels japonais qui comptent y investir des capitaux), bref les plus motivés

2. *Introduction à la science de la publicité*, J.P. Voyer.

au travail. Les classes moyennes y sont particulièrement importantes, et nulle part ailleurs elles ne font montre d'une telle arrogance. On peut dire aussi que l'illusion de gagner de l'argent y a envahi déjà beaucoup de têtes, dans toutes les catégories sociales. En un mot, c'est un pays américanisé, où la vie est désespérement privée d'esprit au profit du dynamisme de la marchandise qui intègre activement les individus — à cette différence qu'aux USA une notable partie de la population ne participe pas à cette folie et ne cherche pas à s'intégrer à la société civile, ni à s'occuper de la vie politique du pays. Nulle part ailleurs, sinon au Japon, on ne voit l'atomisation et l'isolement à ce point consommés, relayés, par une *organisation technique de la solitude*. Avec cette différence qu'au Japon, seule compte l'entreprise capitaliste : on ne se soucie pas de donner les apparences de l'humanité à la vie sociale. La France est au contraire le pays où l'on produit et consomme les plus grosses quantités de néo-culture, et où l'on parle le plus de « la communication, marché de la fin du siècle ».

Dans le spectacle, la prospérité n'est plus quelque chose de donné, et encore moins de garanti, comme c'était présenté à l'époque des divers « miracles économiques », de l'Italie des 60' au Brésil des 70'. Elle ne peut plus résulter que de l'activité volontaire et soutenue de chacun, qui commande d'en finir une bonne fois pour toutes avec cette résistance passive qui avait toujours existé dans les usines et les bureaux. Désormais, l'activité frénétique du monde entraîne chacun dans son mouvement, bon gré ou mal gré. Chaque individu est *sommé* de s'engager dans la course. On pourrait faire une critique de la vie quotidienne rien que sous l'angle de cette circulation effrénée à laquelle se ramène l'existence des gens dans les métropoles capitalistes, à Paris, New York ou Tokyo. Gagner de l'argent est le but suprême que chacun invoque et auquel il doit impérativement *tout sacrifier* en vertu du principe que s'il y a beaucoup d'appelés, il y aura peu d'élus. Ne pas consentir ce sacrifice, c'est risquer de se retrouver *exclu du circuit*, autrement dit exclu dans la société, condamné à y survivre en perpétuel état d'exclusion. Cette participation somnambulique au rythme exponentiel de la circulation de l'argent exige en plus l'effort supplémentaire de suivre l'évolution accélérée des techniques, de sorte que le travailleur moderne doit *sans cesse gagner sa place* (« Nous avons vu que les frontières entre travail et formation tendraient à s'estomper : ce qui est certain, c'est que le lieu de travail devra devenir encore plus qu'aujourd'hui un lieu de formation » [3]). Le conformisme affiché des étudiants en décembre 1986 exprimait donc fidèlement la tendance générale de la société : le souci de l'avenir professionnel, d'arracher sa place dans la société au prix d'un âpre labeur, le goût de la réussite, l'intérêt motivé, et par-dessus tout cette *anxiété* qui ronge en permanence ces petits hommes à l'idée de ne pas y arriver. L'activité sans fin du travailleur moderne va d'ailleurs jusqu'à commander son usure complète : à cette différence d'avec le régime traditionnel de l'usine que cette usure n'est plus *subie*, elle est *intériorisée* — les médecins appellent ça « le stress ».

Pour réussir à modifier l'attitude des pauvres envers l'argent, la société doit procéder à une remise en valeur du travail sans précédent. Par exemple, un certain type de rapport au travail, qui s'était développé d'abord dans les services (et en particulier dans toutes les petites entreprises liées à la diffusion des techniques nouvelles, à l'audiovisuel, à la néo-culture) s'est ensuite progressivement étendu à l'industrie. Ces relations dans le travail sont basées sur le consensus, l'effort volontaire et l'esprit de compétition. Toute la haine des salariés pour leur travail, qui s'exprimait toujours d'une manière ou d'une autre, a disparu de la relation collective à l'entreprise, au patron : elle a été refoulée. On peut même dire que la révolte instinctive qui régnait dans les entreprises s'est trouvée en quelque sorte *sublimée* dans l'émulation au travail, au nom de la responsabilité individuelle accrue que l'employeur confie à présent à chacun de ses salariés. Ce processus s'est bien sûr développé avec plus de facilité dans les PME, mais il a atteint depuis quelques années toutes les grosses entreprises. Le changement d'ambiance est évident jusque dans des boîtes qui avaient la réputation d'être plutôt agitées. De la sourde hostilité collective envers la direction, on est passé à la dispersion et à l'émiettement, au nom de l'intérêt personnel lui-même identifié à la réussite de l'entreprise. L'individualisation croissante de la société s'est ainsi accompagnée d'un *reconditionnement moral* qui a permis de résorber la résistance spontanée au travail. L'informatisation, l'automatisation et la robotisation du travail ont accentué cet éclatement, cette atomisation de chaque travailleur dans son rapport à ses conditions d'exploitation et finalement dans son rapport à la nécessité du salaire. On peut noter que les cheminots grévistes, en refusant la nouvelle grille des salaires « au mérite » ont lutté aussi contre ce processus d'individualisation par l'argent.

3. *Tendances lourdes dans l'évolution du travail*, par Yves Lasfargue, président du Groupe de stratégie industrielle du Commissariat général du plan sur la diffusion des technologies !

Le despotisme de l'intérêt privé engendre aussi un paysage de l'isolement. Le pays qui a fondé théoriquement le droit de la propriété privée est celui où chacun vit désormais replié *chez soi*. Cela fait longtemps déjà que l'idéal moyen le plus répandu en France se résumait dans le petit pavillon de banlieue que l'on aura fait construire à crédit. La réalisation de cet idéal a ainsi produit ces déserts pavillonnaires où règnent l'ennui et le silence en maîtres absolus. La France est devenue un pays aux rues désertes (« Une ville est faite de rencontres », prétend impudemment une réclame de la RATP !). Sortis de leur travail, les gens se réfugient dans leur cellule familiale pour n'en plus sortir ; quant à ceux qui se croient autorisés à *traîner* dans les rues, la police est là pour s'en occuper. Les rues sont faites pour *circuler*, et seulement pour circuler. Sans doute il en va de même dans la plupart des autres pays européens. Mais la France est encore le seul pays où des jeunes se font régulièrement assassiner parce qu'ils font du bruit. Saluons ici la saine réaction de ces adolescents, habitant malgré eux dans une de ces résidences de la banlieue de Rouen, et qui, pour se venger de l'ambiance lugubre du lieu, entretenue par les habitants adultes qui leur interdisaient jusqu'aux jeux de ballon dans la rue, semèrent la terreur pendant plusieurs mois en y multipliant cambriolages, dépradations, incendies de voitures et menaces de mort (assorties d'extorsion de fonds) dans des lettres signées « la Brigade de la haine » [4].

Patrick Thiolet sort avec un otage, le substitut Alain Bureau

Au moment où la séparation entre les individus est plus forte que jamais dans la société, le contrôle de l'Etat sur ces pauvres créatures atomisées se fait plus omniprésent. L'Etat est parvenu au sommet de sa toute-puissance technique — c'est le règne de Big Brother, autrement dit la réalisation du monde que Orwell décrivait par avance dans *1984*. L'essor de l'informatique et son emprise sur tous les aspects de la vie montre que nous sommes soumis au régime de *l'isolation contrôlée*. Les ravages commis dans les 60' par la TV sont amplifiés avec la micro-informatique qui permet à chacun de rester chez soi tout en ayant l'illusion de parler à quelqu'un. Rappelons que les Minitel ont été d'abord distribués gratuitement par les PTT ; cela n'est pas sans analogie avec d'autres pays comme la Pologne, où s'il faut faire la queue pour se procurer de la nourriture, par contre toutes les familles polonaises sont pourvues depuis longtemps d'un poste TV afin qu'elles puissent recevoir les discours officiels. Avec la distribution gratuite des Minitel, il s'agit pour l'Etat français d'assurer à chacun de ses administrés sa petite branlette télématique.

Tout aspect de la vie se trouve placé, d'une manière ou d'une autre, sous contrôle. Que ce soit pour louer un appartement ou obtenir une « aide sociale », l'individu est tenu de fournir une quantité innombrable de justificatifs. Il vit en fait dans la position d'avoir à tout instant à *justifier sa propre existence*, aux yeux de ceux qui disposent du pouvoir social et plus couramment encore aux yeux de la police. Celui qui n'est pas répertorié sur un fichier n'existe donc pas, même s'il a de l'argent. Il n'a pas d'existence civile recensée, il n'est donc rien. La mise en place de la nouvelle carte nationale d'identité, avec un répertoire informatisé des

4. « Pour commencer l'année en beauté, la Brigade de la haine vous offre, avec haine, ce feu d'artifice et vous souhaite une année de terreur, de haine et de chaos. Pour 1987, elle exige le retrait pur et simple des systèmes d'alarme et que chaque maison nous satisfasse de par son butin : argent, bijoux, armes de chasse... Le paiement d'un impôt révolutionnaire d'un peuple de gauche et des licenciés de la pétrochimie. Pour ce faire, vous tous, déposerez, sous votre boîte à lettres, une enveloppe contenant cinq mille francs en liquide, le 20 avril dernier délai. Nous ramasserons vos contributions à la lutte prolétarienne internationale le soir qui nous plaira, c'est-à-dire n'importe quel jour. Si cela est fait, vous serez à jamais protégés de tout cambriolage. Nous nous attaquerons à d'autres pavillons. Sinon nous ferons exploser une maison au plastic en guise d'ultime avertissement, puis nous passerons aux enlèvements, aux tortures et à l'extermination dans la joie et la bonne humeur des éléments réfractaires. Puis, car les flics ne nous auront jamais car nous avons des indicateurs chez eux, prolétaires de tous les pays, unissez-vous. »

empreintes digitales, signifie un bond spectaculaire dans ce fichage (notons d'ailleurs que ce plan n'a pu se mettre en place qu'avec la caution démocratique des salopes de la Commission nationale « Informatique et Liberté », qui ont en particulier donné leur aval à cette mise en fiches *sans précédent* des empreintes digitales : on voit bien la rationalité ultime du discours démocrate dans cette tartufferie). Jamais l'Etat n'avait à ce point ouvertement prétendu à ce que rien ni personne ne puisse lui échapper. Les rêves de l'Etat sont nos cauchemars. Cette prétention au contrôle absolu, que l'Etat prétend exercer au nom de la société et de tous ceux qui sont acquis à son principe, ne rencontre ici pas la moindre velléité de protestation. Même en RFA, pays jusqu'ici soumis à un quadrillage complet dans la grande tradition du militarisme prussien, on voit surgir un vaste mouvement de révolte contre l'accroissement du contrôle étatique. Le projet de carte d'identité informatisée y suscite déjà une vague de refus, à tel point qu'en certaines provinces les élus de gauche ont été obligés, sous la pression des gens, à annoncer qu'ils refusaient de la délivrer. Plus encore, le recensement — qui acompagne nécessairement la mise en place de ce dispositif — provoque une révolte générale : des agents recenseurs sont agressés, et à deux reprises en mai la ville de Berlin a été le théâtre de violentes émeutes sur cette question. En particulier une tentative de perquisition au siège d'une association qui lutte contre le recensement, dans le quartier de Kreuzberg, a provoqué une vigoureuse riposte des habitants : flics blessés par dizaines, banques et supermarchés incendiés, etc. En France, l'atomisation est telle qu'il n'y a même pas de résistance au despotisme de l'Etat, et d'autant moins qu'il se trouve justifié au nom des principes démocratiques.

LA DOMESTICATION INFORMATIQUE

Il y a deux siècles, la bourgeoisie mettait en branle une stratégie sociale improprement connue sous le nom de « révolution industrielle », qui consista à autonomiser la sphère du travail pour la placer au centre de la vie sociale. Le long cycle commencé alors est en train de s'achever : aujourd'hui, *le travail s'est emparé de l'ensemble de la vie sociale*, et peut virtuellement cesser d'exister en tant que sphère autonome. Tel est le sens de la « nouvelle révolution industrielle » dont on nous rebat les oreilles. Il y a deux siècles, l'implantation des usines avait été le moyen de cette

Toujours enchaîné au président Baillache, Georges Courtois tire en direction des journalistes

stratégie, aujourd'hui c'est l'informatisation de la société. L'informatique avait d'abord eu comme fonction de rationaliser le contrôle, la gestion et le flicage (et cette fonction s'accroît toujours, évidemment). Aujourd'hui, son rôle s'est étendu : à la fois outil de travail généralisé et marchandise de pointe, le micro-ordinateur permet au travail et à la consommation de se fondre dans une pseudo-activité commune. C'est sur la même machine que l'esclave moderne travaille, programme ses loisirs, fait ses achats à distance [5]. Ce retour apparent au travail domestique qui caractérisait l'ère préindustrielle traduit au contraire que désormais la totalité de la vie sociale a été domestiquée par le travail. Il y a vingt ans déjà, les situationnistes relevaient que « les loisirs travaillent ». Mais nul n'aurait alors pu imaginer que ce constat s'appliquerait à des choses aussi simples que le fait d'adresser la parole à un quidam dans un bar, ou d'aborder une inconnue dans

5. Il est désormais techniquement possible de faire en sorte que les pauvres n'aient plus besoin de sortir de chez eux. Notons à ce sujet le devenir commun de l'organisation de l'exploitation et de celle de la répression : l'apparition des prisons modernes avait été contemporaine de la généralisation des usines ; aujourd'hui, certains Etats US en sont à « supprimer » les prisons à leur façon : en fixant aux délinquants un « boulet électronique » qui les confine à leur domicile.

la rue. Aujourd'hui que règnent un froid isolement dans les bars et une sourde terreur dans les rues, le Minitel est venu s'imposer comme la médiation nécessaire aux petits hommes pour échanger des mots toujours plus vides.

Dans le deuxième tiers du XXe siècle, la bourgeoisie avait mis l'abondance marchande à la portée des pauvres, ce qui est là aussi improprement connu comme « deuxième révolution industrielle ». Dès lors, le salaire octroyé aux esclaves ne devait plus seulement permettre à ceux-ci de se maintenir en état de survie, mais encore d'acheter toujours plus de marchandises. Aujourd'hui, avec la « troisième révolution industrielle », la même question se pose à propos du temps de travail : le « temps libre » alloué aux esclaves n'a plus seulement pour fonction de permettre la reproduction de leur force de travail, mais surtout de leur laisser le temps nécessaire à la consommation de nouvelles marchandises. Cette question est de plus en plus cruciale, notamment au Japon qui, ayant atteint quasiment la limite de la conquête des marchés étrangers, doit maintenant développer son marché intérieur : les industriels nippons, qui avaient fondé leur prospérité sur la quantité effarante de travail fournie par leurs salariés, se rendent compte aujourd'hui que cette prospérité se verra compromise s'ils ne réduisent pas le temps de travail pour leur permettre de devenir eux aussi des consommateurs à part entière.

Le « temps libre » est désormais totalement colonisé par la logique de la marchandise. Et celle-ci exige de plus en plus que ses esclaves *s'y investissent* : alors que la TV sécrétait des spectateurs passifs, l'ordinateur est fait pour qu'on le « bidouille » à longueur de temps. Cette nouvelle forme d'activité qui est exigée des pauvres tant dans leur travail que dans leur consommation est dépouillée de toute forme sensible, elle est de plus en plus abstraite. Un dénommé Lasfargue, grand larbin d'Etat, écrivait récemment que le travail était en voie de devenir « de plus en plus communicationnel et abstrait. Chacun travaillera sur des représentations de la réalité. La secrétaire travaillera sur une représentation de la lettre et non plus sur la lettre. L'ouvrier travaillera sur la représentation sur écran de la pièce usinée, etc. La monnaie électronique (monétique) va dans le même sens ».

Le néo-réformisme est l'expression dans la pensée de ce mouvement vers *l'abstraction généralisée* : de même qu'avec la monétique l'argent se passe de sa forme tangible pour retourner vers sa substance, de même les vieilles barrières politiques s'effacent devant l'essence qui leur est commune, l'esprit du droit et de la démocratie. Et c'est à la même force sociale qu'il revient de *propager l'abstraction* : les étudiants dans la pensée, les cadres dans le travail et la consommation (si tous les étudiants ne deviendront pas des cadres, tous les cadres sont d'anciens étudiants). Notons par ailleurs que dans tous ces domaines, la France est devenue le premier pays producteur d'abstraction — elle en exporte même ! C'est le berceau du Minitel, de la carte à puce et de SOS-Racisme.

Le même Lasfargue poursuit : « Une grande partie des individus acceptera cette évolution sans problème particulier. Mais ne risque-t-on pas de créer des "exclus de l'abstraction", c'est-à-dire des personnes ne pouvant, soit par profil personnel soit par culture, supporter l'abstraction généralisée ? » Certes, nombre de gens, dont nous sommes, n'ont pas le « profil » suffisamment bas pour supporter une telle horreur. Mais ce que les Lasfargue tentent ainsi d'exorciser, c'est le négatif qui surgira immanquablement *au cœur même de l'abstraction* : là où l'on fait miroiter à des individus toujours plus atomisés une communication inacessible [6].

Lasfargue signale le point faible de ce nouveau système : « On passera dans les vingt ans, dit-il, de

Abdelkarim Khalki, grenade quadrillée et révolver en mains, dans la salle d'audience des assises

6. Les individus sont toujours plus abstraits dans la société civile, ils savent qu'ils doivent beaucoup travailler pour rejoindre dans une tension inhumaine la courbe d'abstraction du capital. Cette tension *est* leur travail. Leur travail est cette tension. Le cadre ne doit jamais s'arrêter, il a peur du vide. Il est cet individu abstrait qui doit croire pour voir, définitivement solitaire, il n'a plus pour interlocuteur que son supérieur hiérarchique dont il envie les signes extérieurs de richesse et qui n'est le plus souvent qu'un simple ordinateur. Lu dans *Paris-Match*, ce propos d'un Français résidant et travaillant au Japon : « On boit trop, reprend François, c'est le seul moyen de combattre le stress et de régler les problèmes de travail avec son supérieur. Ici, le maître-mot, c'est : communication. Or, en japonais, boire se dit "nomu". Cela a produit un nouveau mot très utilisé : "nomunication" ! »

la civilisation de la peine (travaux physiques à effectuer) à la civilisation de la panne, où les principaux travaux seront de surveillance, de maintenance, de diagnostic et de dépannage. » Le risque, poursuit-il, est d'en arriver à la « civilisation » de la catastrophe, économique ou humaine, et il cite à l'appui les précédents de Bhopal et Tchernobyl ! La seule alternative à cet avenir radieux (et irradié) passe inévitablement selon lui par un « traitement social » approprié, permettant la motivation et l'implication des salariés. « Les changements technologiques s'accompagneront obligatoirement de changements dans les rapports sociaux. Sinon ils risquent de provoquer des rejets massifs, et ces rejets seraient dramatiques pour la modernisation de notre pays. » Il précise encore qu'il est « très difficile d'exercer un contrôle hiérarchique sur les opérateurs de machines automatiques ». Déjà un nombre croissant de sabotages et de détournements viennent perturber la mise en place de ce dispositif (on en lira quelques exemples en annexe).

Ce n'est pas la moindre ignominie de l'époque que ce tapage incessant, célébrant l'avènement de « l'ère de la communication ». On aurait tort cependant de ne voir là qu'une antiphrase : les petits hommes sont effectivement les instruments d'une communication qui leur est totalement extérieure. Voilà qui n'est pas nouveau, mais désormais il suffit de pianoter sur un petit clavier pour *voir* cette communication s'effectuer — d'où la fascination qu'exercent de tels objets, notamment sur les enfants : ce monde est devenu visiblement magique.

Plus ce monde devient invivable et plus son principe devient connaissable. Le concept de spectacle est encore plus intelligible qu'il y a vingt ans. Ce n'est donc pas seulement parmi ceux qui se trouvent rejetés à la périphérie de la société mais aussi bien parmi ceux qui se trouvent en son centre que pourra être formulé, plus explicitement qu'en 1968, le programme révolutionnaire : instaurer la communication sociale.

La possibilité pour les pauvres d'accéder aux marchandises avait semblé consacrer la victoire du vieux mensonge matérialiste selon lequel la richesse consistait en biens matériels. Mais ce fut en fait sa déroute : l'aspiration des pauvres à la richesse se trouvait toujours aussi contrariée, et leur existence toujours aussi pauvre et décevante. La révolte de 1968 fut à la fois le démenti du mensonge matérialiste sur la richesse et une protestation contre l'ignorance dans laquelle chacun était tenu *quant à la véritable nature de la richesse*.

Depuis, l'ennemi a été contraint de moderniser son mensonge, en même temps que la logique de la marchandise s'intensifiait toujours plus. Le monde se charge ainsi de nous apprendre que la richesse consiste *en une activité* : mais l'esprit de cette activité échappe toujours plus aux pauvres, il ne leur reste que le travail. Le nouveau mensonge revient à démocratiser l'accès des pauvres à cette activité, c'est-à-dire en fait à les faire travailler toujours plus.

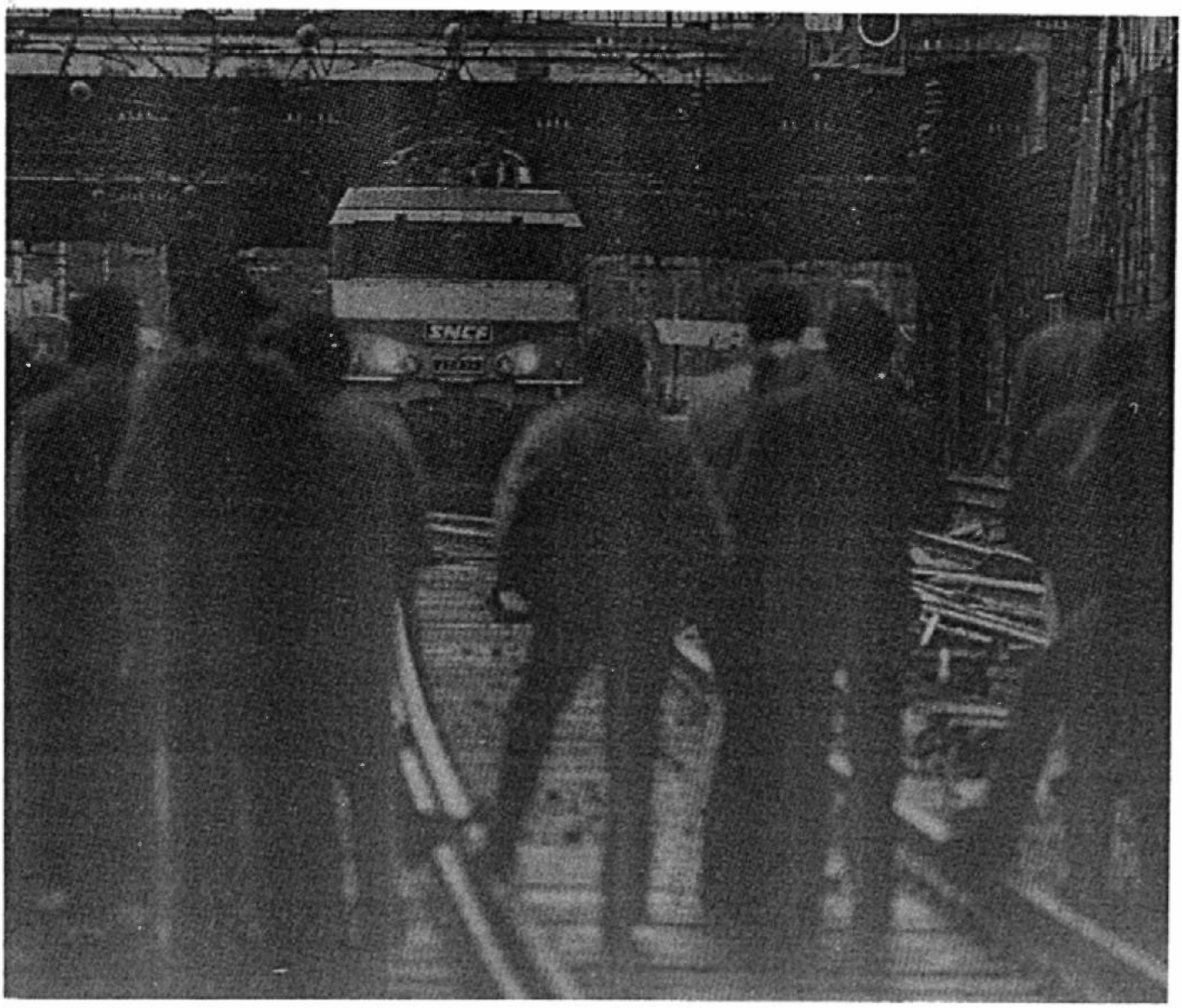
La spiritualité abstraite de la marchandise prétend annexer absolument toute activité à son principe. La vie en est devenue irrespirable sur toute la planète. A force d'être confrontés à cette spiritualité abstraite du monde, les pauvres vont finir par y reconnaître *la cause unique* de leur misère.

Notes résultant d'un débat collectif.
Mise en forme définitive assurée
par Yves Delhoysie et Léopold Roc.

A PROPOS DE LA GRÈVE DES CHEMINOTS

A l'aube de l'an 1987, la France offrait un paysage pour le moins inhabituel : des milliers de gens étaient bloqués sur les routes, voyant ainsi gâchées leurs traditionnelles agapes ; les gares habituellement bondées à cette époque se trouvaient désertifiées ; ceux qui espéraient malgré tout prendre un train se voyaient enjoindre par des contrôleurs de ne pas payer de billet, pendant qu'en de nombreux endroits des assemblées de travailleurs discutaient du moyen d'établir le dialogue. Telles étaient les manifestations apparentes de ce qui a été la grève sauvage la plus importante depuis 1968, et la tentative la plus élaborée à ce jour dans ce pays maudit d'auto-organisation d'un conflit social selon un principe qui lui soit propre. Nous allons plus loin parler des limites et des faiblesses de ce conflit, qui finalement en ont eu raison. Mais il convient tout d'abord de prendre acte du *précédent* qu'il constitue, dans un contexte général de défaite et de fausse conscience.

Parmi les âneries plus ou moins intéressées qui ont été dites sur le sujet, la pire est encore la corrélation entre la grève des cheminots et le mouvement des étudiants qui s'était achevé une semaine plus tôt. Aussi nous faut-il la ruiner d'entrée. On



sait tout d'abord que ce conflit était en gestation depuis au moins deux ans [1], et était activement préparé depuis plus d'un mois. Tout au plus peut-on dire que l'extension rapide et inattendue (de la part même de ses instigateurs) de cette grève a été favorisée par le recul momentané du gouvernement à cette période. Mis à part cela, il n'y a pas à comparer ce qui n'est pas comparable. Si le mouvement étudiant a joué un rôle dans ce conflit, c'est bien plutôt en tant que facteur de confusion supplémentaire : ainsi l'ouverture des assemblées générales aux individus extérieurs a-t-elle été contrariée par le fantasme largement monté en épingle dans les semaines précédentes des fameux casseurs-provocateurs policiers. Et plus gravement, la confusion entretenue partout au sujet du mouvement étudiant a certainement joué dans la surestimation des chances d'une issue victorieuse, et donc de la sous-estimation des moyens à mettre en œuvre pour cela. « Si les étudiants ont fait reculer Chirac, pourquoi n'y arriverions-nous pas ? », disaient souvent les grévistes. La suite l'a montré : c'est qu'au contraire des étudiants, les cheminots s'attaquaient à une question vitale pour le fonctionnement du capitalisme.

En récusant la fatalité de la crise, en s'opposant à l'aggravation de la hiérarchie et de la concurrence, les cheminots s'en sont pris au cœur de la raison économique. Ces dernières années, les conflits du travail se déclenchaient en réaction aux effets de la modernisation industrielle (licenciements, déportation, indigence). C'étaient des gens qui, pressés comme des citrons puis jetés comme des malpropres, entendaient bien au moins le faire payer très cher. L'ennemi pouvait parler à ce propos d'excès regrettables, mais somme toute compréhensibles. Il s'attachait donc à en taire les véritables raisons, prétendant cautionner l'objectif tout en condamnant les moyens utilisés. Ici, c'est l'objectif qui a été d'emblée un sujet de scandale : que des travailleurs même pas menacés de perdre leur emploi, ce privilège en voie de raréfaction, osent ouvrir leur gueule, qui plus est pour refuser la soumission accrue qui est le lot de tous, voilà qui est absolument inacceptable. On peut noter en revanche que s'il a été beaucoup plus difficile aux bureaucraties syndicales d'étouffer cette grève que des conflits comme Talbot ou Vireux, le dégoût du travail et la vengeance s'y étaient manifestés avec plus de clarté. C'est qu'eux avaient déjà tout perdu.

Il n'est pas surprenant que la lutte contre le nouvel ordre industriel se soit déclenchée dans le secteur public. Il regroupe les secteurs *stratégiques* que sont l'énergie, les transports et les communications, et il est donc nécessaire pour l'Etat d'y faire régner la paix sociale à tout prix. Celle-ci avait été garantie ces dernières décennies par une police syndicale forte, et une relative protection des salariés, en regard des conditions qui règnent dans d'autres secteurs. Ce qui est à la racine de la vieille hostilité mâtinée de jalousie qui est répandue en France contre les fonctionnaires, ces « nantis ». Mais aujourd'hui, plus rien ne peut échapper à la concurrence générale, et le secteur public coûte beaucoup trop cher à l'Etat. Faute de tout privatiser comme le fait Thatcher, il s'agit pour le moins d'y introduire les nouvelles règles du marché, ce contre quoi se sont battus les cheminots. Pour l'instant, les cheminots ont encore un statut particulier qui a permis, dans une situation générale d'abattement et de défaite, l'affirmation de leurs exigences. Mais c'est aussi ce statut particulier qui a conditionné leur isolement social. Ils ne pouvaient guère escompter de soutien que parmi d'autres travailleurs du secteur public. Or là s'est manifestée la deuxième détermination propre à ce secteur : la police syndicale forte. Jadis forteresse syndicale, la SNCF ne compte plus aujourd'hui que 20 % de syndiqués. Une telle érosion se fait aussi sentir à l'EDF et aux PTT, mais là la racaille bureaucratique ne s'est pas laissée prendre au dépourvu. Elle avait été de plus échaudée par la grève du tri postal fin 1983, et, conjointement avec la direction, a pu cette fois fourbir ses armes. La grève des cheminots s'est donc déroulée dans des circonstances hostiles, et leur isolement social a compté pour beaucoup dans l'issue du conflit : il a permis à l'Etat de laisser pourrir la situation et de faire jouer les vieux réflexes anti-fonctionnaires.

En exigeant le retrait pur et simple du projet de grille salariale *fondé sur l'avancement au mérite*, les cheminots s'en sont pris à un mécanisme central de la présente contre-offensive industrielle. « Le capitalisme en est venu à exiger des pauvres qu'ils s'identifient corps et âme à la société civile, et qu'ils en fassent la preuve par leur motivation, leur dynamisme et leur esprit d'entreprise. Les pauvres doivent être méritants. » (*Os Cangaceiros* n° 1). Les cheminots, eux, ont explicitement posé une question *sociale* : « Le mérite, c'est courber l'échine ». Alors que des salopes diverses ont prétendu que cette grève était due aux structures archaïques de l'entreprise SNCF, elle s'attaquait bien au contraire à la *modernisation* de l'exploitation. Et c'est bien évidemment dans tous les secteurs d'activité que le salaire est appelé à sanctionner le degré de sou-

1. Voir le tract *Décontrôle d'aiguilles* reproduit dans *Os Cangaceiros* n° 1.

mission volontaire à la hiérarchie et aux intérêts de l'entreprise. Au moment fort de la grève, une assemblée générale a d'ailleurs déclaré que l'avancement à l'ancienneté tel qu'il existe n'était pas plus satisfaisant, la classification des salaires devrait être déterminée par les grévistes eux-mêmes ! La clarté d'une telle exigence rendait pour le moins difficile les magouilles syndicales classiques.

La manière dont la grève a été déclenchée en dit long sur la clandestinité que tout mouvement social doit désormais s'assurer d'entrée de jeu. Le 10 novembre, un agent de conduite de la gare du Nord mettait en circulation une liste de revendications appelant à une grève illimitée. Ayant subi des sanctions de la direction, certains de ses collègues, non syndiqués comme lui, relayèrent son appel par une pétition qui se terminait par : « Si tu es d'accord, fais quelques photocopies et fais-les circuler. » Un tel *samizdat* circulant à l'insu des bureaucraties tant directoriales que syndicales fait immanquablement penser aux conditions auxquelles s'affrontent les prolétaires de l'Est. Ce n'est que le 8 décembre, après que la pétition eût recueilli deux cents signatures, que les cheminots allèrent trouver les syndicats, seuls habilités légalement à déposer un préavis. Ils se firent jeter par la CGT, la CFDT s'inclina devant la représentativité du mouvement. La grève fut appelée pour le 18, pour le seul réseau de Paris-Nord. La possibilité de communiquer indépendamment des médiations établies fut d'emblée ressentie comme une nécessité vitale, et il est significatif que la première mesure coercitive de la direction ait été de couper la ligne téléphonique de leur local. Mais c'était trop tard, et dès le 18 de nombreux dépôts de Paris et de la province débrayèrent sans préavis. Avant même l'objet des revendications, c'est la *manière de s'organiser* qui se trouvait au cœur des discussions. Ainsi, un gréviste de la gare de Lyon nous expliquait que dans son service, le pourcentage des grévistes n'ayant jamais excédé 50 % auparavant, les instigateurs de la grève jugèrent préférable de passer d'abord la journée à discuter avec leurs collègues pour définir en quoi cette grève-là serait différente. Après quoi, une assemblée eut lieu, qui vota la grève à l'unanimité.

La défiance qui s'est fait jour vis-à-vis des syndicats a une double origine. L'intégration des syndicats au fonctionnement organique des entreprises étant visiblement achevée, ceux-ci ont perdu tout crédit, non nécessairement dans l'absolu, mais du moins quant à leur capacité à défendre un mouvement revendicatif, surtout quand celui-ci s'oppose de telle manière à la logique de l'entreprise. Les journées de grève syndicale tiennent d'un folklore qui n'attire plus les masses. « Cette année, il y a eu vingt journées de grève éparpillées, en ordre dispersé, et qui n'ont rien donné. Nous préférons mener une grève unitaire, même si elle doit durer vingt jours. Ce sera plus efficace », disaient-ils. « Au moins, une chose est déjà acquise : c'en est fini de ces grèves bidon d'une journée ». De fait, les journées de grève syndicale appelées depuis n'ont pas été suivies. Ensuite, dans la mesure où une épreuve de force était engagée, de vieux souvenirs refaisaient surface : « En 1968, la CGT nous a obligé à reprendre le travail, la matraque à la main. Cette fois, ça ne se passera plus. Si les syndicats reprennent en main notre action, nous cesserons la grève. Elle est partie de la base, c'est la base qui décidera de l'arrêter ». De fait, et malgré la défaite, ce ne sont pas les syndicats qui ont appelé à la « reprise victorieuse du travail ». Contrairement à ce qu'affirment de belles âmes radicales, le syndicalisme n'est pas critiqué totalement : la meilleure preuve est qu'il existe encore. La critique du syndicalisme ne peut être que l'élaboration pratique d'un principe supérieur, élaboration qui est le fruit d'un long processus fait d'avancées partielles et d'échecs cuisants. Mais le syndicalisme *s'est usé*. Cette grève aura confirmé que depuis 68, le négatif n'a pas cessé son travail souterrain.

Marseille, le 7 janvier : des grévistes fixent des rails en travers de la Canebière.

En quelques jours, la grève s'étendit et gagna d'autres catégories de cheminots. Sur 230 000 employés de la SNCF, il y eut jusqu'à 180 000 grévistes. La CGT, qui au départ avait été jusqu'à ten-

ter de s'opposer physiquement aux premiers piquets, se vit contrainte de suivre le mouvement, ce qu'elle fit avec tambours et trompettes avec la morgue qui la caractérise. Dans la plupart des gares, des assemblées générales se constituèrent par service avec des délégués révocables ; souvent les comités de grève étaient rééligibles chaque jour, et les syndicalistes n'avaient droit à la parole qu'à titre individuel, comme les autres, qu'ils soient syndiqués ou non. Parfois le temps de parole imparti à chaque syndicat était de 5 minutes en fin de délibération, ce qui est une garantie encore plus sûre contre le phagocytage des assemblées.

Le 26 décembre, les grévistes de Sotteville-lès-Rouen, relayés par ceux de Paris-Nord, lancèrent l'idée d'une coordination nationale des cheminots, à laquelle répondirent les délégués de 32 des 94 dépôts de la SNCF. Dès la première réunion de cette coordination, deux questions furent soulevées, qui allaient être décisives tout au long du conflit. Il s'agissait tout d'abord de déterminer quel rapport les grévistes souhaitaient entretenir avec les organisations syndicales, en particulier concernant la menée de négociations. Il fut résolu que la coordination « ne comptait pas se substituer aux organisations syndicales », et qu'elle ne chercherait même pas à assister en observateur aux négociations. Aux syndicats de négocier avec la direction et de transmettre le résultat aux grévistes ; aux assemblées générales de rejeter ou d'accepter ce résultat, et en cas de rejet de renvoyer les bureaucrates à la table de négociations. C'est la notion de « syndicats-taxis ». Il n'y a rien à redire à cela : puisque les syndicats se targuent tant de leur compétence technique, qu'ils l'exercent. Quant aux grévistes, on comprend qu'ils préfèrent discuter entre eux qu'avec des managers, dans une langue étrangère. Ce principe est d'ailleurs courant dans les grèves assembléistes espagnoles, et ne gêne en rien l'exercice de l'assemblée souveraine, on l'a vu par exemple à Gijon en 1984-1985. L'embarras des syndicats était d'autant plus comique que l'exigence centrale des cheminots n'était pas négociable : il s'agissait d'annuler la nouvelle grille des salaires, un point c'est tout.

Si cette conception du rôle dévolu aux syndicats fit la quasi-unanimité, une autre question souleva plus de difficultés. Il s'agissait de savoir si la coordination, impulsée par les agents de conduite, devait ou non s'étendre aux autres catégories d'agents de la SNCF. La grève était partie des « roulants », et certaines revendications les concernaient en propre, notamment les conditions déplorables qui leur sont faites lorsqu'ils sont en déplacement (ils dorment alors dans des locaux bruyants et insalubres). Mais elle avait cristallisé l'insatisfaction d'autres catégories d'employés qui, outre l'avancement au mérite qui était commun à tous, avaient leur propre sujet de revendication. Une grève des guichetiers était d'ailleurs déjà en cours gare de Lyon. (Rappelons à ce propos que les « privilégiés » de la SNCF sont souvent des smicards astreints au travail de nuit et de jours fériés). L'extension du mouvement était donc un fait, et c'était déjà beaucoup, vu le cloisonnement qui règne dans ce genre d'entreprise. Restait la question de son unification. Les grévistes de Sotteville, qui étaient à l'initiative de la coordination, étaient déjà forts d'une expérience de grève avec AG extrasyndicale et délégués révocables, en 1983. Cette fois donc, bien que les AG étaient tenues séparément par service, chacune mandatait des délégués à un comité de grève commun, qui regroupait aussi plusieurs gares de la région. Mais dans beaucoup d'autres gares, les « roulants » étaient tout à fait hostiles à cette unification. Divers arguments étaient avancés : les uns craignaient que leurs revendications ne se trouvent noyées, d'autres que les syndicats, plus puissants dans certains services sédentaires, n'en profitent pour noyauter le mouvement (cette appréhension qui peut paraître légitime a été démentie *a contrario* par les faits : il a parfois suffi de deux ou trois bureaucrates pour semer la merde dans les AG ; et la dynamique qu'aurait constitué une assemblée unitaire aurait certainement contrebalancé le poids relatif plus grand des syndicats). Enfin le vieux réflexe corporatiste, particulièrement marqué chez les agents de conduite qui se considèrent souvent comme une « aristocratie du rail », n'a rien arrangé non plus. Après des débats houleux, une majorité se dessina donc pour une coordination réservée aux seuls agents de conduite. Cette séparation devait subsister tout au long du conflit.

« Une coordination, c'est déjà une délégation de pouvoir, nous on n'en veut pas », disaient certains grévistes. Ceci reflète l'ambivalence d'une telle forme. La coordination d'un mouvement d'ampleur nationale participe de sa nécessaire dynamisation, l'existence de la *Coordinadora* des dockers espagnols en est le meilleur exemple à ce jour. Mais prémunir une coordination de tout risque de récupération ou de bureaucratisation suppose que les assemblées qui la mandatent aient déjà surmonté leur limitation interne. Tel n'était pas le cas en l'occurrence [2]. Le mandat de la coordi-

2. La première A.G. de la condition élut un bureau de 7 délégués (dont 5 syndiqués, qui représenta seul la coordination jusqu'à la fin : il n'y eut plus d'autre A.G.

nation des roulants consistait exclusivement à faire circuler les informations, et il ne fut jamais outrepassé, au contraire : l'information circulait bien mal, elle restait aux mains des menteurs spécialisés, qui trouvaient enfin dans les délégués de la coordination matière à faire des vedettes. Finalement, la coordination ne devait peser d'aucun poids, ni dans un sens ni dans l'autre, sur le déroulement du conflit. La grande majorité des cheminots s'en désintéressa, principalement pour cette raison qu'ils avaient en premier lieu à faire face à nombre de questions non résolues dans leur propre gare. La confusion fut encore accrue par l'apparition quasi simultanée d'une deuxième coordination, dite « Daniel Vitry », du nom de son leader, militant trotskiste et cédétiste. Là l'objectif de récupération néo-syndicale était avéré. Alors qu'au moins, la première coordination avait soulevé des questions concrètes, la deuxième en fit délibérément abstraction : d'une part, elle réclama le droit, que la SNCF lui refusa, d'assister aux négociations ; d'autre part, elle se constitua comme coordination « intercatégories », alors même que cette unification n'était réalisée dans quasiment aucune gare. Bien que les médias aient fait tout leur possible pour leur donner de l'importance, ces deux coordinations se manifestèrent surtout par leur inexistence pratique.

Dans les premiers jours de la grève, un vif enthousiasme régnait parmi l'ensemble des grévistes. La pagaille monstrueuse et les réactions paniquées qu'ils avaient provoquées dans tout le pays résonnaient comme un véritable défi qu'ils semblaient sur le point de gagner. Ce n'est pas sans étonnement qu'ils constataient la brèche ainsi ouverte. « Il était grand temps de donner un coup de balai aux vieilles habitudes », disait l'un d'eux. Surtout, ils considéraient déjà comme un acquis énorme d'avoir pu se reconnaître et se parler, eux que toute l'organisation du travail sépare dans les jours ordinaires. Cependant, assez rapidement, une communication qui commençait à se réfléchir se trouva en butte à des obstacles concrets.

Une grande variété de conditions différenciait les gares entre elles. Gare du Nord, où le mouvement avait démarré, les « roulants » menaient une sorte de guerre de position : ces « inorganisés organisés », comme ils se nommaient plaisamment, ne jugeaient même pas nécessaire de tenir des assemblées. « On a voté une fois, pour savoir si on devait bloquer les voies ou non. Au bout d'une heure de débats, tout le monde a voté contre, mais tout le monde est descendu cinq minutes après bloquer un train ! Depuis, on ne vote plus ! » Les rares bureaucrates qui passaient par là se faisaient éconduire plus ou moins malpoliment. Par contre, les grévistes avaient encore moins qu'ailleurs le souci de se coordonner avec ceux des autres services, qu'ils ne voyaient même jamais. Du coup, les « sédentaires » de la gare du Nord reprirent le travail avant les autres. La quasi-unanimité des agents de conduite dans ce dépôt leur avait laissé croire qu'il suffisait, le mouvement lancé, d'attendre que le gouvernement cède. Lorsque graduellement, leur attente se vit déçue, les énergies s'effritèrent, et rien ne vint les réactiver.

Gare de Lyon au contraire, une certaine dynamique était à l'œuvre. Les grévistes les plus déterminés, quel que soit leur service, se retrouvaient ensemble à bloquer les voies et les guichets, à discuter sur les quais. Certains essayèrent à plusieurs reprises d'impulser l'idée d'une assemblée générale unitaire, dont la nécessité se faisait pressante pour durcir le mouvement et prendre l'initiative de s'adresser au public. Dans les AG, les quelques bureaucrates toujours présents firent tout pour empêcher que la question soit même mise aux voix. Chassé par la porte, le syndicalisme revenait par la fenêtre. Les bureaucrates n'avaient pas suffisamment d'audience pour manipuler les assemblées dans le sens où ils voulaient qu'elles aillent ; ils surent néanmoins intervenir efficacement pour les empêcher de parvenir là où ils ne voulaient pas du tout qu'elles aillent. Ils parvinrent à figer ce qui était en devenir, en jouant sur les réflexes que depuis un siècle le syndicalisme a fait pénétrer dans beaucoup de têtes ; peur des provocations et de l'« aventurisme », esprit corporatiste.

L'héritage du syndicalisme est un fardeau dont il n'est pas si simple de se débarrasser, quand bien même, le battage des bureaucrates fait tout juste sourire. « Nous sommes en apprentissage », disait un gréviste. En Espagne, le principe assembléiste qui ressurgit périodiquement dans nombre de conflits tire ses racines d'une longue expérience. En France, rien de tel, au contraire : des années de laminage politique et syndical font qu'il est pour le moins difficile de trouver ses mots. Ainsi, il est révélateur que si peu de discussions construites se soient engagées entre les grévistes et les nombreux quidams qui se trouvaient dans les gares en attente d'un hypothétique train, et qui souvent étaient loin de leur être hostiles. Par contre nous ne partageons pas l'opinion selon laquelle les cheminots ont perdu une occasion en n'appelant pas les autres travailleurs à les soutenir. Au nom de quoi l'auraient-ils fait ? Au nom de la sacro-sainte unité de la classe ouvrière ? Cette croyance a plutôt été mise à mal

ces dernières années. Sur ce point, les cheminots étaient clairs : « Si d'autres secteurs veulent se mettre en grève, qu'ils le fassent sur leurs propres revendications, et peut-être qu'ils tirent exemple de ce que nous faisons ». Ce qu'on peut dire, c'est que le caractère encore embryonnaire et limité de leurs assemblées n'a pas permis aux cheminots d'exposer publiquement leurs véritables raisons. Parmi les rares initiatives prises dans ce sens, un tract rédigé par des grévistes de la gare de Lyon est exemplaire [3]. en appelant les usagers à ne plus payer le train, les cheminots prenaient le contre-pied du ressentiment organisé contre eux, et indiquaient un moyen pratique et scandaleux de les soutenir, moyen qui ne pouvait manquer de popularité ! Le respect du service public en prenait un coup.

3. Voir « Documents ».

Ne pouvant étouffer le mouvement de l'intérieur, les syndicats eurent recours à une tactique éprouvée ; ils appelèrent la RATP fin décembre, puis début janvier l'EDF et les PTT à se mettre en grève derrière eux. L'objectif était double : noyer le poisson dans une revendication globale *pour des augmentations de salaires*, et devancer l'émergence d'une insatisfaction latente dans d'autres secteurs pour lesquels la grève des cheminots avait valeur d'exemple. Jusqu'à ce gros porc de July qui écrivait alors : « Le gouvernement retrouve enfin les délices de la bataille politique contre un adversaire qui connaît comme lui la musique. Chacun y trouve son compte ». La grève des cheminots avait révélé à quel point un temps de maturation est nécessaire pour se préparer à une grève sauvage, dès lors une course de vitesse s'engageait dans les autres secteurs, que les syndicats ont gagnée. Seules des *ébauches* d'organisation autonome ont eu le temps d'y apparaître. A la RATP, une velléité extra-syndicale a été très vite étouffée. Au centre de tri de Sotteville, un samizdat dont l'esprit rejoignait celui des cheminots a été détourné par la CFDT. A l'EDF, les grévistes ont semé une belle panique, malgré la haute technologie mise en place pour assurer le ravitaillement énergétique des entreprises, entre autre en procédant à des coupures sauvages et en faisant des piquets devant une centrale nucléaire.

Le 28 décembre, la CGT avait organisé une manifestation à Paris, afin de « trouver une sortie honorable », selon ses propres termes. Ce fut un fiasco (des militants avaient même reçu l'ordre de rester

dans les assemblées pour voir ce qui s'y tramait). Mi-janvier, les élus RPR organisèrent une manifestation gare Montparnasse afin de drainer les usagers qui s'y trouvaient. Ce fut un fiasco, les gens se contentant de les regarder passer. Cependant, il faut noter que les grèves cumulées ont provoqué une réaction organique de cette race maudite des petits boutiquiers, qui commencèrent à former un peu partout des milices dans le but de casser du gréviste. Ce n'est que parce que les grèves se sont achevées avant qu'ils aient eu le temps de s'organiser qu'il n'y a pas eu d'affrontements sanglants. Ce sont les mêmes salopes qu'ont dû affronter les grévistes de Talbot en 1984, et qui font régner l'ordre dans les banlieues à coups de fusil à pompe. Une chose est sûre : en France toute expression de révolte, tout mouvement social auront à s'y affronter.

Les obstacles insurmontés parmi les grévistes, la récupération syndicale de l'extérieur, la hargne des beaufs montée en épingle par les médias, tout cela commençait à peser lourd sur la dynamique de la grève. C'est à ce moment que se multiplièrent les actes de sabotage : câbles de frein sectionnés, graisse répandue sur les rails, vol des clés de contact, sabotage des systèmes de signalisation et des aiguillages, saccage des wagons. Mais ces actes furent le fait d'initiatives isolées, la question du durcissement des moyens d'action n'ayant jamais pu être librement débattue en assemblée. A Caen, quelques grévistes lassés par la tournure que prenaient les AG les délaissaient systématiquement pour s'en prendre à leur outil de travail, à quelques kilomètres de là. A Montpellier, un gréviste qui s'était successivement fait virer de la CGT et de la CFDT et qui s'était montré virulent pendant le conflit fut balancé par les salopes syndicales du cru, accusé de tentative d'homicide sur un jaune et jeté en prison. Malheureusement, il était déjà trop tard pour que de tels gestes de colère aient une influence notable sur le cours des événements.

Le 31 décembre, le médiateur du gouvernement déclarait : « Il n'existe plus de projet de la direction ». Les cheminots, qui n'étaient pas prêts à se contenter de promesses, durcirent encore leur mouvement. Mais deux semaines plus tard, ils reprenaient le travail sans avoir obtenu davantage. Dans l'intervalle, fort du pourrissement de la situation, le gouvernement s'était décidé à ne rien céder. Là où ils pouvaient le faire, les syndicats proposèrent de faire voter la reprise *à bulletin secret*, l'arme traditionnelle des bureaucrates. Dans la plupart des gares, le désarroi allié au manque d'argent conduisait de plus en plus de grévistes à reprendre le travail (les syndicats n'avaient évidemment pas financé de caisse de grève, et les cheminots n'eurent quasiment jamais l'initiative de faire des collectes : c'est encore le poids mort des habitudes syndicales). Pour éviter la reprise dans la dispersion, la coordination conseilla une reprise unitaire sans l'imposer, l'initiative restant à chaque dépôt. C'est sans doute la première fois en France qu'une grève sauvage s'achève ainsi, par une décision autonome de la base.

Le moment où les syndicats apparaissent visiblement comme des mécanismes intrinsèquement liés au fonctionnement des entreprises et donc comme des entraves lors des conflits sociaux est aussi le moment où la modernisation de l'organisation du travail rend de plus en plus inopérante les formes classiques de grève jusqu'ici en vigueur. Ainsi, suite à la grève de 1983, les PTT ont réorganisé le tri postal de manière à pouvoir toujours assurer une distribution minimum (tri automatisé, possibilité de reporter le travail d'un centre sur un autre), ce qui diminuerait considérablement la portée d'une grève similaire.

En conséquence de cela se trouve posée de manière toujours plus cruciale la nécessité de trouver à la fois un mode d'organisation extra-syndicale des conflits sociaux, et de nouvelles formes d'action plus efficaces. Cette question est d'autant plus vitale que dans la présente période de défaite et de concurrence effrénée, les grèves traditionnelles ont peu de chances de trouver un soutien extérieur, l'ennemi jouant à fond la carte de la « gêne des usagers » et de « l'entrave à la liberté du travail ». Une réponse pratique à cette situation a été ébauchée par des cheminots, aussi bien que des grévistes d'autres secteurs en décembre et janvier : loin de gêner les usagers, des travailleurs en lutte peuvent au contraire leur offrir la *gratuité* de ce qu'ils sont d'habitude obligés de payer. Déjà en 1974, des postiers en grève avaient acheminé le courrier non-timbré, et l'avaient fait savoir. Cet hiver, il a été question de saboter les cabines téléphoniques pour les faire fonctionner gratuitement ; et des employés de l'EDF ont investi le terminal établissant les factures, dans le but de les faire passer toutes en « tarif de nuit », 50 % moins cher (ils en ont malheureusement été empêchés par l'intervention des CRS). Avec l'informatisation généralisée du travail, de telles méthodes ont un bel avenir.

Dans un autre genre, en septembre 1986, des travailleurs d'une usine Rhône-Poulenc située dans la banlieue de Rouen ont réussi à obtenir une augmentation de salaire sans même avoir recours à la grève : ils ont tout simplement démonté une pièce vitale au fonctionnement de l'usine et l'ont cachée, annonçant qu'ils ne la remettraient en place qu'après avoir eu satisfaction. Il aurait fallu trois semaines à l'entreprise pour remplacer cette pièce, il ne fallut que quelques heures aux ouvriers pour être augmentés. Et tout ceci s'est passé au-dessus de la tête des syndicats.

La grève des cheminots s'est soldée par un échec, mais pas par une défaite totale. Leur réussite, c'est d'avoir fait la preuve qu'il était possible de mener un conflit de bout en bout *hors du principe syndical*. Ce mouvement n'a rien laissé derrière lui qui aurait permis de le maintenir artificiellement en vie. Jusqu'à présent, le principe syndical était toujours parvenu à se réintroduire à la retombée des conflits sauvages, soit par les médiations consacrées (comme l'intersyndicale à Vireux en 1983), soit par des néo-syndicats (comme le Syndicat des banques ou le SLT d'Usinor) qui se sont épuisés à combattre le syndicat sur son propre terrain. Les cheminots savent exactement où ils se sont arrêtés, et ceci donne à leur grève une valeur exemplaire.

Vincent KAST
Léopold ROC

L'HEURE ESPAGNOLE

Les Espagnols se sont forgés au cours des siècles une solide tradition anticapitaliste et tiennent encore aujourd'hui en horreur ce qui va avec le capitalisme, bureaucratisation et hiérarchisation. Avec l'entrée de l'Espagne dans la CEE, l'Etat a dû renforcer son rôle de médiation entre la marchandise et les hommes. Mais dans ce pays, il ne dispose pas encore complètement du *crédit idéologique* auprès des pauvres dont il dispose dans les autres démocraties occidentales.

L'Espagne de la « jeune démocratie » est prise dans cette contradiction où l'Etat doit accentuer son rôle d'unificateur de la société civile tout en se heurtant à une large partie de la population qui reste rétive à ses interventions qu'elle considère comme des agressions venues de l'extérieur. Le terme économiste de « rigueur » prend dans ce pays tout son sens social : c'est à la *rigueur* des occupations policières, quasi militaires, qu'a affaire une population qui ne se reconnait pas dans le langage de l'Etat. Le black-out médiatique organisé en France à propos de ce pays, qui ne tarit pas d'éloges sur la réussite de l'idéal démocratique, tranche singulièrement avec le *desancanto* (le désenchantement) qui règne de l'autre côté des Pyrénées. Ce *desancanto* a pris ces dernières années une forme plus exacerbée encore dans le mépris, voire la haine qu'inspire le « Félipisme » aujourd'hui. Si l'entrée dans la CEE a été bruyamment saluée dans le reste de l'Europe comme une preuve de la « maturité démocratique » de l'Espagne, pour nombre d'Espagnols cela a coïncidé avec une aggravation brutale des conditions qui leur sont faites.

Dans ce pays, une grande partie des prolétaires reste hostile à la raison d'Etat. Que ce soit sous Franco ou maintenant, l'Etat espagnol s'est plus fait connaître au citoyen par son hostilité agressive et contraignante que par la civilité démocratique. La brèche creusée entre eux et l'Etat ne s'est jamais refermée totalement. L'orgueil et la religion du pouvoir exclusif ancrés depuis si longtemps dans la société des puissants et fermement entretenus par l'activisme financier et idéologique des jésuites se retrouvent intégralement chez ceux qui étaient porteurs en premier de l'illusion démocratique : les socialistes.

Il faut prendre au pied de la lettre cette réflexion si choquante aux oreilles réformistes et que l'on entend souvent dans la bouche des grévistes : « Maintenant, c'est pire que sous Franco ! » C'est effectivement pire pour tous ceux qui subissent les nouvelles contraintes imposées dans ce pays par l'exploitation capitaliste : en plus de la police, en plus de la bureaucratie dévorante de l'Etat socialiste, ils ont affaire au mensonge démocratique, au mensonge politique. Au moins sous Franco, les camps étaient clairement dessinés. Mais depuis le Pacte de la Moncloa, en 1977, ils ont dû apprendre que ceux qui se prétendaient leurs alliés sont véritablement leurs ennemis.

Le mépris dans lequel les pauvres de ce pays tiennent aujourd'hui l'Etat et la politique n'a d'égal que celui dans lequel les générations précédentes tenaient l'Eglise. Pour les Espagnols des siècles passés, l'Eglise concentrait tout ce qui était ennemi des pauvres : la richesse financière, la bureaucratie, l'Etat. Cette détermination est essentielle : l'esprit libertaire espagnol trouve son origine dans le rapport que les pauvres vont entretenir avec l'Eglise, aussi bien dans sa forme que dans son contenu. La mentalité libertaire conserve dans sa forme un esprit profondément religieux. C'est sur ce terrain que les pauvres en Espagne vont en découdre avec l'Eglise, sur le terrain de *l'Idée*. Elle va être combattue parce qu'elle représente la richesse sans esprit. « L'argent est bon catholique », cette formule, invention des jésuites, a concentré sur elle la haine de milliers de révoltés. L'idée qui anime l'esprit libertaire est celle d'un temps humain praticable immédiatement. Pour les pauvres, l'Eglise toute entière est devenue ce « voleur de temps » symbolisé dans la figure de l'usurier du Moyen Age et qu'elle avait si férocement condamnée autrefois.

Depuis des siècles et jusqu'à l'Etat religieux de Franco, l'Eglise aura détenu un énorme pouvoir financier et politique. Avec l'Inquisition, qui saura se rendre indispensable aux puissants, elle soumet

l'Espagne à une bureaucratie intransigeante. On peut avancer que les Espagnols ont fait alors, les premiers parmi les peuples européens, l'expérience de la bureaucratie. Pour les pauvres, combattre le pouvoir de l'Eglise c'est combattre à la fois le capitalisme financier le plus puissant dans ce pays et c'est combattre la bureaucratie de l'Etat. La mentalité anticapitaliste et antibureaucratique se nourrissant de la force des communautés locales qui reste le point de référence de tout Espagnol, trouve son origine dans la haine qu'inspire l'Eglise.

Un paysan andalou profane une statue religieuse.

Son fanatisme à s'identifier à ce que l'Espagne compte de plus réactionnaire aura eu le mérite de dévaloriser et ainsi de mettre en évidence le pédantisme et l'impuissance de tout ce qui voulait la contester *politiquement* : tous ces réformateurs bavards, libéraux et républicains férus de droit bourgeois et d'égalité politique qui ne purent jamais appliquer les réformes qu'ils n'avaient de cesse de produire tant ils respectaient au fond d'eux-mêmes la légalité et l'Etat. Le double langage de plusieurs générations de politiciens a été ainsi mis à jour par l'obstination perverse des grands de l'Eglise à conserver leurs prérogatives dans la gestion des affaires de l'Etat. Cela a contribué largement à jeter le discrédit aux yeux de tous sur la politique en général. Comme le souligne Diaz del Moral évidemment pour le regretter : « L'incompréhension et l'inaptitude de la "gens" espagnole pour la politique fut et est toujours (en 1923) une des principales causes de son inadaptation à la vie moderne. » La politique est considérée en Espagne depuis longtemps comme « une activité amorale, d'ordre inférieur, dont les thèmes et les motifs sont utilisés par des professionnels pour tromper, pour se créer une situation et pour justifier toutes sortes d'abus et d'escroqueries... ». Une phrase résume ce sentiment général : « La politique corrompt tout », et pour signifier dans quelle estime on tient un projet ou une personne, l'on dit : « Il est étranger à la politique. » Et il savait de quoi il parlait, ce Diaz del Moral, puisqu'il était à la fois notaire et député d'Andalousie.

De l'écrasement de la révolution sociale en 1936-37, il est ressorti un discrédit social de la politique, phase ultime d'une longue tradition antipolitique. Il en est ressorti aussi un discrédit social du syndicalisme. Dans ce pays, et ceci est particulièrement évident dans les années 30, le syndicalisme n'est jamais considéré comme une fin en soi, à l'encontre de ce qui s'est passé dans les autres pays européens. Le syndicalisme de la CNT est en permanence soumis à la vigilance de l'esprit libertaire (la création de la FAI, en 1927, est justement l'expression de cette volonté de réduire les tendances syndicalistes réformistes qui existaient au sein de la CNT).

Dans son esprit, le mouvement social espagnol va rester étranger au processus de la négociation du travail. Ce qui est rejeté dans le syndicalisme à l'européenne, c'est la bureaucratie, *la politique*. Le fameux dilemme, qui a été tranché comme on le sait en Europe, entre, d'une part, les revendications immédiates pour l'amélioration du « bien-être » du travailleur et le projet plus général d'émancipation d'autre part, n'aura jamais vraiment cours en Espagne. C'est bien plutôt aux effets désastreux de l'action d'une bureaucratie CNTiste qui va rester fascinée par l'Etat, que vont se trouver confrontés les prolétaires espagnols.

Enfin, et cela est vérifiable tous les jours actuellement dans ce pays, le syndicalisme reste définitivement identifié au syndicalisme vertical de l'époque franquiste, forme achevée du syndicalisme bureaucratique puisqu'il avait lui-même été inspiré de la Charte du travail mussolinienne. Dès 1977, le syndicalisme a dû accrocher aux porte-manteaux du palais de la Moncloa les derniers oripeaux dont il pouvait encore se vêtir dans le cadre de la lutte antifranquiste. Sa *réhabilitation* par les fringants démocrates de l'antifranquisme au moment de la signature du pacte de la Moncloa va marquer aussi la *fin* des dernières illusions qui pouvaient subsister à son sujet. Rappelons en passant que ce pacte

signé entre le gouvernement et les syndicats (CNT comprise) avait pour objectif premier un accord sur le contrôle — *a minima* — des salaires pendant cinq ans. Mais les différentes bureaucraties syndicales se sont précipitées sur cet accord parce qu'elles savaient que leur seule planche de salut était dans la cogestion de l'intérêt des entreprises. Cela a bien réussi à certains syndicats, comme l'UGT devenue aujourd'hui un véritable syndicat d'Etat, moins bien à d'autres comme les CCOO ou la CNT.

Cette défiance vis-à-vis de la politique et du syndicalisme pousse à chaque occasion les prolétaires espagnols *à se passer d'intermédaires*. C'est de là que la pratique de l'assemblée puise à chaque fois de nouvelles forces. Ce qui est resté intact dans ce pays, c'est sa mémoire historique, qui n'a pas été détruite à petit feu comme en France ou brutalement étouffée comme se sont employés à le faire capitalisme et trade-unionisme à l'anglaise. En Espagne, cette mémoire historique a été obligée de se cacher sous terre pendant quarante ans, *à la suite de l'échec d'une révolution sociale*. Ce n'est pas du tout la même chose.

Dans ce pays, quelque chose d'invaincu subsiste, ses dirigeants le savent bien et font ce qu'ils peuvent pour le combattre, allant jusqu'à en cacher l'existence le plus longtemps possible. Contrairement aux autres pays d'Europe où le réformisme syndical a pu désorienter et disperser tous ceux qui se révoltaient, il existe en Espagne une forme d'unité clandestine et invaincue parce qu'elle ne s'est pas complètement soumise à l'atomisation nécessaire à la domination marchande.

Depuis le début des années 60, la classe dominante n'est plus comme dans les années 30, une bourgeoisie de propriétaires terriens, mais une bourgeoisie industrielle étroitement liée au capital international. Avec l'arrivée au pouvoir des socialistes, ceci est devenu d'une clarté évidente : ce ne sont pas même les intérêts d'une bourgeoisie nationale qui sont mis en avant, mais ouvertement les impératifs mondiaux de la circulation de la marchandise. Pour le gouvernement, la modernisation du capitalisme espagnol et son intégration plus poussée au marché européen et mondial a pour préalable la dislocation de toute forme de communauté chez les pauvres. Il s'agit d'imposer les conditions de l'industrie moderne basée sur la hiérarchisation et la concurrence là où existent encore des conditions propices à la communication. C'est en ce sens qu'il faut comprendre ce que l'on entend souvent dire en Espagne : « Ce n'est pas notre pays qui est entré dans la CEE, c'est la CEE qui est entrée en Espagne. »

A la différence des autres dirigeants européens, Gonzalès et sa fine équipe n'ont pas à se justifier des différentes mesures de licenciement (ils n'ont qu'à en rendre l'application possible) et réussissent à dissimuler aux yeux des plus crédules leur propre responsabilité dans ce processus. C'est avec un art consommé qu'ils pratiquent le plébiscite. Ceux qui votent en Espagne ont opté massivement pour l'entrée dans la CEE et toutes les conditions imposées aux pauvres de ce pays trouvent leur *ultima ratio* dans la participation aux marchés européens et mondiaux. Cela va des vagues massives de licenciements liées à la modernisation de l'appareil industriel aux conditions accrues de contrôle policier et à la destruction de quartiers entiers imposée à n'importe qui en prévision de la nécessité de nettoyer des villes comme Barcelone en vue des jeux Olympiques.

Point de vue général à propos de la répression [1]

(...) L'entrée de l'Espagne dans le concert démocratique coïncide avec la pseudo-crise économique induisant une série de conséquences qui rendent inévitable une augmentation du contrôle policier sur la société.

La reconversion industrielle suppose en premier lieu la mise hors circuit d'une importante masse de travailleurs. La situation de chômeur signifie une dépendance individuelle encore accrue à la nécessité de l'argent. Une chose est d'être salarié dans une entreprise où subsiste la possibilité de se joindre aux travailleurs, une autre de dépendre individuellement de l'Etat. Il s'agit pour ce dernier de détruire des communautés constituées, avec leur histoire de lutte et de complicité, pour créer des masses d'individus isolés.

Ce rejet du circuit normal « de la production », amène à la constitution de communautés sauvages qu'il faut à leur tour contrôler et réprimer. Les prisons sont pleines. L'héroïne se propage, comme mode de destruction chimique de la partie jeune de ces communautés. La police occupe la rue un peu plus à chaque fois (los pitufos [2], de pacifiques contrôleurs du trafic qu'ils étaient sont devenus de provocants pistoleros). Les lieux de rencontre qui subsistaient sont fermés (Ateneo des neuf quartiers, Concentric...). L'urbanisme est remodelé pour virer la population incontrôlée et la remplacer par les nouveaux esclaves satisfaits du système (jeux Olympiques). (...)

Los Hijos de la Ira (Les fils de la colère)
Barcelone 15.10.86

1. Ce tract a été rédigé avec la participation de quelques jeunes de Barcelone. Il a été distribué lors d'un premier débat entre un délégué des dockers et des jeunes du centre-ville. Cette réunion faisait suite à l'initiative qu'avaient eu ces derniers de coller l'affiche des dockers : « Que pasá en los puertos ? » La discussion avait pour objet d'envisager des ripostes *communes* à la répression juridico-policière subie d'un côté par les dockers, de l'autre par les jeunes du quartier. Elle provoqua des rencontres entre des gens que tout éloignait dans la vie courante.

2. Los pitufos : littéralement les « schtroumpfs », nom donné aux flics de la police municipale à cause de leur uniforme bleu.

Les socialistes visent le démantèlement d'une communauté forte, non pénétrée par le syndicalisme étatique, réticente au jeu de la division lié au pluralisme syndical. Ce qu'ils veulent, c'est l'anéantissement de l'assemblée, de toutes les assemblées. Pour l'Etat, le chômage est avant tout un désordre à prévenir, et ce qui est scandaleux à ses yeux dans la permanence de l'esprit assembléiste, c'est que rien n'indique que la forme d'organisation qui en émane puisse être circonscrite dans les limites particulières propres aux conflits industriels. Bien au contraire ! Au moment où les impératifs de modernisation de la circulation marchande rejettent en masse toute une partie de la population (en Espagne, 56 % des jeunes de dix-neuf à vingt-trois ans sont au chômage), une forme de lutte reste vivace, *inscrite* dans la pratique sociale des pauvres. L'idée de s'armer contre un tort général qui leur est fait n'a pas totalement déserté l'esprit des prolétaires de ce pays.

Chantiers navals de Puerto Real (Cadix) mai 1987

La grève des dockers qui s'est développée tout au long de l'année 1986 est apparue comme *révélateur* de ce qui se joue au centre des luttes sociales espagnoles. Pour cette raison, les gouvernants veulent en finir avec la forme d'organisation que se sont donnée les dockers. Eux-mêmes connaissent bien ce rôle de charnière qu'ils jouent en défendant par-dessus tout le principe de l'assemblée. Cette grève a concentré, en les systématisant, les tendances qui se manifestent, isolément, dans de nombreuses luttes particulières qui se développent dans d'autres secteurs. Ces tendances se ramènent à trois caractéristiques principales :

— Le souci qu'ont les grévistes de rechercher *en priorité* relativement aux revendications particulières, la forme d'organisation qui leur convient le mieux : celle de l'assemblée qui tend à être toujours plus autonome. Les revendications particulières sont souvent tenues pour de simples prétextes à *s'unir* dans la lutte contre la division régnant contre les travailleurs.

— Le second point, corrolaire du premier, c'est l'attitude vis-à-vis de la bureaucratie syndicale, habituelle gestionnaire de cette division. Cela va de la méfiance systématique au mépris ouvert, jusqu'à l'hostilité déclarée.

— Enfin, l'illégalité n'est pas ressentie comme une limite infranchissable. L'illégalité est partie intégrante du conflit. Tout cela dépend évidemment de la force dont sait s'armer la tendance assembléiste face à ses ennemis les plus immédiats.

De façon générale, la simple défiance vis-à-vis des bureaucraties syndicales se manifeste même en dehors de conflit : par exemple, au mois de septembre dernier, il arrivait fréquemment que les conventions collectives signées par les syndicats (UGT, CCOO) soient repoussées par les ouvriers. Aux chantiers Astano (qui se trouvent dans plusieurs villes de Galice), les ouvriers réunis en assemblée ont refusé le 12 septembre l'accord signé entre UGT, USO et le gouvernement. A Ensidesa, à Oviedo (Asturies), l'assemblée des ouvriers a repoussé la plate-forme de convention collective acceptée par les CCOO et l'UGT. Ces exemples prouvent *au moins*, s'il en était besoin, l'existence d'un sentiment d'exaspération face aux magouilles syndicales.

Dans une grève récente, au mois d'octobre 1986, les travailleurs de Corbero, une importante usine de la banlieue de Barcelone qui s'était déjà fait remarquer dans le passé pour les luttes qui s'y étaient déroulées, ont fait une déclaration particulièrement intéressante. C'est que l'essentiel du tract est consacré à dénoncer l'attitude ignominieuse des CCOO dans le conflit. Ces dernières y sont accusées de tenter de briser la grève qui dure depuis quarante jours en proposant d'en finir avec l'assemblée et de poursuivre la grève « en négociant mais tout en travaillant normalement ». Les CCOO, qui sont majoritaires au comité d'entreprise, sont accusées d'avoir signé un pacte avec la direction malgré l'avis de l'assemblée. Le tract se termine par cette phrase : « Camarades de l'opinion publique, si nous parlons de notre cas, c'est pour que vous vous rendiez compte comment les centrales syndicales ont définitivement rompu avec la lutte des ouvriers. »

Souvent, dans les conflits, se dessine une tendance assembléiste, fermement décidée à prendre en main le cours de la grève, la radicalisant et poussant les bureaucrates dans d'inconfortables retran-

chements. La grève de Rio Tinto à Huelva en est un exemple. Au mois d'août 1986, une grève générale est décidée par une assemblée réunissant tous les mineurs de la région pour s'opposer à la fermeture de la ligne de production de cuivre imposée par les multinationales. Le 13 août, la grève est soutenue avec ampleur par les 21 000 habitants de la zone de Rio Tinto. Dans les jours qui vont suivre, jusqu'à la fin août, les actions, les manifestations vont se succéder. Visiblement affolé, le délégué CCOO de la région déclare : « Les gens se radicalisent et la situation de la région minière devient de plus en plus dangereuse. » Tous les matins, jusqu'à la fin septembre, 2 000 femmes de mineurs forment un piquet devant l'entrée de l'entreprise où les cadres jaunes se font copieusement insulter. Dès le 2 septembre s'est créé un « Comité de femmes de mineurs » d'environ 200 personnes. Elles tiennent une assemblée permanente dans la banlieue d'El Campillo. Chaque jour une vingtaine de camions sont bloqués, on en retire tout ce qui sert à la poursuite du travail dans l'usine et l'on s'approprie le gasoil qui sert aux camions.

En un concert particulièrement poignant, la direction et l'UGT déclarent : « Avec la compréhension de tous, nous voulons faire perdre le moins d'argent possible », et l'UGT : « Nous approchons d'une situation d'anarchie totale où tout échappe aux mains des centrales syndicales ». En finale, la ligne de production de cuivre sera réouverte à Huelva le 1er octobre. Le plus amusant de l'affaire, c'est que les mineurs vont se remettre aussitôt en grève pour des raisons tenant aux conditions de travail.

Un autre conflit, où la tendance assembléiste saura imposer son propre rythme à la grève, outrepassant dans sa dynamique toute consigne syndicale, c'est la grève des bus de Saragosse. Elle a pour origine un désaccord sur le règlement intérieur. Les travailleurs de TUZSA (transports urbains de Saragosse) se mettent en grève illimitée le 24 octobre, en refusant de se soumettre au « service minimum » pour protester contre le licenciement de neuf d'entre eux, accusés par la direction d'avoir saccagé plusieurs autobus et d'avoir agressé un contrôleur de la compagnie. La direction repousse la demande des ouvriers. Ces derniers bloquent tous les autobus dans les garages. La direction envoie la police. L'affrontement fut bref et violent : vingt blessés, six arrestations. Les syndicats vont à ce moment se désolidariser des luttes. Ils sont publiquement dénoncés par l'assemblée. La municipalité fait venir 147 bus de toutes les villes d'Espagne, de Madrid, de Barcelone, et même de Cadix. Pendant que trois cents travailleurs se rendent à la prison pour exiger la libération des six emprisonnés, et qu'un bus est incendié en passant, de nombreuses manifestations bloquent le trafic urbain et en final seulement vingt-cinq autobus peuvent circuler le 27 octobre, bien que leurs trajets soient en permanence protégés par la police. Dans l'assemblée, où le CUT (Collectif unitaire des travailleurs) joue un rôle déterminant, les syndicats doivent se soumettre à la décision collective de poursuivre la grève. Ces derniers vont se couvrir une dernière fois de ridicule en organisant avec la municipalité une négociation à l'issue de laquelle ils implorent les travailleurs de faire « 48 heures de paix sociale pendant lesquelles ils ne devront pas s'attaquer aux nouveaux bus ». Fin novembre, alors que la direction avait cédé en final sur la question du règlement intérieur, des manifestations de plus en plus nombreuses se déroulèrent chaque jour pour la réintégration des vingt-cinq qui avaient été licenciés suite à la grève.

Il serait dommage de ne pas citer enfin cet autre exemple de mise au pas des syndicats qui s'est passé au mois de juin à l'entreprise Super Ser de Pamplone. Dans le cadre d'un « plan de redressement », la SEAT, dont dépend cette entreprise, a proposé la suppression de 93 emplois, qui implique l'inscription volontaire de 60 personnes au Fonds de l'emploi. L'UGT s'est empressée de manifester son accord total. Mais lors de l'assemblée, les ouvriers qui avaient apporté avec eux les formulaires d'inscription au FPE disent aux militants ugtistes présents que « puisqu'ils avaient soutenu l'initiative de la SEAT, c'était à eux de s'inscrire et de signer ». Une violente bagarre s'ensuivit, plusieurs ugtistes durent recevoir des points de suture et d'autres furent obligés de signer le document sous la menace... Pendant cette courte bagarre, l'entreprise eut à déplorer en sus la destruction de la totalité de ses bureaux.

Un mot enfin à propos des ouvriers de cette entreprise de Barcelone, en grève au mois d'avril 1986. 500 d'entre eux se rendirent au supermarché le plus proche et laissèrent en guise de tout paiement, après avoir rempli leurs caddies, la carte de visite du directeur de l'entreprise...

La grève des dockers a révélé l'unité possible de ces tendances qui se manifestent éparses, localement. Ce qui est décisif dans le cas de la Coordinadora (Coordination nationale des dockers), c'est que les bureaucrates, ne pouvant agir de l'intérieur de par la nature même de cette organisation, sont toujours rejetés en tant que délégués du gouvernement et c'est à ce titre qu'on les empêche de nuire. Ils n'agissent pas à côté ou contre les tendances assembléistes par le biais de comités d'entreprise ou

autres, mais ne peuvent intervenir que de l'extérieur. Ils sont contraints de s'avancer à découvert. Ce qui leur rend la tâche éminemment plus risquée, comme les dockers ne manquent pas une occasion de leur faire savoir. Les exemples sont nombreux, comme l'indique la coupure de presse *Te vamos a matar*. A Cadix, à deux reprises au moins, des délégués nationaux de l'UGT se sont fait jeter à coups de pompes dans l'escalier alors qu'ils venaient présenter les avantages financiers qu'il y avait à accepter le décret de réforme portuaire. A Bilbao, les véhicules de délégués ugtistes trop entreprenants finirent en fumée.

Depuis le printemps 1986, les dockers espagnols mènent une lutte opiniâtre contre le projet gouvernemental de réforme du travail portuaire qui vient d'être définitivement ratifié par l'Etat, les grandes entreprises portuaires et les syndicat UGT et plus récemment, au mois de novembre, les CCOO [1]. Il y a 10 000 dockers en Espagne. Lorsque la grève éclate, ce sont près de 50 ports qui sont bloqués. Lorsque l'on sait que 80 % du trafic national passe par les ports, on mesure bien la menace qu'une telle grève fait peser sur les grandes entreprises espagnoles. Des ports bloqués, ce n'est pas seulement des cargaisons perdues, c'est toute une série d'entreprises de différents secteurs qui ne peuvent fonctionner faute de matières premières, ce sont aussi les entreprises de transport routier, ferroviaire et aérien qui en pâtissent.

Les dockers ont réussi à faire en sorte que l'organisation du travail n'entraîne pas parmi eux les conséquences générales du régime de l'usine moderne : distribution équitable des postes (rotation), rétribution égalitaire, organisation autonome fondée sur l'assemblée, toutes choses qui constituent un état d'esprit commun face aux patrons et au gouvernement [2].

Il s'agit d'abord pour eux de se battre pour le maintien d'avantages acquis dans les luttes du passé. Par exemple, le principe de la rotation du travail, qui a été arraché au pouvoir en 1931 lors d'une grande grève des dockers où huit d'entre eux furent tués, ce sont eux mêmes qui l'ont imposé

« Te vamos a matar » (On va te tuer)

« Le climat de terreur devant les représailles contre les dockers qui ont décidé de ne pas suivre la grève peut se résumer dans la phrase d'un militant UGT, syndicat qui n'appuie pas les arrêts de travail appelés dans les ports : « Nous sommes clandestins. Nous ne nous risquons jamais à dire que nous sommes de l'UGT. »

Des militants de la centrale socialiste, selon ce que dénonçait hier ce syndicat, ont reçu des menaces de mort au téléphone. Leurs voitures ont été détruites par le feu. Les épouses et les fils de syndicalistes se sont entendu dire au téléphone : "Nous allons te tuer", pour décourager ceux qui ne veulent pas participer à la grève.

Récemment, le secrétaire général des ports de l'UGT, Euladio Carrera, dut se faire escorter alors qu'il se faisait chasser d'une assemblée où il avait déclaré son opposition à la grève, pour éviter que prennent forme des menaces contre sa personne.

Euladio Carrera justifiait hier le silence de ce syndicat pendant le conflit par crainte des agressions physiques que pourraient subir les affiliés à la centrale socialiste.

Ces menaces, ce n'est pas nouveau. Il y a des années, aussi pendant une grève dans ce secteur, un autre secrétaire de l'UGT, Luis Amor, dut cacher pendant une longue période le lieu de sa résidence à cause des menaces de mort qu'il recevait. Il avait essayé d'améliorer les relations sur le lieu de travail...

Enfin, un dirigeant des CCOO s'est retrouvé avec un couteau sur la gorge alors qu'il défendait les positions de son syndicat. D'autres syndicalistes se sont retrouvés à l'hôpital pour avoir dénoncé les corruptions et les irrégularités dans le secteur portuaire. »

El Pais, 23 mai 1986.

1. Ce décret dissout l'OTP. C'est une nouvelle société mixte (51 % des parts pour l'Etat, 49 % pour les entreprises privées) qui doit se charger de l'organisation des tâches de chargement et de déchargement. Les dockers devront passer en totalité sous la dépendance de la société d'Etat qui les cèdera aux entreprises portuaires qui auront besoin d'eux. Une fois le travail accompli, le docker retourne à la société d'Etat, c'est-à-dire se retrouve en chômage technique. Par ce système qui signifie la fin du travail en rotation, seuls les travailleurs les plus disciplinés seront réellement embauchés et donc payés à plein temps, tandis que les autres resteront au chômage, en étant sous-payés autant de temps que les entreprises le voudront. Jusqu'alors, l'organisation du travail sur le port, y compris le nombre de dockers nécessaire pour effectuer telle ou telle tâche, et le temps imparti pour le réaliser, tout cela était négocié une fois par an entre délégués de l'OEPB et les entreprises. Si le décret était appliqué, l'OEPB n'aurait plus son mot à dire. Il faut savoir aussi qu'actuellement les dockers, au moins ceux de Barcelone sont payés six jours par semaine alors qu'ils bossent rarement plus de 2 à 3 jours par semaine. Il va de soi que lorsque le décret sera appliqué, les conditions imposées par les entreprises seront tout autres. De plus, le salaire minimum garanti (ce que touche le docker quand il ne travaille pas) sera fixé par les entreprises ainsi d'ailleurs que les taux de rendement par équipe. L'entreprise Contenemar sera pendant toute la grève la cible privilégiée des dockers (grues, porte-conteneurs détruits, jaunes qui se font casser la gueule, jetés à la mer...). Cette entreprise, la plus grosse entreprise de frêt maritime du pays, avait décidé de mettre en application le décret de réforme portuaire avant les autres. Elle a tenté des coups de force dans de nombreux ports. Ses propres employés se sont mis à un moment en grève, dans le port de Bilbao, pour apporter leur soutien aux dockers !

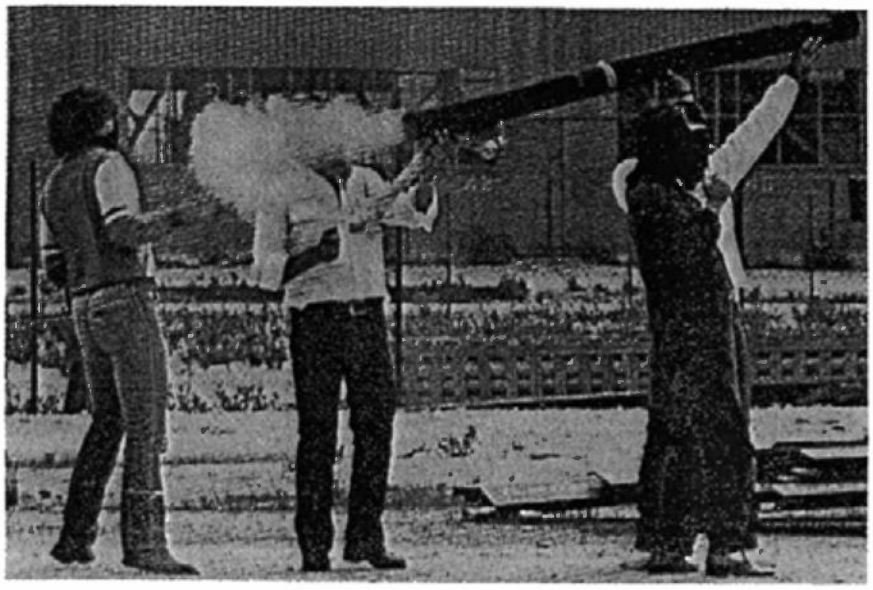
2. « L'activité portuaire a été traditionnellement un marché si sauvage et si peu privilégié que c'était la main-d'œuvre la moins qualifiée, la plus marginale, où se retrouvait le lumpen des zones urbanisées proches des ports qui était employée. Durant des décennies, le travail portuaire est resté le travail pénible, honteux, dangereux, mal payé des dockers, sans que personne ne fasse attention à eux ni n'envie leur statut... Maintenant, nous sommes de respectables salariés !... Ce n'est pas rien par les temps qui coutent. Précisément, le fait d'avoir un travail fixe et normalement rémunéré est en train de transformer notre travail en objet de luxe et convoité par des millions de chômeurs, et pour les ministres et les têtes bien-pensantes en vol, en délit social. Pour eux, il s'agit de répartir la misère pour ne pas avoir à parler de la richesse. »
Extraits du tract « Nous, les travailleurs du port, avons compris la gravité du moment », diffusé par l'OEPB en mai 1986 à Barcelone.

à ce moment-là aux entreprises portuaires. Ce principe auquel les dockers tiennent encore aujourd'hui comme à la prunelle de leurs yeux, rendait impossible l'arbitraire sauvage des entreprises dans le choix du personnel à chaque embauche. C'est simultanément cette division entre eux imposée par cette pratique patronale qu'ils voulaient balayer. Quand en 1944, Giron, ministre phalangiste de l'Intérieur, créa le syndicat corporatiste OTP (Organisation de los trabajadores portuarios), l'unité entre les dockers put survivre au sein de ce syndicat. Lorsque les derniers soubresauts du franquisme et les prémisses de démocratisation du régime apparurent pour être menacés au grand jour par le mouvement assembléiste des années 1976-1977, l'unité des dockers en sortit renforcée. 1976, c'est l'année de la création de l'OEPB (Organización de los Estibadores Portuarios de Barcelona) et de la Coordinadora. Les grandes grèves des docks de la fin 1980-début 1981 ne firent que renforcer encore cette unité dans laquelle l'organisation en assemblée revenait au centre d'un projet social plus général. Alors que le mouvement assembléiste connaissait le reflux que l'on sait, l'OEPB et la Coordinadora survécurent.

Il importe de garder à l'esprit que la Coordinadora constitue une force exceptionnelle. Elle réunit 9 000 dockers qui peuvent à tout moment déclencher une grève qui aurait des conséquences terribles pour le marché espagnol. Il ne subsiste nulle part ailleurs une organisation *permanente* de travailleurs qui dispose d'une telle capacité à rendre exécutoires ses décisions et où les protagonistes attribuent autant d'importance à la communication assembléiste, au niveau local, national et international. Ils ont su se doter de moyens qui les rendent dangereux pour l'ennemi. Ainsi, dans certains ports, la Coordinadora s'est-elle dotée de micro-ordinateurs qui lui livrent, en même temps que les toutes les entreprises portuaires, l'état de la circulation de la marchandise de port à port, de la sous-traitance qui en est faite par les différents moyens de transport terrestres ou aériens, les différents contrats entre telle et telle entreprise qui devra passer par eux, etc. Il n'est pas exagéré de dire que la Coordinadora dispose d'une puissance financière dont les sources sont en partie liées à cette bonne connaissance des différentes transactions... Elle peut jouer ainsi un rôle important dans le soutien financier, entre autres, à d'autres luttes, prenant en charge la rémunération de grévistes d'autres boîtes lors de conflits qui durent.

La dernière période de lutte mérite qu'on revienne un peu plus dans le détail, tant il est vrai qu'elle cristallise les événements constitutifs de l'échéance actuelle. Depuis les grèves de 1976 et celles de 1980-1981, où la lutte avait pour but de contrer la « conteneurisation » du port, la rationalisation du trafic, ce sont toujours les mêmes exigences qui reviennent. Mais aujourd'hui, il est indéniable que cette lutte s'est radicalisée, ses objectifs éclaircis au fur et à mesure qu'elle s'affrontait à des limites nouvelles.

Par leur détermination et leur organisation, les dockers montrent jusqu'où il est possible d'aller en s'avançant sous la couverture de la légalité. Au-delà, c'est s'avancer seuls face à l'Etat et à tout ce qui lui est subordonné. Les dockers connaissent leur *propre* force et leur ennemi. Et justement, à cause de cela, choisissent de ne pas engager pour le moment la totalité de leurs moyens alors qu'ils sont encore largement isolés dans la société. Il est cependant indéniable que leur lutte est menée en termes stratégiques, ce qui les anime dépasse la conscience de travailleurs uniquement consacrés à la défense de leur statut social. A ce titre, il est notable que l'intérêt porté aux dockers de Barcelone par les jeunes



Chantiers navals de Puerto Real (Cadix) mai 1987

prolétaires chômeurs-à-vie *date* de l'abordage du bateau d'où des jaunes furent jetés à la mer (sept. 86). A ce moment, la violence contenue dans la lutte de ceux du port a transgressé les limites d'un conflit particulier et est apparue publiquement comme violence sociale. De plus, en revendiquant le bien-fondé de leur colère et de leurs actes par une affiche (voir encadré), ils se sont donné les moyens d'entamer une brèche dans leur isolement.

Pêche au jaune dans le port de Barcelone.

En agissant ainsi, ils ont montré à quel point ils étaient peu impressionnés par la réputation ignoble dans laquelle pensaient pouvoir les contenir le gouvernement et la presse [3]. Ils ont ainsi manifesté qu'ils n'avaient pas le souci de se montrer présentables pour des négociations. Si le gouvernement veut négocier avec eux, celui-ci doit les prendre tels qu'ils sont, avec leur détermination et leurs méthodes. A la faveur d'élections syndicales, l'Etat va essayer de nommer le plus possible de « délégués ugtistes » à sa botte qui pourront se présenter ensuite comme délégués des dockers. D'où l'intérêt pour lui actuellement de faire rentrer sur les postes de travail de plus en plus de jaunes qui au moment des élections vôteront UGT. Cette manœuvre grossière n'impressionne évidemment pas les dockers, et ne fait que repousser dans le temps l'éventualité d'une issue pacifique, légaliste, au conflit en cours.

Pour les dockers et d'autres prolétaires en Espagne, il ne fait aucun doute que c'est l'organisation sociale dans son ensemble qui est ressentie comme une aberration. Paradoxalement, ce sentiment amène certains à concevoir une alternative positive à cette aberration. Cette énergie dépensée à imaginer en positif une alternative sociale fait courir le risque de verser dans le réformisme autogestionnaire le plus plat. Mais il faut voir les choses relativement aux conditions que combattent les différentes grèves assembléistes. Dans la situation actuelle où ces différents mouvements sont encore dispersés et isolés, un tel discours qui peut être la brèche par laquelle peut s'engouffrer une nouvelle

¿ Que pasa en los puertos ?

Le PSOE veut faire aboutir, par décret et avec l'aide de l'UGT, la restructuration des ports exigée par le grand capital. Suppression de 5 000 postes de travail. Liquidation du collectif du port et de son organisation en assemblée, la Coordinadora. Suppression de toutes les conventions et normes qui règlent notre travail.

Les jaunes, et les briseurs de grève professionnels, la police, les lois, les licenciements, les sanctions, etc., sont ses armes contre les travailleurs ; rien n'a changé. La presse, la radio, la TV, plus inconditionnelles que jamais, se chargent du sale travail vis-à-vis de l'opinion publique, interprétant mensongèrement, oubliant ou simplement falsifiant la vraie réalité.

Le gouvernement fait du travail un privilège, condamnant des secteurs entiers de travailleurs au chômage, à l'indigence et à la délinquance. En nous divisant en travailleurs chômeurs et fixes, ils nous font apparaître comme des ennemis aux yeux de ceux qui furent toujours nos camarades, cherchant ainsi à aggraver l'exploitation jusqu'à des limites que nous avions dépassées par notre lutte.

Voilà ce qu'est notre combat, résister par nous-mêmes et avec toute la classe ouvrière. Résistance qui à plusieurs moments s'accompagnera d'une violence que la presse qualifiera d'excessive mais qui n'est pas comparable, dans l'absolu, avec celle que nous subissons de la part de ceux qui exercent le pouvoir.

Appuie et fais connaître notre lutte.

Coordinadora estatal estibadores portuarios

Octobre 1986

3. « Le caractère assembléiste et de classe de la Coordinadora rend possible une transparence de décision que nous envient les centrales majoritaires. Le parti au pouvoir ne peut digérer qu'un secteur aussi important que celui des ports ne soit pas entre les mains douces et toujours prêtes aux concessions de l'UGT. C'est bien celle-là, la carte politique essentielle que jouent les socialistes dans le conflit du port ; et ils la jouent à fond ! Ils veulent gagner ; leur habitude de tout raser les a rendus arrogants. Ils ne négocient rien ! Des clous ! Voilà leur réponse.
« En ce moment, nous entrons dans une guerre de l'imprévisible, aux conséquences non voulues. Avec les nerfs à fleur de peau par l'usure de quatre années d'attente envers le « gouvernement socialiste ». Peut-être allons-nous nous retrouver dans l'obligation de commettre quelques abus contre quelque secteur de la population à l'occasion d'un moment provoqué par le peu de marge de jeu qui nous reste et par l'explosion logique de la tension retenue. Nous avons une unique et légitime aspiration de continuer à gagner notre vie en travaillant sur le port, comme toujours, logiquement avec le meilleur salaire possible parce que la part du salaire à laquelle nous renoncerions ne sera de toute façon pas donnée à quelqu'un d'autre ! »
(Extraits du tract « Nous, les travailleurs du port, avons compris la gravité du moment ».)

forme de politique sert aussi de couverture aux actions menées dans la clandestinité sociale. C'est aussi la part non critiquée du projet anarchiste de la guerre civile qui pèse encore dans la tête de ceux qui se mettent aujourd'hui le plus en avant dans les luttes en cours. Dans l'Espagne de 1986, la plupart de ceux qui étaient à l'initiative des luttes sont issus d'une longue expérience militante qui s'est développée dans le cadre de l'anti-franquisme. C'est de la même génération que sont issus la plupart des délégués de l'OEPB, de la Coordinadora de Cadix, ou du CSI asturien, et... ceux qui sont au gouvernement. Au début des années 1970, Gonzalès écrivait des textes où il prenait la défense des braceros andalous. Mais comme nous l'a dit un docker : « Nous, nous savons ce que Gonzalès a dans la tête et lui ne sait plus ce qu'on mijote, simplement, il sait qu'il doit nous craindre. »

La force des principes assembléistes repose sur deux exigences partout présentes dans les différentes formes que prend la lutte des dockers : celle de la solidarité et celle de l'égalité. En juin 1986, la grève de ceux de Bilbao qui va durer cinquante jours sans interruption aura bien mis en évidence ce principe qui fonde la pratique de l'assemblée : celui de l'égalité. Cette grève se déclenche sur leur refus d'être divisés entre travailleurs fixes et temporaires. Les dockers décident d'appliquer à tous le principe de la rotation des tours de travail et s'organisent pour que tous touchent un salaire égal.

A Cadix, l'assemblée de la Coordinadora dépasse le cadre de l'organisation dans le port. Là-bas, les dockers se sentent partie prenante d'une lutte d'ensemble. Ils apportent systématiquement leur solidarité pratique aux conflits en cours dans la région : soutien financier, présence active dans d'autres assemblées et dans les affrontements contre les flics. Parfois, et c'est pour le regretter, ils sont même plus nombreux que les ouvriers des autres entreprises plus directement menacées[4]. Ils sont aussi présents dans les luttes de quartier (contre l'insalubrité, l'urbanisation sauvage, le refus de payer les loyers...). Particulièrement en Andalousie, dans cette région de Cadix, le sens communautaire, de solidarité, est très puissant, contre la division qu'introduit le salariat. Il est courant là-bas de redistribuer une partie de son salaire, aux amis, aux voisins chômeurs.

Dans les périodes où les conflits prennent une forme plus offensive, cette solidarité est tout autant effective. Ceci est particulièrement apparu dans la lutte que mènent actuellement les ouvriers des chantiers navals de Cadix contre sa fermeture. Depuis le début mars 87, les affrontements avec la police sont particulièrement violents. Suivant un scénario maintenant bien éprouvé, les ouvriers réunis en assemblée le matin partent dans la rue, munis de quelques munitions efficaces, édifier des barri-

La grève des dockers de 86. Aperçu chronologique

Du 6 au 22 mars et pendant tout le mois d'avril, la quasi-totalité des ports est bloquée par des grèves tournantes.

A nouveau, le 18 mai, les ports sont bloqués pour dix jours. 400 navires sont à quai. Le port de Valence est totalement paralysé ainsi que celui de Castellon. A Alicante, 300 dockers sont en grève. A Cadix, où 700 dockers ont arrêté le travail, trois conteneurs de tabac sont incendiés sur le port. Le même jour, le siège du PSOE est dévasté. Les affrontements sont fréquents avec les jaunes. A Bilbao, la paralysie du port est totale. Tous les ports des Canaries sont bloqués (3 000 dockers).

Le 20, à Barcelone, à la grève des dockers s'ajoute celle des bus, du métro et de la compagnie aérienne Ibéria. A Ténérife (Canaries), des centaines de tonnes de fruits pourrissent ; seuls sont déchargés les médicaments et le lait. Les entreprises portuaires et les gros négociants font pression sur le gouverneur pour qu'il établisse l'état d'urgence.

Dans la plupart des ports, les « services minimum » ne sont pas appliqués. A Valence (le plus grand port d'exportation) les bateaux sont chargés sous la protection de la police. Les affrontements avec les jaunes sont fréquents. A Barcelone, 800 dockers occupent le siège de la « junte du port autonome ».

A Gijón, le 23 mai, l'accès du port est bloqué par les dockers, des barricades incendiées empêchent l'accès aux quais. Des ouvriers se joignent à eux.

Aux Canaries, les entreprises commerciales s'affolent. Elles font un chantage au ravitaillement des îles en déclarant que les dockers veulent affamer la population. Population qui, elle, ne semble pas au bord de la disette, elle l'aurait fait savoir !

Enfin, le 26 mai, apparaît dans le Journal officiel le décret de réforme du travail portuaire et de dissolution de l'OTP. Aussitôt, les dockers se mettent en grève pour le mois de juin.

Du 3 au 12 juin, une nouvelle grève tournante nationale est lancée. A Palma de Majorque (Baléares), affrontements avec la police qui voulait protéger des jaunes. Manuel Chavès, ancien syndicaliste devenu ministre du Travail, déclare : « Les dockers sont soit des menteurs, soit mal informés. Ils utilisent des méthodes inadmissibles. Ceux qui ont dévasté le siège du PSOE ont été manipulés. »

Depuis trente jours consécutifs, les dockers de Bilbao maintiennent leur grève, alors que l'effervescence dans cette ville est permanente (nombreuses grèves dans les transports, les rues sont barrées quasi quotidiennement par des manifestants de plu-

4. Ceci n'est pas toujours le cas. Les ouvriers des caves vinicoles de Jerez de la Frontera organisés eux-aussi en assemblée sont en contact régulier avec les dockers de Cadix.

sieurs boîtes en grève ; une émeute va s'étendre dans les vieux quartiers jusqu'à 7 heures du matin à l'issue d'un match de football particulièrement torride ; plus tard, des affrontements très violents éclatent à la suite de la mort suspecte d'un détenu basque...). Pendant vingt jours encore, soit jusqu'au 12 juin, les dockers restent en grève. Le gouvernement va proposer la fermeture du port.

Le samedi 25, 60 remorques de camions sont sabotées sur le port de Barcelone. Le trafic du port de Barcelone est entièrement détourné vers Marseille entre les pattes des stals pour être ensuite réacheminé par route vers l'Espagne.

Le 27 mai se tient à Barcelone une assemblée de 1 200 dockers venus du pays entier pour décider de la suite des événements.

Le 6 juin, l'archipel des Baléares est coupé du reste du monde. A la grève des dockers s'ajoute celle des transports aériens et celle du personnel hôtelier.

Le 13 juin, la Coordinadora réunit ses délégués à Barcelone : elle juge « très positif le résultat des grèves » et déclare que d'autres actions vont se poursuivre vu le mutisme dont fait preuve le gouvernement.

Au mois de juillet, les dockers de Barcelone pratiquent le « rendement minimum » (4 conteneurs déchargés au lieu de 30 par heure). Contenemar, la plus importante entreprise de frêt décide d'appliquer le décret. Elle embauche des chômeurs.

Le 6 août, 500 dockers se présentent au siège de Contenemar et empêchent le chargement des navires. La police intervient. Affrontements brefs et violents. 3 flics se retrouvent à l'hosto.

Le 13 août, trois machines servant au déplacement des conteneurs de Contenemar sont sabotées. L'OTP veut sanctionnner 400 dockers. Refus collectif de toutes les sanctions. Nouveaux affrontements avec la police. L'administration rappelle que le décret de réforme sera appliqué en totalité avant juin 1987.

Le 15 septembre, à Barcelone, affrontement violent avec les jaunes. Le matin, 500 dockers pénètrent, en voitures, sur le quai où travaille Contenemar. Les jaunes se réfugient sur un bateau. Malgré les protestations du capitaine, les dockers armés de barres de fer montent à l'abordage. Après avoir reçu une violente tannée, les jaunes sont jetés à la mer. Parmi eux, un flic chilien, briseur de grève professionnel.

La Coordinadora se réunit à Alicante, une nouvelle grève est décidée pour le mois d'octobre.

Le 2 octobre, un camion de Norcargo, du groupe Contenemar, est incendié.

Au mois de novembre, l'UGT et les CCOO contresignent le projet gouvernemental de réforme portuaire.

Début juin 1987, la Coordinadora se réunit à Castellon pour lancer une grève pour le mois de juin. Les CCOO se font publiquement dénoncer pour avoir signé le décret. Elles sont accusées de « se satisfaire veulement des miettes de réforme ».

Contrairement à ce qu'avait annoncé le gouvernement, le décret est encore loin d'être « appliqué totalement » au mois de juin 1987.

cades pour couper le trafic routier, bientôt rejoints par de nombreux jeunes, souvent leurs femmes sont là aussi. Chaque mardi et vendredi, à l'issue de l'assemblée, le même scénario se produit depuis le début avril. La police doit essuyer des pertes assez sérieuses. Les armes artisanales semblent assez efficaces : grosses billes d'acier munies de quatre clous soudés, frondes, lance-pierres, mini-bazookas, comme à Gijon. Mais ce qui est plus intéressant encore, c'est que l'élargissement de la volonté d'en découdre se communique aux ouvriers d'autres boîtes de la région de Cadix et même de Séville (où des affrontements violents eurent lieu avec la police alors que trois cents ouvriers de Puerto Real de Cadix étaient venus tenir une assemblée avec eux). Début mai, ce sont les travailleurs d'Euskalduna de Bilbao qui se sont lancés dans la rue, édifiant des barricades en soutien explicite à leurs collègues andalous.

Traditionnellement, et cela s'est malheureusement vérifié dans le mouvement assembléiste des années 1976-1978 où la recherche de contact avec les assemblées d'autres régions fut loin d'être la règle, les Espagnols semblent peu portés à rechercher d'une manière délibérée un contact avec des luttes similaires qui se déroulent dans le même temps. Mais cette tendance est elle-même contredite par la pratique de l'assemblée qui, dans son principe de critique de la séparation, les pousse dans les moments les plus intenses à reconnaître et cherche vers l'extérieur leurs véritables alliés. Ceci a été visible dans la lutte des dockers en 1986. Une aspiration tend à se fonder objectivement : par la pratique assembléiste, c'est la communication qui s'organise, des prolétaires s'adressent alors à leurs semblables, à ces moments la parole cesse d'être clandestine. A l'heure actuelle, il n'y a pas de pays d'Europe où le souci de communication entre grévistes s'est manifesté avec autant de clarté et où la communication a cherché à rendre ses raisons publiques. Dans de nombreux textes, tracts, affiches, produits à chaque nouvelle échéance qui se pose à eux, des dockers, qu'ils soient de Bilbao, de Cadix, de Barcelone ou d'autres ports exposent clairement leurs raisons de se battre et désignent de manière indiscutable leurs ennemis : l'Etat, les bureaucraties syndicales. Un docker de Cadix nous dira lors d'une discussion : « L'assemblée pour nous est un plaisir, celui-là personne ne nous le retirera. » Ce à quoi un docker de Barcelone lui répondra, à plusieurs centaines de kilomètres de là et sans le connaître : « Quoi qu'il arrive, même si je perds tout, vraiment tout dans cette lutte, je sais qu'ils ne pourront détruire notre unité, celle de l'Assemblée. Ça, ils ne pourront nous le reprendre. »

En Espagne, une partie toujours plus grande de la population réalise quel avenir lui offre la société hiérarchique, même sous sa forme démocratique. En réponse aux assauts du pouvoir contre des communautés non encore désunies par l'intérêt privé se pose déjà la question sociale, là où les bureaucraties syndicales sont insuffisantes pour contenir les révoltes des pauvres. Lorsque la *Guardia Civil (GC)* se fait humilier publiquement comme ce fut le cas à Reinosa (province de Santander) au mois de mars 1987, c'est tout le discours démocratique qui essuie un affront. Ceci est d'autant plus rude pour l'Etat qu'il ne peut attribuer cette révolte à quelques éléments extérieurs. A l'occasion des derniers événements, c'est une population entière qui agit en *incontrôlée*. Ce n'est pas en tout cas en traitant des ouvriers révoltés de « terroristes » comme l'Etat l'a fait récemment par le biais de la presse qu'il risque d'apaiser le sentiment de haine qu'il inspire dans ces moments-là.

A Reinosa, le 11 mars, un conseiller basque, ancien président de Forjas y Aceros, est pris en otage par les ouvriers de cette entreprise. Le 12, la *GC* reçoit l'ordre de le libérer. Alors que les ouvriers voulaient aller le planquer ailleurs, le comité d'entreprise le livre aux flics. Mais personne parmi la population ne l'entend de cette oreille. Pendant plusieurs heures, la population de Reinosa se livre à une attaque en règle des forces de police. La *GC* se replie dans le désordre. Des barricades se construisent dans chaque rue pendant que la police est bombardée de projectiles de toutes sortes. Par une habile manœuvre, la population encercle la *GC* et lui fait subir le plus bel affront qu'elle ait subi depuis longtemps. Plusieurs centaines de personnes lapident la *GC*, certains flics sont désarmés, leurs fusils d'assaut sont fracassés au sol ou disparaissent entre des mains plus expertes... Des flics se font lyncher, les gens crient : « Ça y est ! On les tient ! » Les tricornes de la « Benemerita » sont jetés en l'air dans la plus totale liesse populaire. Chaque fois qu'une ambulance tente de récupérer un flic, elle est huée ou lapidée. Vers 11 heures du matin, la police *se rend* à la population, onze flics sont alors pris en otage dans l'usine vers laquelle ils sont conduits sous les insultes et les crachats. Un cordon de responsables syndicaux se forme autour d'eux pour leur « éviter un lynchage massif » (dixit la presse). A l'hôpital, sur trente-deux blessés, on compte vingt-six gardes civils.

Les gens demandent la démission de Barrionuevo, ministre de l'Intérieur, et de Luis Roldan, responsable socialiste de la *GC*. Les manifestants bloquent les routes d'accès à Reinosa. La gare est

La « Benemerita » prise au piège.

prise par la population, les trains bloqués. Elle est reprise par la *GC*, mais la population des environs bloque les trains en direction de Reinosa en faisant des barricades sur les voies. 500 membres de la *GC* arrivent à Reinosa en renfort. Le 4 avril, la *GC* est à nouveau attaquée pendant plus de quatre heures. Le 5, la population réunie en assemblée à l'appel des ouvriers de la Cenemesa, une autre boîte de la localité, décide de poursuivre le mouvement jusqu'à ce que les flics soient jetés de la région. « On ne veut plus les voir », déclare lapidairement un vieil ouvrier [5]. Le 11, 20 000 personnes défilent dans la capitale, Santander, pour exiger le démantèlement du plan de modernisation prévu pour la région. Le 13, le Parlement cantabrique se voit contraint de demander la destitution du ministre de l'Intérieur et du chef de la *GC*.

Le 16, les affrontements reprennent à Reinosa. Mais la *GC* est bien décidée à se venger. « Tout a été préparé militairement », déclarera plus tard le chef de la *GC*, « puisque nous avions affaire à une situation de guerre civile ». Le 16 avril, la ville est prise d'assaut. 700 flics, 18 tanks anti-émeutes s'emparent de la ville « suivant un plan préalablement conçu ». Au signal, la sirène d'un train, les forces de l'ordre se jettent sur la population. Les flics criaient : « Victoire, nous avons gagné... » Ils pénètrent dans les maisons, jetant les habitants à la rue pour les rouer de coups. En plus de leurs armes habituelles, chaque flic utilisait une batte de baseball. Des coups de feu à balles réelles furent tirées plusieurs fois. L'hôpital aussi est envahi par la *GC*

5. Et un autre de lui répondre : « Les manifestations légales et pacifiques ne servent à rien. »

Flic sur le point d'être lynché

Des flics se rendent à la population.

où les blessés se font à nouveau tabasser. Plusieurs centaines de personnes sont torturées au commissariat où un couteau était offert aux détenus pour qu'ils puissent se suicider sur place. Les tanks et les hélicoptères quadrillent entièrement la ville. Un ouvrier, blessé au visage, se fait gazer dans le garage où il avait trouvé refuge, celui-là même qui mourra à l'hôpital une semaine plus tard. Lors de son enterrement, on verra le stalinien Camacho, secrétaire général des CCOO, déclarer dans un vibrant appel au calme : « Les policiers de la *Guardia Civil* sont des citoyens comme les autres ». Ce que n'ont pas entendu quelques dizaines de jeunes de Reinosa qui, animés du seul esprit de vengeance, détruisent au même moment par le feu les wagons qui se trouvaient en gare.

Au mois d'avril, les ouvriers de la Fyesa de Santander se sont eux aussi affrontés aux flics pendant plusieurs nuits, aidés massivement par les habitants des banlieues avoisinantes, Maliano, Muriedas, Poo, qui soutenaient leurs semblables en créant de nombreux affrontements périphériques pour diviser l'action des flics. Là aussi, des bandes de jeunes les ont attaqués aux cocktails molotov alors qu'ils tentaient de retirer les barricades sur les routes ou les voies ferrées.

Certaines régions minières du Léon et des Asturies sont elles aussi tenues en état de siège. « La police menaçait de brûler les maisons où s'étaient réfugiées nos familles si elles n'en sortaient pas » (pour se faire tabasser), raconte ce mineur de El Bierzo dans le Léon. La présence de la *GC* se fait si intense que les mineurs doivent aller dormir dans les champs, se cacher dans les bois ou sur les toits des maisons pour éviter de se faire arrêter. « Nous subissons des conditions de travail pires que celles de l'Afrique du Sud. Nous sommes prêts à tout, à aller jusqu'où il faudra. » 6 500 mineurs sont en grève quasi permanente dans ces régions, les routes sont bloquées, les trains arrêtés, à Torreno et Ponferrada les chargements de charbon sont déversés sur la chaussée. Le 29 avril, une centaine de mineurs se rendirent au petit puits de San Cruz de

Montes pour obliger les ouvriers de ce puits à se mettre en grève de soutien à ceux d'El Bierzo. Les jaunes cédèrent rapidement, mais cela ne suffit pas à apaiser la colère des grévistes qui se livrèrent à une destruction en règle d'un compresseur, d'une pelle mécanique, d'un générateur et du directeur de la mine qui fut laissé sur le carreau avec plusieurs fractures à la tête.

Oviedo.

Les grèves et les manifestations dans les régions minières se poursuivent contre l'avis des centrales syndicales majoritaires. Un groupe de mineurs dont plusieurs affiliés au CSI occupa le puits Caudin de la région de Nalón, exigeant que les syndicats se retirent des négociations en cours avec la direction de Hunosa. Les occupants ont abandonné le puits à la dernière heure de la soirée... Après que la direction les ait menacés de mise en chômage pour deux mois avec suspension de salaire, des incidents se sont produits avec les représentants syndicaux, les cartes d'affiliation aux CCOO étaient déchirées sous leurs yeux.

Par ailleurs, un groupe de trente jeunes tenta de s'emparer de la mairie de Mieres. Ils en furent empêchés par la Guardia Civil. La principale crainte des syndicats majoritaires est que les manifestations des mineurs continuent à leur échapper des mains à cause de groupes minoritaires d'ouvriers qui durcissent leurs actions, en se passant des grandes centrales syndicales.

Ces manifestations autonomes ont visiblement un point d'ancrage dans la région et ont été particulièrement puissantes au moment de la reconversion des chantiers navals de Gijón.

El Diario, 16-22 mai 1986.

L'Espagne aura connu depuis le début 1987 le plus grand nombre de jours de grève depuis bien longtemps. Dans une statistique récente, le ministère du Travail déclare que chaque semaine 110 000 travailleurs en moyenne se sont mis en grève tandis que Solchaga[6] déclare devant l'OCDE que les conflits sociaux surgis en Espagne durant cette période sont inévitables.

La persistance d'un conflit social ouvert dans les chantiers navals à Cadix, dans les mines du Léon et des Asturies et aussi dans la région de Santander, ne doit pas faire oublier que les vagues de grève récentes (qui se sont développées en particulier dans le secteur public) ont coïncidé avec une tentative de ravalement de la politique. Ceux qui avaient été jetés par la porte aux moments les plus chauds du mouvement des assemblées et s'étaient depuis tenus cois sous l'aile protectrice du gouvernement ou dans son opposition formelle (UGT, d'une part, CCOO, d'autre part) ont tenté de revenir par la fenêtre. Ainsi l'opposition syndicale aux 5 % dans lesquels le gouvernement prétendait contenir la hausse des salaires est en soi une forfanterie hypocrite. Puisque depuis la signature du pacte de la Moncloa en 1977, le gel des salaires était la principale condition posée aux syndicats par le gouvernement. Condition que les syndicats s'étaient empressés d'accepter en échange d'une participation à la gestion du pays. C'est-à-dire qu'ils mènent aujourd'hui une campagne politique contre leurs propres décrets. Cela n'aura pas échappé aux travailleurs et n'aura fait qu'accroître plus encore la méfiance que leur inspirent les syndicats, même si de nombreux salariés ont profité de l'occasion pour obtenir une légère augmentation de salaire. Néanmoins, les négociations lancées secteur par secteur sur ce thème du refus des 5 % auront réussi à diviser un mouvement de grève qui s'était généralisé au pays tout entier et à *occuper la tête* de nombreux salariés au moment où un conflit social effectif éclatait sporadiquement dans certaines régions.

En Espagne, le ferment de la démocratie a été *d'abord* idéologique, constitué principalement de ceux qui avaient préparé de longue date leur putsch politique dans le Front antifranquiste, réservoir de tous les partisans d'un Etat démocratique. Mais il n'y a jamais eu une bourgeoisie nationale capable de représenter un projet universel auprès des pauvres. Ainsi, l'idéal démocratique n'a pas suivi ce long processus de pénétration des esprits comme dans le reste des pays d'Europe. Dès la mort de Franco, l'idéal démocratique est apparu très vite comme un *produit frelaté*, comme un simple argument politique supplémentaire au renforcement de l'Etat. Le discours démocratique est devenu une contrainte politique *de plus*. Au contraire, l'appareil bureaucratique d'Etat apparaissait visiblement inchangé.

Que ce soit autour du gouvernement proprement dit ou à l'UGT, on retrouve de nombreux exphalangistes. Les bureaucrates de l'UGT ont dû devenir fonctionnaires d'Etat. Mais aujourd'hui, nombreux sont les gestionnaires, les chefs de grandes entreprises qui se plaignent de l'inefficacité des syndicats ou des militants politiques à remplir leur rôle. Un grand patron résume bien l'inquiétude de ses congénères quand il déclare : « Qu'a fait le PSOE pour faire surgir des interlocuteurs sociaux représentatifs ? Voilà la question importante. »

L'usure du syndicalisme est un processus irréversible depuis le pacte de la Moncloa. Devant la difficulté qu'ont les syndicats à jouer leur rôle de représentants de l'Etat auprès des pauvres, les dirigeants en sont amenés aujourd'hui à prôner l'auto-

6. Ministre de l'Industrie.

régulation du droit de grève, c'est-à-dire à faire appel au sens civique de chaque travailleur ! Cette question de la limitation du droit de grève va devenir le prochain cheval de bataille des bureaucraties syndicales. Mais quel écho un tel combat aura-t-il chez les pauvres qui se mettent si souvent en grève sans tenir compte de l'avis des syndicats. Ceux-ci en sont maintenant à rejouer sous forme de parodie et dans un espace de temps très court les batailles du syndicalisme européen. Comme le dit Redondo, secrétaire général de l'UGT : « Il faut faire *apparaître* l'UGT comme intransigeante et dure. »

Madrid : Les incidents de la gare d'Atocha.

A deux reprises, le 3 avril puis le 7, la gare d'Atocha, où arrivent les banlieusards qui viennent travailler à la capitale, est saccagée. A cause de la mauvaise organisation du réseau ferroviaire, les banlieusards stoppent à dix minutes des quais de la gare pour laisser passer des convois de marchandises. Les voyageurs en ont ras le cul d'attendre dans le train. Le 3, à 8 heures le matin, plusieurs centaines de passagers font à pied le chemin les séparant de la gare ; mais en détruisant les installations ferroviaires qui se trouvent sur leur passage et en se servant des pierres du ballast pour éclater les vitres de wagons et locomotives en stationnement ou qui s'apprêtent à partir. En arrivant à la station, les vandales s'attaquent aux panneaux électroniques d'horaires et aux guichets.

D'après *El Pais* du 8 avril, 1987.

Les affrontements de Reinosa, de Cadix, des mines du Léon et des Asturies sont un démenti infligé aux socialistes, mais aussi aux syndicats qui avaient été publiquement chargés par Gonzalès, le 16 mars de cette année, de « contrôler les manifestations pour éviter les excès ». Ce n'est d'ailleurs pas autrement qu'il fallait comprendre la récente pseudo-rupture entre gouvernement et UGT, lorsque cette dernière a quitté en faisant le maximum de bruit la commission bilatérale syndicat/gouvernement. Sous couvert d'une distanciation, l'UGT a été chargée d'aller au feu, contrôler les excès, relayée par les CCOO dont un des leaders déclarera le 27 mars : « Le drame de tout ce qui se passe dans la rue, c'est qu'il y a un sens mais pas de direction politique, c'est un simple refus d'une gestion particulière, mais qui manque de canalisation, d'alternatives politiques. »

Devant la menace d'une extension du conflit social, Gonzalès a envoyé les syndicats au charbon pour qu'ils tentent de reconstituer un *consensus social* en vue des nombreuses élections (municipales, régionales et européennes) qu'auront à subir les Espagnols au mois de juin 1987. Mais au-delà du bénéfice immédiat qu'il compte tirer d'une autre victoire électorale, c'est à une véritable *tentative de ressouder la société civile* espagnole qu'il entend se consacrer. Trop de pauvres manifestent dans ce pays leur peu d'enthousiasme, voire leur hostilité, à aller chercher la réalisation de leurs aspirations sociales dans l'Etat.

Etudiants et flics soutenant l'idéal démocratique.

Comme en France, le mouvement étudiant espagnol a manifesté son entière disponibilité à participer à la démocratie. Après deux mois d'agitation, le gouvernement a reconnu aux étudiants le rôle grandissant qu'ils désiraient jouer dans la société et ce spectaculairement en leur accordant la satisfaction de la quasi-totalité de leurs revendications sous la forme d'une enveloppe financière particulièrement gonflée. Comme le reconnaissait un ministre : « il fallait répondre positivement aux étudiants, car ils constituent une partie de la classe moyenne qui est vraiment touchée par la crise, vu son ampleur ».

Alors que l'esprit civique du mouvement étudiant affluait sur le devant de la scène politique et que Maravall, ministre de l'Education, en saluait la maturité « qui posait les termes du débat démocratique, véritable débat de société », des milliers de jeunes sans qualité profitaient de l'occasion pour sortir de leur réserve. La plupart des grandes cités espagnoles furent le théâtre d'affrontements avec la police et autres déprédations. Des bandes de jeunes se déplaçaient même d'une ville à l'autre pour élargir leur champ expérimental.

A Barcelone, où certains LEP étaient occupés se tenaient des assemblées réunissant plusieurs lycées, qui attiraient aussi des gens du quartier, jeunes chômeurs ou travailleurs. Entre deux affrontements dans la rue, c'était l'occasion de se démarquer des étudiants dans de bruyantes discussions (les tracts des « Lascars » du LEP parisien reçurent à ce moment un accueil chaleureux). Ceci était facilité

par le fait que les lycéens proprement dits perdaient l'initiative au profit des autres jeunes. Ces réunions entre insatisfaits eurent parfois des résultats particulièrement savoureux : ainsi à Barcelone, une bande encore toute échauffée des déprédations qu'elle venait de commettre en ville se trouve nez à nez avec une patrouille de flics de banlieue qui veut les contrôler. Mal lui en prit ! Après une brève échauffourée, deux flics sont pris en otages et séquestrés pendant quelques heures dans un local discret. Ils seront relâchés, mais sans armes...

A Gijón, les ouvriers des chantiers navals forts de leur expérience passée des affrontements de rue sont venus prêter main forte aux jeunes d'un lycée technique pour mettre une tannée aux flics. Beau retour des choses ! Il faut se souvenir qu'en 1984-1985, lorsque ces ouvriers tenaient des assemblées *ouvertes à tous*, des lycéens étaient venus y participer puisqu'ils pouvaient librement prendre la parole au même titre que n'importe quel travailleur.

Gijón, février 1987

Que des jeunes futurs chômeurs se retrouvent ainsi partageant leur envie d'en découdre avec des ouvriers, eux-mêmes ayant épuisé leurs « droits au chômage », est bien significatif de l'esprit de solidarité pratique qui existe dans ce pays. Le credo économique, l'Etat, y sont moins qu'ailleurs investis de leur forme religieuse. Les Espagnols si prompts à invoquer le destin et la fatalité dans la vie courante sont beaucoup moins fatalistes quand il s'agit de s'en prendre à l'Etat. Son principe y apparaît plus qu'ailleurs débarrassé de son enveloppe mystique, politique. Le seul fait que son inhumanité soit objet de bavardage dans les moments d'agitation sociale, comme c'est le cas dans ce pays ces dernières années, prouve que les Espagnols savent que l'ennemi est à leur porte et donc qu'ils peuvent en contenir les avancées.

Deux exemples illustrent bien cela. A Madrid, récemment eut lieu une importante manifestation où les gens venus des banlieues protestaient contre l'arrestation systématique des petits dealers survenues à l'issue d'une série d'opérations « coup de poing ». Les manifestants, en grande partie des femmes (mères et sœurs des jeunes arrêtés), exigeaient la libération immédiate des prisonniers aux cris de : « Mettez en taule les grands trafiquants. C'est la police qui tue les jeunes dans les quartiers : elle y apporte de la drogue. »

A Vitoria (Pays Basque) éclata une véritable émeute au mois d'août dernier. Des dizaines de jeunes formèrent un important regroupement ralliant des complicités de bar en bar... Le siège du gouvernement provincial fut attaqué à coups de cocktails molotov. Les affrontements avec la police vont durer toute la nuit, pendant plus de sept heures. A l'aube, c'est le Parlement basque qui est attaqué à son tour. Pendant la nuit les barricades sont apparues, nombreuses, les feux de signalisation arrachés pour les construire. Les banques sont prises d'assaut ainsi que des agences de la caisse d'épargne, les commerces, les bars, les restaurants, lapidés. Le siège du « Banco Urquijo » est vandalisé, le mobilier jeté par les fenêtres.

A la suite d'une erreur d'arbitrage pendant le match Barcelone-Bilbao, les supporters basques se ruèrent sur le terrain pour faire la peau à l'arbitre. Dès que la police intervient, ils sont rejoints par des jeunes qui arrivent de tous les gradins. Et l'on voit cette image surprenante pour l'Espagne : des centaines de jeunes, drapeaux basques et catalans mêlés, charger les flics et, au milieu du stade, leur mettre une véritable tanée pour les repousser ensuite dans les vestiaires. Puis les affrontements avec la police se poursuivent à l'extérieur ; de nombreuses barricades vont s'élever dans le centre ville, des vitrines brisées, quelques voitures détruites. Et ce n'est qu'à 7 heures le lendemain matin que la dernière barricade est prise par la police.

D'après *El Pais* du 11 avril 1986.

L'Espagne n'est pas le pays du Droit. C'est encore un pays *sauvage* où l'idéologie démocratique doit s'imposer par la force. Dans ce pays, un état d'esprit est en devenir. Il est à la recherche pratique de ses propres conditions de réalisation, enrichi d'un souvenir populaire et clandestin, il représente une menace permanente pour l'Etat. La communication entre les pauvres tend à être conçue comme une activité pratique. L'assem-

blée consacre cette activité sociale, elle réapparaît au centre de nombreux conflits comme un besoin collectif partagé. Son resurgissement a toujours quelque chose d'*incompréhensible* pour les dirigeants, obligés qu'ils se trouvent de combattre la vitalité d'une forme autonome de communication qui ne peut être contenue dans le discours démocratique. Aux yeux des dirigeants, l'assemblée (encore plus lorsqu'elle unit l'ensemble de la population) apparaît comme surgie de nulle part, car elle ne trouve pas ses racines dans la politique. Elle ne puise pas sa force à la surface de ce qui existe, mais dans la clandestinité sociale. Elle laisse les politiciens désarmés et en les contraignant par sa propre combativité à faire appel à la force armée, elle met au grand jour toutes les limites de leurs prétentions à étendre l'hégémonie de leur pseudo-dialogue. L'heure n'est pas encore venue dans ce pays où les prolétaires seront prêts à troquer leur propre langage contre les vocables abstraits du droit et de la démocratie politique.

C'est donc *dans* la pensée, appuyée quand il le faut de la force armée, que se situe là aussi le véritable enjeu. De manière visible, en Espagne, la confrontation entre deux conceptions du monde reste déchiffrable dans les actes des prolétaires. Tout au long du XXe siècle, les manifestations de révolte réapparaissaient au moment où les dirigeants croyaient qu'elles avaient disparu pour toujours parce qu'elles avaient momentanément reflué : pour éclater au final à la révolution sociale des années 1930. On ne peut s'empêcher de relever quelques similitudes entre cette époque et la nôtre alors qu'un mouvement social insoumis subsiste dans ce pays dans des conditions d'isolement organisé une fois encore par le discours démocratique.

« L'Etat est l'intermédiaire entre l'homme et la liberté de l'homme », disait Marx. Dans ce pays menacé de toutes parts par l'extension hégémonique du discours réformiste et démocratique, cela reste une conviction intime et à la fois partagée.

Vincent KAST

LA DOMESTICATION INDUSTRIELLE

Si le capital prend la science à son service, l'ouvrier récalcitrant sera contraint d'être docile.
Andrew Ure, *Philosophie des manufactures*, 1835

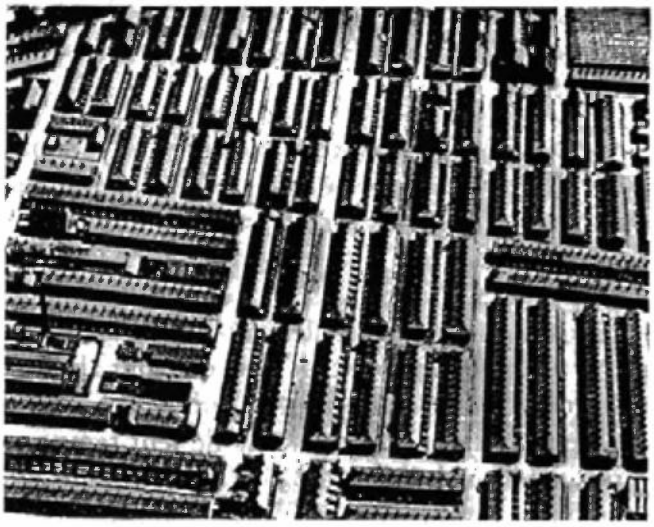
Autrefois, si quelqu'un traitait d'ouvrier un homme de métier, il risquait la bagarre. Aujourd'hui qu'on leur dit que l'ouvrier est ce qui se fait de mieux dans l'Etat ils insistent tous pour être ouvriers.
M. May, 1848

Le terme de révolution industrielle couramment utilisé pour qualifier la période qui va de 1750 à 1850 est un pur mensonge bourgeois, symétrique de celui sur la révolution politique. Il ne contient pas le négatif, et procède d'une vision de l'histoire comme seule histoire des progrès technologiques. C'est un coup double pour l'ennemi, qui légitime ainsi l'existence des managers et de la hiérarchie comme conséquence inéluctable de nécessités techniques, et impose une conception mécaniste du progrès, considéré comme une loi positive et socialement neutre. C'est le moment religieux du matérialisme, l'idéalisme de la matière. Un tel mensonge était évidemment destiné aux pauvres, parmi lesquels il devait faire des ravages durables. Il suffit pour le réfuter de s'en tenir aux faits. La plupart des innovations techniques qui ont permis aux usines de se développer avaient été découvertes depuis un certain temps déjà, mais étaient restées inemployées. Leur application à grande échelle n'en est pas une conséquence mécanique, mais procède d'un choix, historiquement daté, des classes dominantes. Et celui-ci ne répond pas tant à un souci d'efficacité purement technique (efficacité souvent douteuse) qu'à une stratégie de *domestication sociale*. La pseudo-révolution industrielle se résoud ainsi à une entreprise de contre-révolution sociale. Il n'y a qu'un seul progrès : le progrès de l'aliénation.

Dans le système qui existait antérieurement, les pauvres jouissaient encore d'une grande indépendance dans le travail auquel ils étaient contraints. La forme dominante en était l'atelier domestique : les capitalistes louaient les outils aux ouvriers, leur fournissaient les matières premières, et leur rachetaient à vil prix les produits finis. L'exploitation n'était pour eux qu'un *moment du commerce*, sur lequel ils n'exerçaient pas de contrôle direct. Les pauvres pouvaient encore considérer leur travail comme un « art » sur lequel ils avaient une marge notable de décision. Mais surtout ils restaient maîtres de l'emploi de leur temps : travaillant à domicile et pouvant s'arrêter quand bon leur semblait, leur temps de travail échappait à tout calcul. Et la variété, autant que l'irrégularité, caractérisait leur travail, l'atelier domestique n'étant le plus souvent qu'un complément aux activités agricoles. S'ensuivaient des fluctuations de l'activité industrielle incompatibles avec l'essor harmonieux du commerce. Ainsi les pauvres disposaient-ils encore d'une force considérable qu'ils exerçaient en permanence. La pratique de la perruque, le détournement de matières premières, était monnaie courante et venait alimenter un vaste marché parallèle. Surtout, les travailleurs domestiques pouvaient faire pression sur leurs employeurs : les fréquentes destructions de métiers étaient le moyen d'un « marchandage collectif par l'émeute » (Hobsbawm). Du fric ou on casse tout !

C'est pour supprimer cette indépendance menaçante des pauvres que la bourgeoisie se voit contrainte de *contrôler directement la sphère de l'exploitation*. Voilà la raison qui préside à la généralisation des usines. Il s'agit d'*autonomiser la sphère du travail*, temporellement et géographiquement. « Ce ne sont pas tant ceux qui sont absolument oisifs qui font du tort au public, mais ceux qui ne travaillent que la moitié de leur temps », écrivait déjà Ashton en 1725. L'art militaire est appliqué à l'industrie, et les usines sont littéralement construites sur le modèle des prisons, qui leur sont d'ailleurs contemporaines. Un vaste mur d'enceinte vient les séparer de tout ce qui est extérieur au travail, et des vigiles sont chargés de refouler ceux qui au début trouvaient naturel de rendre visite à leurs infortunés amis. A l'intérieur, des règlements draconiens avaient pour premier objet de civiliser les esclaves. En 1770, un écrivain avait projeté un nouveau plan pour produire des pauvres : la Maison de la Terreur, dont les habitants seraient maintenus au travail quatorze heures par jour, et tenus en main par la diète. Son idée ne précéda que de peu la réalité : une génération plus tard, la Maison de la Terreur s'appelait tout bêtement une usine.

C'est en Angleterre que se généralisèrent d'abord les usines. Dans ce pays, les classes dominantes avaient depuis longtemps surmonté leurs conflits internes, et pouvaient donc s'adonner sans retenue à la passion du commerce. Et la répression qui avait suivi l'échec de l'assaut millénariste des pauvres [1] avait préparé le terrain de la contre-offensive industrielle. Les pauvres en Angleterre eurent donc le triste sort de subir les premiers toute la brutalité d'un mécanisme social en formation. Il va sans dire qu'ils considéraient un tel sort comme une dégradation absolue, et ceux qui l'acceptaient subissaient le mépris de leurs semblables. Déjà au temps des Niveleurs, il était courant de penser que ceux qui vendaient leur travail contre un salaire abandonnaient de ce fait tous les droits des « Anglais nés libres ». Avant même de commencer, les premiers propriétaires d'usines avaient déjà du mal à recruter de la main-d'œuvre, devant souvent parcourir de longues distances pour cela. Il leur fallait ensuite fixer les pauvres à leur nouveau travail, et les désertions étaient massives. Voilà pourquoi ils prirent en charge l'habitat de leurs esclaves, en tant qu'antichambre de l'usine. La constitution de cette vaste armée de réserve industrielle entraîna une militarisation de l'ensemble de la vie sociale.



Le *luddisme* fut la réponse des pauvres à l'instauration de ce nouvel ordre. Dans les premières décennies du XIXe siècle, le mouvement de destruction des machines se développa dans un climat de fureur insurrectionnelle. Il ne s'agissait pas seulement d'une nostalgie de l'âge d'or de l'artisanat. Certes, l'avènement du règne du quantitatif, de la camelote en série, entrait pour une bonne part dans la colère des gens. Désormais, le temps nécessaire pour accomplir un travail primait sur la qualité du résultat, et cette dévalorisation du contenu de tout travail particulier conduisit les pauvres à s'en prendre au travail en général qui manifestait ainsi son essence. Mais le luddisme fut avant tout une guerre d'indépendance anticapitaliste, une « tentative de destruction de la nouvelle société » (Mathias). « Tous les nobles et tous les tyrans doivent être abattus », disait un de leurs tracts. Le luddisme est l'héritier du mouvement millénariste des siècles précédents : bien que ne s'exprimant plus par une théorie universelle et unificatrice, il demeure radicalement étranger à tout esprit politique et à toute pseudo-rationalité économique. A la même époque en France, les soulèvements des canuts, qui étaient aussi dirigés contre le processus de domestication industrielle, étaient en revanche déjà contaminés par le mensonge politique. « Leur intelligence politique les illusionnait sur la source de la misère sociale et faussait chez eux la conscience de leur véritable but », écrit le Marx de 1844. Leur slogan était « vivre en travaillant ou mourir en combattant ». En Angleterre, alors que le trade-unionisme naissant était faiblement réprimé, voire toléré, la destruction des machines était punie de mort. La négativité absolue des luddistes les rendait intolérables socialement. L'Etat répondit de deux manières à cette menace : il constitua une police professionnelle moderne, et reconnut officiellement les trade-unions. Le luddisme fut d'abord défait par la répression brutale, puis s'éteignit à mesure que les trade-unions parvinrent à imposer la logique industrielle. En 1920, un observateur anglais note avec soulagement que « le marchandage sur les conditions du changement l'a emporté sur la seule opposition au changement ». Joli progrès !

Parmi toutes les calomnies qui ont été déversées sur les luddistes, la pire est venue des apologues du mouvement ouvrier, qui y ont vu une manifestation aveugle et infantile. Ainsi ce passage du *Capital*, contresens fondamental d'une époque :

« Il fallut du temps et de l'expérience avant que les travailleurs apprennent à faire la distinction entre les machines elles-mêmes et la manière dont elles sont utilisées par le capital ; et qu'ils dirigent leurs attaques non contre les instruments matériels de production, mais contre la forme sociale particulière dans laquelle ils sont utilisés. »

Cette conception matérialiste de la neutralité des machines suffit à légitimer l'organisation du travail, la discipline de fer (sur ce point Lénine fut un marxiste conséquent), et finalement tout le reste. Prétendument arriérés, les luddistes avaient du moins compris que les « instruments matériels de production » sont avant tout des instruments de domestication dont la forme n'est pas neutre,

1 *Cf. l'Incendie millénariste*, p. 233-58.

puisqu'elle garantit la hiérarchie et la dépendance.

La résistance des premiers ouvriers d'usine se manifestait principalement à propos de ce qui avait été une de leurs rares propriétés, et dont ils se voyaient dépossédés : leur temps. Un vieil usage religieux voulait que les gens ne travaillent ni le dimanche ni le lundi, appelé « Lundi Saint ». Le mardi étant consacré à se remettre de deux jours de beuveries, le travail ne pouvait raisonnablement commencer que le mercredi ! Générale au début du XIXe, cette saine pratique subsista dans certains métiers jusqu'en 1914. Les patrons usèrent de divers moyens coercitifs pour combattre cet abstentionnisme institutionnalisé, sans résultats. Ce fut à mesure que les trade-unions s'implantèrent que le samedi après-midi férié vint se substituer au « Lundi Saint », une glorieuse conquête : la semaine de labeur augmentait ainsi de deux jours !

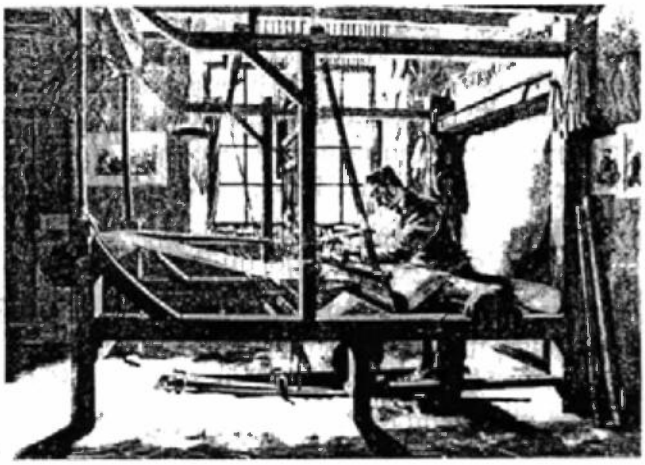
Ce n'était pas seulement la question du temps de travail qui était en jeu dans le Lundi Saint, mais aussi celle de l'*usage de l'argent*. Les ouvriers ne revenaient pas travailler avant d'avoir dépensé tout leur salaire. Dès cette époque, l'esclave n'était plus seulement considéré comme travailleur, mais aussi comme consommateur. Adam Smith avait théorisé la nécessité de développer le marché intérieur en l'ouvrant aux pauvres. De plus, comme l'écrivait l'évêque Berkeley en 1755 : « La création de besoins ne serait-elle pas le meilleur moyen de rendre le peuple industrieux ? » De manière encore marginale, le salaire alloué aux pauvres vint donc s'adapter aux nécessités du marché. Mais ceux-ci n'utilisèrent pas ce surcroît de numéraire selon les prévisions des économistes ; l'augmentation du salaire, c'était du temps gagné sur le travail (ce qui est un heureux retournement de la maxime utilitariste de Benjamin Franklin : *time is money*). Le temps gagné sur l'usine se passait dans les *public houses*, les bien nommées (à cette époque, les révoltes se communiquaient de pub en pub). Plus les pauvres avaient d'argent, plus ils le buvaient. C'est dans les spiritueux qu'ils ont d'abord découvert l'esprit de la marchandise, au grand dam des économistes qui prétendaient leur faire dépenser utile. La campagne pour la tempérance menée alors conjointement par la bourgeoisie et les « fractions avancées (et donc sobres) de la classe ouvrière », ne répondait pas tant à un souci de santé publique (le travail fait encore plus de dégâts, sans qu'ils en demandent l'abolition), qu'à une exhortation à bien utiliser son salaire. Cent ans après, les mêmes ne conçoivent pas que des pauvres puissent se priver de bouffer pour s'acheter une marchandise « superflue ».

La propagande pour l'épargne vint combattre cette propension à la dépense immédiate. Et là encore, il revint à « l'avant-garde de la classe ouvrière » d'instaurer des établissements d'épargne pour pauvres. L'épargne accroît encore l'état de dépendance des pauvres, et le pouvoir de leurs ennemis : grâce à elle, les capitalistes pouvaient surmonter les crises passagères en baissant les salaires, et contenir les ouvriers dans la pensée du minimum vital. Mais Marx relève dans les *Grundrisse* une contradiction alors insoluble : chaque capitaliste exige que ses esclaves épargnent, *mais seulement les siens*, en tant que travailleurs ; tous les autres esclaves sont pour lui des consommateurs, et doivent donc dépenser. Cette contradiction ne pourra être levée que beaucoup plus tard, lorsque le développement de la marchandise permettra l'instauration du crédit à l'usage des pauvres. Quoi qu'il en soit, la bourgeoisie, si elle a pu un temps civiliser la conduite des pauvres dans leur travail, n'a jamais pu domestiquer totalement leur dépense. L'argent est ce par quoi la sauvagerie revient toujours.

Emeute luddiste à Manchester. 1819.

Après que la suppression du Lundi Saint eût allongé la semaine de labeur, « les ouvriers prenaient désormais leur temps de loisir sur leur lieu de travail » (Geoff Brown). Le coulage des cadences était de règle. Ce fut finalement l'instauration du travail à la pièce qui imposa la discipline dans les ateliers : l'assiduité et le rendement augmentèrent ainsi par la force. L'effet majeur de ce système, qui se généralisa à partir des années 1850, fut de contraindre les ouvriers *à intérioriser la logique industrielle* : pour gagner plus, il fallait travailler plus, mais ceci se faisait au détriment du salaire des autres, et les moins ardents pouvaient même se trouver licenciés. Pour remédier à cette concurrence sans frein s'imposa la négociation collective sur la quantité de travail à fournir, sa répar-

tition et sa rémunération. Ainsi se trouvèrent consacrées les médiations trade-unionistes. Une fois remportée cette victoire sur la productivité, les capitalistes consentirent à diminuer les horaires de travail. La fameuse loi des dix heures, si elle constitue effectivement une victoire du trade-unionisme, est donc une défaite des pauvres, la consécration de l'échec de leur longue résistance au nouvel ordre industriel.

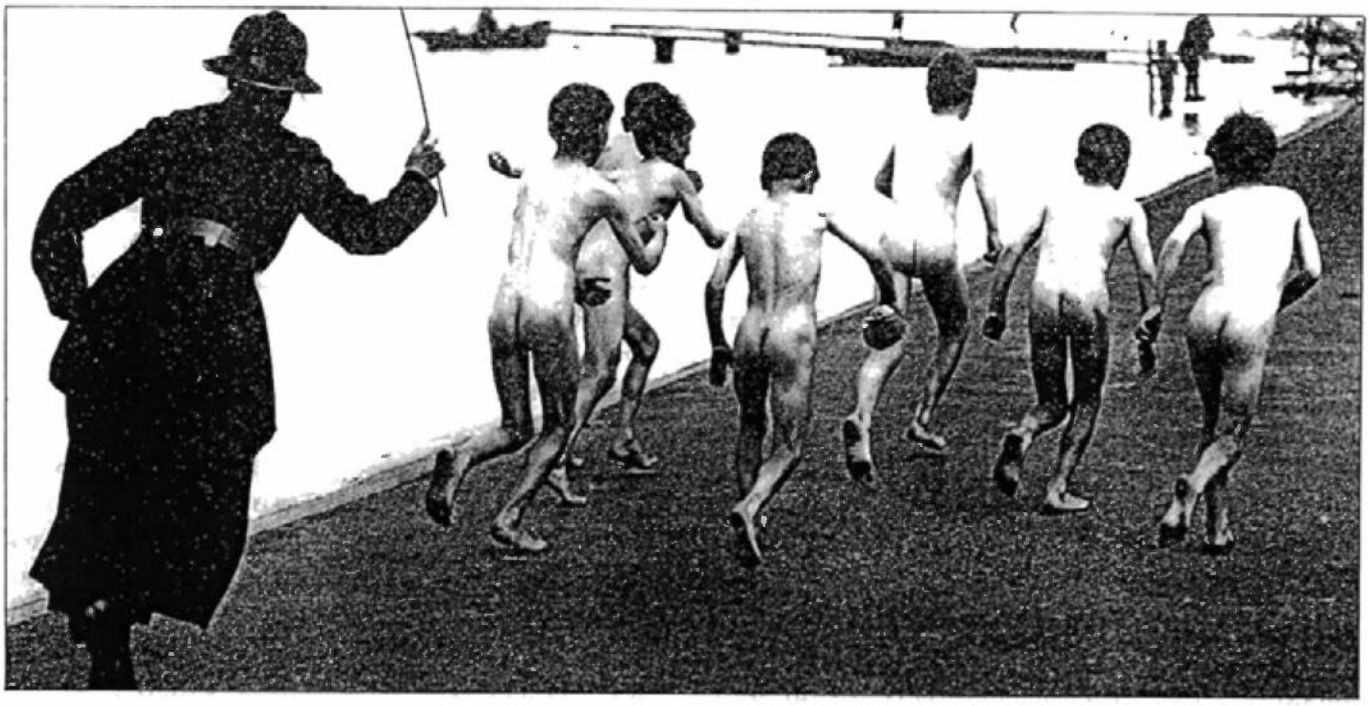


ATELIER DOMESTIQUE.
« Tous les lundis ils s'en font une fête, et le mardi ils ont mal à la tête ; le mercredi ils vont changer leur pièce, et le jeudi ils vont voir leur maîtresse ; le vendredi ils travaillent sans cesse, le samedi la pièce n'est point faite. Et le dimanche il faut de l'argent, maître. »
(Chanson populaire gasconne.)

La dictature omniprésente de la nécessité fut ainsi instaurée. Une fois supprimés les vestiges de l'organisation sociale antérieure, plus rien n'existait dans ce monde, qui ne soit déterminé par les impératifs du travail. L'horizon des pauvres se limitait à la « lutte pour l'existence ». On ne saurait cependant comprendre le règne absolu de la nécessité comme un simple accroissement quantitatif de la pénurie : c'est avant tout la colonisation des esprits par le principe trivial et grossier de *l'utilité*, une défaite dans la pensée. On mesure là la conséquence de l'écrasement de cet esprit millénariste qui animait les pauvres dans la première phase de l'industrialisation. A l'époque, le règne du besoin brutal était clairement conçu comme *l'œuvre d'un monde*, ce monde de l'Antéchrist fondé sur la propriété et l'argent. L'idée de la suppression du besoin ne se séparait pas de l'idée de la réalisation de l'Eden de l'humanité, « ce Canaan spirituel où coulent le vin, le lait et le miel, et où l'argent n'existe pas » (Coppe). Avec l'échec de cette tentative de renversement, le besoin accède à une *apparence d'immédiateté*. La pénurie apparaît dès lors comme une calamité naturelle à laquelle seule l'organisation toujours plus poussée du travail pourra remédier. Avec le triomphe de *l'idéologie anglaise*, les pauvres déjà dépossédés de tout se voient en plus dépossédés de l'idée même de la richesse.

C'est dans le protestantisme, et plus précisément dans sa forme anglo-saxonne puritaine, que le culte de l'utilité et du progrès trouve sa source et sa légitimité. Faisant de la religion une affaire privée, l'éthique protestante entérina l'atomisation sociale générée par l'industrialisation : l'individu se retrouvait isolé face à Dieu comme il se retrouvait isolé face à la marchandise et à l'argent. Ensuite, elle mit en avant les valeurs qui étaient précisément requises des pauvres modernes : honnêteté, frugalité, abstinence, épargne, travail. Les puritains, ces enculés, qui avaient combattu sans relâche les fêtes, les jeux, la débauche, tout ce qui venait s'opposer à la logique du travail, et voyaient dans l'esprit millénariste « l'étouffement de tout esprit d'entreprise chez l'homme » (Webbe en 1644) taillèrent la route à la contre-offensive industrielle. De plus, on peut dire de la Réforme qu'elle fut le prototype du réformisme : née d'une dissidence, elle favorisa à son tour toutes les dissidences. Elle « n'exige pas que l'on professe ce christianisme, mais qu'on ait de la religion, une religion quelconque ».

C'est en France et en 1789 que ces principes allaient trouver leur pleine réalisation, en se dépouillant définitivement de leur forme religieuse et en s'universalisant dans le Droit et la politique. La France était retardataire dans le processus d'industrialisation : un conflit irréconciliable opposait la bourgeoisie et la noblesse rétive à toute mobilisation de l'argent. C'est paradoxalement ce retard qui conduisit la bourgeoisie à avancer le principe le plus moderne. En Grande-Bretagne, où les classes dominantes avaient fusionné depuis longtemps en un cours historique commun, « la Déclaration des droits de l'homme prit corps, non pas habillée de la toge romaine, mais sous le manteau des prophètes de l'Ancien Testament » (Hobsbawm). Voilà précisément la limite, l'inachèvement de la contre-révolution théorique anglaise : finalement, la citoyenneté y repose encore sur la doctrine de *l'élection*, les élus se reconnaissant au fruit de leur travail et à leur adhésion morale à ce monde. Elle laissait donc en dehors d'elle-même une *populace* qui pouvait encore rêver au pays de cocagne. La mise au travail forcé dans les usines eut d'abord pour but de réduire cette force menaçante, de l'intégrer *par la force* d'un mécanisme social. Il manquait encore à la bourgeoisie anglaise ce raffinement dans le mensonge qui devait caractériser son homologue d'outre-manche, lui permettant de réduire les pauvres d'abord *par l'idéologie*. Aujourd'hui encore,



les défenseurs britanniques du Vieux Monde ne font pas tant état de leurs opinions politiques que de leur *rectitude morale*. La frontière sociale, particulièrement visible et arrogante, qui sépare les riches des pauvres dans ce pays, est à la mesure de la faible pénétration de l'idée d'égalité politique et juridique des individus.

Alors que l'endoctrinement moral puritain avait d'abord eu pour effet d'unifier et de conforter tous ceux qui avaient quelque intérêt particulier à défendre dans un monde changeant et incertain, il vint faire ses ravages sur les classes inférieures après que celles-ci se soient déjà trouvées pliées sous le joug du travail et de l'argent, pour parachever leur défaite. Ainsi Ure recommandait-il à ses pairs d'entretenir avec autant de soin la « machinerie morale » que la « machinerie mécanique », dans le but de « rendre l'obéissance acceptable ». Mais cette machinerie morale allait surtout révéler ses effets néfastes une fois relayée par les pauvres, en marquant de son empreinte le mouvement ouvrier naissant. Ainsi se multiplièrent les *sectes ouvrières* méthodistes, wesleyennes, baptistes et autres, jusqu'à rassembler autant de fidèles que l'Eglise d'Angleterre, institution d'Etat. Dans cet environnement hostile des nouveaux sites industriels, les ouvriers se replièrent frileusement autour de la chapelle. On est toujours porté à justifier les affronts desquels on ne se venge pas : la nouvelle morale ouvrière érigea la pauvreté en grâce et l'austérité en vertu. Dans ces localités, le syndicat fut le rejeton direct de la chapelle, et les prédicateurs laïcs se transformèrent en délégués du trade-union [2]. La campagne menée par la bourgeoisie pour civiliser les pauvres ne devait avoir raison de la haine sociale que *par ricochet*, une fois relayée par des représentants ouvriers qui, dans leurs luttes contre leurs maîtres parlaient désormais le même langage qu'eux. Mais les formes encore religieuses que pouvait prendre la domestication dans la pensée n'étaient qu'un épiphénomène. Celle-ci avait une base autrement plus efficiente dans le mensonge économique.

J. et P. Zerzan [3] relèvent fort justement cette contradiction : c'est dans le deuxième tiers du XIXe siècle, au moment où les pauvres subissent les conditions les plus dégradantes et mutilantes dans tous les aspects de leur vie, au moment où toute résistance à l'instauration du nouvel ordre capitaliste est défaite, c'est à ce moment donc que Marx, Engels et tous leurs épigones saluent avec satisfaction la naissance de « l'armée révolutionnaire du travail » et estiment que les conditions objectives sont enfin réunies pour un assaut prolétarien victorieux. En 1864, dans sa célèbre adresse à l'Internationale, Marx commence par dresser un tableau détaillé de la situation épouvantable des pauvres anglais, pour ensuite célébrer « ces merveilleux succès » que sont la loi des dix heures (on a vu ce qu'il en était) et l'établissement de manufactures coopératives marquant « une victoire de l'économie politique du travail sur l'économie politique de la propriété » ! Si les commentateurs marxistes ont

2. Un exemple significatif : l'Eglise travailliste, fondée à Manchester en 1891, eut pour seule fonction d'amener les ouvriers du nord à rejoindre un Parti travailliste indépendant, après quoi elle disparut.

3. *Industrialism & Domestication*, Black Eye Press, Berkeley, 1979.

abondamment décrit le sort effroyable des ouvriers au XIXe, ils le jugent quelque part inévitable et bénéfique. Inévitable parce qu'ils y voient une conséquence fatale des exigences de la Science, et du nécessaire développement des « rapports de production ». Bénéfique, dans la mesure où « le prolétariat se trouve unifié, discipliné et organisé par le mécanisme de production » (Marx). Le mouvement ouvrier se constitue sur une base purement défensive. Les premières associations ouvrières étaient des « sociétés de résistance et de secours mutuel ». Mais alors qu'auparavant les pauvres en révolte s'étaient toujours reconnus *négativement*, en nommant la classe de leurs ennemis, c'est dans et par le travail, placé par la contrainte au centre de leur existence, que les ouvriers en vinrent à rechercher une communauté positive, produite non par eux mais par un mécanisme extérieur. Cette idéologie devait prendre corps en premier lieu dans la « minorité aristocratique » des ouvriers qualifiés, « ce secteur auquel s'intéressent les politiciens et d'où viennent ceux que la société n'est que trop empressée à saluer comme les représentants de la classe ouvrière », comme le note avec pertinence Edith Simcox en 1880. L'immense masse des travailleurs encore intermittents et non qualifiés n'a de ce fait pas droit de cité. Ce sont eux qui, lorsque les portes des trade-unions s'ouvriront, préserveront le légendaire esprit combatif et sauvage des travailleurs anglais. Un long cycle de luttes sociales commence alors, parfois très violentes, mais qui resteront dépourvues de tout principe unificateur.

« Quoique l'initiative révolutionnaire partira probablement de la France, l'Angleterre peut seule servir de *levier* pour une révolution sérieusement économique. (...) Les Anglais ont toute la *matière* nécessaire à la révolution sociale. Ce qui leur manque, c'est l'*esprit généralisateur* et la *passion révolutionnaire*. » Cette déclaration du conseil général de l'Internationale porte en elle à la fois la vérité et la fausse conscience d'une époque. Du point de vue social, l'Angleterre a toujours constitué une *énigme* : le pays qui a donné naissance aux conditions modernes d'exploitation et a donc le premier produit une grande masse de pauvres modernes est aussi celui dont les institutions sont restées inchangées depuis maintenant trois siècles, n'ayant jamais été ébranlées par un assaut révolutionnaire. Voilà qui contraste avec les nations du continent européen, et vient contredire la conception marxiste de la révolution. Les commentateurs ont tenté d'expliquer une telle énigme par quelque atavisme britannique, d'où les salades maintes fois répétées sur l'esprit réformiste et antithéorique des pauvres anglais, en regard de la conscience radicale animant les pauvres de France, toujours prêts à monter sur les barricades. Une telle vision a-historique oublie tout d'abord le foisonnement théorique des années de guerre civile, au XVIIe siècle, ensuite la chronicité et la violence qui ont toujours caractérisé les luttes sociales des pauvres anglais, et qui se sont sans cesse amplifiées depuis le milieu de ce siècle. En réalité, l'énigme se résout ainsi : *la révolte des pauvres est toujours tributaire de ce à quoi elle s'affronte*.

En Angleterre, c'est sans phrases, par la force brutale d'un mécanisme social, que les classes dominantes ont mené leur entreprise de domestication. Aussi les historiens anglais déplorent-ils souvent que la « révolution industrielle » n'ait pas été accompagnée d'une « révolution culturelle » qui aurait intégré les pauvres à « l'esprit industriel » (de telles considérations se sont multipliées dans les années 70, quand l'extension des grèves sauvages en a révélé l'acuité). En France, la contre-offensive bourgeoise a d'abord été théorique, par la domination de la politique et du Droit, « ce miracle qui depuis 1789 tient le peuple abusé » (Louis Blanc). Ces principes *représentaient* un projet universel, c'était une promesse de participation faite aux pauvres dès lors qu'ils en feraient leurs les modalités. Vers 1830, une partie des pauvres s'en fit le porte-parole, revendiquant que « soient rendus à leur dignité de citoyens des hommes que l'on infériorise » (Proudhon). A partir de 1848, les mêmes principes furent invoqués contre la bourgeoisie, au nom de la « république du travail ». Et on sait à quel point le poids mort de 1789 pèsera lourd dans l'écrasement de la Commune. C'est un projet social qui se scinde en deux au XIXe siècle. En Angleterre, métropole du Capital, les luttes sociales ne peuvent se fondre dans un assaut unitaire, restant de ce fait travesties en luttes « économiques ». En France, berceau du réformisme, cet assaut unitaire reste contenu dans une forme politique, laissant ainsi le dernier mot à l'Etat. Le secret de l'absence de mouvement révolutionnaire outre-Manche est donc identiquement le secret de la défaite des mouvements révolutionnaires continentaux.

Aujourd'hui s'achève le processus dont nous venons de décrire la genèse : le mouvement ouvrier classique s'est définitivement intégré à la société civile, alors que s'amorce une nouvelle entreprise de domestication industrielle. Aujourd'hui donc apparaissent en pleine lumière tant la grandeur que les limites des mouvements passés, qui déterminent toujours les conditions sociales particulières à chaque région de ce monde.

Léopold ROC

«LA POLICE FERA DE SON MIEUX MAIS L'HISTOIRE N'EST PAS DE SON CÔTÉ»

(Stalker, n° 2 de la police de Manchester, quelques jours après sa démission)

La Grande-Bretagne est une région singulière de ce monde : si son cours historique, caractérisé notamment par la perte de l'empire colonial et la dépendance vis-à-vis du grand-frère américain, ne se différencie pas de celui des autres contrées de la vieille Europe, les conditions rudimentaires qui règnent en son sein, qu'il s'agisse de l'accès à la marchandise ou des idéologies disponibles, et conséquemment l'existence *visible* d'une grande masse de pauvres, tout cela l'apparenterait plutôt à quelque pays bureaucratique ou ex-colonie. Il s'agit bien cependant d'une vieille démocratie occidentale, et contrairement à de tels pays elle ne peut donc s'appuyer sur l'usage immodéré de la force sans risque pour la bonne marche des affaires. Les émeutes qui y éclatent désormais d'une manière chronique ont souvent induit la comparaison avec les Etats-Unis, et beaucoup de côtés l'en rapprochent effectivement, mais elle ne connaît pas cette mobilité sociale qui est un élément essentiel de la société nord-américaine : il y a peu de self-made men britanniques. Il n'y règne pas non plus le même confinement de la violence sociale, et des quartiers comme Brixton ou Toxteth sont loin d'être des ghettos semblables au Bronx ou à Watts. Mais la particularité essentielle de la Grande-Bretagne réside en ceci que dans ce pays la guerre sociale est *ouverte*. Ceci ne veut pas dire bien évidemment que les pauvres y aient d'ores et déjà lancé une offensive ouverte et concertée. Mais leur indiscipline chronique, quoiqu'elle explose de manière sporadique et en ordre dispersé, n'en réduit pas moins notablement la marge de manœuvre de l'ennemi. Le refus est au centre de la vie sociale britannique, et en détermine de plus en plus de moments. Il est significatif que le mot le plus souvent employé pour qualifier cette situation soit *unrest*, qui signifie négativement l'absence de tranquillité sociale. Ici, les classes dominantes n'ont pas de repos.

La période ouverte par la vague d'émeutes de l'automne 1985 a marqué à ce propos un progrès décisif : alors que l'explosion générale de l'été 1981 avait été suivie d'un calme relatif pouvant encore laisser croire que quelques mesures réformistes suffiraient à en empêcher le retour, les émeutes sont désormais devenues pour l'Etat une *fatalité*, qu'il ne s'agit plus que de contenir. « Les émeutes sont dans l'air de Londres comme de la vapeur d'essence, il ne manque qu'une étincelle », déclarait en juillet dernier le chef de la *Metropolitan police*. Et ce qui est vrai pour Londres l'est aussi partout : « S'il peut y avoir une émeute à Harrogate, c'est qu'il peut y en avoir n'importe où dans le Royaume Uni », écrivait le *Daily Telegraph* en octobre 1985 après qu'une émeute ait effectivement éclaté dans ce bourg cossu, « les policiers n'ont procédé à aucune arrestation ; serait-ce qu'ils ne pouvaient tout simplement en croire leurs yeux ? » Depuis un an et demi, plusieurs centaines d'incidents, de « mini-émeutes » et « chaos » divers ont été signalés par la presse (sans même parler de ceux qui sont restés tus) qui, le plus souvent, n'ont pas tourné à l'émeute pour cette seule raison que les flics ont reçu l'ordre de battre en retraite et laisser passer l'orage. « Chaque jour amène une situation potentiellement explosive : un match de foot, une fête, un concert, une arrestation, et le policier sait que son action va peut-être entraîner une émeute sérieuse », dixit un flic-chef. Au cours de l'année 1986, un sixième des effectifs de la police des West Midlands (la plus nombreuse après Londres) a ainsi fait un séjour plus ou moins long à l'hôpital, alors même qu'il n'y a pas eu d'émeute dans cette région.

Cette haine communément répandue contre la police explose d'autant plus brutalement en réponse aux meurtres qu'elle commet. Bien que ces porcs soient rarement armés, les bavures sont légion. Mais contrairement à la France, il arrive qu'elles provoquent autre chose que des geignements. En janvier 1986 à Southport près de Liverpool, le meurtre de Ray Moran, jeune délinquant de 19 ans, fut suivi de quatre jours d'escarmouches anti-flics et de pillages, couronnés par une attaque massive contre les flics pendant la mi-temps du match Southport / Scarborough, aux cris de « Ray Moran ! » et « assassins ». Un tract anonyme avait circulé :

« Quelle différence y a-t-il entre un flic tué dans une émeute à Tottenham et un teenager tué par les flics à Southport ? 20 000 lignes dans la presse et un enterrement en grandes pompes. »

En février 1987 à Wolverhampton, deux flics étranglent un Noir dans un centre commercial, alors qu'il tentait d'utiliser une carte de crédit volée. La foule présente s'en prend instantanément aux flics et aux vitrines, et les affrontements se poursuivent le lendemain, quelques dizaines de supporters sortant d'un stade, venant grossir les rangs des émeutiers.

Il existe effectivement dans plusieurs villes des cités ou des rues qui sont des *no-go-areas*, des zones interdites aux flics. Il existe surtout des *difficult go areas*, qu'un commissaire définit avec tact comme « des quartiers où la police se trouve confrontée à un choix douloureux entre deux aspects de sa mission : arrêter les délinquants et préserver la paix publique. » En clair : mieux vaut parfois laisser filer un malfaiteur que risquer un mal plus redoutable encore. Un tel état de fait n'est évidemment pas tolérable pour les forces de la loi et de l'ordre. Aussi ont-elles entrepris de reconquérir ces zones en y menant une série de raids ponctuels, en masse et par surprise. Leur but n'est pas tant de rafler un maximum de hors-la-loi (à chaque fois leurs prises sont minces) que d'*imposer l'idée de leur présence*. Les raids ainsi menés à partir de juillet 1986 sur Brixton, Handsworth et ailleurs s'étaient déroulés sans heurts, à cause de l'effet de surprise. A Bristol les 11 et 12 septembre, ce fut le clash.

C'est dans le quartier de St-Paul's, à Bristol, qu'avait éclaté en avril 1980 la première du long cycle d'émeutes qui se poursuit toujours, suivie d'une autre en juin 1983. Les quatre ou cinq rues à population majoritairement noire qui constituent ce quartier sont une enclave menaçante dans un centre ville réservé au commerce et à l'habitat des cadres. Depuis février 1986, il était effectivement devenu une *no go area* : ce jour-là la foule avait mis en déroute une patrouille de flics, et à partir de ce beau début, les gens parvinrent à interdire durablement le quartier à tout ce qui porte uniforme. Les heurts s'étaient encore intensifiés depuis la fin de l'été, et les flics voyaient couver une bonne grosse émeute. Ils choisirent de prendre les devants en investissant le quartier à plusieurs centaines, planqués dans des camions de déménagement ! Comme toujours, le prétexte invoqué était la lutte contre la drogue, ce qui est commode pour encager les jeunes Noirs qui subsistent souvent en revendant de la ganja. C'est aussi un bon moyen de calomnier les émeutiers, présentés comme des junkies défendant leurs dealers. En fait, la grande majorité des jeunes Noirs ne vend ni ne consomme de poudre, le marché leur étant inaccessible et c'est tant mieux. La présence massive des porcs ne décourage pas les énergies, et les affrontements durèrent plusieurs heures au terme desquelles au moins 13 flics et 3 journalistes se retrouvèrent à l'hosto. « Voilà ce que vous prenez quand vous vous pointez par ici ! » Et le lendemain soir, les habitants rejoints par des jeunes venus d'autres quartiers contraignirent les flics à revenir pour poursuivre les réjouissances. L'émeute déborda même sur le quartier mitoyen de Montpelier où de nombreux magasins furent pillés. Les flics avaient entrepris de reconquérir St Paul's, ils ont perdu la bataille. Depuis lors, ce quartier demeure allègrement fidèle à sa réputation. Et quelques jours plus tard, une émeute éclatait dans la ville voisine de Bath, ce que les journaux nomment avec mépris une *copycat riot*, émeute par imitation, qui n'a d'autre raison apparente que le fait qu'une autre émeute ait eu lieu pas loin.

Alors que depuis 1985, les flics brandissent périodiquement la menace du gaz CS et des balles en plastique, ils ne les ont pas encore utilisées à ce jour. Gageons qu'ils ne le feront qu'en dernier recours, au cas où ils ne parviendraient pas à endiguer l'extension d'une émeute aux quartiers riches par exemple. C'est qu'il est pour le moins hasardeux pour l'Etat anglais d'importer à domicile les conditions irlandaises, ce qui donnerait plus de consistance encore au cauchemar de la guerre civile. Les flics se dotent malgré tout de toujours plus de moyens : ils étudient en ce moment un projet de pistolets lançant des aiguilles au somnifère, semblables à ceux utilisés pour la capture des animaux sauvages !

Les fréquentes déclarations de responsables policiers traduisent bien le mélange d'effroi et de fatalisme auquel sont en proie les classes dominantes : « Il faut toujours plus de policiers pour arriver à toujours moins de résultats. Depuis les émeutes de 1981, nous n'avons fait que gagner du temps et emmagasiner les ennuis. La société nous demande l'impossible. Tant que les causes du mal subsisteront, nous ne pourrons faire que très peu. » (Stalker). Les flics sont bien placés pour savoir qu'il y a quelque chose de cassé dans la société anglaise, qu'ils ne pourront arranger tout seuls, sans des initiatives émanant de l'Etat et de cette partie de la société qui reste fidèle à la loi. Et ces initiatives ne viennent pas. Comme le déclarait récemment un juge : « Dans ce domaine, il est plus difficile de faire faire quelque chose aux responsables politiques que de faire l'amour à une éléphante. » (Ce qui est un aveu de la bestialité des juges.) Quel mensonge à vocation universelle l'Etat britannique pourrait-il avancer de toute façon ? l'intégration politique ?

cette idéologie n'a aucune base historique dans ce pays, et moins que jamais les pauvres n'y seraient prêt à aller communier sur l'autel de la démocratie et de l'égalité abstraite. L'intégration économique ? dans une société qui compte de plus en plus d'exclus et où les conditions de survie sont toujours plus précaires ? Quant à l'intégration culturelle, le coup a été tenté après 1981, et a lamentablement échoué. La culture des émeutiers, un flic de Bristol la résume ainsi : « Ils ont leur propre style de vie, ils ne se lèvent jamais le matin et restent dehors tard dans la nuit, soit dans les rues, soit dans les *shebeens* » (bars clandestins). C'est au coup par coup que réagit l'Etat britannique, avec le pragmatisme qui l'a toujours caractérisé. Mais, et c'est encore la nouvelle la plus réjouissante, il ne semble pas prêt dans un futur proche d'être à même d'élaborer une stratégie contre-offensive. C'est d'ailleurs pourquoi le Labour s'apprête allègrement à perdre les élections de juin. Ceci ne veut cependant pas dire que les unités anti-émeutes soient le seul obstacle que doivent affronter les révoltés des *inner cities*, comme nous l'allons voir à travers les exemples de deux places fortes de la ligne de front, Brixton et Tottenham.

A Brixton les émeutes sont une tradition locale (rappelons qu'il y en eut successivement en avril et juillet 1981, octobre 1982 et octobre 1985), et les périodes de calme sont toujours précaires : en mai 1986, quelques dizaines de personnes libèrent un individu qui vient d'être appréhendé en pleine rue, et mettent les flics en déroute. D'autres flics, en octobre, se voient ordonner par leurs supérieurs de laisser filer un black recherché pour meurtre qu'ils pourchassaient, par crainte d'une émeute. Brixton n'est pas une *no go area*, mais il y règne un *rapport de forces* constant et visible entre les flics et une bonne partie de la population, qui n'est pas toujours au désavantage de celle-ci. Pour remédier à cela, l'Etat et la municipalité Labour d'extrême gauche avaient mis en train après 1981 une série de mesures réformistes dont les émeutes de 1985 révélèrent l'échec éclatant. Il s'était tout d'abord agi de favoriser l'implantation du business dans le quartier, selon l'imbécilité économiste : moins de chômage = moins d'émeutes. Mais quasiment aucune entreprise n'eut la témérité de venir s'installer là, et les primes exorbitantes exigées par les compagnies

St Paul's (Bristol), 11/09/86

RESTLESS

Un policier qui a échappé de peu à la mort après avoir été agressé au couteau, déclarait hier soir : « Ils ont juste fait ça pour rire, même pas pour le vol. C'est la mode chez les jeunes de ce quartier. »
(*Daily Mail*, 4.08.1986.)

« Ne nous cognez pas, on n'est pas de la police ! » — Les équipes d'ambulanciers des West Midlands sont contents, ils vont troquer leurs uniformes noirs contre de nouveaux d'une teinte plus claire que celle des policiers. Ils estimaient que leurs uniformes étaient trop similaires, surtout la nuit. Les attaques contre eux se multipliaient, et ils pensent que ceci est dû au fait qu'on les confondait avec les policiers*.

Un gardien de prison a été tué d'un coup de couteau hier lors d'un combat sanglant avec un gang de jeunes Noirs. Tout a commencé lorsque les jeunes ont cassé une vitrine du Prince of Wales pub, dans le sud de Londres. Deux jeunes gardiens de prison sont sortis pour les arrêter ; l'un d'eux a alors reçu un coup de couteau dans le ventre et demeure dans un état critique. L'autre a été poignardé dans le cou et est mort sur le coup. Un troisième gardien de prison a été poignardé un peu plus tard, alors qu'il venait de rendre visite à son collègue blessé. Un policier a aussi reçu un coup de couteau alors qu'il tentait d'arrêter un des jeunes Noirs, qui a réussi à s'enfuir. « D'après ce que je sais, il ne s'agissait pas d'un motif racial, mais d'un acte de hooliganisme aveugle », a déclaré le commissaire.
(*Daily News*, 2.03.1987.)

Un homme suspecté d'être un indicateur de police a été battu par un gang de Bath qui, après l'avoir jugé coupable d'être une balance, l'a « condamné au bûcher ». Ils ont versé de l'alcool à brûler sur sa tête, et y ont mis le feu. Il a essayé frénétiquement d'éteindre les flammes, mais était tellement terrorisé qu'il ne s'est rendu à l'hôpital que 30 heures plus tard.
(*The Sun*, 17.02.1987.)

2.01.1986 : ravage dans la maison de la gueule de bois. Des squatters adolescents, dont les plus jeunes n'avaient pas 13 ans, ont envahi la maison la plus chère d'Angleterre pour y organiser une gigantesque fête. Des feux de bois brûlaient dans chaque cheminée. Quand il n'y a plus eu de bois, ils ont brûlé les tapis. Le mot avait circulé dans Londres, et 2 000 « invités » ont investi les dix chambres, le sauna, les deux piscines et la salle de banquet prévue pour 70 personnes. Selon un des participants, « ce fut une orgie de sexe et de destruction ». Les dégâts s'élèvent à 10 000 livres. Le dernier propriétaire était un homme d'affaires Bengali, à l'étranger depuis plusieurs mois. Il a fallu 10 voitures de police pour évacuer les derniers squatters*.

* Cité dans la brochure *Rebel Violence*, chronologie des événements de 1985 et 1986, disponible à Housman's bookshop, 5 Caledonian Rd, London.

d'assurance achevèrent de ruiner le projet. Il n'en reste plus qu'une « Zone industrielle Angela Davis » désertée et saccagée. Conjointement à cela, le sketch classique de la « valorisation culturelle » du quartier tourna court aussi vite : un « Centre culturel afro-caribbéen » mis en place après 1981 était rapidement devenu un repaire pour la fourgue et le deal, et un havre pour ceux qui étaient pourchassés par les flics. C'est à 2 000 que ceux-ci se pointèrent en juillet 1986 pour l'investir et arrêter une soixantaine de personnes, après quoi le centre fut définitivement fermé.

Revenu de ses premières erreurs, l'ennemi a mis en place une tactique plus efficiente connue sous le terme de *gentrification*. A Brixton comme dans toutes les villes anglaises, la majeure partie des logements est la propriété du *council* (municipalité). Celui-ci brade maintenant ses nombreuses maisons (3 fois moins cher qu'ailleurs) à ceux des petits cadres pour lesquels le rêve d'accéder à la propriété l'emporte malgré tout sur le cauchemar de se trouver victime des sauvages. C'est un coup double pour l'ennemi : il entend d'une part se débarrasser de cette incertaine population de squatters qui occupent ces maisons depuis des années, d'autre part injecter dans cette zone incontrôlée une nouvelle race de mutants à sa botte, les *Yuppies*[1]. Dans leur sillage, et à mesure que ferment les pubs agités, s'installent déjà commerces branchés et restaurants de pseudo-luxe. L'Etat entend ainsi se doter de ce qui, à l'encontre de la France, lui fait défaut depuis toujours : cette force sociale déterminante que constitue une classe intermédiaire entre lui et les pauvres. Dans un Etat démocratique, la police ne peut remplir son rôle qu'au nom de la défense de la communauté. Elle doit donc pouvoir s'appuyer sur cette partie de la société qui prétend représenter la communauté. C'est précisément ce qui lui fait défaut dans les zones d'émeutes. En Angleterre, les beaufs n'ont pas la main sur le fusil à pompe, mais sur le téléphone, pour appeler les flics au moindre soupçon. Si de telles émeutes arrivaient en France (esperanza !), nul doute que les boutiquiers formeraient immédiatement des milices armées. Rien de tel en Angleterre : à Bristol, les flics avaient justifié leur intervention par une pétition émanant de la « majorité silencieuse », mais personne n'ose se revendiquer ouvertement d'une telle majorité ! Les *Yuppies* sont donc la tête de pont de l'ennemi, qui risque fort de subir de lourdes pertes car elle est là pour ça : une partie de la population devenant la cible la plus immédiate

1 Terme dérivé de *Young Urban Professional*, désigne communément le cadre en G.-B.

de la haine sociale, la police pourra se présenter comme la médiation nécessaire à la prévention d'affrontements civils. Il est encore trop tôt pour prédire ce qui adviendra de ce processus : une seule émeute et tout sera remis en cause. En attendant, les casses et agressions contre cette faune étrangère se multiplient : c'est le moyen de résister à la *gentrification* en dissuadant ces gens de venir s'installer là. Cette situation n'est pas seulement valable à Brixton mais dans d'autres quartiers de Londres comme Hackney, où la plus noire misère côtoie les zones « post-industrielles » en expansion. De même dans le quartier irlandais de Kilburn en septembre dernier, plusieurs dizaines de personnes ont saccagé leur ancien pub qui était devenu un repaire de cadres et de touristes. Une seule chose est sûre : dans de tels quartiers, les prochaines émeutes se dérouleront dans des conditions tout à fait différentes.

Le soulèvement de la cité de Broadwater Farm à Tottenham le 6 octobre 1985 avait été l'événement le plus scandaleux de l'histoire anglaise contemporaine. Ce soir-là, un seuil irrémédiable avait été franchi dans la violence sociale : pour la première fois dans une émeute, des coups de feu avaient été tirés, et un flic s'était fait buter par la foule, de 42 coups de machettes et couteaux. Ce scandale, les habitants de la cité le payèrent très cher dans les mois qui suivirent : occupation policière permanente, perquisitions musclées, tabassages, arrestations, la terreur policière se déchaîna sans frein. Vint ensuite la répression judiciaire : à partir de septembre 1986, 61 inculpés comparurent dans un procès fleuve de plusieurs mois. Plus encore que de châtier les criminels, il s'agissait d'*exorciser un sacrilège*. Ceci est particulièrement net dans la peine de six mois infligée à un Noir simplement parce qu'il avait pissé là où le flic s'était fait débiter en tranches ! D'entrée, le juge annonça la couleur : « Vous avez pris part au désordre le plus grave qui ait eu lieu dans ce pays, nous devons faire un exemple. » Bien qu'il apparut très vite que les chefs d'inculpation aient été montés de toute pièce par les flics, les condamnations furent délirantes : la cour d'appel fixa à 2 ans ferme le tarif minimum, pour avoir simplement été présent sur les lieux ce soir-là. Quant aux trois restant inculpés du meurtre du flic, ils prirent 30 ans et la vie. Est-il besoin de le préciser, le flic qui avait assassiné la mama noire, mettant ainsi le feu aux poudres, ne fit pas une heure de taule.

Alors que leurs exploits avaient provoqué la reconnaissance de tous les insatisfaits du pays, les émeutiers de Tottenham se trouvèrent confrontés à l'isolement le plus absolu au moment de la répression. Leur défense fut le fait des réformistes locaux. En 1983, une « association des jeunes de Broadwater Farm » avait été créée par des mères de famille noires pour combattre la délinquance qui s'accroissait à l'intérieur même de la cité. Elle dispose d'un local dans lequel se retrouvent les jeunes de la cité. C'est une de ces mères de famille qui s'était fait buter par un flic le 6 octobre. C'est cette partie des habitants de la cité qui, tout en ne partageant pas l'esprit des émeutiers, subit quotidiennement le racisme et les vexations policières, qui impulsa la défense des inculpés, vite rejointe par la cohorte des activistes politiques noirs. Ils s'employèrent donc à justifier le soulèvement de Broadwater Farm, mais uniquement en tant qu'*autodéfense* de la communauté noire face aux agressions racistes des flics. Alors que la cité était quadrillée par les flics, le slogan « *pigs off the farm* » (les porcs hors de la ferme) circulait. On aurait pu penser, par exemple, que des gens se seraient emparés de ce mot d'ordre pour semer la merde ailleurs dans Tottenham, ce qui aurait contraint les flics à relâcher un tant soit peu la pression sur la cité. Au lieu de ça, les antiracistes négocièrent le retrait des flics, qui ne fut achevé qu'un an après l'émeute ! De même, seules des formes d'action militantes, telles que des piquets devant le commissariat et le palais de justice, furent utilisées pendant le procès, sans aucun effet évidemment. Ces gens-là ne parlent pas de guerre, ils demandent à vivre en paix, ce que leur refuse l'Etat. Aujourd'hui, ils en sont à envisager l'édification dans la cité d'un mémorial conjointement dédié à Cynthia Jarrett et à Blakelock, la victime des flics et le flic victime !

Les émeutes anglaises ne sont pas des émeutes raciales, et le racisme n'existe pas entre les jeunes qui ont grandi dans la même cité. Mais ceci ne veut pas dire que la question raciale ne se pose pas dans ce pays. La place des Antillais dans la société anglaise est comparable à celle des Arabes dans la société française en ceci qu'ils constituent une collectivité particulière face à l'extérieur, fondée sur leur exclusion collective des mécanismes d'intégration à la société britannique (*cf. Minguettes blues, O.C.* n° 1). Par contre, les Noirs ne sont pas considérés comme des « immigrés » mais comme une « minorité ethnique » ; ils ne sont pas, comme les Algériens vis-à-vis de la France, de la chair à travail importée d'une néo-colonie, mais des citoyens du Commonwealth venus s'installer dans la métropole, au lendemain de la guerre mondiale. Même les plus cons des racistes ne rêvent pas de les renvoyer chez eux. Les Noirs sont une communauté *visible*

Des vacanciers ont saccagé leur village de vacances après avoir entendu dire qu'il allait fermer. Des tas de gens s'appropriaient les biens appartenant au centre d'Amtree Park. « Ce village est à nous », disaient-ils. Les bars ont été vidés, les magasins et chalets pillés, les manèges démantelés, et un théâtre de 2 000 places a été détruit par le feu.

(*The Star*, 10.07.1986.)

Une série d'attaques terrifiantes a entraîné une grève des employés des bureaux de logement. Ils se sont fait agresser par des locataires en colère à coups de bouteilles et couteaux, ainsi que divers autres projectiles. Certains se sont fait jeter des cafards dans les cheveux. A Lewisham (sud de Londres) 6 % des logements sont inhabitables, alors que la liste d'attente augmente de 5 000 noms chaque année.

(*South London Press*, 10.10.1986.)

Le 2 août, dans la zone des night clubs de Plymouth, 8 policiers ont été blessés lors d'affrontements sur Union Street. Au même moment, 2 autres étaient blessés lors de l'attaque du commissariat de Dartmouth. Les événements se sont précipités le week-end suivant, à la fermeture des clubs. 500 personnes ont bloqué Union Street et ont arrosé les flics de pierres et de bouteilles. Une Panda a été retournée, et les gens ont chargé les flics, les insultant et leur crachant dessus. La bataille a duré près de deux heures. Des renforts ont été envoyés des comtés avoisinants pour boucler les banlieues, et 22 personnes ont été arrêtées.

(*Counter Information*, oct. 86.)

Le personnel du bureau de chômage de Blenheim Grove refuse toujours de retourner travailler dans les bureaux qui avaient été fermés il y a trois semaines, après avoir été saccagés par les chômeurs en colère. Maintenant, les employés disent qu'ils n'y retourneront pas tant que leur sécurité ne sera pas garantie, et veulent continuer de travailler dans le bureau de Redcross Way, qui avait été tenu secret jusqu'à ce que des chômeurs ne le découvrent lundi dernier.

(*South London Press*, 10.10.1986.)

Le personnel du bureau de chômage de Blenheim Grove refuse toujours de retourner travailler dans les bureaux qui avaient été fermés il y a trois semaines, après avoir été saccagés par les chômeurs en colère. Ceux-ci avaient agressé les employés à la sortie de la cafétéria, puis avaient envahi les bureaux, cassant toutes les vitres des guichets, avant de se rendre dans le bureau de la direction et de tout casser dedans. Maintenant, les employés disent qu'ils n'y retourneront pas tant que leur sécurité ne sera pas garantie, et veulent continuer de travailler dans le bureau de Redcross Way, qui avait été tenu secret jusqu'à ce que des chômeurs ne le découvrent lundi dernier.

(*South London Press*, 10.10.1986.)

d'exclus, et sont appelés à le rester. Leur statut s'apparente plutôt en ceci à celui des Noirs américains (notons d'ailleurs que l'activisme politique style « Black Panthers » avait été importé dans les 60's en GB). Et même les antiracistes identifient explicitement les émeutes à la révolte des Noirs sud-africains. Le vernis démocratique des institutions anglaises ne tient pas devant la vérité profane de *l'apartheid* (mot afrikaner signifiant « séparation ») qui régit la société. Il n'est pas permis dans ce pays de rêver à « l'égalité des droits » et à la réalisation harmonieuse de l'idéal démocratique, et même les antiracistes ne s'y essaient pas. L'un d'eux déclarait dans un meeting : « Nous avertissons les Noirs qui iraient s'engager dans la police : on vous traitera comme en Afrique du Sud : avec un pneu et de l'essence. » C'est qu'on imagine mal un Harlem Désir venir faire ses prêches aux émeutiers anglais ! Mais l'essentiel des propos des antiracistes et « leaders de communauté » ne tient pas dans leur virulence de façade, mais dans leur slogan rituel : « l'autodéfense n'est pas un délit ». Il est certes assez plaisant de parler de « légitime défense » lorsqu'un flic se fait découper en rondelles, mais ce faisant, les porte-paroles des émeutiers falsifient leurs véritables raisons. Au lendemain de l'émeute de Brixton, un flic déclarait comprendre à la rigueur que la bavure qui avait laissé Cherry Groce paralysée à vie ait entraîné l'attaque du commissariat ; mais qu'en tout cas les pillages qui s'en étaient suivis n'étaient que « pur opportunisme », rien ne pouvait les excuser ! Et certes, lorsque le pillage accompagne l'attaque des flics, il n'est plus seulement question d'autodéfense, il s'agit bien d'une attaque en règle.

St Paul's (Bristol), 11/09/86

Le rôle des « leaders de communauté » n'est pas à négliger : certes, au moment de l'émeute, ils se font jeter s'ils s'y opposent de front, mais ils gardent un certain crédit lorsqu'ils prétendent les cautionner. A Bristol l'un d'eux, Balogun (qui était devenu « leader » en vertu de sa participation à l'émeute de 1980 !) avait tout de même réussi à différer les affrontements de quelques heures. En octobre 1986 à Notting Hill, le commissariat s'était fait attaquer suite à un autre meurtre policier. Des *community leaders* réussirent alors à arrêter l'émeute, en disant que le moment n'était pas venu, qu'une manif serait organisée quelques jours plus tard. Les blacks du quartier ne se pointèrent même pas à cette manif, évidemment encerclée de centaines de flics. Ils en profitèrent tout de même pour piller une quinzaine de magasins un peu plus loin ! Mais sans l'intervention des réformistes blacks, il y aurait eu une émeute de l'ampleur de Brixton ou Handsworth.

Le poids des rackets réformistes est à la mesure du silence des émeutiers. Ils ne pourraient certes pas mobiliser les foules dans une grande croisade démocratique à la française (et surtout ne le veulent pas : il serait trop dangereux d'unifier les foyers de révolte). Ils ne pourront non plus empêcher les émeutes. Mais ils contribuent à renforcer l'isolement de chaque émeute particulière au moment de la répression, de freiner ce passage à l'étage suivant que constituerait une prise de parole publique des émeutiers, pour affirmer à la face du monde leurs véritables raisons. En attendant, des centaine de jeunes rebelles sont en taule, et pour longtemps.

La vague d'émeutes qui avait agité les prisons françaises au printemps 1985 s'est depuis reproduite dans la plupart des pays occidentaux (Italie, Espagne, Danemark, USA, Brésil, Pologne, etc.), de la même manière et pour les mêmes raisons, cette fameuse surpopulation carcérale qui partout est la conséquence nécessaire de la pacification sociale. Voilà qui était bien prévisible : par-delà les régimes propres à chaque Etat particulier, les mêmes causes produisent les mêmes effets. La révolte carcérale s'affirme ainsi comme une question universelle, qui ne se laissera pas étouffer dans quelque pseudo-solution réformiste. Mais c'est encore en Grande-Bretagne qu'apparaît le plus visiblement l'identité entre la révolte qui gronde au dehors et les mutineries qui éclatent dans les murs. Ce pays qui jusqu'en 1981 s'enorgueillissait de son système répressif moderniste (solutions alternatives à l'enfermement, faible taux de prévenus) est devenu le pays d'Europe qui encage le plus, suivant de près la Turquie. En 1984, 200 000 personnes ont fait un séjour en taule ! Et l'appareil judiciaire n'arrivant plus à suivre, le nombre de prévenus est en constante augmentation. Ceci est bien évidemment le produit de la répression toujours plus lourde de l'effervescence sociale : dans les mêmes murs se retrouvent émeutiers, vandales, voleurs, pickets et hooligans. Le mélange a été explosif.

En cinq jours, du 29 avril au 3 mai 1986, 29 prisons se sont soulevées, l'une d'elle a été totalement réduite en cendres, 841 cellules ont été détruites, plusieurs dizaines de détenus ont réussi à se faire la belle. Une grève de matons avait servi à la fois de détonateur et d'occasion à cette belle flambée : les conditions ignobles d'existence s'étaient encore trouvées aggravées par la suppression des parloirs et de la cantine, et le peu de matons présents dans les taules put être facilement neutralisé. Partie de la prison de Gloucester, la révolte s'étendit d'une taule à l'autre au fur et à mesure des bulletins d'information radiophoniques. Il est à noter que contrairement aux mutineries françaises, toutes sortes de taules se sont soulevées, des prisons de haute sécurité aux centres de jeunes délinquants. « Ces scènes de hooliganisme sont un précédent dans l'histoire des prisons », déclara le directeur de l'administration pénitentiaire du sud-ouest. L'ennemi découvrait là avec horreur la limite de sa politique de répression brutale. Dans ce secteur aussi, sa tranquillité est perturbée pour longtemps. Si les mutineries de début mai avaient été provoquées plus ou moins délibérément par les matons pour appuyer leurs revendications (quoi qu'ils se soient trouvés devant un résultat qu'ils n'avaient certes pas voulu !), d'autres éclatent maintenant de manière chronique, sans qu'il soit besoin d'incitation extérieure. A Dartmoor en octobre, c'est la mauvaise réception d'un feuilleton télévisé qui entraîne le saccage de la prison (on se souvient que Badinter avait introduit la télé pour calmer les taulards, ça ne marche pas toujours !). Trois jours plus tard à Wymott, une mutinerie embrase la taule alors que, comme le déclare le directeur, « nous n'avons eu connaissance d'aucun grief particulier parmi les prisonniers ». Effectivement : ce que ces salopes se prennent dans la gueule, c'est un tort général fait aux détenus, partout dans le monde. Il n'y avait pas eu de mutinerie en Ecosse début mai, les matons ayant refusé de se joindre à la grève. Mais à partir de juillet, c'est de ce pays où les conditions de détention sont encore plus insoutenables qu'en Angleterre que partirent les plus grosses révoltes. A Saughton en octobre, à Peterhead en novembre, à Barlinnie en janvier,

Les mutins de Peterhead (Ecosse), le 12/11/86.
Après être restés quatre jours sur les toits, ils relâcheront le maton et mettront le feu à la taule, détruisant toute une aile.

les détenus prirent des matons en otages sur les toits, parfois pendant plus de deux jours, pour rendre publics les tabassages et mauvais traitements dont ils sont l'objet.

Si les raisons de la révolte sont évidemment les mêmes en Grand-Bretagne qu'en France, la manière dont elle se manifeste est différente. On peut dire des prisons qu'elles sont la vérité d'un Etat, le meilleur révélateur des conditions qui y règnent. En France, la sphère judiciaire et carcérale est un terrain d'affrontement théorique ; c'est à ce propos que se manifestent et s'opposent les différentes variantes réformistes et réactionnaires du vieux mensonge juridique (il n'est qu'à voir le rôle central qu'eut Badinter dans le gouvernement socialiste, et plus récemment le « débat » sur les prisons privées). En Grande-Bretagne, le système répressif ne s'encombre pas de baratin réformiste. Le Droit britannique ne considère pas tant le criminel comme un membre de la société civile ayant manqué à ses devoirs, que comme un être immoral par nature devant être exclu de l'humanité. Il est fréquent que les juges assortissent leur sentence de considérations du genre : « Vous êtes un être vicieux et mauvais ». Et la prison ne prétend pas tant réinsérer que moraliser à coups de trique. Quand les détenus s'y révoltent, l'ennemi voit là la confirmation de leur animalité.

En France, la révolte des détenus a aussi une expression théorique, à travers des individus exemplaires comme Mesrine ou Courtois, mais aussi par exemple dans les mouvements collectifs de demandes de mise en liberté. Rien de tel n'est encore apparu outre-Manche. Et alors qu'en France les mutineries avaient eu malgré tout quelque écho au dehors, aucun soutien n'est venu répondre à l'appel des mutins britanniques, aucune reconnaissance ne s'est affirmée publiquement, alors même que tant de gens risquent de se retrouver en taule. C'est à ce propos que se manifeste le plus crûment la fragmentation qui régit encore l'effervescence sociale dans ce pays. « *La violence est le produit d'une société corrompue* », « *Nous sommes tous des otages* », « *Brutalité : nous avons besoin d'aide* », disaient les banderoles des mutins. Dans un pays où tant de leurs semblables s'attaquent quotidiennement aux flics et au décor, ils ont dû ressentir d'autant plus durement l'isolement de leur révolte.

La rébellion ouverte contre les autorités, le pillage qui se déchaîne à chaque occasion favorable, la destruction du décor misérable des villes délabrées, la résistance aux diverses formes de contrôle étatique, tout cela ne constitue pas un phénomène périphérique dans la société britannique, mais se déploie bien *en son centre*, et rejaillit toujours plus sur le reste de la société. En premier lieu, il est notable que dans ce pays, les chômeurs de plus en plus nombreux ne constituent pas comme dans d'autres pays une foule solitaire et atomisée, mais se manifestent au contraire comme une *force sociale*

menaçante, dans des émeutes bien sûr, mais aussi bien dans les bureaux de la *DHSS* (les ASSEDIC anglais), fréquemment saccagés par les chômeurs fatigués d'attendre leurs maigres allocations. Le spectre du chômage ne terrorise pas grand monde : à en croire une statistique publiée en septembre 1986, la moitié des 3,25 millions de chômeurs officiels estime « retirer pas mal de satisfaction de la vie et arrive à bien s'amuser », un million n'ayant par ailleurs « aucune intention de trouver du travail ». Ceux qu'un article du *Guardian* nomme plaisamment des « refuseniks du travail » sont souvent des jeunes qui sortent de l'école. Il arrive fréquemment que les *YTS* (TUC anglais) qu'on leur destine ne trouvent pas preneurs, une des raisons indiscutables étant : « Je ne peux pas me lever le matin. » De même par exemple que dans un quartier du sud de Londres, les postes ont dû suspendre la distribution du courrier le matin, faute de facteurs : « Les postulants éventuels ont été repoussés à l'idée de se lever à 5 heures, particulièrement lorsque le temps est mauvais », expliquait un responsable. Ce n'est évidemment pas qu'en Angleterre que de nombreux chômeurs ne veulent pas travailler, surtout vu les conditions en vigueur, mais ici la nécessité et l'écrasement social, n'ont pas encore fait leur œuvre de laminage. Ajoutons qu'il est souvent plus avantageux de subsister par les allocations chômage alliées au travail au noir intermittent (beaucoup plus développé qu'en France), que d'avoir un boulot fixe payé au lance-pierres (il n'y a pas de salaire minimum en GB). Tout ceci fait que le refus du travail peut s'affirmer ouvertement.

Cette force sociale que constituent les jeunes chômeurs rejaillit à son tour sur le reste de la société, en premier lieu dans ce secteur des divers services sociaux intermédiaires entre l'Etat et les pauvres. Mal payés, sans cesse enjoints à plus de fermeté par le gouvernement et souvent victimes de la colère des gens, assistantes sociales, employés des divers services d'assistance et de logement, chauffeurs de bus et autres se voient en permanence sommés de *choisir leur camp*. Grande est leur détresse ! Et nombreux sont les mouvements de grève et d'insatisfaction dans ces secteurs, soit pour exiger plus de conditions de sécurité face à la foule hostile, soit pour s'opposer à l'aggravation de leur fonction de contrôle. Fin 1986, des employés des bureaux de chômage ont boycotté une consigne de traque aux faux-chômeurs. Mais quelques mois plus tard, une grève syndicale des mêmes employés a laissé des centaines de gens sans une tune. Il est probable que de plus en plus les travailleurs de ces divers services n'auront pas d'autre échappatoire que de se placer explicitement soit du côté des pauvres, soit contre eux.

Le fait que le chômage ne soit pas parvenu à remplir sa fonction terroriste a aussi une conséquence dans le monde du travail : le directeur de l'usine Vauxhall de Luton explique l'énorme taux d'absentéisme dans cette boîte (il manque 1 ouvrier sur 5 tous les lundis et vendredis) par l'embauche ces dernières années de centaines de jeunes chômeurs : « Il n'y a aucun signe, dit-il, que le fait de se trouver au chômage ait accru leur motivation. Ils ont pris l'habitude de gagner moins et de ne pas travailler. »

L'absentéisme ne cesse d'augmenter dans l'industrie britannique, il lui coûte désormais 40 fois plus d'argent que les grèves. C'est que dans le même temps, le nombre de grèves a chuté d'une manière spectaculaire : de 11 à 2,4 millions de jours en un an. Ce sont là deux symptômes d'une situation nouvelle. Nous signalions dans le numéro précédent à quel point la grève des mineurs avait marqué de son empreinte tous les conflits du travail, *pour le meilleur et pour le pire*. Ceci s'est encore plus vérifié depuis lors. Chaque travailleur sait désormais que les chances de faire triompher des revendications particulières par un conflit classique et pas trop coûteux sont quasiment nulles. Et les trade-unions ne sont plus prêts à cautionner des grèves qui leur feraient perdre trop de plumes et compromettraient leur participation au nouvel ordre industriel. La diminution quantitative des grèves ne signifie donc pas que l'Etat soit enfin parvenu à civiliser la légendaire résistance au travail des ouvriers anglais, comme l'attestent sabotages et absentéisme toujours en vigueur. Elle traduit simplement l'usure de la *forme* qui régissait jusqu'à présent les conflits du travail, et l'absence d'alternative à cette usure, d'où un retour momentané à des formes de résistance plus individuelles.

Les grèves qui ont éclaté depuis deux ans manifestent également cette situation nouvelle : d'une part, elles se laissent de moins en moins arrêter par l'illégalité, d'autre part la même question vitale s'y repose en permanence : comment s'émanciper du principe trade-unioniste ? On retrouve là tant la richesse que les occasions manquées qui ont caractérisé la grève des mineurs.

Tout ceci s'est manifesté lors du long conflit de Wapping. En janvier 1986, le patron de presse Murdoch transfère son entreprise sur le site néo-industriel de Wapping, à Londres, licencie 5 000 imprimeurs et embauche à leur place des électriciens avec le syndicat desquels il avait passé un accord en ce sens. Les imprimeurs licenciés établirent alors un piquet à l'entrée du site, de manière

à retarder autant que possible la livraison des journaux, piquet sur lequel de fréquents affrontements se produisirent, parfois très violents. D'autres formes sauvages d'action furent utilisées à bon escient : dans toute l'Angleterre, des *hit squads* attaquaient et parfois incendiaient les camions de l'entreprise *TNT* qui livraient les torche-culs de Murdoch, volaient des piles de journaux dans les kiosques, vandalisaient les bagnoles des *scabs* (leur volant même parfois leurs autoradios). Tout ceci rappelait les moments les plus offensifs de la grève des mineurs. Ajoutons qu'un journal écrit par des imprimeurs de la base, *Picket*, revendiquait ouvertement de telles actions, se démarquant ainsi plus nettement des trade-unions que ne l'avaient fait les mineurs. « Si les pickets font ce qu'ils ont envie de faire, la grève peut être gagnée ; mais si nous écoutons les leaders, on sait bien ce qui arrivera », écrivaient-ils en juillet. Malgré cela, les deux syndicats, SOGAT et NGA, engagés dans le conflit restèrent maîtres du terrain. Ils condamnaient régulièrement les débordements, les attribuant aux éléments extérieurs effectivement assez nombreux (les affrontements ayant lieu à Londres, ils attiraient pas mal de monde, s'y joignaient aussi les gens du quartier pour lesquels l'implantation du business à Wapping est un épisode de la *gentrification* de cette zone, accompagnée en l'occurrence d'une constante occupation policière). Les bureaucrates rejouèrent le même sketch lamentable : « Il faut faire pression sur le TUC pour qu'il exclue le syndicat des électriciens. » Malgré la colère de nombre d'imprimeurs contre les *dirigeants* du syndicat (« il faut brûler cette salope », était-il parfois chanté pendant les discours de la bureaucrate-chef Brenda Dean), aucun mode organisationnel indépendant du trade-union ne s'est esquissé durant ce conflit, et la parole resta le monopole des syndicalistes. La logique syndicale demeure donc inentamée, et ne pouvait conduire le mouvement qu'au pourrissement et à la défaite. Ajoutons à cela que les imprimeurs se trouvaient dans des conditions encore bien plus défavorables que les mineurs : ils ne constituent pas comme eux une force sociale, et n'ont pas hors de leur travail ce mode de vie collectif qui avait eu tant d'importance dans la guerre de 84/85. De plus, ils étaient déjà virés, et ne pouvaient donc agir que de l'extérieur ; enfin il n'y eut quasiment pas de soutien pratique de la part des imprimeurs des autres journaux. En tout cas, ils firent payer très cher son ignominie à Murdoch, ainsi qu'aux flics d'ailleurs, qui devaient se mobiliser à plusieurs centaines chaque samedi, ce qui les faisait flipper en cas d'émeute ailleurs dans Londres. En février 1987, les syndicats décrétèrent la fin du conflit. Mais celui-ci se termina quand même en beauté par un *baroud d'honneur* : le 24 janvier, jour du premier anniversaire du conflit, les affrontements sur le piquet furent plus violents que jamais : 20 000 personnes étaient venues prendre part aux réjouissances, parmi lesquelles de nombreux mineurs, ainsi que des jeunes hooligans qui n'en ratent jamais une. Pendant plusieurs heures, les bagarres tournèrent carrément à l'émeute, et 175 porcs se retrouvèrent à l'hôpital. La vengeance qui avait animé le meilleur de ce conflit en marqua brillamment la fin.

L'exemple de Wapping n'est pas isolé : on en retrouve les principales caractéristiques dans le conflit de Silentnight. Cette boîte est la plus grosse fabrique de lits du pays. Le 11 juin 1985, les ouvriers des usines de Sutton (West Yorks) et Barnoldswick (Lancs) se mettent en grève à la suite du refus de la direction d'honorer les contrats salariaux. Un mois plus tard, tous les grévistes sont licenciés ! C'est alors le scénario désormais classique : attaque violente des scabs, attaques et incendies des camions chargés de lits, bagarres contre les flics sur les piquets (les grévistes utilisent même une énorme catapulte). L'usine de Sutton fut même partiellement détruite par un incendie criminel. Dans ce cas également, les ex-ouvriers de Silentnight n'ont aucun espoir de réembauche, mais entendent bien le faire payer cher à leurs managers, soutenus par des gens du coin et, là encore, par des groupes de mineurs. Aux dernières nouvelles, et depuis maintenant deux ans, ce conflit dure encore !

Depuis la fin de la grève, les mines demeurent le secteur le plus agité de l'industrie britannique. Les grèves sauvages ont fait perdre 200 millions de francs aux charbonnages l'année dernière. Il s'agit le plus souvent de grèves-éclair dans un seul puits, et qui s'arrêtent d'elles-mêmes avant que les médiations normales de négociation avec le syndicat aient même le temps de s'engager. Maintenant, les charbonnages faisant sauter une semaine de prime à chaque journée de grève, les mineurs arrêtent le travail pendant une semaine entière, après quoi ils reprennent. Les sabotages sont aussi monnaie courante. Il ne s'agit plus de gagner quoi que ce soit d'autre qu'un peu de temps sur le travail, et aussi de signifier que malgré l'échec de 1985, la haine demeure aussi vivace. Les scabs ne sont toujours pas oubliés : la vengeance leur retombe souvent sur la gueule, notamment lors de matches de foot « amicaux » avec des équipes du Nottinghamshire. Et la haine des flics n'a pas faibli non plus : certains villages comme South Kirkby sont quasiment des *no go areas*, où les patrouilles de porcs se mangent régulièrement des briques. Il y a quelques mois, un juge de Wakefield déclarait qu'un nombre substantiel

de mineurs et de leurs familles était venu former « une nouvelle classe de criminels » après la grève, ceci après que plusieurs soient passés devant lui pour des casses ou des vols à la tire. Un bel exemple de tels comportements a été fourni par des mineurs et ex-mineurs de Seaham (Durham) et des vallées de Rhondda et Rhymney (Pays de Galles) : l'an dernier, ils se sont organisés en commandos pour se réapproprier le maximum de charbon en barricadant les voies ferrées et attaquant les trains circulant entre les puits et les centrales électriques. Lorsque des vigiles étaient dans les trains, ils s'en sont pris plein la tête ! De tels gestes de vengeance avaient déjà déterminé les plus beaux moments de la grève de 1984/1985. C'est un esprit qui a survécu à la défaite et s'affirme d'autant plus clairement aujourd'hui qu'aucun alibi trade-unioniste ne vient plus l'obscurcir. Et comme ils l'ont montré à Wapping et ailleurs, ceux des mineurs qui étaient les plus combattifs pendant la grève restent disponibles pour des affrontements à venir.

Désormais, tout mouvement d'insatisfaction dans la sphère du travail ne peut s'exprimer qu'en opposition aux trade-unions, et à travers des méthodes illégales que ceux-ci ne peuvent que désavouer. Il y en a encore eu un exemple cette année lors de la grève des ouvriers de Caterpillar, à Uddingston (près de Glasgow) : le 4 janvier, la direction annonçait la fermeture de l'usine en mai 1988. Aussitôt, les ouvriers l'occupèrent, ce qui déclencha l'indignation du trade union (AEU), qui pendant plusieurs mois manœuvra en vain pour faire cesser cette action illégale. Malgré plusieurs injonctions des tribunaux, les assemblées générales reconduisirent l'occupation. Aux dernières nouvelles, l'affaire suit son cours. Citons encore un bel exemple, qui s'est passé au début de l'année dans une usine automobile : un punk qui bossait à la chaîne s'était fait virer pour absentéisme. Aussitôt, toute l'usine se mit en grève de soutien, malgré les délégués syndicaux affolés qui couraient partout pour expliquer que ce licenciement était justifié ! Finalement, la direction ne revint pas sur sa décision, et la grève cessa, mais le fait même qu'elle ait eu lieu en dit long sur le fossé qui existe entre le discours syndical et les aspirations déclarées des gens. On sait que plusieurs trade-unions ont déjà passé des accords avec les managers japonais qui ont non seulement importé leurs capitaux en GB, mais aussi leurs méthodes d'exploitation, parmi lesquelles la fameuse clause antigrève. Mais de récents rapports indiquent que de telles méthodes ont bien du mal à être appliquées ici : de plus en plus de travailleurs des entreprises japonisées préfèrent encore

RUBRIQUE SPORTIVE

« Les chiens enragés du football anglais se sont à nouveau déchaînés sur l'Europe, aboyant au sang, et nos estomacs se soulèvent de révulsion. (...) Les clubs peuvent bien gémir, mais la solution est inévitable : s'il n'y avait pas de football, il n'y aurait pas d'ordures du football. »
Editorial du *Star*, à propos de la baston-saccage sur le ferry norvégien, fin juillet 1986.

Malgré toutes les mesures répressives prises depuis la campagne médiatique du printemps 1985, le hooliganisme demeure un sport toujours aussi populaire en Grande-Bretagne. Il apparaît d'ailleurs de plus en plus artificiel de séparer le hooliganisme du foot des autres manifestations d'insatisfaction sociale dans ce pays, comme le prouvent divers exemples cités dans le texte ci-joint. Des matches dégénèrent en émeute, mais aussi bien des émeutes et des grèves trouvent leur prolongement dans les tribunes des stades. Quant aux bagarres parfois sanglantes entre supporters, elles sont le prolongement des traditionnels affrontements entre bandes de quartier, ni plus, ni moins (et elles sont le plus violentes lorsque se rencontrent deux équipes de quartiers voisins). La seule différence est qu'elles se déroulent au cœur même du spectacle : voilà pourquoi elles sont plus scandaleuses. Et comme nous l'écrivions en 1985, c'est d'une telle réalité que part le dépassement, et non de quelque préchi-précha moraliste. Fin septembre 1986, une semaine avant le match Leeds/Bradford, des membres des gangs de supporters de ces deux villes se rencontrèrent dans un pub afin de conclure une trêve ; ils ne s'attaqueraient pas entre eux, réservant leurs coups aux flics. Effectivement, en plein milieu du match, les flics reçurent de tous côtés une averse de projectiles divers, et plusieurs se firent fracasser la tête et les jambes. La pani-

20/02/87 : le vice-consul britannique en Espagne pris en otage par des supporters de retour d'un match-saccage à Madrid, alliés à l'hôtelier. L'Etat acceptera de payer leur note d'hôtel de 1 500 livres.

que s'accrut encore lorsqu'un camion de *fish and chips* fut incendié (c'est à Bradford que le stade avait brûlé en 1985, faisant des dizaines de victimes). Finalement, après 1/2 heure d'interruption, Bradford gagna le match 2 à 0. Début août à Plymouth, la sortie d'un match avait tourné à l'émeute en règle : de nombreux magasins pillés, le commissariat attaqué, il fallut finalement que l'armée intervienne pour rétablir l'ordre.

Ayant prouvé qu'ils n'excellaient pas sur le terrain à ce genre de sport, les flics ont maintenant recours à une tactique insidieuse : pendant plusieurs mois, ils se sont déguisés en supporters pour infiltrer les clubs agités (Chelsea, West Ham, Milwall et d'autres), recueillir les confidences au pub, repérer les meneurs. Après quoi ceux-ci se sont faits rafler, inculper d'association de malfaiteurs et condamner à dix ans ferme ! Les journaputes se sont à ce propos étonnés que le plus agité des terribles hooligans de Chelsea était en semaine un employé poli et réservé. « Mais le samedi, il devenait un autre homme : ses lèvres se retroussaient sur ses dents, et son visage se distordait de haine. Peut-être compensait-il alors la médiocrité de son existence », écrit une de ces salopes dont la médiocrité infinie n'est compensée par rien. Signalons en passant qu'au terme de leur enquête, les flics ont infirmé la légende selon laquelle les hooligans de Chelsea seraient des membres du National Front (bien que *certains* sont effectivement des petits fafs).

Au Heysel, en mai 1985, le hooliganisme était devenu un scandale mondial. Les Etats anglais et belge ont depuis activement collaboré à exorciser ce scandale par une vaste mise en scène judiciaire, qui doit culminer dans un procès à venir. 26 supporters ont été inculpés d'*homicide involontaire*, l'Etat belge se dédouanant ainsi de la lourde responsabilité qu'il porte quant à la mort de 39 personnes, dont il n'est peut-être pas inutile de rappeler qu'elles ont été victimes du parcage policier de la foule, et non des coups des supporters anglais. Evidemment, tous ceux qui sont prompts à protester contre « l'espace judiciaire européen » dès qu'il s'agit de procès politique ne trouvent rien à redire ici. Seuls les amis des inculpés ont diffusé un tract s'opposant à ce *« procès des boucs émissaires »* et à la *« justice kangourou »*.

Finalement, si le hooliganisme scandalise tout le monde, c'est qu'il est le fait de cette partie de la jeunesse imperméable à tout discours politique ou culturel, c'est une expression immédiate du pôle négatif de la société, partout dans le monde. Récemment un supporter de Turin, dont la bande se nomme les « Brigades Rouges et Noires », déclarait qu'il allait au match depuis la fin des 70's, c'est-à-dire depuis qu'il n'avait plus l'occasion de se battre dans la rue comme pendant le mouvement italien. En Pologne, les supporters de « Lechia Gdansk » sont les mêmes qui se bastonnent dès que possible avec la milice et ont un journal, *Homek*, dans lequel ils traitent Walesa de vieux con et annoncent qu'ils feront mieux que leurs aînés. En Espagne, nombre de supporters ont pris part aux affrontements contre les flics pendant le mouvement étudiant. Et en avril dernier, à Alger, un match a dégénéré en émeute.

démissionner, quitte à se retrouver au chômage. Et les managers de déclarer désormais que « les méthodes japonaises doivent être réadaptées pour tenir compte de l'esprit britannique ». Gageons qu'ils auront du mal! Il semblerait d'ailleurs que les industriels japonais envisagent plutôt d'importer leurs méthodes dans d'autres contrées comme la France, où elles ont plus de chances d'être acceptées. Notons d'ailleurs que l'usine Caterpillar citée plus haut fermera ses portes pour être transférée en France, à Grenoble, à la satisfaction de la CGT dont un délégué a eu l'affront de déclarer aux grévistes écossais que son soutien « ne pouvait excéder la réalité de la situation ».

Le refus du travail, cette vieille « maladie anglaise », est donc toujours aussi prépondérant. Mais il se trouve le plus souvent désarmé, d'où un certain désarroi dans la société : l'hiver du mécontentement en 1978/1979 avait ouvert une nouvelle époque dans la sphère du travail, où les illusions de régénérescence du trade-unionisme avaient cédé le pas à une agitation sauvage et éparpillée. Depuis lors, rien n'est encore venu remédier à cet éparpillement, aucune forme autonome d'organisation, telle par exemple que celle ébauchée par les cheminots français, n'est venue critiquer *pratiquement* le principe trade-unioniste. Et ceci est ressenti subjectivement par nombre de gens comme une échéance pressante. Comme nous l'avons vu, cette échéance déborde largement la sphère du travail, pour se poser avec la même acuité dans tous les secteurs du refus.

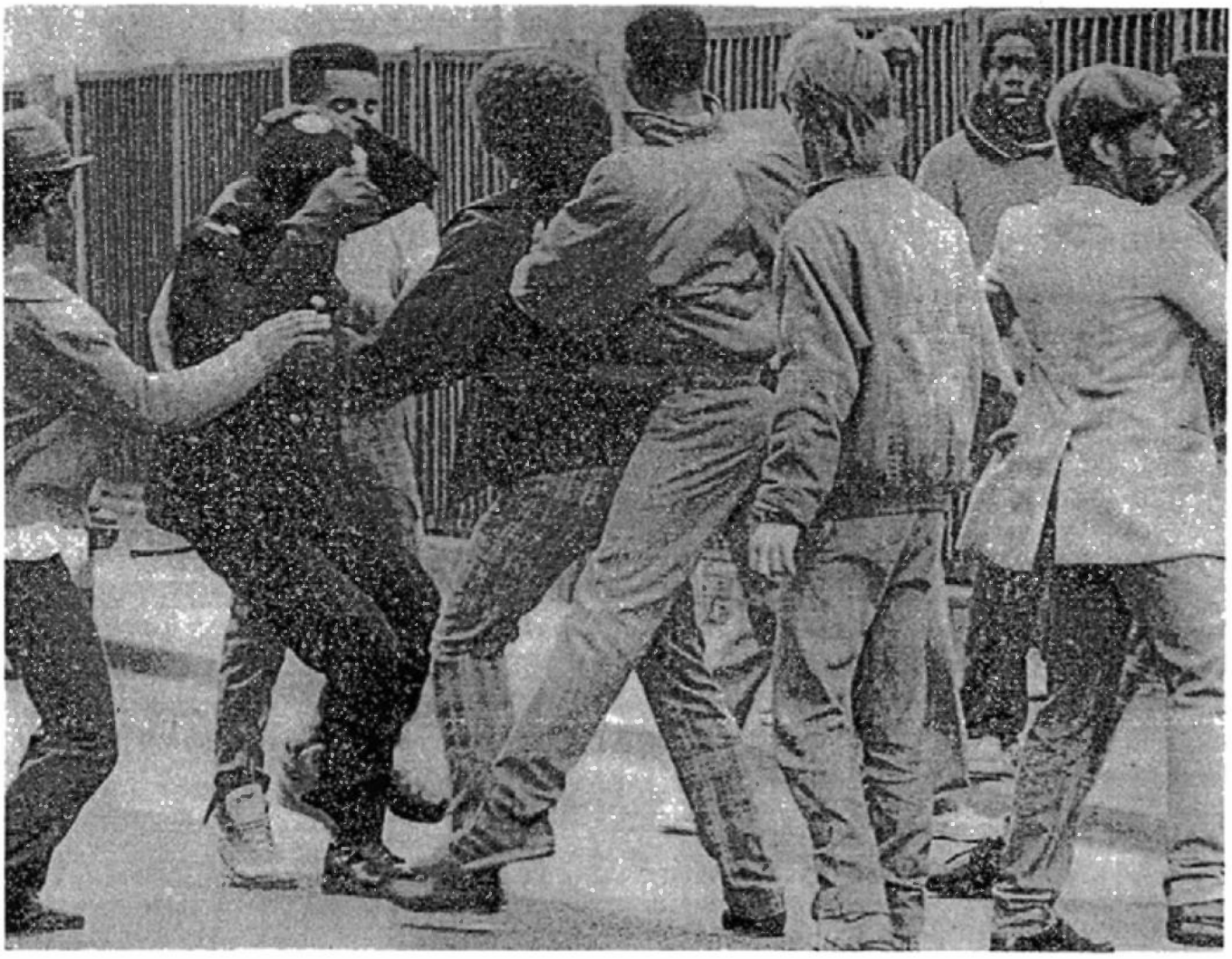
La Grande-Bretagne est riche de potentialités révolutionnaires uniques en Europe : le vide entre la classe dominante et les pauvres ne cesse de se creuser, vide qu'aucune initiative de l'Etat ne semble être à même de pouvoir combler dans un futur proche. Tel est d'ores et déjà le principal résultat de l'effervescence sociale dans ce pays : l'ennemi y est contraint à une relative immobilité. Mais si l'Etat semble être constamment au bord du gouffre, le levier capable de l'y faire basculer pour de bon n'est pas encore apparu, aussi les échéances à venir demeurent-elles incertaines : si l'agitation s'est étendue quantitativement, elle n'en demeure pas moins toujours morcelée. On peut dire des différents secteurs du refus qu'ils se frôlent sans vraiment se rencontrer. Au-delà de la reconnaissance immédiate qui s'établit lors de l'émeute ou de la grève, aucune ébauche de communication réfléchie ne s'est encore dessinée. Lorsqu'une émeute éclate dans une ville, elle fait souvent des petits ailleurs,

cependant rares sont les émeutiers qui se déplacent dans d'autres *riot zones* rencontrer leurs semblables. Et après l'émeute, chacun est seul face à la répression. De la même manière, l'insubordination au travail toujours prépondérante demeure-t-elle désarmée devant l'usure des médiations trade-unionistes. Jusqu'ici l'Etat a ainsi pu avoir raison de chaque soulèvement particulier. Il est significatif que de tous côtés, le dépassement de cette situation ne soit envisagé que comme le produit d'une conjonction accidentelle, par exemple que deux émeutes éclatent simultanément dans Londres et que, la police ne suffisant plus, l'intervention de l'armée ouvre une situation de guerre civile. Ou que le hasard fasse qu'une rencontre ait lieu entre émeutiers et travailleurs, comme ça avait failli se produire le 4 juillet 1981. Mais le bond qualitatif qui précipiterait le pays dans une situation révolutionnaire ne saurait être le produit de déterminations contingentes. Il suppose avant tout que la parole ne soit pas monopolisée par les partisans du Vieux Monde, que la communication cesse d'être clandestine pour s'imposer au grand jour, se faire reconnaître. La moindre ouverture dans ce sens ne manquerait pas d'être exemplaire et d'impulser une dynamique nouvelle. L'autre terme de l'alternative, c'est le pourrissement, l'accroissement de la fragmentation sociale qui, alliée à l'aggravation des conditions de subsistance, donnerait à l'Etat le temps de frapper des coups décisifs.

Ce n'est pas seulement en Grande-Bretagne mais partout dans le monde que le mouvement du négatif se trouve encore prisonnier de son immédiateté, mais c'est dans ce pays qu'un tel état de fait est *mis à nu*. La question sociale s'y trouve posée de manière brutale, parce que dépouillée de son auréole politique. Ici donc se manifeste le plus prosaïquement la vérité de notre époque.

« L'atmosphère britannique, écrivait le député Powell fin 1984, rappelle celle des pays à la veille des révolutions du passé, où la classe dirigeante ignorait comment les gens vivaient et ne semblait pas s'en soucier. C'est la plus dangereuse des sociétés, celle dans laquelle les gouvernants et les gouvernés parlent des langues différentes. » Puisse ce constat se confirmer toujours plus.

Léopold ROC



St Paul's (Bristol), 11/09/86

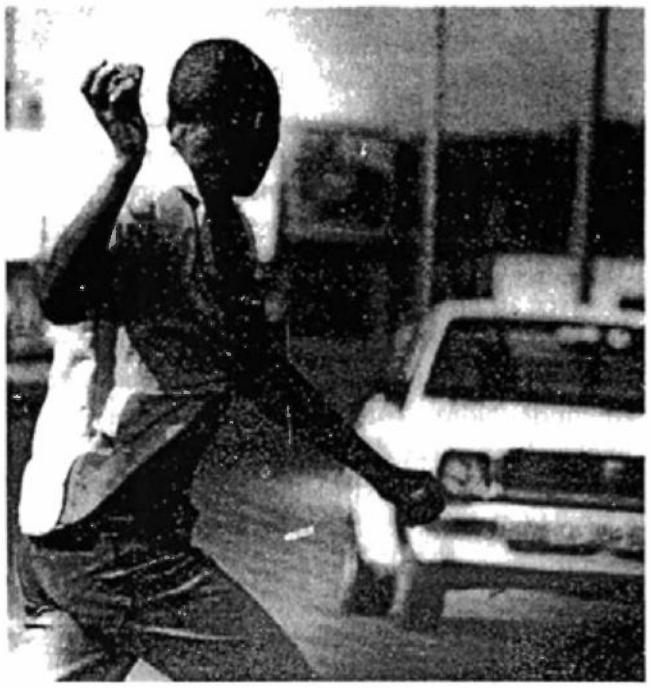
SALAUDS DE BLANCS

« Les Noirs ont la haine au ventre et les Blancs le fusil à la main »

Pour les Etats occidentaux, l'Afrique du Sud est un accident, d'ordre éthique pourrait-on dire, dans le progrès de l'humanité ; voilà un Etat qui refuse aux Noirs l'accès à la marchandise et à la démocratie, c'est-à-dire à la civilisation, sous prétexte qu'ils sont noirs. Quand ces mêmes Etats prennent des mesures draconiennes à l'égard de leurs immigrés, leur indignation vertueuse nous paraît bien hypocrite. Tout ce qui se dit sur l'Afrique du Sud se situe sur le terrain de l'idéologie, et uniquement sur ce terrain-là ; l'Afrique du Sud déchaîne des passions idéologiques chez tous ceux qui ne sont pas des Noirs sud-africains sans qualités.

« Bon Dieu, ce que je peux les haïr, ces Blancs ! des fois la haine éclate, elle me fait mal au ventre, elle me prend à la gorge. "Ces salauds de Blancs" : voilà ce que chantent les Noirs dans les rues de Johannesburg. Les équipes d'ouvriers cafres le chantent pour se donner de l'entrain et les Blancs restent là et les montrent aux Anglais et Américains de passage en parlant du "rythme ancestral de l'Afrique", mais les mots qu'ils ne peuvent comprendre répètent : Ces salauds d'Blancs ! Ces salauds d'Blancs ! » (David Lytton, *Ces salauds de Blancs*).

Disons tout de suite la complexité et l'ambiguïté de la situation dans ce pays : dans l'histoire universelle de la Marchandise, l'Afrique du Sud apparaît aujourd'hui comme un accident, comme un obstacle au mouvement général de la Marchandise. Nous préciserons quel fut son rôle dans cette histoire universelle de la Marchandise et en quoi ce pays peut constituer une entrave à son développement. Dans l'histoire universelle du désespoir, l'Afrique du Sud apparaît aussi comme un accident qui, dans l'écrasement général que nous subissons, manifeste le point de vue de l'humain.



« Nous voudrions que cela soit clair pour le reste du monde, nous obtiendrons tout ce que nous voulons et tout ce que nous voulons nous l'obtiendrons. Si possible nous utiliserons la violence... *Si possible.* Parce qu'en s'asseyant à une table pour discuter avec les Blancs de ces choses il n'y a aucun bon avenir pour nous. C'est comme parler à une pierre. Maintenant par la violence, ils comprendront un peu ce que nous disons... *Un peu*. Maintenant par la guerre, ils comprendront tout... *Par la guerre.* » (Propos tenus par un jeune Noir de Soweto en 1976.)

L'histoire récente de l'Afrique du Sud fut celle de la colonisation de la planète par l'Argent et la Marchandise.

La découverte des gisements de diamants et d'or a entraîné la colonisation du pays par les capitaux britanniques : première et deuxième guerre des Boers, fin XIXe siècle, début XXe.

Il ne faut pas voir uniquement l'investissement des capitaux sous son aspect particulier, la mise en exploitation des mines, mais sous l'aspect plus général d'*investissement de la vie sociale*. Le capital comme idée qui se donne les moyens de son effectivité (armée, police) *organise* la dépendance de tous à son égard. A la différence d'Attila, le monde capitaliste met en place une stratégie d'occupation des territoires et surtout des esprits.

Dire que les mesures prises à l'encontre des indigènes obéissent au souci immédiat de mettre une abondante main-d'œuvre à la disposition des mines est exact mais ne permet pas de saisir, de l'intérieur, le processus de colonisation, de conquête, des esprits ; il s'agit, dans un premier temps, de faire entrer d'autorité l'argent comme idée dans les têtes.

La première mesure prise dans ce sens concerne *la capitalisation de la terre* (pour mémoire, le système des enclosures en Angleterre). Le *Native Land Act*, loi sur la propriété indigène de 1913, légalise l'expropriation des Bantous tout en posant le principe de la propriété privée de la terre et de son acquisition. Ce qui en principe était inaliénable devient quelque chose qui peut s'aliéner par principe et qui est effectivement aliéné *manu militari*. Notons qu'autrefois le pouvoir du chef Bantou s'exerçait sur le territoire et qu'il n'y avait pas de propriété du sol : seul existait un droit d'usage pour tous les membres de la tribu mais nul n'avait le droit d'aliéner la terre des ancêtres. Le rôle du chef se bornait à la répartir entre les lignages selon les besoins et, éventuellement, à concéder un droit d'usage temporaire à des étrangers de passage. Tous les traités au nom desquels les colons s'établirent reposèrent sur un malentendu : le chef africain cédait un droit d'usage limité dans le temps, le seul qu'il connût et dont il disposât, tandis que les Européens estimaient qu'ils avaient sur la terre un droit de propriété définitif.

La deuxième mesure est la *capitation* : cet impôt a été décidé sur les indigènes non parce que le Trésor britannique avait besoin d'argent, mais parce que l'argent avait besoin de la tête des indigènes pour s'imposer comme principe universel et investir toute la vie sociale.

Cette capitation va être généralement calculée à partir du nombre de têtes de bétail que possède l'indigène. Il faut savoir que le bétail était l'élément central autour duquel s'était organisée l'activité sociale des Bantous : « Il est l'objet par excellence que l'on peut transférer dans le jeu des relations sociales », note Serge Thion. Il était l'intermédiaire indispensable entre les vivants et les morts, entre les alliés, entre les chefs et leurs hommes. « Il n'était de richesse que de bétail. » Son rôle était essentiel dans les mariages où les groupes plus ou moins étrangers et plus ou moins éloignés entraient dans un système de dons et de contre-dons appelé *lobola* : « Le bétail engendre des enfants. » A peine reçu, le bétail du *lobola* faisait l'objet d'un réemploi sous la forme d'une épouse pour le frère ou le cousin de la femme mariée. Le bétail circulait ainsi entre les différents groupes qui entraient dans une relation d'échange réciproque. Aujourd'hui, ceux qui perpétuent la coutume ont de plus en plus tendance à remplacer le *lobola* par de l'argent et son sens premier tend à s'effacer peu à peu. L'argent, par le biais de la capitation, va éroder, parasiter, toute l'organisation sociale ancienne.

En Afrique du Sud, comme partout ailleurs, l'argent colonisa la vie sociale et fut l'agent de la modernisation des rapports sociaux, *de la modernisation de la dépendance*. Il allait être impossible aux Noirs, expropriés de tout, expropriés de leur vie traditionnelle, d'échapper à l'absolu besoin d'argent. Leur existence allait devenir maudite. Il leur fut pratiquement impossible d'échapper au travail, à la prison-camp de travail ou au camp de travail-prison (le *compound system*).

Le 2 septembre 1949, Swart, ministre de la Justice de l'époque et également ministre de la Culture et des Arts, ouvrit une station de forçats à Leslie, dans une région agricole prospère à une centaine de kilomètres de Johannesburg. Le camp-prison fut construit par un organisme qui s'appelait « Compagnie de fourniture de main-d'œuvre des exploitants agricoles de Leslie ». Swart exprima l'espoir que beaucoup d'autres stations de ce genre seraient créées. La prospérité des trafiquants de main-d'œuvre était assurée grâce à tout l'arsenal des lois. Les pauvres durent aller au charbon (il faut attendre notre époque pour voir le travail acquérir une valeur aux yeux de certains pauvres, le comble de la misère !).

Cette conquête de l'Afrique australe par l'Argent et la Marchandise ne s'est pourtant pas faite aussi facilement que dans bien d'autres contrées du globe. L'abolition de l'esclavage engendra une scission parmi la population européenne sans remettre en cause le système qui assurait sa domination. Les Britanniques considéraient tout autant que les Boers, les Noirs comme une source de main-d'œuvre servile. Mais pour ces derniers, l'exploitation du travail était bien plus importante que la possession d'esclaves. L'utilisation rationnelle et la rentabilité d'une main-d'œuvre salariée devaient compenser, et au-delà, la perte des investissements en esclaves. D'autant que la législation en vigueur avait pour fin de forcer au travail quiconque était reconnu comme vagabond. L'affrontement entre Boers et Britanniques portait sur les formes de l'esclavage, non sur sa suppression effective. D'un côté, la suprématie blanche devait être préservée au nom d'un ordre social immuable ; de l'autre, la modernisation de l'exploitation passait par le travail salarié. Dans les deux cas, l'assujettissement des Noirs à l'ordre colonial était hors de discussion, leur statut dans le système social présent ou à venir ne souffrait d'aucune remise en question.

Pour les Boers, l'abolition formelle de l'esclavage était une atteinte à l'ordre du monde, ces calvinistes étroits et bornés ne pouvaient l'admettre. Le monde qui décidait de sa suppression était trop éloigné de celui que formait depuis un siècle la popu-

lation frontalière, ces colons d'origine hollandaise, qui s'étaient installés en Afrique du Sud depuis le XVIIe siècle et qui allaient investir le plateau intérieur lors du *Grand Trek* au milieu du XIXe. Deux guerres allaient être nécessaires pour vaincre la résistance obstinée qu'opposaient à l'esprit capitaliste ces pasteurs unis dans la même conception religieuse du monde où leur pouvoir social était de droit divin : les Boers appartiennent à la race des maîtres (*bass*) qui exercent leur autorité sur le monde. Cette autorité, ils la tiennent de Dieu et la hiérarchie sociale qu'ils instaurent sur les territoires conquis obéit au commandement divin, « ils font confiance à leur fusil mais ils croient en Dieu ». Leur suprématie sociale est de nature divine, la race blanche, comme l'est l'infériorité des Noirs, c'est la prédestination : les Blancs sont prédestinés à commander, les Noirs à obéir, tel est de toute éternité l'ordre du monde voulu par Dieu. C'est pourquoi ils étaient portés à rejeter religieusement l'idée même de l'abolition de l'esclavage ; il ne faisait aucun doute à leurs yeux qu'un tel bouleversement dans la pensée portait atteinte à l'Esprit, c'est-à-dire à la Providence.

« Le *volk* est le peuple afrikaner, celui qui, choisi par Dieu pour remplir une mission en un lieu donné de la terre, fut enfanté dans la douleur du feu et du sang, dans la dureté des déserts. Le peuple a été forgé... Dans l'échelle des peuples, il occupe une place prééminente (la première ?) car il est un *herrenvolk*, un peuple de maîtres. Quand il se rassemble et s'exprime, il est la *nasie*, terme que l'on rendra par nation à condition de ne pas oublier la résonnance biblique ; la nation vraie est élue. » (Serge Thion, *Le Pouvoir pâle*.)

Dans les *Principes fondamentaux de la Science politique calviniste*, publié par le Conseil des Eglises réformées hollandaises en 1951, il est dit que toute autorité découle en ligne directe de Dieu. L'Etat est « né de Dieu et de son infaillible bonté » ; sa tâche est de protéger « ses sujets contre l'agression des autres ». La « vue chrétienne de la société » s'oppose nettement à l'universalisme qui « cherche la racine de la société dans un ensemble mondial de relations souveraines qui inclut toute l'humanité dans un tout ». Ce serait une « rébellion contre Dieu » que de donner des droits « aux communautés qui ne sont pas mûres » et à ceux qui sont « en rébellion ouverte contre Dieu, c'est-à-dire les communistes ». Enfin, « l'Ecriture et l'Histoire montrent l'une et l'autre que Dieu exige des Etats chrétiens ».

La guerre et le principe de la propriété privée constituent la base concrète de cette idéologie. Celle-ci naît de la convergence des intérêts privés (l'individualisme, la solitude avec Dieu

Nous voulons que Johannesburg reste la belle ville prospère qu'elle est actuellement. Par conséquent, nous sommes disposés à maintenir des moyens d'existence séparés jusqu'à ce que des possibilités de nouveaux emplois et de nouveaux logements permettent aux Noirs d'aménager dans Johannesburg avec dignité.

Nelson Mandela

Le conflit qui opposait depuis plus de trois mois 16 000 cheminots/licenciés à la SAT s'est terminé vendredi après la décision de les réintégrer dans leur quasi-totalité, et sans conditions (...). Confronté au problème quasi insurmontable pour remplacer les 16 000 grévistes, qui pour la plupart sont des travailleurs spécialisés, le pouvoir n'avait pas d'autre choix. (...) Reste une inconnue : la rumeur court au sein du COSATU (principal syndicat noir), que certains cheminots réintégrés n'accepteront pas de reprendre le travail tant que leurs quelques 200 camarades emprisonnés en vertu de l'état d'urgence ne seront pas libérés...

(*Libération*, 8.06.1987)

Une des 940 infirmières licenciées de l'hôpital Baragwanath a été brûlée vive chez elle parce qu'elle voulait reprendre le travail. (...) Elle avait décidé de négocier sa réembauche avec plusieurs autres de ses compagnes, à la suite de son licenciement le 16 novembre dernier pour grève illégale.

(*Libération*, 26.11.1985.)

Ils ne veulent pas payer ? Ils ne peuvent pas payer !

Plus de 2 000 Noirs ont été arrêtés hier pour non-paiement de loyer lors d'une descente de la police sud-africaine dans des cités près de Johannesburg. Les Noirs ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas payer parce qu'ils avaient brûlé les bureaux de gérance.

(*Daily Mirror*, 17.11.1984.)

Alors qu'elle quittait le procès d'une amie inculpée de meurtre, des Noirs en colère ont lapidé la dirigeante nationaliste Winnie Mandela de détritus et de canettes de boissons. Des témoins ont affirmé que près de 200 noirs ont jeté des ordures et du sable sur Mme Mandela, la femme du leader nationaliste emprisonné, Nelson Mandela, alors qu'elle quittait la Cour suprême du Cap. Mme Mandela s'était rendue au procès de Lindi Mangaliso, qui avait été inculpée avec deux tueurs à gages, du meurtre de son mari Victor, un homme d'affaires du Cap. La foule était apparemment très en colère du fait que Mme Mandela soit associée à une personnalité impopulaire.

(*Guardian*, 4.12.1986.)

Un policier noir a été abattu par des inconnus à Soweto, près de Johannesburg. C'est le 64e membre des forces de l'ordre tué en trois ans.

(*Libération*, 18.02.1987.)

du calvinisme) et de leur passage dans l'élément supérieur, l'intérêt général (le nationalisme, le peuple afrikaner investi d'une mission divine). C'est la guerre qui produit ce passage et réalise la « vraie unité » : l'Etat. La guerre seule peut forcer l'unité nationale, soumettre par la force de la nécessité les intérêts égoïstes à l'intérêt commun. La vie dans le général et pour le général est réalisée dans l'Etat en temps de guerre (Hegel, *Essais sur la Constitution de l'Allemagne*). Le nationalisme afrikaner est né de la guerre et se maintient par la guerre (guerre coloniale, guerre contre les Anglais, aujourd'hui, guerre contre les Noirs). La guerre est son élément, loin d'inquiéter le nationalisme, elle le confirme, elle renforce sa conviction. La guerre sociale qui fait rage alors en Afrique du Sud, loin de déchirer la nation, la fortifie au contraire. C'est un non-sens de parler de guerre civile, c'est la guerre « intériorisée », la guerre contre l'ennemi intérieur, dont la Nation tire sa substance et sa vitalité ; qui fait que la nation afrikaner existe comme volonté, et donc comme pouvoir, comme Etat.

Deux logiques s'affrontent en Afrique du Sud, celle de l'Etat et celle de la Marchandise. Elles ne sont pas, comme nous le verrons, fatalement divergentes, ni même concurrentes. En Afrique du Sud, la première, la logique du pouvoir, se trouve être la limite de l'autre, elle la contient pour la borner (alors que dans les sociétés occidentales ce serait plutôt l'inverse). Leur fondement est pourtant le même : la propriété privée ; la reconnaissance de la propriété comme fondement du pouvoir et de la richesse, ce qui caractérise toute société marchande. Mais alors que nos sociétés en ont fait, formellement, un droit « universel », la société bourgeoise sud-africaine en a fait un droit exclusif, réservé, d'une façon formelle, aux seuls Blancs. Deux conceptions du droit paraissent ici s'affronter, pourtant le droit de propriété est *en soi* exclusif, il ne peut être en soi universel, sa prétendue universalité n'est, au mieux, qu'une universalité abstraite, l'extension indéfinie d'un droit exclusif à chacun en particulier ; chacun peut avoir accès à la propriété non pas à condition qu'il le veuille mais bien à condition qu'il le veuille et qu'il le puisse. Le pouvoir social du propriétaire consiste, entre autres, à défendre ce qui fonde son pouvoir social et fait sa richesse. Ce que fait toute bourgeoisie. Mais alors que la bourgeoisie occidentale n'exclut pas les pauvres d'un rapport formel à la propriété, c'est-à-dire d'un rapport religieux au pouvoir (ambition d'être un jour petit propriétaire qui ne débouche en fait sur aucune effectivité), la bourgeoisie afrikaner en exclut systématiquement les Noirs à l'intérieur de l'Union Sud-Africaine.

Le *Native Land Act* de 1913 fut le principal pilier de l'organisation de la société sud-africaine. Cette loi n'a fait d'ailleurs que codifier un état de fait permanent depuis le début de la colonisation. Les Africains se voient reconnaître en toute propriété 7,3 % de la surface totale de l'Union (portés à 13 % seulement en 1936). En dehors de ces zones appelées au départ Réserves, les Européens, seuls, peuvent posséder la terre. Environ un million d'Africains se sont trouvés ainsi en position de squatters et durent être expulsés. Les Noirs ne pourront résider en zone blanche, ils ne pourront être que de passage en Union... pour travailler. C'est le *compound system*, ces camps près des mines d'où les travailleurs noirs ne peuvent sortir, sauf autorisation spéciale, c'est le système des *locations*, ces cités dortoirs ou townships le plus loin possible de la ville blanche. L'idéal serait qu'ils travaillent en zone blanche pour retourner dormir chez eux, dans leurs Bantoustans, d'où la politique de l'Etat qui consiste à susciter l'installation d'industries en bordure des frontières, les *border industries*.

L'identité nationale sud-africaine est issue de cette exclusion, uniquement la société blanche est la société civile, mais aussi toute la société blanche est la société civile ; effectivement tout Blanc a un intérêt propre à sauvegarder et attend protection de l'Etat contre tout ce qui peut porter atteinte à son privilège ; pour le petit bourgeois, c'est le privilège d'une autorité sociale toujours menacée, pour le petit Blanc, celui de l'emploi réservé, qui n'est, somme toute, que la manifestation concrète d'un privilège plus fondamental, celui d'un rapport religieux à l'Etat, *le droit de cité*. La société blanche est une société fondée sur le privilège, elle est d'essence religieuse, on y retrouve l'idée chrétienne d'élection qui s'oppose à l'universalisme : tous ne sont pas élus, quelques-uns seulement sont élus ; en général une telle idée fait l'unanimité des élus.

Cette exclusion sur laquelle se fonde la Nation ne concerne pas uniquement les Noirs mais s'étend à tout ce qui peut menacer sa particularité ; on trouvera d'abord l'*uitlander*, l'étranger, avide des bien des Afrikaners, il est principalement anglais ; le juif vient ensuite dont la liaison avec la richesse et le capitalisme est amplement soulignée.

L'idée de nation dominante se substitue ici à celle de classe dominante. Le pouvoir appartient à une bourgeoisie nationale qui a réalisé autour d'elle l'*union sacrée*. Elle peut ainsi défendre au nom de la nation tout entière ses prérogatives menacées à la fois par les pauvres et par le grand capital. Elle a trouvé des alliés inconditionnels chez les petits Blancs qui ont la couleur de leur peau à défendre.

L'Afrique du Sud est née de l'union du principe religieux de l'Etat et de l'esprit bourgeois. Deux logiques s'y affrontent ou s'y renforcent.

A la fin du XIXe siècle, la bourgeoisie d'affaire du Cap, en relation étroite avec la métropole, est puissante. Sa position dominante la pousse à réaliser l'unité *coloniale* de l'Afrique du Sud (la colonie est l'avant-poste de la pénétration marchande dont le centre est la métropole). Cette unité se réalisera quand la résistance des Boers, organisée autour d'un Etat puissant, le Transvaal, aura été brisée. Pourtant, après cette victoire, la bourgeoisie anglophone se voit contrainte de composer avec les paysans afrikaners ; elle réalisera l'unité de l'Afrique du Sud, certes, mais cette unité qui se voulait coloniale débouchera en fait sur une unité nationale ; loin de détruire l'Etat, elle le renforcera. En 1910, les Etats du Cap, du Transvaal, l'Etat libre d'Orange et le Natal se rassemblent pour former l'Union sud-africaine, un *dominium* britannique autonome. C'est « l'alliance de l'or et du maïs », qui deviendra l'alliance de la bourgeoisie d'affaire et de la petite bourgeoisie nationale.

Cette alliance va donner naissance à l'Etat moderne sud-africain où le pouvoir politique est détenu par la classe moyenne et où la grande bourgeoisie libérale n'a pas accès à l'exercice du pouvoir politique. Cela explique pourquoi la rationalité du libéralisme reste en échec sur des points importants. La production, pour s'organiser, doit tenir compte des limites que lui impose une rationalité qui n'est pas uniquement celle de la rentabilité, mais celle plus profonde de la sauvegarde des privilèges de cette classe moyenne ou, plus généralement, de l'homme blanc. L'exploitation des Noirs par les Blancs est la rationalité suprême du système. Tout ce qui ne met pas en cause l'existence du système en tant que tel est possible et inversement, ainsi que l'écrit Serge Thion. Et cela n'a jamais gêné les libéraux d'exploiter les Noirs (ni les Blancs).

L'Etat ainsi constitué ne va donc pas nécessairement contrarier le mouvement général de la Marchandise, parfois il le renforcera. C'est lui qui va accélérer la pénétration de la Marchandise en Afrique du Sud en faisant du pays une métropole, un centre avancé de l'activité marchande et non plus une simple colonie. Le premier moteur de l'industrialisation ne fut pas le grand capital, trop attaché au système colonial, mais l'Etat. Celui-ci entreprit de jeter les bases de l'industrie lourde en créant en 1928 la *Iron and Steel Corporation* à capitaux d'Etat. En même temps était adoptée une politique de protection systématique en faveur de « toute industrie pouvant s'établir sur des bases saines ».

Les résidents de la White City sont descendus dans la rue mardi soir pour empêcher les expulsions venant santionner le boycott des loyers. (...) Selon le Bureau d'information du gouvernement, les incidents ont commencé au moment où 300 résidents en colère de White City, le nom paradoxal d'un des quartiers de Soweto, ont commencé à construire des barricades et qu'une grenade a été lancée sur les véhicules blindés des forces de l'ordre, blessant 4 policiers, parmi lesquels un Blanc. (...) Les résidents de Soweto ont une version différente : « La police municipale a ouvert le feu sans sommations, affirme l'un d'eux, sur une foule qui tentait d'empêcher l'expulsion de plusieurs habitants qui n'avaient pas payé leur loyer. » Les violences se sont prolongées tard dans la nuit et dans la matinée d'hier... Plusieurs témoins ont indiqué qu'un conseiller municipal avait été tué à coups de hache par une foule déchaînée tandis qu'un de ses collègues évitait la mort de justesse en s'échappant de sa maison qui devait ensuite être brûlée.

(*Libération*, 28.08.1986.)

Mercredi, c'est à Duduza, un ghetto comme mille autres, à 40 km de Johannesburg, que la violence a éclaté, ajoutant trois nouveaux cadavres à l'occasion de funérailles des victimes d'émeutes précédentes. (...) Tout avait pourtant commencé dans le calme et le recueillement. Pour accueillir Desmond Tutu, l'évêque anglican de Johannesburg et prix Nobel de la Paix, maître de cérémonie, la foule s'était massée le long de la route principale menant au stade de Duduza. (...) C'est à ce moment-là qu'une épaisse fumée noire enveloppe les abords du cimetière. Des centaines de jeunes Noirs s'acharnent sur une voiture qu'ils viennent de retourner et à laquelle ils ont mis le feu. Desmond Tutu et un autre prêtre, le révérend S. Nkoane, sauvent de justesse de l'hystérie collective un homme en sang, qui est emmené en voiture alors que la foule crie : « Tuez-le, tuez-le ! » Desmond Tutu, resté sur place, tente d'apaiser les esprits. Un jeune Noir l'interpelle de manière brutale : « Pourquoi ne nous permettez-vous pas de traiter ces chiens comme ils nous traitent ? Pendant combien de temps encore allez-vous nous dire d'épargner les gens du système alors qu'ils nous tuent dès que nous sommes entre leurs mains ? » Le prix Nobel de la paix, les yeux embués de larmes, continue à prêcher la non-violence.

(*Libération*, 12.07.1985.)

Deux incendies souterrains au sud-ouest de Johannesburg résultent apparemment d'actes de sabotage, affirmait hier la compagnie. « Il n'y a eu aucun blessé, mais les incendies ont entraîné des dommages évalués à plusieurs millions de dollars », a précisé la Croldfields of South Africa. L'un des incendies se poursuivait encore hier à la mine de Kloof's. Les incendies ont éclaté cette semaine, 2 mois après que 177 mineurs aient été tués par un incendie à la mine de Kiuross, lors du plus grand accident de l'industrie aurifère d'Afrique du Sud.

(*Guardian*, 21.11.1986.)

Cette politique protectionniste ne fut pas une entrave au développement marchand. Elle a surtout obligé les sociétés britanniques et étrangères à modifier leur stratégie commerciale à l'égard de l'Afrique du Sud. Elles ont été amenées à investir directement dans le pays et à installer sur place des filiales (aujourd'hui, beaucoup de sociétés américaines ont retiré, par précaution, leurs capitaux mais les filiales continuent à fonctionner d'une manière autonome).

L'Etat a créé, par l'intermédiaire de la Société de développement industriel (IDC), des entreprises dans de nombreuses branches et pris d'importantes participations dans des sociétés mixtes, en coopération avec des capitaux privés. Tous ces investissements étaient principalement financés par les impôts prélevés sur les bénéfices des mines d'or. L'industrialisation a suscité une deuxième vague d'urbanisation, source de nouveaux marchés. Le stimulant de la production de guerre (1939-1945) et une grosse vague d'investissements étrangers, au lendemain des hostilités, ont assuré le maintien d'un rythme de croissance relativement élevé.

Si l'Etat intervient directement comme investisseur, la libre entreprise reste cependant une règle d'or que personne ne remet en cause. Les raisons des interventions de l'Etat sont chaque fois clairement politiques : donner au pays les moyens de son indépendance, encourager le développement du capital proprement afrikaner, assurer la sécurité des Blancs. Mais cela ne contrarie pas nécessairement la logique capitaliste. La raison d'Etat qui a suscité, par exemple, la création des *border industries* s'est trouvée en parfaite harmonie avec la raison capitaliste et certaines sociétés étrangères, notamment plusieurs firmes automobiles japonaises et la Régie Renault n'ont pas dédaigné les surprofits que permet le système : les salaires y sont au plus bas et la barre de couleur y est, par nécessité, très assouplie ; de plus, ces zones sélectionnées sont proches des ports d'exportation, justifiant par là le nom de « petit Hongkong » qui leur a été décerné.

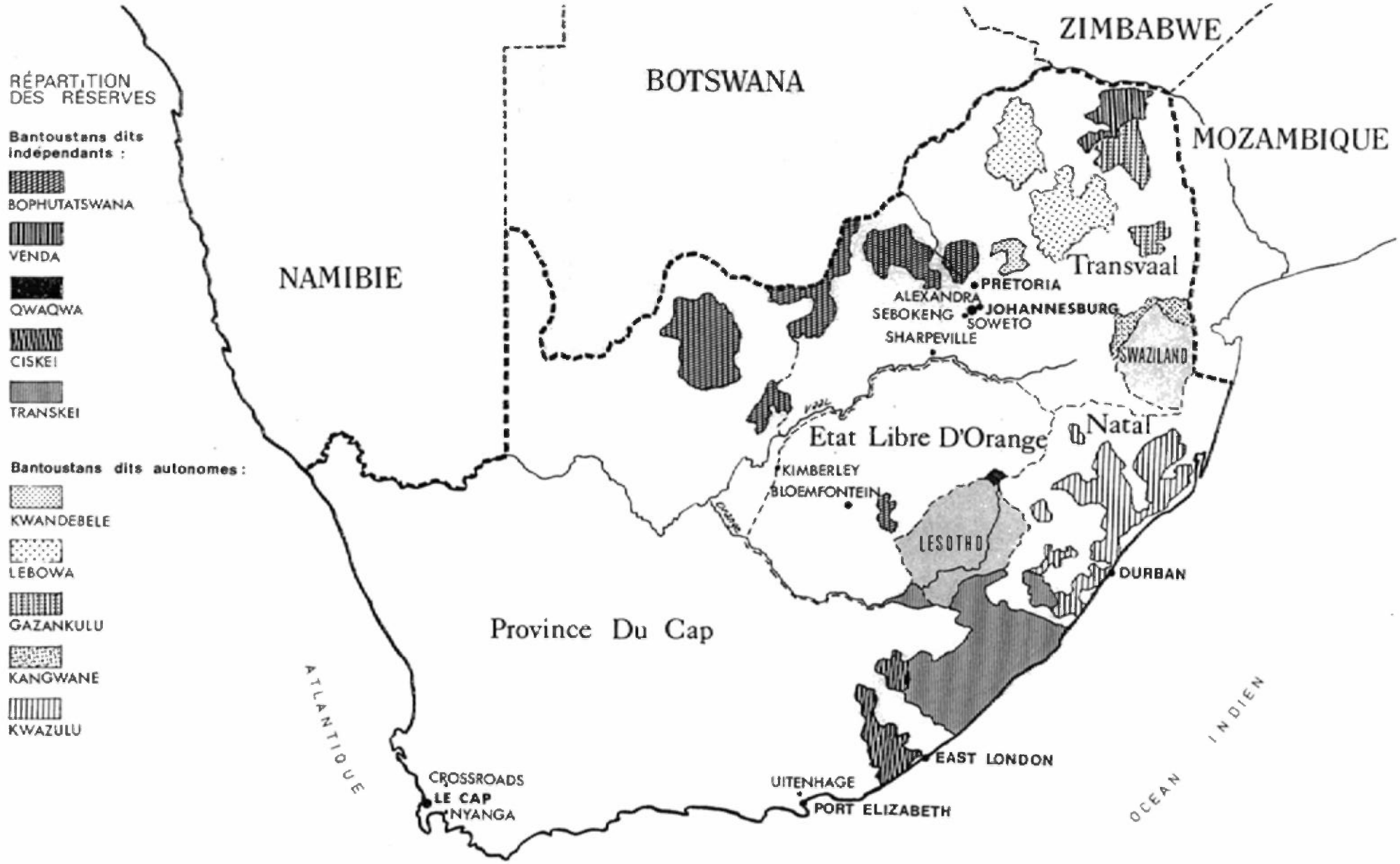
Comme partout ailleurs, la politique de la classe dirigeante consistera à utiliser le développement de la concurrence qu'elle instaure sur le marché du travail comme marge de manœuvre sociale. Mais alors que dans les pays occidentaux la stratégie du pouvoir reste très souple et peut donc se modifier selon les circonstances, ici, elle est clairement définie et ne tolère aucun changement. Dans ce domaine encore, le libéralisme sauvage est borné par une mesure protectionniste, la *colour bar*, et il ne peut être question de la remettre en cause.

Peu après la guerre des Boers, les propriétaires des mines durent importer 60 000 Chinois qu'ils purent ensuite rapatrier quand l'appauvrissement massif des petits paysans afrikaners jeta sur le marché un grand nombre d'entre eux, prêts à travailler dans les mines à n'importe quel prix. Les compagnies purent ainsi réduire le salaire des travailleurs britanniques et leur demander plus de travail pour moins d'argent, trois machines à surveiller au lieu de deux par exemple. Quand ces derniers se mirent en grève, les propriétaires purent continuer l'exploitation avec l'aide des « jaunes » recrutés surtout parmi les Afrikaners. Les mineurs britanniques furent vaincus, des centaines furent renvoyés et remplacés par des mineurs afrikaners avec des salaires misérables.

Quelques années plus tard les Afrikaners allaient être victimes à leur tour du même scénario quand les Noirs envahirent le marché du travail. En 1922, les dirigeants miniers décident de supprimer la barrière de couleur qui avait été instaurée en 1911 par le gouvernement soucieux de réserver les emplois spécialisés ou semi-spécialisés aux chômeurs afrikaners. Quand sur le Witwatersrand, les mines diminuèrent les salaires et proposèrent le renvoi de 5 000 ouvriers blancs, remplacés par des Noirs, le tollé fut général. La grève se répandit sur tout le Rand au cri de l'Afrique blanche menacée. L'armée fut mobilisée. Pendant plus d'une semaine la guerre fit rage, Fordsburg, faubourg ouvrier de Johannesburg, fut bombardé par l'artillerie lourde. La résistance ouvrière fut écrasée.

La bourgeoisie ne pouvait pas se permettre d'avoir à la fois les travailleurs blancs et les travailleurs noirs sur le dos. Deux ans plus tard, la *colour bar* fut rétablie et même étendue des mines à l'industrie, en même temps une législation sur le minimum vital fixait le salaire des Noirs. A partir de cette date les petits Blancs défendront avec acharnement les avantages qu'ils ont acquis sur le marché du travail, d'autant que dans les années 30, l'accélération de l'exode des campagnes intensifiera la concurrence. On verra des patrons employer en cachette des travailleurs noirs et des ouvriers blancs déclencher une grève quand ils les découvraient. La défense des intérêts acquis trouvera son expression politique dans le parti nationaliste. En 1948 il prit le pouvoir, il n'allait plus le quitter.

« La ségrégation a permis aux Blancs d'oublier leurs rivalités dans l'affirmation de la supériorité de la race blanche... La classe ouvrière était sérieusement divisée sur les problèmes de race et de compétence. Au sommet il y avait des anglophones blancs qui accaparaient presque tous les postes qua-


RÉPARTITION DES RÉSERVES
Bantoustans dits indépendants :
BOPHUTATSWANA
VENDA
QWAQWA
CISKEI
TRANSKEI
Bantoustans dits autonomes :
KWANDEBELE
LEBOWA
GAZANKULU
KANGWANE
KWAZULU
NAMIBIE
BOTSWANA
ZIMBABWE
MOZAMBIQUE
Transvaal
PRETORIA
ALEXANDRA
JOHANNESBURG
SEBOKENG
SOWETO
SHARPEVILLE
SWAZILAND
Etat Libre D'Orange
Natal
KIMBERLEY
BLOEMFONTEIN
LESOTHO
DURBAN
Province Du Cap
ATLANTIQUE
OCEAN INDIEN
CROSSROADS
LE CAP
NYANGA
UITENHAGE
PORT ELIZABETH
EAST LONDON

lifiés et les positions dirigeantes dans les syndicats. Au milieu les Afrikaners qui essayaient d'occuper les emplois à faible qualification ou sans qualification et les postes de contremaître. Au bas de l'échelle, les Noirs et les Métis occupaient les emplois mal payés qui n'exigeaient aucune qualification. Ce marché du travail racialement séparé a rendu impossible toute revendication ouvrière concertée. La peur d'être remplacés par les travailleurs noirs moins bien payés a conduit les mineurs blancs à la grande grève de 1922 qui fut brutalement réprimée par l'Etat. Après quoi ils furent cooptés par la classe dirigeante dans un système qui conforta leur position privilégiée vis-à-vis des Noirs mais en même temps émoussa leur esprit de revendication. » (*Autrement*, « Trois siècles de conflits ».)

Une telle politique va précipiter l'adhésion à la société bourgeoise de groupes sociaux au départ hostiles, favorisant l'émergence d'une classe moyenne hiérarchisée, totalement acquise au système. L'Afrique du Sud n'a fait qu'appliquer une tactique sociale qui a fait ses preuves ailleurs. La France, par exemple, fut une spécialiste en la matière par son recours systématique à une main-d'œuvre immigrée : Italiens, Portugais, Polonais, Noirs, Arabes. Ce qui a grandement facilité l'intégration du mouvement ouvrier à la société bourgeoise.

Quant aux Noirs, ils sont considérés et définis comme *étrangers*. La société sud-africaine compte plus de 25 millions d'étrangers et moins de 5 millions de citoyens.

Les Noirs ne pourront sortir de leur Homeland que pour travailler et leur circulation sera alors soumise à un contrôle rigoureux (comme en France) : le *pass*, qu'ils doivent toujours avoir sur eux, contient le permis de travail et indique la zone où ils sont autorisés à se déplacer (en 1985, Botha annonce la réforme de l'*influx control*, mais le système du *pass* reste en vigueur sous une nouvelle forme : la carte d'identité nationale — celle des Etats nationaux — qui indique la zone blanche dans laquelle les Noirs peuvent circuler). Ce sont les « colonisés » de la société blanche qui ne reconnaît aux Noirs qu'une seule détermination, se faire les membres dociles du troupeau « humain » utiles à la bourgeoisie blanche. Ils sont ce qui lui est extérieur, sa périphérie (comme la colonie était la périphérie de la métropole), ce qui n'est pas elle mais qui lui est utile et qui la sert. Nous pourrions dire que, depuis l'intégration achevée des petits Blancs, la nation sud-africaine porte son extériorité en elle, ce qui devait être à sa périphérie se trouve en son centre. D'où cet effort obstiné autant que vain pour interdire l'urbanisation des Noirs, pour les rejeter toujours plus loin.

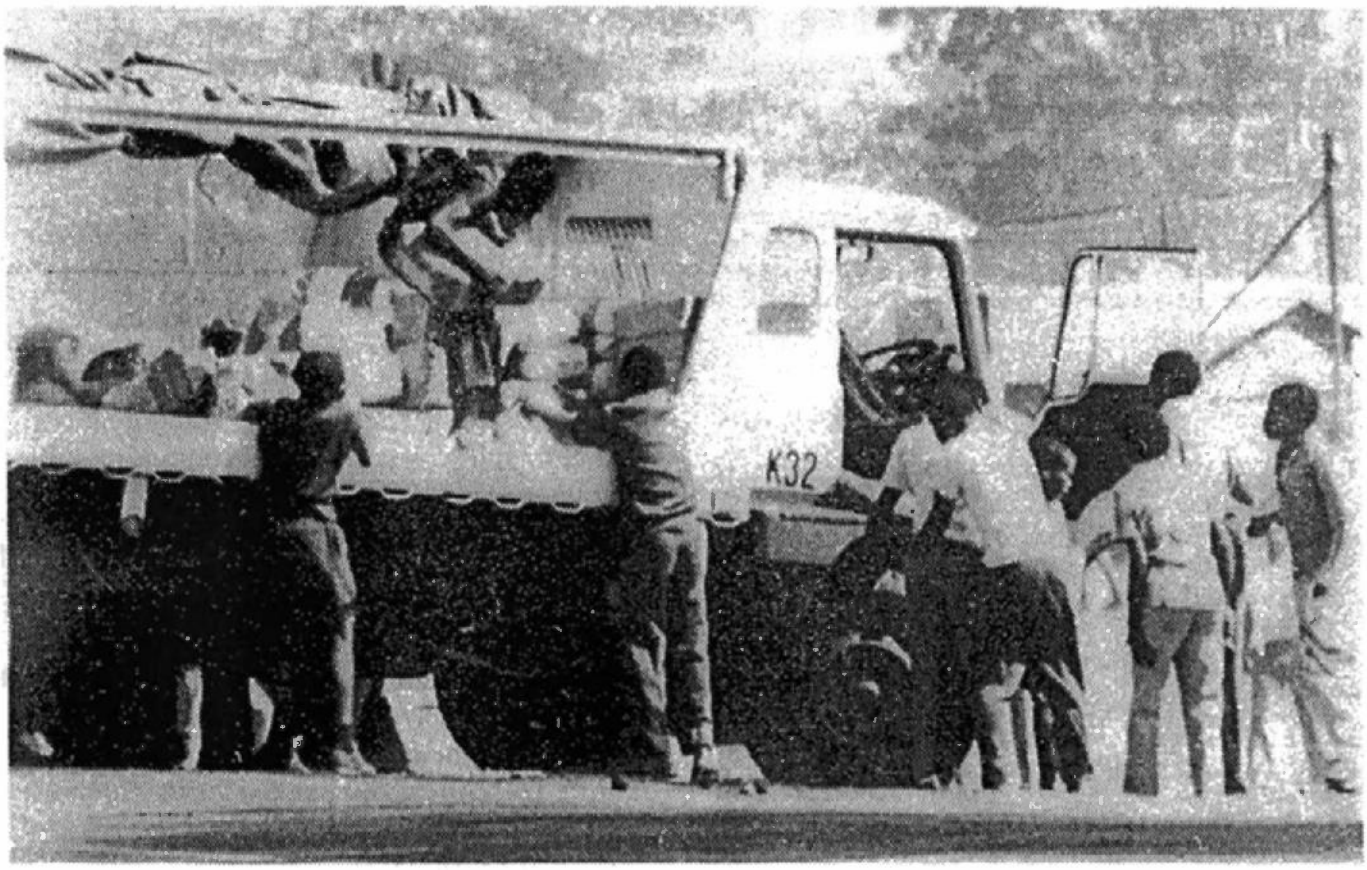
En Afrique du Sud, nous assistons aux efforts qui peuvent paraître paradoxaux, d'une ancienne colonie qui, en devenant une métropole, cherche en retour à créer en elle ses propres colonies, pour tenter ensuite de les faire accéder au statut d'Etats nationaux. L'idée d'un développement séparé était effectivement l'idée qui se trouvait au point de départ du processus de décolonisation des 50'. On est ainsi passé en un temps relativement court de l'idée de Réserves indifférenciées à celle de territoires ethniques (les Homelands) pour aboutir enfin à l'idée d'Etats nationaux. L'Etat espère ainsi se décharger du difficile problème de la police des pauvres sur ses représentants parmi les pauvres.

Des dix Bantoustans, quatre sont dits indépendants, le Transkï, le Bophustaswana, le Venda, le Ciskeï : leurs sources principales de revenus proviennent des subsides de Prétoria et des salaires de la main-d'œuvre migrante. Lorsqu'un Homeland devient indépendant, tous les membres du groupe ethnique qu'il est censé représenter prennent, de fait, la nationalité du nouvel Etat, ce qui permet de donner aux Noirs qui viennent travailler, ou qui travaillent déjà, en zone blanche *le statut précaire de travailleurs immigrés*.

L'Etat sud-africain a donc conçu un système très élaboré pour maintenir et contenir le travail migrant. Il s'agit d'empêcher ou de réduire l'urbanisation des Africains. C'est qu'ils représentent un danger réel. Dans les années 70, la moitié de la main-d'œuvre était constituée de travailleurs migrants. C'est seulement après les émeutes de Soweto en 1976 que l'Etat s'est décidé à reconnaître la communauté urbaine africaine en lui accordant une concession libre de 99 ans et en favorisant l'implantation d'autorités noires locales.

La mise en place des Bantoustans apparaît donc à la fois comme une stratégie sociale et comme alibi politique de cette stratégie. Elle est la stratégie sociale de la précarité et l'alibi politique de l'exclusion dans la société, donc de la précarité. L'idéologie de l'apartheid, dernier avatar du tiers mondisme, apparaît donc pour ce qu'elle est, un pur artifice, et l'indépendance des Etats nationaux pour ce qu'elle est, une pure fiction. Les Noirs, en Afrique du Sud, n'ont aucune nationalité à revendiquer, c'est bien ce qui inquiète les dirigeants de ce pays et des autres pays. La guerre en Afrique du Sud n'est pas une guerre civile, comme le voudrait le curé Desmond Tutu et bien d'autres curés avec lui, les Noirs ne cherchent pas à obtenir des droits

civiques. La guerre en Afrique du Sud n'est pas une guerre de libération nationale, comme le voudraient les militants de l'ANC (Congrès national africain) et avec eux, bien d'autres militants. Elle est essentiellement une guerre sociale. Les Noirs n'ont qu'une idée en tête, se libérer du joug des maîtres.



Scènes de la vie quotidienne à Soweto.

La haine des Noirs sud-africains est irréductible et contagieuse. Ils ne se contentent plus de la chanter à l'insu des Blancs. Ils agissent désormais au su et au vu du monde entier. La haine des *tsotsis* éclate au grand jour, ils la crachent à la gueule des Blancs dans les défis sauvages et insensés qu'ils se lancent au cœur de l'émeute, pierres contre fusils. Cette haine grandit au rythme des insurrections qui ébranlent depuis Soweto l'Afrique australe. La haine est le feu qui couve mais aussi l'incendie qui se propage à une vitesse hallucinante. Pillages, destruction et incendie des édifices administratifs, des écoles, des magasins, de la maison des traîtres et des traîtres eux-mêmes : « Mais si tout doit être détruit, alors détruisons tout, et ne faisons aucune exception, pas même pour une seule chose. » Dans la guerre sociale personne ne peut être exempté, l'indécis, le pacifique, le conciliateur, ont toutes les chances de subir le sort réservé aux indics, flics, maires, hommes d'affaires, journalistes. « J'ai vu, de mes yeux vu, des gens battus à mort puis brûlés vifs après qu'on les eut ceints du sinistre collier. J'ai entendu leurs hurlements d'agonie et de désespoir quand ils comprenaient qu'ils allaient mourir... » raconte un journaliste noir qui n'échappa que de justesse au sort qu'il décrit. « Une militante noire contre l'apartheid a été matraquée puis poignardée à Soweto par de jeunes Noirs qui lui reprochaient son opposition pacifique à l'apartheid et son horreur déclarée du "supplice du collier" ». (*Libération* du 10.10.1986.)

De Soweto l'émeute gagne les villes noires proches de Johannesburg, enflamme les township de Prétoria, s'infiltre dans les campagnes. Au Bophustaswana, le parlement et les voitures officielles sont incendiés. Elle embrase la région du Cap où Noirs et Métis se battent ensemble jusque dans le cœur des villes blanches. Les jeunes lancent avec succès un appel à la grève générale qui s'accompagne du boycott des transports.

Souvent l'émeute débouche sur la grève et inversement. En 1980, la généralisation des grèves dans tous les secteurs s'accompagne d'un boycott des écoliers et a lieu sur fond d'émeutes dans les townships noirs et métis avec la participation des Indiens. 1984 commence par une première vague de grèves en janvier (mines, distribution, automobile et chimie) qui se poursuit par des affrontements meur-

triers dans les mines, le boycott des transports à Alexandra suivi d'émeutes. En janvier, également, le boycott des écoliers tourne à l'émeute dans les ghettos du Cap, Johannesburg, Port Elizabeth, Bloemfontein ; en août, les Métis se joignent au mouvement.

Comme le feu, la haine du Noir est universelle, c'est son existence comme totalité qui est en jeu ; il n'y a pas de frontière entre le sort qui lui est fait dans les towships et celui qui lui est fait dans son travail.

A KTC, près du Cap, un squatter s'oppose les armes à la main à la pacification du township menée par les milices de « vigilants » liés au pouvoir blanc.

La question sociale a presque toujours revêtu en Afrique du Sud l'apparence d'une opposition de races. Mais cette apparence est aussi la forme de l'affrontement social parce qu'il n'y en a pas d'autre possible depuis l'intégration complète et définitive des Blancs pauvres à la société civile. « Je préfère qu'on me désigne comme Noir. Ceci a commencé en 1960, après le soulèvement de Sharpeville... C'est ce qui nous fait réaliser que dans ce pays on est soit Noir, soit Blanc... Il n'y a pas de catégories "Métis" ou "Indiens" ou "Asiatiques". Nous sommes des Noirs. » (Propos d'un ouvrier-peintre classé « Métis ».)

Il ne pouvait en être autrement. Dès l'origine, l'édification de la société blanche a signifié pour la masse des Noirs leur réduction à l'état de pauvres.

C'est l'ensemble de la domination blanche, *l'esprit même de la domination*, dans chacun de ses aspects, magasins, transport, travail, qui est combattue par les Noirs, et non un quelconque point d'une réglementation sociale qu'ils subissent à tout instant de leur vie. Le système social sud-africain partage avec les bureaucraties staliniennes cette caractéristique de prétendre au *contrôle totalitaire* du moindre aspect de l'existence des individus. Mais ici, le contrôle ne s'exerce absolument que sur une partie de la société, les Noirs, pour mieux garantir, étatiquement, le fonctionnement démocratique du reste de de la société, les Blancs. Toute concession sur un aspect de ce contrôle menace de ruiner tout le système. Dans ces conditions tout renoncement sur un point quelconque de la règlementation est interdit à l'Etat. Toute réforme est contredite immédiatement par l'existence de *la loi*. Toutes les réformes annoncées depuis 1985 sont à l'image de la suppression de l'*Immorality Act* : une Blanche pourra baiser avec un Noir mais ils ne pourront habiter ensemble puisque le *Group Area Act* est toujours en vigueur. Inversement, en s'attaquant à n'importe quel point de la législation, les Noirs les attaquent tous.

A l'opposé, les Blancs appartiennent, *par décision d'Etat*, à cette partie de la société qui accède ou peut accéder à la prospérité marchande dont sont exclus les Noirs. Il existe peu d'exemples dans l'histoire contemporaine où la guerre sociale est à l'œuvre avec un tel degré de clarté. De fait l'ennemi est immédiatement identifiable et les nécessités de la lutte passent fatalement par l'écrasement des Blancs. En Afrique du Sud, les Blancs sont la cible de cette haine parce qu'ils sont les défenseurs acharnés d'un monde qui a produit une telle misère.

La bataille de *Crossroads* en 1985 éclate à la suite d'une tentative de démolition de la cité et de la déportation de ses habitants à Khayelitsha, cité de relogement concentrationnaire encore plus éloignée du Cap. Cette insurrection s'étend tout de suite aux autres cités, les manifestations et les enterrements tournent en émeutes selon un cercle infernal. A Durban, Johannesburg, au Cap, partout, les Noirs, sans armes, s'affrontent aux flics et à l'armée mobilisés. Les Métis mènent une attaque concertée contre les quartiers blancs du Cap. Le pouvoir réprime le plus durement possible sans jamais maîtriser complètement la situation. Massacres, grèves, pillages, emprisonnements massifs, tortures, nouvelles émeutes.

Le 21 juillet, Botha annonce l'état d'urgence qui s'accompagne de mesures militaires dont l'appui des policiers aux « pères » et « vigilants » chargés de mater de l'intérieur la révolte. La censure est également mise en place ; elle s'ajoute à celle que pratiquaient déjà consciencieusement les journalistes. Avec le silence est organisé l'isolement de l'Afrique du Sud. Depuis, les nouvelles, soigneusement triées, ne nous parviennent plus que par brides. Ce n'est que par la force des armes que l'Etat parvient à contenir une situation explosive.

Train de voyageurs en flammes dans une gare de la zone blanche à Johannesburg.

Le gouvernement, face à l'ampleur du mouvement social, avait tenté de diviser les « Noirs » en prenant des mesures symboliques en faveur des Métis et des Indiens, et aussi des Noirs urbanisés. Il avait accordé à la première catégorie une représentation parlementaire, les élections furent boycottées ; il avait accordé aux Noirs urbanisés un droit limité de résidence, ce qui les avantageait par rapport aux Noirs venus des Bantoustans, ils réagirent à cette politique en brûlant les maisons des maires et des conseillers municipaux noirs, quand ce ne furent pas les personnes elles-mêmes.

L'échec de cette première tentative ne veut pas dire que les facteurs de division n'existent pas. Ils existent entre les Indiens, qui forment dans leur ensemble une petite bourgeoisie laborieuse, et les Noirs ; parmi ces derniers, entre ceux qui viennent des Bantoustans et ceux qui sont urbanisés de longue date, entre une petite classe moyenne et la masse des pauvres.

Ces facteurs de division trouvent principalement à s'exprimer dans une opposition *politique* au régime de l'apartheid. Pour les mouvements comme l'*Inkatha*, avec comme leader le chef Zoulou, Buthelezi, ou l'ANC de Nelson Mendela, il s'agit de récupérer la révolte des Noirs au profit d'ambitions nationalistes. Le gouvernement compte beaucoup sur l'affrontement de ces forces de division pour briser, de l'intérieur, le mouvement immédiatement unitaire des Noirs. Plus généralement, pour les réformistes il s'agit de récupérer un conflit social et de le détourner en conflit civique, en engagement politique pour les « droits de l'homme et du citoyen ». Pour eux, qui sont parfaitement intégrés à ce monde, l'exclusion est purement formelle, c'est un travers de l'Etat qu'il s'agit de réformer par les moyens de la politique. Quand l'Etat se contente de choisir les victimes, ces démocrates sincères prétendent que l'exclusion est due à un mauvais gouvernement. Ils obscurcissent ainsi une conscience sociale par une conscience politique. Même les leaders du mouvement de la Conscience noire n'ont pas échappé à cette dérive.

L'Eglise, l'UDF, les libéraux ont très vite perçu le danger d'une guerre ouverte. Les plus lucides comptent surtout sur le syndicalisme pour combler le vide qui existe entre 5 millions de travailleurs et la société bourgeoise. « J'ai toujours ardemment souhaité un développement du syndicalisme noir, tout en ayant parfaitement conscience que ce développement ne me faciliterait pas la vie », déclarait Harry Oppenheimer, ex-dirigeant de l'Anglo-Américain. « La création du Congrès des syndicalistes noirs, nous dit un journapute, devrait accélérer l'engagement politique des travailleurs. » Hors de l'Etat point de salut, voilà ce qui les unit tous de Buthelezi à Desmond Tutu en passant par l'ANC.

Tous ces représentants de l'Etat parmi les Noirs sont contraints de suivre le mouvement et d'être très prudents. Toutes leurs prétentions sont balayées à chaque insurrection. Entre-temps ils occupent la scène politique internationale. La guerre est d'une telle évidence que même la couleur de la peau n'est plus une garantie, dans les townships, les émeutiers règlent déjà leur compte aux Blancs noirs avec la même sauvagerie qu'ils s'emploient à le faire pour les Blancs.

« Ils ont atteint un stade où ils préfèrent mourir, perdre leur emploi, leur maison plutôt que leur dignité humaine », déclarait récemment à un journaliste un syndicaliste noir (qui emploie, comme il se doit, la 3e personne puisque la dignité est une chose qui ne concerne ni un syndicaliste, ni un journaliste). Le 12 mars 1987, en effet, les cheminots de City Deep (banlieue de Johannesburg) se mettent en grève pour protester contre le licenciement d'un jeune chauffeur ; bientôt plus de 15 000 cheminots suivent le mouvement, les transports sont paralysés et les autobus ainsi que les véhicules privés sont la cible des manifestants. Ces troubles coïncident avec une nouvelle effervescence dans la cité de Soweto où, depuis plus d'un an les habitants font la grève des loyers et sont menacés d'expulsion. Il faut aussi ajouter la grève des postiers pour exactement les mêmes raisons, le renvoi d'un des leurs. Le 13 avril, neuf trains et plusieurs wagons sont incendiés en gare de Soweto. Cette série d'incendies s'étend les jours suivants aux zones blanches voisines, frappant Doornfontein en plein centre de Johannesburg pour s'étendre ensuite jusqu'à Springs, une cinquantaine de kilomètres plus à l'Est. Le 22 avril, alors qu'une procédure de licenciement de 16 000 grévistes est entreprise, de violentes bagarres ont lieu avec la police à Doornfontein et à Germiston au cours desquelles un flic est poignardé.

Le mouvement universel de la marchandise se définit à la fois par son extension et par son intensification ; l'Argent s'est emparé des têtes, il doit aussi s'emparer des êtres, de ce qui les meut (de leur âme, au sens premier du terme) ; tout ce qui fait obstacle à l'intégration complète des individus à la société marchande, fait obstacle à l'universalisation de son principe. Cette intensification s'accompagne nécessairement de son contraire qui est l'exclusion (les exclus de l'abstraction). Sont exclus tous ceux qui s'avèrent incapables d'intégrer le principe du monde au point qu'il devienne, leur nature, l'essence de leur activité.

Dans les pays occidentaux, l'Etat a délibérément pris le parti de la Marchandise, c'est-à-dire celui de l'intégration, et l'exclusion s'y présente donc comme un tort propre à l'individu (incapacité que l'on secourt ou vice que l'on condamne). Il est d'autant plus facile à l'Etat d'en faire porter la responsabilité sur l'individu que chacun est touché *séparément*. La société civile peut alors exiger de l'Etat que cette exclusion soit effective, ce qu'elle a d'ailleurs toujours fait, prison, asile ou expulsion, quand nous avons la chance de ne pas être descendus.

L'Etat afrikaner tente de protéger les petits Blancs des *exigences* de la modernisation (intégration au principe marchand ou exclusion) et cherche à faire porter ces exigences sur les Noirs uniquement, tout en leur refusant la possibilité d'une intégration. En pleine modernisation de l'activité sociale, les Sud-Africains retrouvent les réflexes les plus archaïques, ceux de l'esclavagisme, quand chacun aspirait à avoir des esclaves et, les ayant, espérait ne pas travailler. L'exclusion apparaît ici comme un vice du pouvoir.

D'un côté, l'inadaptation des petits Blancs à parfaitement intégrer le principe actif de la Marchandise fait qu'ils se trouvent frappés de plein fouet par la paupérisation et jetés dans une concurrence acharnée avec les Noirs pour des tâches réservées jusqu'ici à ces derniers.

De l'autre côté, la petite bourgeoisie, ou plus généralement la classe moyenne, noire, métis et indienne, bien intégrée au principe du monde, se voit rejetée par l'Etat. D'un côté, intégration à la société civile mais exclusion de la société marchande, de l'autre, intégration à la société marchande mais exclusion de la société civile. Ici la société marchande avec ses impératifs ne coïncide pas exactement avec la société civile, voilà ce qui constitue, aux yeux des démocraties occidentales, le scandale de l'Afrique du Sud.

Pour les Blancs, la barre de couleur (par exemple) marquait la frontière entre les élus dont ils faisaient partie et les pauvres, elle rend visible maintenant pour ceux qui sont à la recherche de n'importe quel boulot, leur déchéance (le racisme, pour eux, est une façon de nier l'évidence). Pour la classe moyenne noire, elle est intolérable parce qu'elle ne coïncide pas avec la frontière sociale due à leur rang ou à leur ambition, parce qu'elle les rejette vers les pauvres. Quant à l'homme d'affaire il n'y voit qu'une entrave inutile quand il attend une participation active de tous.

Pour le Noir sans qualité, elle est intolérable parce qu'il y voit, immédiatement, un tort universel.

Georges LAPIERRE

FAUT ÊTRE NÈGRE POUR FAIRE ÇA !

Aperçus sur la guerre sociale en Afrique du Sud

Rarement un mouvement social de l'ampleur de celui qui agite l'Afrique du Sud depuis 1980 a projeté son ombre devant lui longtemps avant de se réaliser. Puisque la résignation ne pouvait plus durer, car tel était le sens général et immédiat de la révolte noire de 1976-77, rien ne pouvait continuer durablement et l'explosion devenait inéluctable.

L'idée même de la résignation — résignation « maintenue » par la force des armes —, parce qu'elle signifiait à l'inverse la reconnaissance de l'autorité des Blancs, était partout battue en brèche. Les conditions générales faites aux pauvres, ici des Noirs, étaient apparues *publiquement et massivement* insupportables et dès lors étaient partout combattues ouvertement. Mûri longuement dans l'amertume, un tel mouvement était en quelque sorte fatal, malgré les réformes statutaires engagées par l'Etat — en vérité, elles ne firent qu'en précipiter l'échéance. A présent, c'est cette fatalité devenue effective qui hante *quotidiennement* l'Afrique du Sud. A l'effervescence sociale des années 70, marquée par les vagues de grèves sauvages de 1973-74 et le soulèvement de 1976, a succédé dans les années 80 une situation de *guerre ouverte* sporadique mais incessante. La révolte, en se propageant d'un bout à l'autre du pays, est désormais une *banalité pratique* dans laquelle se reconnaît l'immense majorité des pauvres.

Dans les rues jonchées de débris calcinés de leurs ghettos, les jeunes rebelles mènent la danse. Les boycotts succèdent aux grèves, les incendies aux pillages, les affrontements aux règlements de comptes, les émeutes aux funérailles des victimes de la répression... La révolte est le mal qui ronge inlassablement l'édifice social blanc. A la brutalité du pouvoir répond la furie destructrice des jeunes rebelles.

L'Etat n'a pas réussi à écraser la vague de fond de l'indiscipline sociale malgré le poids des forces policières et militaires qu'il y a engagées. Si, en se limitant dans un premier temps au plus urgent, il a préservé l'essentiel de l'ordre social, le niveau de la révolte ne faiblit pas et entrave tout retour durable au calme — calme qui a toujours été précaire. Une situation de conflits généralisés qui désespère le curé Tutu, et bien d'autres, menace les maigres forces de la conciliation sur lesquelles reposent les espoirs d'un « règlement politique du problème sud-africain ». Que ce soit l'UDF, l'AZAPO, l'ANC ou Buthelezi, ces forces, qui se livrent une concurrence acharnée, sont impuissantes à capter *durablement* le mouvement de la révolte au profit de leurs ambitions politiques, car celui-ci s'est déjà placé au-delà de la réconciliation. Quant la répression parvient à imposer le « calme » ou le réformisme à rétablir l'« ordre », la rébellion reprend ailleurs au prix d'un désordre aggravé et d'une amertume redoublée. Tous les secteurs de la société et toutes les zones du territoire sont touchés. Des couches sociales bénéficiant de « privilèges », relativement à la hiérarchie instaurée par l'apartheid, se lancent dans la bataille et viennent grossir les rangs de la révolte. En zone rurale, les Réserves [1] et leurs polices doivent faire face aux mêmes « fléaux » qui agitent sans cesse les zones urbaines. De plus en plus, le cœur des villes blanches découvre à ses dépens la réalité destructrice de l'émeute. La neutralité n'est plus de mise. Ceux qui font preuve de modération ou s'autorisent d'un mandat fictif pour parler au nom des pauvres ne sont pas à l'abri non plus. Les Noirs sud-africains savent bien ce que valent tous ces conciliateurs et médiateurs : le prix d'un peu d'essence et d'un vieux pneu !

Dans ce déchaînement de violence qui n'épargne personne, la séparation s'accroît entre ceux pour qui rien ne mérite d'être préservé et tous ceux qui entendent sauvegarder quelque chose — qu'y a-t-il à sauvegarder dans ce monde sinon son principe : l'argent, l'esprit marchand. Ainsi s'opère pratiquement la *division* des forces en présence et de leurs véritables buts. Le fondement de l'unité des Noirs

1. La Réserve est la vérité du Bantoustan, du Homeland et de l'« Etat noir indépendant ». Elle est le refoulement des Noirs, leur exclusion, leur confinement et le résultat de ce confinement : le réservoir de main-d'œuvre.

est le débat qu'ils organisent entre eux, de grève en grève, d'émeute en émeute, de soulèvement en soulèvement.

Au pays des maîtres et de l'ordre, le désordre règne en maître. Les townships et, de plus en plus, les Réserves deviennent ingouvernables, autant pour l'Etat et ses collaborateurs que pour le racket politico-religieux : *il n'y a aucune perspective d'accalmie*.

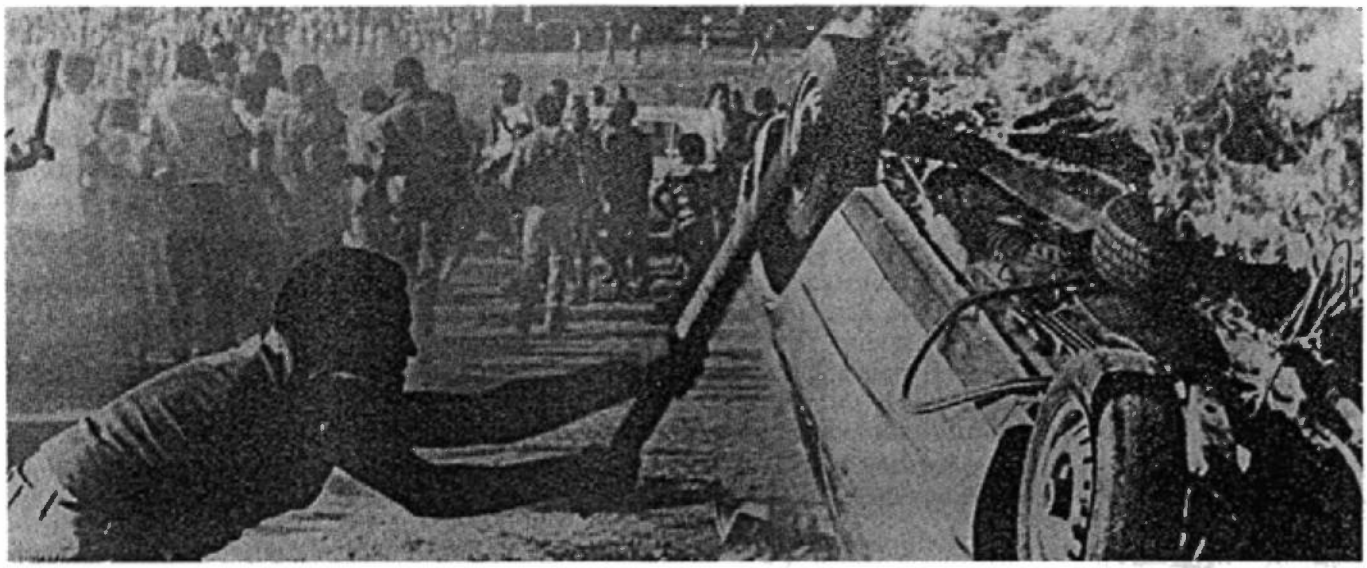
La grève générale en 1971 de la quasi-totalité des ouvriers noirs de Katatura, un faubourg de Windhoek, capitale de la Namibie, constitua un précédent. L'ampleur de la grève entrava l'habituelle répression gouvernementale : le patronat était contraint de réembaucher la plupart des grévistes licenciés. Elle fera exemple. Dès 1972, des grèves sauvages éclatent à Durban et au Cap parmi les dockers, et à Pretoria et Johannesburg dans les transports. La répression est brutale et expéditive : arrestations et déportations de tous les grévistes de Johannesburg. Cependant, l'agitation sociale se répand. En 1973, à Durban, tous les ouvriers noirs d'une boîte de matériel de construction se mettent en grève pour le doublement puis le triplement des salaires. La grève s'étend à l'industrie textile puis aux employés municipaux. A la mi-février, 30 000 travailleurs noirs, avec une participation notable d'Indiens, sont en grève dans la région de Durban et le mouvement se répand dans le Natal. La force principale de ces grèves réside dans le fait d'être *totalement autonomes* vis-à-vis des syndicats « officiels » et des mouvements politiques. Aucun meneur n'est mis en avant afin d'éviter la répression qui est impuissante à défaire l'unité des grévistes. Cette particularité se fait sentir dans chaque conflit local. Toutes les décisions relatives à la détermination des revendications, à la poursuite ou à l'arrêt de la grève, à l'examen des propositions patronales sont traitées par l'ensemble des grévistes. Ces grèves rompent avec celles des années 50 qui étaient le plus souvent épaulées ou organisées par divers rackets. En plus de leur caractère spontané, elles mettent en avant des revendications salariales exorbitantes (du moins pour le patronat) qui, lorsqu'elles sont satisfaites, ne calment en rien l'agitation ouvrière, et ce malgré la répression, les manœuvres, les intimidations, le lock-out.

En dépit d'une nouvelle législation du travail plus « souple », en 1974 tous les secteurs touchés par la grève de 1973 le sont à nouveau et le mouvement déferle dans le Reef, le Rand et à East London dans la province du Cap. Le pouvoir tente d'enrayer les grèves par la répression, les déportations et en remplaçant les grévistes arrêtés par des prisonniers (comme cela se fait dans l'agriculture, depuis cette mesure tend à s'appliquer à l'industrie). De son côté, le patronat, préférant traiter avec des organisations constituées plutôt qu'avec une assemblée informelle de travailleurs, met en place des comités de liaison d'entreprises. Composés pour moitié de membres nommés par la direction, ces organes de médiation favorisent un mouvement de syndicalisation dans l'industrie. Tout au plus permettront-ils aux ouvriers noirs de s'abriter derrière des syndicats « autonomes » pour mener à bien leurs grèves.

L'agitation sociale va déborder la sphère du travail et culminer dans l'insurrection de 1976-77. Le 16 juin 1976, le soulèvement de Soweto ouvre les hostilités. En quelques jours, des émeutes spontanées éclatent dans les principales régions du pays. En l'espace de quatre mois, près de 200 ghettos blacks (Noirs, Métis et parfois Indiens) se soulèvent et le flot de la révolte atteint les Réserves. Les collaborateurs, les dirigeants appointés par le gouvernement et les flics noirs, s'ils n'ont pas perdu leur maison ou leur vie, sont contraints de fuir les townships. Les grèves générales de Johannesburg et du Cap se déroulent sur fond de sabotages, de pillages et d'incendies. Les lycéens et les écoliers, qui étaient à l'initiative de la révolte, sont rejoints dans l'émeute par les *tsotsis* et les travailleurs en grève. L'effervescence se poursuit jusqu'en juin 1977.

En 1978-79, une nouvelle vague d'agitation se développe dans la sphère du travail. Les nombreuses grèves qui éclatent dans les zones urbaines sont ponctuées de boycotts très efficaces (en 1979, par exemple, les ouvriers licenciés d'une boîte de produits alimentaires sont réintégrés à la suite d'une grève de sept mois accompagnée d'un boycott national). Sous la pression des milieux d'affaires, l'Etat octroie une reconnaissance officielle aux syndicats noirs. Mais cette mesure, comme les accords salariaux signés par le patronat en 1979, sont incapables d'enrayer les nombreuses grèves qui se répandent à travers le pays. De fait, l'insatisfaction ressentie plus généralement par les Noirs n'est plus limitée à un secteur de la société. La sphère du travail, les écoles, les rues et les townships sont devenues des zones d'affrontement avec l'Etat.

A l'aube de la décennie 80, l'Afrique du Sud est frappée par un embrasement social généralisé qui n'a fait que s'intensifier depuis. Comme à Soweto en 1976, c'est une grève



La vie n'était pas normale, elle devient de plus en plus anormale.

des écoliers et lycéens métis de la région du Cap qui met le feu aux poudres. A la fin du mois de mai 1980, une manifestation organisée par les grévistes au cœur du Cap dégénère en bataille de rues. Des émeutes éclatent dans les townships environnant puis, en l'espace de deux mois, se propagent aux ghettos noirs et métis du Transvaal et du Natal. L'Etat recourt à une répression sanglante, mais les émeutes persistent pour *fusionner* avec l'agitation ouvrière dans un tumulte social qui touche l'ensemble du territoire.

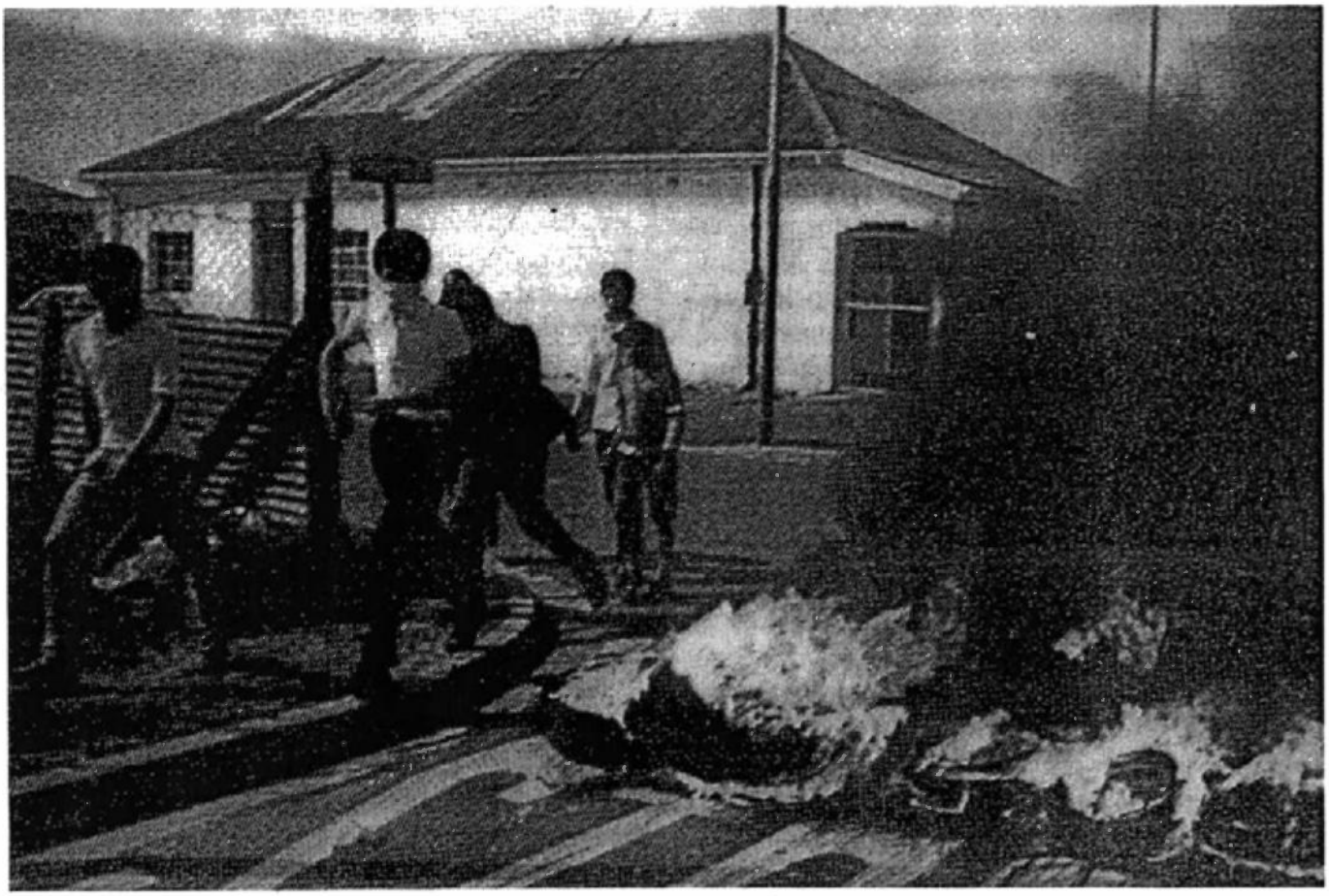
C'est dans la province du Cap, où se sont ouvertes les hostilités, que la guerre fait rage de façon exemplaire. A Port Elizabeth, les lycéens en grève, réunis en assemblée, lapident à mort un adulte noir qui avait eu la témérité de s'adresser à eux pour les convaincre d'annuler leur boycott. Un flic blanc est mortellement poignardé dans le township de Elsies River, près du Cap. Le 16 juin, jour anniversaire du soulèvement de Soweto, la grève des travailleurs de la région du Cap se traduit par une recrudescence des émeutes. Le 18, les townships de Cap Flats sont en état de guerre ; des commerces, des écoles, des usines sont pillés et transformés en torches ; des routes, dont l'une relie le Cap à l'aéroport, sont barricadées. Au même moment, une grève sauvage éclate dans les principaux centres de l'industrie automobile, à Port Elizabeth et Uitenhage. Déclenchée à l'usine Volkswagen, elle se répand dans une douzaine d'autres établissements en débordant la structure syndicale officielle, qui appelle sans succès à la reprise. Malgré l'armée et la police, les lacrymos, les chiens, les balles en plastique et la chevrotine le mouvement dure trois semaines jusqu'à ce que les exigences des grévistes soient satisfaites. Avec l'incendie d'un immeuble de Bellville, une banlieue blanche du Cap, un cap décisif est franchi : les Noirs portent l'attaque en terrain ennemi.

L'Etat libre d'Orange, traditionnellement peu agité, est touché à son tour par les émeutes. A Bloemfontein, un flic noir est brûlé vif. Dans le township de Onverwatch, une foule de 600 Noirs poignarde un flic et dévaste le commissariat. Ils achèvent la soirée en pillant des magasins et en incendiant des voitures. Après l'explosion de mai-juillet, le mouvement de révolte se prolonge jusqu'à la fin de l'année par une vague ininterrompue de grèves. Elles touchent tous les secteurs de l'activité industrielle (transports, employés municipaux, chimie, conserverie, textile, automobile...). En 1982, l'industrie automobile de Port Elizabeth est paralysée par 15 000 grévistes. Une révolte générale (13 000 grévistes) éclate dans les mines d'or du Transvaal. Le mouvement est réprimé au fusil mitrailleur... Des licenciements massifs répondent à la grève du zèle des travailleurs des ports et des chemins de fer, secteurs d'Etat protégés où la grève est interdite. Malgré un dispositif policier et militaire important, un arsenal juridique qui octroie *toute* latitude de manœuvre à l'Etat, et une brutalité répressive sans limite, les affrontements se généralisent au rythme des émeutes et des grèves dont la progression incessante mine l'édifice social blanc.

Les formes qu'a revêtues l'exploitation des Noirs, et qui dans l'ensemble n'ont que peu changé, sont celles de l'épuisement rapide d'une main-d'œuvre vite renouvelée, de la faim, de la misère, du fouet. Elles rencontrent partout un mouvement de révolte de plus en plus profond qui met en péril la bonne marche des affaires. En maintenant les Noirs à des postes peu ou pas du tout qualifiés et, plus généralement en faisant de la précarité une caractéristi-

que *centrale* de leurs conditions d'existence, la réglementation raciale maintient dans des limites très étroites le marché intérieur et menace le bon fonctionnement de l'ordre social. Elle tend en effet à priver l'activité industrielle d'une main-d'œuvre stable et interdit tout développement de la qualification des travailleurs noirs, dans le même temps où elle multiplie les conflits sociaux. Certains secteurs « éclairés » du patronnat industriel et minier, principaux bénéficiaires du système, s'en sont avisés pour préconiser sa rationalisation. Cela signifie nécessairement un aménagement de l'exploitation et de l'ensemble des mesures qui lui sont liées, mais à des conditions particulières : la rationalisation du système doit s'effectuer sans briser le consensus racial autour duquel s'organise la société blanche. C'est ainsi que l'Etat, sous la pression de la révolte, a envisagé, dès la fin de 1982, des réformes statutaires octroyant un droit de vote aux Métis et aux Indiens ; mais ici, comme pour tout aménagement du système, la réforme est le prolongement et la continuation par d'autres moyens de la répression. Dans un pays où la ségrégation sociale, toujours réalisée de façon relative dans les démocraties occidentales, domine absolument, et où, donc, l'essentiel de l'édifice racial blanc doit rester en l'état, la répression est le *complément indispensable* de la réforme.

Le projet de Parlements indiens et métis est ressenti, dès sa présentation officielle en 1983, comme une manœuvre de division, et plus généralement comme une tentative de casser l'unité des pauvres à un moment où cette unité se forge dans les émeutes, les grèves, les pillages, les affrontements. En janvier 1984, une première vague de grèves déferle dans tout le pays (mines, distribution, automobile et chimie), suivie en juin-juillet d'une seconde, ponçtuée d'affrontements meurtriers dans les mines, d'une grève généralisée des lycéens, du boycott des transports et d'émeutes à Alexandra, Tembisa, Daveyton, etc. La farce électorale se déroule sur fond d'insurrection et est un échec total (16 % de participation chez les Métis dont moins de 1 % sont inscrits sur les listes électorales). Non seulement la réforme constitutionnelle a suscité de nouvelles émeutes, mais elle marque les limites de l'option réformiste. Quoi que l'Etat entreprenne, il reste confronté à la rage des Noirs révoltés. C'est pourquoi il a recours de plus en plus systématiquement à une stratégie sociale qui consiste à diviser le mouvement de la révolte de l'*intérieur*, en s'appuyant sur des *oppositions réelles*.



Une centaine de jeunes Métis ont attaqué un faubourg blanc avec des cocktails molotov. Le bilan officiel de huit jours d'émeutes au Cap était, jeudi, de 31 morts, mais il est vraisemblablement en dessous de la vérité. L'un des principaux incidents a été l'attaque d'un faubourg blanc par une centaine de jeunes Métis armés de cocktails molotov. Les Blancs ont riposté avec des armes à feu, faisant selon la police, deux blessés...

Parmi l'immense majorité des Noirs existent les éléments d'une bourgeoisie dont les perspectives entrent en concurrence avec l'expression la plus radicale du mouvement de la révolte. Pour cette couche sociale exclue du pouvoir, il s'agit seulement de supprimer les dispositions raciales qui font obstacles à ses ambitions particulières ; pour la masse des Noirs exclus de tout, c'est de la destruction de l'édifice social blanc qu'il s'agit. Depuis Soweto, l'Etat a entrepris de tirer davantage parti de ces oppositions, sans rien lâcher d'essentiel sur le fond. Il a ainsi octroyé aux townships une administration municipale « autonome » afin de s'associer les « privilégiés » noirs pour des tâches de police. De fait, la plupart des conseillers municipaux noirs sont des commerçants, ne sont pas menacés de déportation dans les Réserves et possèdent une maison dont le loyer est gratuit. Ces privilèges sont le prix de leur loyauté au régime. Avec ces administrations municipales noires, l'Etat entend disposer, en s'appuyant sur une couche sociale qu'il a détachée du reste de la population, d'un moyen supplémentaire pour appliquer sa politique de contrôle et de confinement des Noirs dans les Réserves.

Le 1er juillet 1984, le gouvernement décide d'appliquer une nouvelle tactique pour réduire le nombre de Noirs urbanisés et les contraindre à se fixer dans les seules Réserves : aux multiples déportations forcées de populations entières s'ajoutent brutalement une pluie d'augmentations dans les ghettos noirs (TVA, loyers, électricité, eau, transports, etc.) qui revient, à terme, à une déportation déguisée. Très vite, les conseillers municipaux sont perçus comme des collabos au service des Blancs et la révolte déjà endémique dans les townships explose. Dès la première semaine de juillet, les Métis du ghetto de Mitchell's Plain, près du Cap, se soulèvent contre une hausse des loyers et de la TVA, et s'affrontent aux flics. Le 15, 1 000 émeutiers se battent à Parys. Le 23, un raid policier à Soweto aboutit à des centaines d'arrestations pour loyers impayés. Le 23 août, une manifestation est organisée à Soweto contre les collabos ; les émeutes succèdent aux émeutes. En septembre et octobre, à Tembisa, Lenasia (ghetto indien), Crossroads, Soweto, Sebokeng (voir texte en annexe), Evaton, etc., la révolte s'accompagne d'une recrudescence de sauvagerie. Les conseillers municipaux sont la cible des émeutiers, s'ils ne périssent pas brûlés vifs ou s'ils ne sont pas hachés menu par une foule déchaînée, leurs commerces, leurs domiciles et parfois leurs proches sont la proie des flammes ; ils sont contraints de renoncer aux augmentations, de démissionner ou de s'arracher des townships. Le 21 septembre, Tembisa est le quatrième conseil du

... les jeunes, fous de colère, se sont vengés en brûlant les magasins d'Imbhogothos. Le lendemain, l'émeute a repris de plus belle quand la foule s'est vue refuser ses demandes par les ministres locaux... Le 14 août 1986, les autorités du Kwandebele étaient contraints de refuser l'« indépendance » octroyée par Prétoria...

Vaal à renoncer aux augmentations prévues ; même décision le 30 à Saulsville et Attenndgeville après de furieux affrontements ; et à la mi-décembre, des dizaines de conseillers ont démissionnné, sans compter ceux qui sont morts. La politique municipale du pouvoir est un échec. Il a dû reculer et en plus les émeutes s'intensifient et se prolongent par des grèves. Le 5 et 6 novembre, un million de Noirs sont en grève générale au Transvaal. Les entreprises sont vides à 90 %. A Tembisa, Daveyton, Katlelong et au Cap, des émeutes éclatent à nouveau alors que 400 000 écoliers boycottent les cours. L'Etat est contraint de procéder à de véritables occupations militaires pour tenter d'enrayer la progression du tumulte social. 7 000 soldats ratissent Sebokeng avec la police, puis Sharpeville et Boipatong. 1984 marque, malgré la tactique de division et une brutalité débridée du pouvoir blanc, une convergence accrue de toutes les luttes. Ce sont les mêmes populations qui se battent dans les rues des townships en tant que résidents, qui s'affrontent aux milices paramilitaires dans les entreprises, qui s'opposent à la déportation en tant que squatters, qui boycottent les cours en tant qu'écoliers, qui se livrent aux pillages, aux règlements de compte en tant qu'émeutiers, en tant que Noirs révoltés.

Aujourd'hui, l'exploitation du travail des Noirs constitue l'aboutissement d'un processus qui a consisté à les réduire à l'état de nécessiteux en les privant définitivement des moyens pratiques de leurs anciennes organisations sociales. Maintenant que leur mode d'existence traditionnel est complète-

ment décomposé, l'existence dans les Réserves n'a plus de sens et leur est devenue insupportable. Ainsi, en nombre toujours croissant les Noirs quittent les Réserves par tous les moyens. Mais tout est fait pour les empêcher de devenir des résidents à part entières des réserves urbaines que sont les townships. Alors que les exigences du marché du travail ne peuvent renoncer à leur totale disponibilité, l'Etat organise leur exclusion planifiée tout en maintenant leur dépendance à la sphère du travail en zone blanche.

En plus des Noirs urbanisés de longue date, l'Etat doit faire face à l'afflux massif des squatters qui créent des townships de seconde zone à la périphérie des agglomérations blanches. Les conditions d'existence, qui sont déjà précaires pour l'ensemble des Noirs, le sont encore plus dans ces bidonvilles, mais y sont plus « enviables » (si l'on peut établir une hiérarchie dans ce domaine) que celles des Réserves qu'ils fuient. Dans ces zones se concentre une population mouvante, incontrôlable et donc menaçante. A Durban, par exemple, le nombre estimé des squatters est de 1 440 000, soit le double de la population officielle. Pareille situation existe à Crossroads, KTC, Nyanga, Ducan dans la province du Cap, à Kathlehong, Bekkersdal dans le Rand, etc. Crossroads est le symbole depuis 1978 de la résistance victorieuse à la politique de déportation du régime. En 1984, le gouvernement s'est juré de le raser. Les raids policiers, la destruction des cabanes, les arrestations et les assassinats se heurtent à une vive opposition et engendrent des émeutes sanglantes. Dans les premiers mois de 1985, la violence haineuse des squatters s'ajoute à celle qui fait rage dans « la bataille des townships ». En juillet, la déclaration de l'état d'urgence après onze mois d'émeutes ininterrompues entérine l'occupation militaire des zones de combat. Mais la révolte ne faiblit pas. Cependant, les squatters révoltés se heurtent de plus en plus à des milices noires décidées à faire régner l'ordre. Ce sont les « Pères », les « Vigilants », les « Mbhogothos » ; la plupart de ces miliciens sont des proches ou des membres des autorités noirs locales ou des bureaucraties tribales des Réserves. Comme dans les townships, ils sont propriétaires de magasins et ont besoin de licences délivrées par les autorités blanches pour faire tourner leur business. Dans l'ensemble, ces groupes sont liés aux intérêts des couches sociales qui détiennent le commerce et le pouvoir dans les Réserves. Ils entendent faire régner dans les camps de squatters la même discipline qu'ils ont de plus en plus de mal à maintenir dans les Réserves. C'est le cas au Kwandebele ; dans le Natal, il s'agit le plus souvent de membres du mouvement *zulu Inkhata*. L'opposition entre ces forces et les rebelles est irréversible : en plus des facteurs de divisions ethniques et un fossé de générations, c'est une séparation sociale qui les oppose. Entre le 18 mai et le 11 juin 1986, trois camps de squatters, Port Cements Works, Nyanga Bush et KTC, proches de Crossroads, sont entièrement dévastés par les Vigilants du chef tribal Ngxobongwana, appuyés, encouragés et payés par la police. Ce scénario est le même partout où les squatters opposent une résistance farouche à leur déportation. Il entraîne une surpopulation dans Crossroads et les bidonvilles satellites qui fait monter la tension, avive les dissensions au sein de la population et renforce la haine commune des Blancs et de leurs collaborateurs. Depuis, les affrontements, parfois armés, font rage. Malgré la destruction des abris de fortune, les massacres et les atrocités des Vigilants, qui dépassent en brutalité celles de la police et de l'armée (ce qui n'est pas rien), la plupart des squatters continuent de s'opposer à leur déportation à Khayelitsha, « une plantation de trous de chiottes entourée de barbelés » distante de 40 kilomètres du Cap.

L'Etat a évidemment favorisé l'émergence de ces milices. Il ne les a pas créées de toutes pièces, il s'est contenté d'organiser la division sur la base de rivalités tribales qu'il a lui-même suscitées et développées. En effet, depuis les années soixante, le gouvernement a mis en œuvre une stratégie ethnique qui vise à placer le plus grand nombre de Noirs sous la coupe des bureaucraties tribales dictatoriales. Pour plier les populations noires à la nécessité de l'argent, l'Etat avait dû briser leurs anciennes organisations tribales ; il a dû les retribaliser artificiellement pour diviser à l'extrême la force collective qu'elles représentent. C'est ainsi qu'il s'est ingénié à « déplacer » les Noirs selon cette exigence pour les opposer [2]. De même que, dans les camps de squatters, les autorités promettent les mêmes parcelles à différents groupes, l'Etat a procédé à des déportations d'ethnies différentes sur les mêmes Réserves ou en dépossédant un groupe ethnique d'une terre cultivable au profit d'une autre (il faut savoir que l'ensemble des Réserves se trouve sur des terres arides, qu'on y meurt de faim et que la seule ressource est le travail migrant). C'est à la lumière de ces données qu'il faut comprendre les affrontements meurtriers qui opposent de plus en

2. Le 3 janvier 1986, dans le district de Moutse, au nord du Transvaal, des affrontements ethniques font 19 morts, dont 2 flics. Le conflit a pour origine la décision de Prétoria de rattacher ce district, peuple de Sothos, à la Réserve du Kwandebele occupé par l'ethnie Ndebele. Dernier raffinement de l'Etat : désormais on déplace les frontières et non plus les populations.

plus souvent des groupes d'ethnie différente ; dans la plupart des cas, il s'agit de régler des conflits que l'Etat a lui-même suscités. Le 8 décembre 1986, des affrontements sanglants éclatent dans la mine d'or de Vaal Reefs entre mineurs noirs. Le bilan est de 20 morts et 70 blessés, tous noirs. Quinze jours auparavant, 13 mineurs noirs avaient été tués dans la même mine au cours d'affrontements qui avaient pour origine le boycott des débits de boisson gérés par la direction des mines. C'est ainsi que les dissensions qui portent au départ sur un conflit salarial peuvent se prolonger et dégénérer en conflits ethniques que le patronat, dans les *compounds*, ou l'Etat, dans les townships, se chargent d'entretenir.

Mais un mouvement incessant de main-d'œuvre réunit les campagnes, les mines et les villes. Les Noirs affluent vers les mines et les agglomérations blanches où ils tentent de se fixer. Les dispositions de l'apartheid en déportent une partie vers les Réserves qu'ils quittent à nouveau. Cette circulation entre les régions rurales traditionnelles et les centres urbains industriels font partager à la masse des Noirs l'expérience des conditions modernes d'exploitation et, au contact de la marchandise et de l'argent, les différences de mentalité s'atténuent. Cependant, la ville reste le lieu privilégié où le Black s'affronte d'emblée à la puissance de l'Etat.

Les Blancs désormais minoritaires partout, même dans les villes, voient ce qu'ils considèrent comme leur pays, leur monde, envahi par une masse indifférenciée de Noirs, de sauvages. Mûrés dans leur calvinisme, leur sens de la hiérarchie, leur peur, il leur est intolérable de voir, malgré la misère, la faim, le fouet, la prison, les déportations auxquels ils les soumettent, se maintenir chez les Noirs une irréductible aptitude à la lutte, une tentative sans cesse renouvelée pour défaire ce qui les asservit. Les Blancs voient donc se dresser contre leur monde une communauté révoltée. Pourtant, la population black n'est pas homogène. En plus des divisions que la ségrégation se charge d'entretenir entre Noirs, Métis et Indiens [3], les Noirs font d'autant plus durement l'expérience de la guerre de tous contre tous que les conditions d'existence qui leur sont faites sont impitoyables. Ce qui fonde l'unité effective de cette « communauté » réside dans le contenu offensif de l'existence quotidienne des Noirs. C'est d'ailleurs

3 En 1949, déjà, des émeutes opposent Noirs et Indiens dans la région de Durban, faisant 42 morts et 2 000 blessés. Récemment, le 7 août 1985, les commerçants indiens de Durban sont les cibles d'émeutiers noirs. Pendant quatre jours, les affrontements font rage : le mémorial Gandhi, érigé en hommage à l'avocat de la non-violence est transformé en champ de bataille et incendié. Il y a 40 morts et 300 blessés.

Salaud de Blanc.

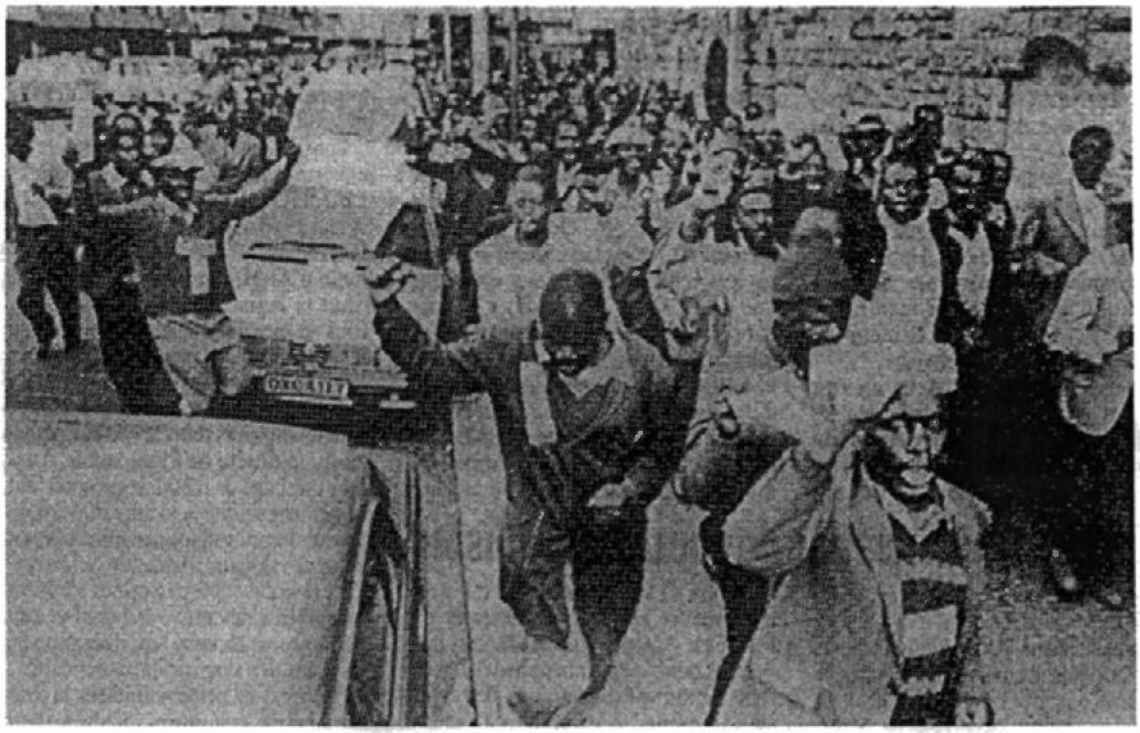
ce qui définit le Noir : l'extrême sauvagerie avec laquelle il cesse pratiquement d'être un « non-Blanc » et agit en conséquence. Ainsi s'affirme une communauté d'individus révoltés, dont la force et la cohésion reposent autant sur les conditions sociales d'existence, déterminées racialement, que sur la haine employée à les supprimer.

En Afrique du Sud, les pauvres se sont lancés à l'assaut de l'Etat. Ce qui est au cœur de leur offensive n'est autre que leur totale émancipation. Le soulèvement de Noirs vise à s'affranchir d'un monde. Ce ne sont pas des aspects périphériques de ce monde, qui en Afrique du Sud sont mis en œuvre plus visiblement que partout ailleurs, mais son principe qui est mis en cause. Les vérités universelles qu'il développe pratiquement font qu'un tel mouvement se communique directement sans passer par des médiations politiques. C'est ce qui fait que les individus s'y reconnaissent immédiatement, de Soweto à Tottenham [4], de Crossroads à Port-au-Prince. Il est public, il est l'œuvre du public et appartient au public. Il permet toute reconnaissance. La publicité de la misère ne se distingue pas de l'idée de sa suppression. Le monde s'efforce de lui opposer le spectacle de la misère. C'est ainsi qu'il faut comprendre tout, ou presque, ce qui a été dit, écrit ou montré sur l'Afrique du Sud.

Les Noirs sud-africains sont dangereusement exemplaires en ceci : ils s'attaquent à un monde dont ils se vengent avec sauvagerie. Leur haine envers les Blancs recoupe la guerre que mènent les pauvres contre un monde qui montre partout la richesse inaccessible. L'Afrique du Sud concentre tout un monde dans un seul pays, et tout s'y joue dans les formes les plus visibles. Finalement, c'est la société mondiale qui est en proie au péril sud-africain. Les Noirs révoltés sont la vérité de la société sud-africaine, et sa vérité est sa *négation*.

Pierre CERTAN

4. « South Africa ! South Africa ! », les émeutiers de Tottenham. « Tottenham ! Tottenham ! », slogan crié lors d'une mini-émeute anti-apartheid à Londres.



Les cheminots déferlent dans les rues de Johannesburg après l'annonce, le 8 juin 1987, de leur réintégration sans condition.

DOCUMENTS

LE NOUVEL ÉQUILIBRE DE LA TERREUR

Pendant deux semaines, à l'automne 1986, des bombes ont explosé presque quotidiennement dans Paris, blessant et même tuant de nombreuses personnes. Les lieux visés par les attentats, et la façon dont ceux-ci furent réalisés, ont exposé n'importe qui au risque d'être atteint. Paris vécut alors une véritable psychose de l'attentat. Si, peu de temps auparavant, les excès et assassinats commis par la police étaient devenus pour beaucoup de Parisiens au moins une sérieuse préoccupation, celle-ci fut momentanément balayée par la terreur venue d'ailleurs.

Le souci affiché par le gouvernement, de combattre le terrorisme, a pris alors une forme précise avec une série de mesures qui ont eu pour effet immédiat de mettre le pays, et spécialement la capitale, en état de guerre. Les mesures de contrôle et de quadrillage policier, développées depuis déjà plus d'un an et encore renforcées depuis le 16 mars, sont encore passées à la vitesse supérieure, avec cette fois une justification telle qu'elle prétendait interdire à quiconque de mettre en doute leur nécessité ; et plus que cela, le consentement total était désormais exigé de chacun pour toute nouvelle mesure que jugerait bon de décider l'Etat dans cette véritable guerre sainte.

Depuis la guerre d'Algérie, c'est-à-dire un moment de guerre effective, on n'avait plus vu le déploiement d'un tel arsenal policier (rafles massives, arrestations arbitraires, contrôles aux frontières renforcés avec réintroduction des visas d'entrée, etc.) mais en plus c'est présentement beaucoup plus insidieux qu'alors, puisque n'importe qui peut être suspecté — l'appel à la délation grassement récompensée le signifie clairement.

Quel que soit le groupe qui ait posé les bombes, cela avait finalement assez peu d'importance puisque c'est le résultat qui compte ; et le résultat, c'était cette terreur présente mais qu'on nous signalait aussi fortement comme encore à venir. A l'évidence, l'Etat français était prêt, au nom de la guerre sainte contre le terrorisme, à ce que d'autres attentats aient lieu contre la population parisienne. Comme toujours, l'Etat est prêt à ce que les gens se fassent tuer au nom de principes sacrosaints, prêt à se servir de la guerre pour les maintenir dans la soumission. Cette forme dégradée de la guerre qu'était l'offensive d'obscurs terroristes et la mobilisation nationale face au danger est moderne dans sa forme comme dans son idée.

Si l'on suit cette hypothèse des FARL ou d'autres groupes, musulmans extrémistes, qu'on nous présentait alors, ce qui se jouait donc précisément, c'était qu'à partir d'éléments concrets d'un conflit opposant un Etat à quelque faction orientale sur un différend précis, tout était fait pour rentrer dans la tête de nos braves concitoyens, l'idée d'un péril universel, celui du « terrorisme aveugle » dont n'importe qui peut avoir un jour à pâtir. Il est en train de se passer exactement la même chose qu'avec la fameuse « crise économique » ; on peut dire qu'un moment du spectacle, le terrorisme, vient en compléter un autre, la crise ; deux dangers face auxquels nos concitoyens sont bien impuissants à répondre par eux-mêmes et pour lesquels il leur faut faire confiance à leurs dirigeants. Pour bien en convaincre son semblable, chacun doit être inquiet de son sort et n'être désormais sûr de rien. Le spectacle du terrorisme met l'Etat *hors d'atteinte* de la critique, de la même manière que le spectacle de la crise visait à mettre l'argent hors d'atteinte de la critique.

D'ailleurs tout était soigneusement organisé par les médias pour qu'on n'y comprenne rien. En septembre 1986, un journaliste tenait ces propos : « Dans le monde embrouillé du terrorisme où l'intoxication est la règle, il est évidemment difficile de s'y reconnaître », aveu de sa propre impuissance et incitation à en faire autant. Pour décrire les événements et les conflits du Moyen-Orient, on parle de « nébuleuse terroriste », le Liban étant sans cesse cité comme le centre d'un terrorisme « multicéphale ». Tous ces termes volontairement vagues et flous laissent à penser qu'il n'y aurait rien de rationnel dans le terrorisme et que tout le monde, et en particulier les pays occidentaux, serait la victime potentielle de barbares fous et déchaînés, bien résolus à utiliser ces pays comme otages dans le réglement de leurs propres conflits. Mais ce qu'on découvre finalement au centre de ces histoires, c'est la façon dont la raison d'Etat parvient à s'imposer aux foules solitaires dont on manipule les émotions à coup de bombes et de campagnes sécuritaires.

Le fanatisme bien réel et meurtrier des régimes islamiques et des défenseurs extrémistes de l'abstraite « cause arabe » sert aux Etats occidentaux à concentrer l'attention des populations dans cette ambiance d'angoisse, d'attente impuissante que quelque chose se dénoue là-bas dans ce nœud inextricable du Moyen-Orient. La présence des otages français au Liban, à propos desquels on nous entretient régulièrement dans l'expectative, vient confirmer ce rôle et les forces de la FINUL, depuis longtemps déjà, ne servaient qu'à représenter symboliquement la présence des occidentaux dans cette région, en échange de quoi elles servaient à la fois de cibles directes aux attentats et même de prétextes à des interventions terroristes en Europe.

Ce nœud de conflits et de rivalités entre Etats au Moyen-Orient n'est pas prêt de se défaire. Il ne s'agit pas seulement de l'intérêt des Etats locaux qui participent directement aux guerres qui s'y déroulent sans cesse depuis 30 ans, même si le fanatisme y joue son rôle : c'est plus que jamais l'intérêt du spectacle mondial que *l'instabilité organisée* de cette région soit faite pour durer. L'Europe, l'URSS et les USA sont précisément les garants de cette situation.

Le spectacle mondial, depuis une quinzaine d'années, s'est réorganisé autour de cette zone déclarée d'instabilité et de guerre. L'ancienne opposition USA/URSS, autour de laquelle s'organisait auparavant le spectacle, peut continuer à s'y jouer, mais sans tenir la première place et donc à moindre frais aussi bien pour l'un que pour l'autre. L'avènement de régimes islamiques fanatiques qui se déclarent d'emblée prêts à porter en Europe les méthodes d'attentats utilisées couramment au Moyen-Orient, a facilité l'alignement des différents pays occidentaux sur cette idée nouvelle de la guerre qu'est le terrorisme. Le Moyen-Orient qui succède au Sud-Est asiatique dans le rôle d'être la zone mondiale où une guerre a effectivement lieu, a en plus l'avantage de pouvoir exporter sa guerre sous forme de terrorisme, et donc rend possible ce fait que *l'idée de la guerre* hante l'Europe alors que le centre du conflit se trouve à des milliers de kilomètres. Le spectacle moderne, tout en devant maintenir et nourrir en permanence l'idée de la guerre (et donc quelques guerres bien réelles et meurtrières), cherche du moins à faire l'économie de ses effets les plus dévastateurs pour les nations qui l'élaborent. Même s'il faut encore quelques fois sacrifier quelques militaires ou diplomates, ou laisser se dérouler quelques attentats sanglants, il n'est plus question d'un engagement comparable à celui du Vietnam. Il est vrai que s'étant retrouvé au finish face à un mouvement d'insoumission se généralisant, à la fois dans le contingent et plus largement dans la jeunesse américaine, les USA en ont tiré la leçon, et les pays européens l'ont enregistrée. Il n'est plus si facile qu'autrefois d'envoyer les gens se faire tuer au nom de la nation, et encore moins d'organiser de gigantesques conflits qui embrasent le monde entier.

De tous temps, les Etats se sont servis de la guerre pour fonder leur existence, que ce soient des guerres de conquêtes, longues et harassantes expéditions conduisant les hommes pour longtemps fort loin de chez eux ou des conflits interminables entre grandes nations, occupant les hommes à la défense de leur territoire. Les deux guerres mondiales ont cependant créé un traumatisme énorme à l'intérieur des nations ayant participé aux conflits. C'est d'ailleurs ce qui a permis un temps aux Etats de tenir sur la seule idée d'un possible troisième conflit mondial encore plus destructeur que les précédents, ceci articulé durant la guerre froide, autour de la tension spectaculaire USA/URSS et de la menace d'utiliser les armes nucléaires. Cette forme du spectacle n'a pu durer que dans la mesure où les valeurs sur lesquelles reposaient les idéologies respectives de ces systèmes étaient encore suffisamment admises, pas assez radicalement combattues. A partir de 1968 et de la généralisation des révoltes, ni le bloc de l'Est ni les Etats occidentaux n'ont pu s'appuyer plus longtemps sur leur opposition sans cesse réaffirmée pour maintenir l'ordre et la cohésion nationale chez eux. Il faut donc aux Etats européens quelque chose de nouveau pour continuer à tenir en haleine les populations atomisées sur lesquelles s'exercent leur autorité : le terrorisme international, qui plonge ses racines dans l'imbroglio savamment entretenu du Moyen-Orient, est cette chose en soi insaisissable qui prend corps périodiquement dans les métropoles européennes, comme un *rappel à l'ordre*.

Fortuno NAVARA

RIEN D'HUMAIN NE SE FAIT SOUS L'EMPRISE DE LA PEUR

La série d'attentats commis récemment à Paris a pour conséquence immédiate le renforcement du contrôle policier. Paris est aujourd'hui sous État de siège.

Le caquetage des médias sur le thème : «Qui a fait cela ?» masque la question essentielle : «A quoi cela sert-il ?» L'exploitation policière et spectaculaire de ces attentats participe d'une stratégie d'État : rendre le climat de défaite généralisée en France encore plus absolu. Une idée doit rentrer progressivement dans les têtes : l'accroissement et la systématisation des mesures répressives sont nécessaires et inéluctables. La banalité des lieux visés par cette stratégie de la panique diffuse renforce chez chacun et chez tous le sentiment d'angoisse et d'impuissance. Le terrain est prêt, la justice peut enterrer vivant quiconque relève la tête.

Dans ce pays maudit, tout prolétaire qui ne se sent pas coupable est suspect et peut se faire assassiner comme tel. Depuis l'embrasement des banlieues françaises en 81, l'État a laissé à l'initiative des beaufs la réaction sociale qui précipita l'écrasement de tous ceux qui s'agitaient dans ce pays. Les bombes déposées dans les citées marseillaises (à La Cayolle et Bassens en 81, à La Bricarde en 83) et les étés meurtriers de 82 et 83 sont deux aspects d'un moment décisif. La terreur et l'isolement paralysent à présent la plupart de ceux qui ne se sont pas soumis, quand ce n'est pas la justice qui s'en charge.

L'État enfonce le clou. Il parachève dans la loi ce qui s'est déjà réellement imposé. Le projet Badinter de code pénal modernisé entérine le permis de tuer en étendant la «légitime défense» à la défense des biens. Le décor est planté : garde-à-vue de 4 jours, réunion des fichiers criminels et terroristes, aggravation générale des peines pour toutes les formes de délinquance, suppression des remises de peines...

Les médias s'emploient à faire croire que seuls les terroristes s'attaquent à l'État et que par conséquent tous ceux qui s'attaquent à l'État sont des terroristes. Leur intention est claire : assimiler tout acte de révolte à du terrorisme, tout en décuplant la charge émotionnelle attachée à ce mot. Le terrorisme est la continuation de la politique par d'autres moyens.

La campagne de sabotages menée en faveur des mutineries dans les prisons (été 85) était l'œuvre de quelques prolétaires organisés. Les médias l'ont attribuée à de mystérieux «terroristes du rail». Plus récemment, le 20 décembre 85, les grévistes sauvages du métro furent accusés de prendre en otages les parisiens. Ce même jour, à Nantes, Courtois, Khalki et Thiolet auraient même pris les médias en otages. Abject renversement de la réalité de la part de ceux dont le métier est justement de coloniser les esprits ; ces requins qui nous déplaisent particulièrement.

L'intoxication touche ici à son but. Les procès à venir vont se dérouler dans l'ambiance la plus malsaine pour ceux qui sont *réellement* la cible de l'État. Après avoir été cloués au pilori du terrorisme, ils prendront des peines ahurissantes.

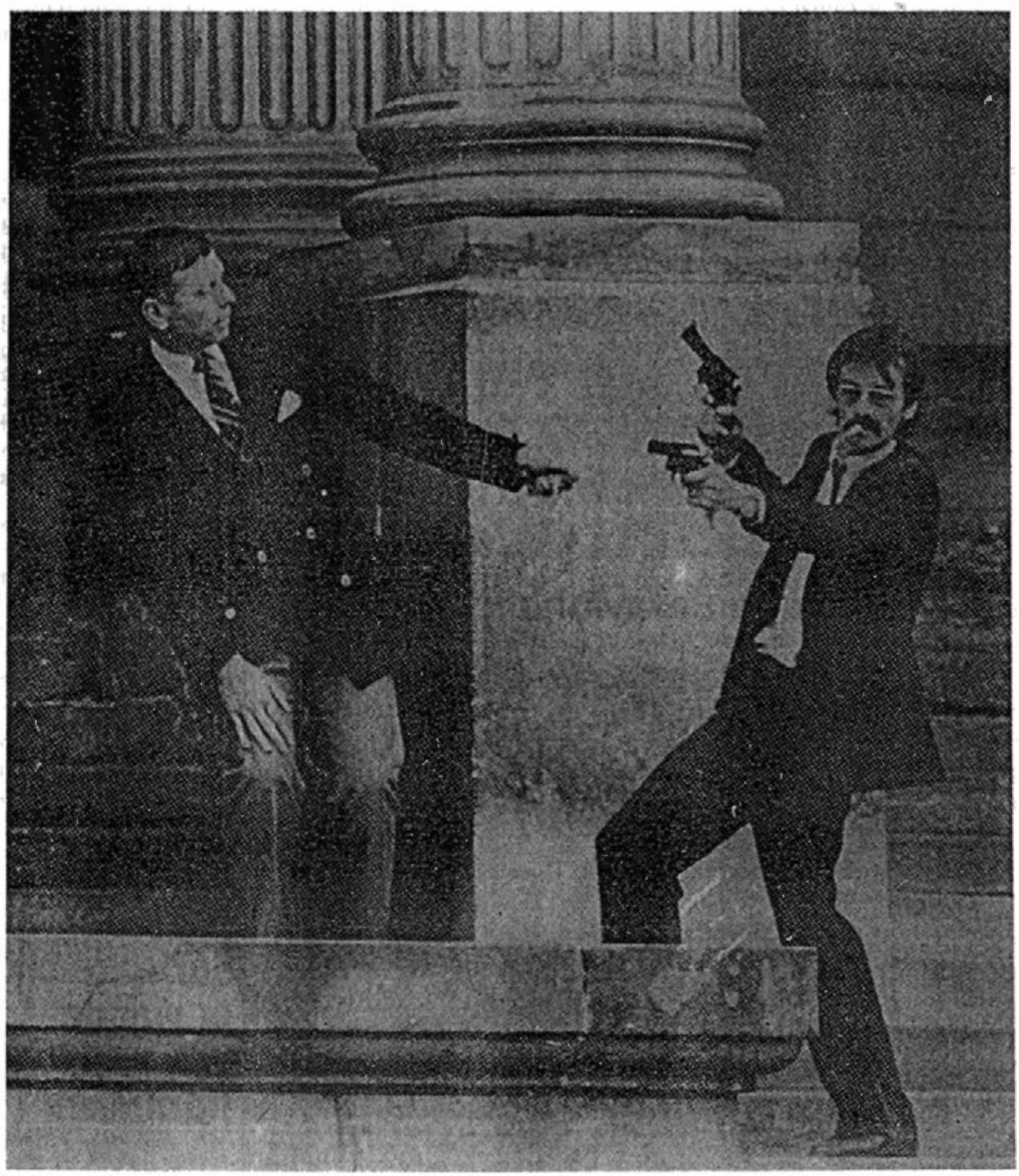
Contrairement à ce qui s'est passé en Italie dans les années 70, ces attentats ne sont pas les dernières cartouches d'un État aux abois. En France, ses partisans entendent consolider au maximum la position de force qu'il a acquise ces dernières années. L'État italien a usé de moyens expéditifs susceptibles de créer une terreur dans la population et de justifier par la même occasion le recours extraordinaire à sa police, voire à son armée. Mais on sait depuis, qu'un tel recours «extraordinaire», imposé à un moment, devient ensuite la règle.

Nous subissons directement l'intensification des moyens de contrôle. Le sinistre précédent allemand donne l'avant-goût de ce qui nous pend au nez. Il devient de plus en plus difficile de se dissimuler aux yeux de l'État. Dans ce monde, seules les marchandises peuvent circuler librement. Pour nous, les pauvres, le simple fait de circuler devient périlleux.

A BAS LA FRANCE !

Paris, le 12 février 1986
OS CANGACEIROS

DOCUMENTS RELATIFS À LA PRISE D'OTAGES DE NANTES LES 19/20 DECEMBRE 1986



(photo AP)

A 14 h 35, la tension monte de plusieurs crans aux abords du Palais de Justice : Courtois sort, enchaîné au président Bailhache, tire deux coups de feu et regagne l'intérieur. Il réapparait dix minutes plus tard et tire en direction des journalistes un troisième coup de feu qui pulvérise l'objectif d'une caméra.

Les lignes qui suivent sont extraites de la brochure "Un beau vendredi", réalisée par Carpe Diem en février 86. Elles résument les grandes lignes de l'affaire.

NANTES ET L'OMBRE DE MESRINE

L'action débute en fait le jeudi matin : un ami des inculpés fait irruption, armé, dans la salle du tribunal. Un de ceux qui viennent ainsi fort opportunément d'être libéré, un certain Georges Courtois, prend la direction de la situation; en priorité, il salue et remercie publiquement cet ami qui est marocain et se déclare "fier d'avoir été libéré par un arabe".

Alors que le racket anti-raciste "SOS-Racisme" — qui n'est que la récupération manoeuvrée par le PS de précédentes initiatives — n'a jamais pu donner une seule fois l'illustration de son fameux slogan "Touche pas à mon pote", les mutins de Nantes, en accordant leurs actes à leurs paroles, ont remis la réalité sur ses pieds : d'une part, en renversant la condescendance paternaliste des bons sentiments anti-racistes envers les immigrés, puisque c'est un immigré qui met en jeu sa liberté pour porter secours à un ami français; d'autre part, parce que la coloration "machiste" de "Touche pas à mon pote" est directement vécue : c'est dans l'amitié "virile" née en prison entre les deux complices que s'est forgé le courage effectif de s'opposer au cours des choses.

Courtois, Khalki et Thiolet, le troisième rebelle, sont à l'image de cette nouvelle génération de hors-la-loi sociaux : survivant à l'aide de nombreux petits hold-up, les risques de se retrouver en taule en sont d'autant plus accrus. Et c'est dans ce bannissement perpétuel que des valeurs aussi stupéfiantes pour notre époque que la fidélité à la parole donnée, peuvent se fortifier. Khalki n'était sorti de prison que depuis 20 jours.

Les mutins ont au nombre de leurs exigences deux essentielles : la parole et la liberté. Ils obtiennent rapidement qu'une équipe de la télévision régionale filme leurs déclarations. Tandis que Khalki dit s'identifier au groupe palestinien extrémiste Abou Nidal et vouloir donner une gifle à l'Etat français, Courtois fait le réquisitoire de la justice et de la prison "qui nous transforment en tubes digestifs" : "c'est, dit-il encore, au tour des juges d'être jugés".

Et d'ailleurs, personne ne se souciait vraiment du sort de quelques magistrats : "risque professionnel" entendait-on dans la foule réunie autour du palais de justice; la sympathie avec les insurgés a crû durant le développement de la situation à un point tel qu'on peut raisonnablement penser que nombre de nantais auraient hébergé, ces soirs-là, d'éventuels fuyards.

Au printemps dernier, la révolte dans les prisons a définitivement dévoilé ce qu'était la démagogie de la gauche à propos de la justice et de la condition pénitentiaire : silence d'abord, répression ensuite.

L'utilisation des médias par les mutins était vitale à deux titres : l'un de pouvoir s'exprimer et de rendre publique la parole emmurée des taulards; d'autant qu'avec la récente introduction de la télévision jusque

dans les cellules — mesure à but anesthésique —, l'écho obtenu chez les détenus a dû être proche de la jubilation. L'autre, d'éviter que le huis-clos de la séquestration ne donne aux flics les moyens, à leur mesure, de les liquider.

Les médias, si volontiers couchés aux pieds de toutes les autorités de la planète, ont reçu cette exigence comme un véritable scandale : tout en diffusant néanmoins quelques rares images, chaque chaîne de télévision devant répondre sur le moment à la concurrence des autres chaînes, les médias audio-visuels jouèrent les vierges violentées ; c'est tout juste si ils ne s'excusèrent pas d'avoir associé les télespectateurs à ce regard contraint. En d'autres circonstances, quand par exemple, une fillette colombienne agonise devant les caméras sans pouvoir évidemment dénoncer ceux qui consomment sa mort, les médias, friands de ce genre de réalités crues, ne manifestèrent guère de scrupules. (...)

Dans la prise d'otages de Nantes, comme à l'occasion de la révolte dans les prisons, la relation journalistique des événements consiste à en falsifier la portée, comme si l'enjeu n'était circonscrit qu'à la sphère médiatique, comme si le seul crime serait d'avoir forcé la main aux médias afin de faire parler de soi et qu'il ne coûterait rien en fait aux "meneurs" d'avoir osé défier l'ordre. On se rappelle comment les médias évoquèrent diverses auto-mutilations de protestation de détenus (Agret, Knobelspiess et ceux de Fleury). De même on ne sera pas surpris qu'en fait les trois de Nantes ont payé immédiatement de la peine maximale de mitard (45 jours) sans compter des peines encourues supplémentaires qui résulteront de nouvelles inculpations en cours d'instruction. De plus, Khalki fait la grève de la faim pour obtenir son expulsion de France, mesure qui faisait partie des termes de la reddition : l'Etat, d'habitude si empressé à expulser les immigrés, fait payer à Khalki son insolence en le gardant en cage. (...)

Dans un monde où la parole publique est la propriété privée d'une nomenklentura, comme on dit à l'Est, que des gens exigent de pouvoir parler et d'être entendus, sans d'autre qualité que celle que leur donne un rapport de force enfin renversé, voilà qui semble hors de toute raison légitime. (...)

Filmés, mais archivés aussitôt pour l'essentiel — sauf pour les flics qui, en visionnant les bandes, ont pu se faire une idée plus précise des moyens de reprendre en main la situation —, Courtois et ses amis ont fait l'expérience du combat médiatique à armes inégales : la procédure de diffusion de leurs images restait naturellement hors de leur portée. (...)

Courtois, Khalki ont démontré ce courage, qui paraît invraisemblable à notre époque, de vouloir s'opposer au cours apparemment inéluctable des choses : au point que pour nombre d'otages, ces hommes étaient devenus différents. Mesrine et ses compagnons de lutte contre les QHS (Debrielle, Knobelspiess, Hadjadj, Bauer, etc...) avaient déjà démontré que considérés indûment comme n'étant que des hommes d'action, ils étaient bien évidemment aussi des hommes de parole — à tous les sens de l'expression. Leurs engagements reflétaient leur pensée. (...)

DES SAUVAGES
février 86

* *
*

Premier jour du procès, mercredi 18. Au président qui lui demande "Vous n'avez jamais travaillé?", Georges Courtois répond "Travailler? Moi? Jamais! Les tuyaux de plomberie, c'est pas vraiment ma passion. Moi je suis profession gangster". Il dénonce "les éducateurs qui vous condamnent sans retour, les juges, incompétents et fonctionnaires, les psychiatres qui sont nuls et ne servent à rien, et pour qui je n'ai absolument aucune considération". Il termine en disant "Messieurs, vous me condamnerez une fois de plus. Mais sachez que la prison, c'est terminé! Ca ne fait plus rien, ni en positif, ni en négatif".

L'article de Ouest-France qui relatait le lendemain cette première audience pouvait titrer "Un anar aux Assises". Il ne croyait pas si bien dire en écrivant "En dehors des crimes de sang, les révoltés et les anti-sociaux sont légion dans les boxes des accusés d'Assises. Mais les révoltés, conscients de leur révolte et capables de l'exprimer en termes choisis où se mêlent la superbe pour leur condition et le mépris pour les normes et les institutions, ces révoltés-là sont rares. C'est, si l'on ose dire, le mérite de Georges Courtois, 38 ans, gueule de prolo du XIX°, joue creuse, moustache et cheveux d'ébène, de nous avoir rappelé — hier devant la cour de Loire-Atlantique — qu'ils existent, ces truands pas tout à fait comme les autres, chantés par Bruant et croqués par 'L'assiette au beurre' du début du siècle. Un anarchiste, Georges Courtois. Pas au sens de Bakounine ou Elisée Reclus, mais au sens de Ravachol. Raisonnement type : la société ne m'a rien donné, je n'ai donc rien à voir avec elle. Messieurs les orienteurs, les éducateurs, les flics et les juges faites votre devoir ; moi, je fais ma vie, en dehors de vos règles".

Le même journaliste, Daniel Seité, qui affectait ce ton bonhomme tant que Courtois avait les menottes aux poignets, changera complètement après le renversement de situation créée par l'intervention de Karim Khalki. Relaché quelques heures après, le pisse-copie, devenu pisse-vinaigre, ira se répandre en propos fielleux à l'encontre de Courtois et ses amis. A l'opposé, un jeune journaliste de Presse-Océan, Dominique Guillet, lui aussi pris en otage quelques heures, aura scrupuleusement noté les propos de Georges Courtois — une partie de ceux-ci seront publiés dans différents journaux, non sans être assortis de commentaires calomnieux et malveillants des rédactions. Plus tard, Guillet ira jusqu'à déclarer que "Finalement, le message de Courtois a été détourné par les médias. C'était assez sordide". Cette remise en cause de sa propre profession donne la mesure de la situation renversante créée par les trois de Nantes. Elle reste néanmoins une exception, remarquable en cela. A l'inverse, pendant la prise d'otage, un autre journaliste de Presse-Océan déclarait à l'extérieur du Palais, devant les caméras : "Courtois prétend que les journalistes sont des gens dangereux. Il nous a écrit il y a un mois pour nous dire qu'il était le seul détenu de France à n'avoir jamais vu le juge d'instruction. Ce qu'il ne dit pas, c'est que c'est lui qui a refusé de voir le juge". Ce que ce salopard lui ne dit pas, et qu'il ne pouvait ignorer, c'est que Courtois avait fait la grève de l'instruction en réponse à cette brimade du juge Cavaud (!), qui lui avait refusé le permis de visite pour sa femme et ses enfants.

* *
*

Nous publions ici quelques déclarations de Georges Courtois, durant la prise d'otages. Nous les avons trouvées pour partie dans les notes prises par Guillet, et pour partie dans des enregistrements vidéo.

« Il va falloir maintenant s'expliquer sur certaines exactions, juridiques, sociales et politiques. Si nous sommes ici, c'est à la justice française qu'on le doit. C'est elle qui m'a emmené ici depuis l'âge de 13 ans. Je suis désolé mais c'est comme ça! ... La prison, vous, vous ne connaissez pas. Vous aviez déjà acheté les vins et les dindes pour Noël. Moi, je m'apprêtais à passer mon petit réveillon avec mon petit poste de télé que Badinter a bien voulu me donner. Il n'y a rien de plus inhumain que la prison. C'est vivre comme un tube digestif. C'est la dépersonnalisation, le manque de respect. Quand ma fille vient me voir au parloir et qu'elle pleure, il y a un maton qui vient lui dire de se taire. Je vous rappelle qu'elle a trois ans. Et encore, il faut s'estimer heureux d'avoir un permis de visite! Car ce salaud de juge d'instruction, il me l'a refusé ce permis. Ca fait des mois que je n'ai pas pu voir ma famille. Au moment où ma fille est née, je voulais sortir du cercle de l'"amoralité", comme le disait si bien le procureur. Je suivais un stage de formation professionnelle de plomberie. Et puis est venue une condamnation de trois mois pour une affaire ancienne. J'ai demandé à les faire après mon stage. Hé bien ça a été refusé. Il fallait que j'arrête tout pour aller en taule. Là, j'ai rencontré Khalki. La prison, ça sert aussi à faire des rencontres.

« Je pense qu'une peine de 10 années de réclusion aurait été prononcée contre M. Thiolet. Je pense qu'une peine de 20 années de réclusion aurait été prononcée contre moi. Il est hors de question que nous exécutions de telles peines. Dans la réalité, l'exécution de ces peines correspond pour nous à notre mort sociale. Je préfère quant à moi mourir tout de suite, d'une balle dans la tête, ou dans mon lit en père Peinard, si j'ai de la chance.

« Je ne vois pas pourquoi je ferais 20 ans de prison pour avoir attaqué ou pas attaqué une banque quand Prieur et Maffart, les assassins appointés par l'Etat, se prennent 10 ans en Nouvelle-Zélande. Ces gens ont tué et toute l'opinion publique manipulée par les médias pleure sur leur sort, sur la pauvre Mme Prieur qui ne va pas passer les fêtes avec ses enfants. Est-ce que nous allons les passer, nous, les fêtes avec nos enfants? Non, alors!? ... La question devait être posée.

« La moindre tentative d'intervention de la police sera suivie d'une sanction immédiate. Notre but n'est pas de faire du mal à quelqu'un. Si un, deux, trois ou quatre otages doivent être abattus, croyez bien que cela sera uniquement la faute à une intervention de la police... Les groupes d'intervention spéciaux et autres anti-gangs ne nous impressionnent nullement. Ce ne sont que des tueurs à gages aux ordres du gouvernement, ayant une carte d'assassin officiel en poche... Nous sommes autant capables qu'eux d'abattre des gens, par conséquent cela ne pose pas de problèmes... J'attire votre attention sur ce genre d'arme. Quand on tire dans la tête, la tête s'en va, il ne reste que les épaules. C'est avec ça que la police tire sur les gangsters. C'est avec ça qu'ils ont assassiné Jacques Mesrine.

« Hé bien, on peut dire que vous êtes bien défendus! Ils n'étaient pas fiers ce matin. Ils n'ont pas fait long feu pour déguerpir, les poulets! Il est vrai que ces gens savent que les médailles de la police sont délivrées à titre posthume! On oublie toujours que les policiers sont des assassins. On fait un battage extraordinaire autour des cinq ou six truands qui dessoudent des flics chaque année, mais on ne parle jamais des jeunes Arabes de 17 ans qui se font abattre comme des pipes à la foire de septembre, parce qu'ils volaient des phares anti-brouillard! Les policiers ont une considération pour la vie humaine qui m'inquiète beaucoup. J'ai surtout peur pour vous, parce que vous savez, se faire exploser ici, c'est mieux que la prison.

« Alors, Mr le Président, vous n'imaginiez pas vivre une aventure pareille, hein? Vous croyez vraiment que je suis coupable, maintenant, vous qui meniez les débats à charge? ... Et vous, le Varin, on n'est pas fier hein? Combien vous vouliez demander? Le maximum, hein? Dans les trente ans au moins!?

« Les jurés... coupables! Coupables d'être ici — ils pouvaient refuser de répondre à la convocation, quitte à payer l'amende. Ils sont coupables de ne pas avoir su. L'ignorance est une faute. On doit savoir. Quand on vient procéder à l'élimination de certains individus, on doit savoir ce qu'on fait... Vous alliez tous nous condamner dans cette minable affaire de hold-up à Sucé-sur-Erdre, alors que je jure solennellement sur la tête de mes enfants que Thiolet et moi n'y étions pas, à Sucé. Celui qui a fait le coup, il était dans la salle. Il ricanait doucement pendant l'audiance. Comme vous, madame! Ca vous faisait plaisir de nous condamner, hein? on le sentait bien!... Vous êtes pris en otages, comme nous l'avons été, Mr Thiolet et moi pendant 2 ans, et comme l'a été Mr Khalki pendant 5 ans, pris en otage par l'Etat français sous la menace des armes de la police.

« Et les jurés, qui êtes nés pour être anonymes, qui travaillez comme des cons, couverts de dettes à chaque fin de mois, vous avez été désignés pour siéger en cour d'Assises. Ca y est, vous vous êtes dit, je suis quelqu'un, ou plutôt quelque chose, un instrument d'une machine qui donne des années de prison. Vous alliez suivre les yeux fermés le président. Je le sais. En ignorant tout ce qui se passe après, dans les taules. Vous êtes coupables d'avoir participé à cette juridiction répressive.

« Il faut bien se rendre compte que nous nous attaquons aujourd'hui à la plus haute institution répressive de tout le pays...

« Je demande à Mrs les Jurés : quel effet cela vous fait-il d'être venus pour juger et de vous retrouver en position d'être jugés à votre tour?

(Après la reddition)

« Compte tenu de l'intervention de Mr Khalki, de sa vie et de sa liberté mises en danger, il était normal d'échanger notre liberté contre la sienne qui était garantie par le ministre de l'Intérieur... Quand à vous, Mrs les journalistes, vous êtes une bande de requins qui me déplaisez particulièrement.»

* *
*

PRIS EN OTAGE A FRESNES

De gauche à droite, Georges Courtois, Patrick Thiolet et Abdelkarim Khalki après leur reddition. Ce dernier est en grève de la faim depuis le 20 décembre, et de la soif depuis une dizaine de jours.

A Nantes le 20 décembre 1985, l'État et ses sbires n'ont pas osé assumer un bain de sang (devant les caméras de toutes les télés, et donc *sous les yeux* de millions de spectateurs). Ils ont négocié la reddition des trois de Nantes en échange d'une promesse d'expulsion pour Khalki, dans un pays *de son choix*. Et voici qu'à présent celui-ci est en train de mourir lentement, de faim et de soif, exigeant désespérément le respect du deal conclu alors.

Eviter de faire couler le sang en public, pour faire crever à petit feu dans le silence et l'obscurité des geôles (combien sont morts dans les prisons françaises en 85 ?...). Voilà l'astuce suprême du gouvernement socialiste qui entend faire payer à Khalki, de sa propre vie, le scandale du 20 décembre et lui faire payer son geste d'humanité au prix le plus fort. Une fois de plus, on voit que la liberté est le crime qui contient tous les crimes.

Dans une période électorale où tous les petits hommes politiques rivalisent de promesses, on voit au moins sur ce cas précis ce que vaut une promesse d'un gouvernement de gauche : juste le temps d'étouffer un scandale.

Mais qu'espérer d'un État, sinon des coups ou des mensonges ?

EXIGEONS PRATIQUEMENT LA LIBERTÉ POUR KHALKI

Paris, le 18 février 1986
Les travailleurs du négatif

Cette affiche fut abondamment placardée à Paris et dans plusieurs villes de province, fin février 86. Le 26 février, une intervention coordonnée fut menée dans onze stations de métro et de RER (et non pas neuf, comme l'avait d'abord dit la presse) afin de perturber le déroulement du trafic, entre 6h et 8h du matin, en solidarité avec la grève de la faim de Khalki, et pour exiger son expulsion dans le pays de son choix. "Comment remonter jusqu'à ces partisans fanatiques de la 'liberté à tout prix'? Seule trace pour l'instant : la campagne d'affichage sauvage qu'ils ont menée à Paris, il y a une dizaine de jours, couvrant les cabines téléphoniques et quelques abribus de leurs exposés fumeux... Une prise de position idéologique et extrémiste qui peut se révéler dangereuse demain" déclarait le Figaro du 27/02.

A Nantes, Presse-Océan, sous le titre " Le mauvais exemple", écrivait avec aigreur : "Il y a des mauvais exemples à ne pas suivre. La preuve en a été donnée hier à Paris par 'les travailleurs du négatif' qui se sont livrés à des sabotages bien réels ceux-là en se réclamant de Georges Courtois, Abdelkarim Khalki et Patrick Thiolet, le trop célèbre trio du Palais de Justice de Nantes. Il est évident que leur défi à la Justice, leur prise d'otages à grand spectacle dans la cour d'Assises relatée dans le monde entier, ne pouvait que leur attirer les sympathies de révoltés de toute obédience et de certains gogos. Les graffitis et inscriptions faisant l'apologie du geste de Courtois dans le centre de Nantes au lendemain du 19 décembre sont suffisamment éloquents à cet égard".

Près d'un an après cette action, la police procéda à une vaste opération de perquisition-interrogatoires à l'encontre d'environ 35 personnes liées à la Commission Prison-Répression, bien que celle-ci ne soit en rien liée à cette intervention du 26 février. Les flics leur faisaient payer en fait d'avoir eux aussi pris position publiquement en faveur de Khalki par un tract intitulé "Expulsez Khalki", et d'avoir eu du courrier avec lui.

Il faut aussi rappeler que l'affaire de Nantes avait suscité à l'époque plusieurs écrits se solidarisant explicitement avec l'action des trois : outre la brochure "Un beau vendredi" citée plus haut, une affiche intitulée "Lettre ouverte à Abdelkarim Khalki, Georges Courtois et Patrick Thiolet" ; une affiche "Avez-vous entendu?" en provenance de Toulouse (reproduite dans le n° 4 de La Banquise) ; un tract "L'aéroport de Nantes". La plupart de ces écrits ont circulé dans de nombreuses villes du pays.

"TOUT CE QUI EST CRITIQUABLE DOIT ETRE CRITIQUE"

NOUS CRITIQUONS !

ETUDIANTS, hier nous étions dans la rue avec vous mais autant vous le dire tout de suite, la réforme "2 paquets" on s'en fout !

Pour nous la sélection a déjà joué, l'université nous est fermée, et nos C.A.P. nos B.E.P. nous mènent tout droit à l'usine après un petit tour à l'ANPE.

Pour nous la critique de la loi "2 baquets" est inutile ;
Nous critiquons l'université
Nous critiquons les étudiants
Nous critiquons l'école,
Nous critiquons le travail.

L'école nous donne les mauvaises places.
L'université vous donne les places médiocres.
Ensemble critiquons les !

Mais ne nous dites pas : "il faudra toujours des balayeurs, des ouvriers", ou alors allez-y les gars, ces places là on vous les abandonne de bon coeur, vous gênez pas !

ON N'EST PAS PLUS BETE QUE VOUS, ON N'IRA PAS A L'USINE !

Si vous critiquez la loi "2 laquais" qui ne fait qu'empirer une situation mauvaise, vous n'avez rien compris! Du reste votre situation n'est pas de beaucoup meilleure que la notre. Une bonne partie d'entre vous (60% parait-il) abandonnera ses études avant le DEUG, et ces "mauvais étudiants" auront droit aux mêmes boulots subalternes et mal payés qui sont notre lot. Et quand aux "bons étudiants" qu'ils sachent que les places moyennes qu'ils auront (les bonnes c'est pas à l'université qu'on les trouve) ont beaucoup perdues de leur prestige et de leur pouvoir. Aujoud'hui un médecin n'est plus un "MONSIEUR", c'est un employé de la sécu. Et qu'est-ce qu'un professeur, un avocat ? il y en a tant .. !

ETUDIANTS, si vous critiquez seulement la loi "2 caquets" et pas l'université, vous vous batterez seuls et la loi passera d'un coup ou par petits bouts, VOUS L'AUREZ DANS L'CUL ! Et si par hasard elle ne passait pas alors tout serait comme avant et la moitié d'entre vous se retrouverait dans les bureaux, VOS usines aseptisée.
ETUDIANTS c'est vous qui êtes appelés à gérer cette société et nous à la produire.

SI VOUS BOUGEZ, SI NOUS BOUGEONS, TOUT PEUT BOUGER.

Mais si vous voulez seulement jouer les "apprentis Tapie", si vous voulez seulement gérer loyalement cette société et devenir à moindre frais, educateurs, assistantes sociales, animateurs, inspecteurs du travail, cadres, sociologues, psychologues, journalistes, directeurs du personnel ; pour demain nous éduquer, nous assister, nous animer, nous inspecter, nous informer, nous diriger, nous faire bosser ...

ALLEZ VOUS FAIRE FOUTRE !

Mais si vous voulez, pour commencer, critiquer le système scolaire qui nous exclut, et vous abaisse, si vous voulez lutter, avec nous, contre la ségrégation sociale, contre la misère, la votre et la notre, alors ...

FRERES, AVEC NOUS, ON VOUS AIME !

DES LASCARS DU LEP ELECTRONIQUE

PAPA, MAMAN, TON FILS, TA FILLE EST DANS LA RUE !

TRAVAILLEURS DE L'USINE EXACOMPTA, DES PTT, DE L'ANPE,
TRAVAILLEURS DU 10ème ARRONDISSEMENT,
DE PARIS, DE FRANCE ET D'AILLEURS ...

Nous sommes les élèves du LEP électronique, à un jet de boulon d'içi,vos fils. Aujourdh'ui nous sommes dans la rue comme les étudiants. Mais pas exactement pour les mêmes raisons qu'eux. Ils se battent contre la sélection dans le cadre de l'université.

Nous, nous nous battons contre la sélection dans l'école, mais surtout contre la ségrégation sociale, contre la misère !
A l'école on nous parle sans cesse de l'entreprise, on nous propose d'y faire des stages, des visites comme au zoo, comme si c'était quelque chose de sympa, de naturel et qu'on avait le choix. On est venu vous demander votre avis et vous donner le nôtre.

Alors comment ça va dans l'usine, qu'ils appellent joliment "l'entreprise" ? Ca boume ? C'est sympa ? La paye est bonne ? Les machines silencieuses ? Le singe est cool ?
Répondez-nous ! Sinon on va s'imaginer que la taule c'est infect, qu'on s'y emmerde, qu'on paume sa vie, que c'est désespérant, dégueulasse ... !
Et ne nous dites pas le contraire, on vous croirait pas, on voit quelle tête vous tirez quand vous rentrez le soir, vous nous regardez même pas, vous allumez la télé, vous bouffez, vous soufflez un peu, vous vous couchez. On s'adresse à vous car il y a quelques années, vous étiez à notre place, et ces années, VOUS ETES PAYES POUR SAVOIR COMBIEN ELLES ONT FILEES VITE !
Dans un an, deux, trois, c'est notre tour, alors on se renseigne pour ne pas être déçus plus tard ...

Alors vous voulez pas sortir ? Qu'est-ce-qui se passe ? Vous trouvez que tout va bien ?

Ou peut-être que vous n'avez pas de revendications précises ? Hein ? C'est ça ? On va vous dire un secret, nous non plus ! Et justement, c'est la MEILLEURE ! Celle qui "les" emmerde le plus. Car là ils peuvent pas nous couilloner. Ce qui nous fait chier c'est un bloc, on ne peut pas faire le détail !
- Vous dites : "C'est irresponsable, vous ne gagnerez rien".
Vous vous trompez on a déjà gagné, nous nous sommes trouvés, nous avons communiqué entre nous, nous avons réinventé pour nous l'amitié, la fraternité, l'activité ...
On a rigolé, comme rarement ! C'est énorme !

Nous sommes dangereux, nous devenons intelligents !
Alors, les gars, les filles, vous voulez pas venir avec nous ? C'est dans l'air ? Vous ne le sentez pas ? Vous n'entendez rien ? C'EST A CAUSE DES MACHINES. TROP DE BRUIT, TROP DE FUMEE ! ARRETEZ-LES ! DESCENDEZ DANS LA RUE!

La première usine à descendre soutenir les jeunes, ça fera un choc ! Dans dix ans encore on s'en souviendra : "c'est eux ! C'est les premiers qui sont descendus ! "Vous savez ce qui les fait chier; ils se disent ILS DESCENDENT ... ILS REMONTERONT JAMAIS ...

Parce que vous ne dites rien, ils croient que vous ne direz jamais rien !
Que c'est fini, qu'ils vous ont baisés !
Montrez leur que c'est eux les cocus de l'Histoire !
Descendez qu'on s'explique !
On est de l'autre coté du mur, sans patrons, sans partis, sans syndicats, libres comme les chevaux. Venez parler avec nous. Sinon on va se faire ramasser !
ON VOUS ATTEND ! HEP ! ON A BESOIN DE PAPIER !

DES LASCARS DU LEP ELECTRONIQUE

les cheminots grèvistes s'adressent aux usagers.

Depuis plus de 20 jours, les cheminots sont en grève pour l'obtention des revendications suivantes :

-retrait définitif d'un projet de grille des salaires "au mérite", c'est à dire à la tête du client.
-amélioration des conditions de travail.
-suppression des contrôles médicaux répressifs.
-négociation sur des propositions sérieuses en matière de salaire et récupération des pertes de salaires en 1986.

Depuis plus de 20 jours, une grosse majorité de cheminots sont dans l'action. Ce qui signifie pour les usagers que les trains qui circulent le font dans des conditions dangereuses :

-les trains sont actuellement conduits par des cadres de l'entreprise ou des agents sans connaissance réelle des lignes sur lesquelles ils circulent.
-l'entretien des voitures et des rames TGV n'est plus assuré dans des conditions de sécurité satisfaisantes.
-l'état de la voie ne répond plus également partout aux critères prévus par la réglementation.

USAGERS, VOUS CIRCULEZ DANS DES CONDITIONS DANGEREUSES.

Dans ces conditions, il n'est plus possible pour les usagers de payer un titre de transport censé leur assurer des conditions de transport correctes.
Il n'y a plus de contrôle dans les trains.
Il n'est plus possible d'acheter un billet de train sans attendre des heures à un guichet.

Les grévistes ne souhaitent qu'une chose : que les usagers puissent voyager dans des conditions normales.
La Direction de l'Entreprise, au vu de ses positions, opte pour le contraire.
C'est bien elle qui assume la responsabilité du conflit

USAGERS, ne payez plus le train.

LES GREVISTES - GARE DE LYON

CONTRE L'OBEISSANCE ET LA SERVILITE

Dans un tract diffusé le 19/1/87, le comité Pour une bonne préparation à la grève invitait les postiers à s'émanciper des structures officielles de l'information. En conséquence, nous utilisons cette possibilité de diffusion qu'offre l'acheminement des sacs postaux, en pariant sur sa généralisation.

Si beaucoup d'entre nous ont regretté de ne pas avoir saisi l'occasion qu'offrait la grève des cheminots pour rentrer dans la danse, nous avons par contre tous pu constater comment les chefs mettaient alors la pédale douce sur les rythmes de travail et la discipline : ils avaient reçu la consigne d'éviter l'étincelle qui mettrait le feu aux poudres. A ce moment, nous avons senti combien était fragile l'équilibre existant, fondé sur la résignation et l'idée imbécile de toujours s'aplatir.

En cet hiver printanier qui se singularise par le retour de la question sociale, il nous paraît opportun de désigner les ignominies que nous devons quotidiennement supporter, à commencer par celle qui les fait avaler toutes : la hiérarchie.

Nous n'avons jamais choisi nos chefs, pour autant qu'il soit raisonnable de nous en choisir un pour vivre ou travailler. Si le chef est un salarié, il est avant tout un salarié promu, c'est-à-dire un esclave un peu plus soumis et un peu plus obéissant. Le propre du chef est évidemment d'écraser ses subalternes et de s'écraser devant ses supérieurs. (Et c'est pour une misérable sur-prime et une éventuelle promotion qu'il est envoyé au casse-pipe pour faire accepter l'inacceptable, moyen commode pour les syndicats et la direction de noyer l'insatisfaction générale dans une indignation particulière face à des excès locaux).

C'est pourquoi un chef n'est jamais un collègue de travail mais toujours un flic envers lequel nous sommes comptables de nos moindres faits et gestes, tandis que nous n'avons aucun recours contre lui.

Ce n'est sans doute pas un hasard qu'en ces temps de modernisation, le pouvoir hiérarchique, la fameuse "grille au mérite", soit au coeur des questions actuellement soulevées (par les cheminots, les instituteurs etc.); car la seule modernisation qui soit réellement perceptible est celle du contrôle toujours plus accru de notre travail et plus généralement de toute activité sociale.

A la poste l'arbitraire de la maîtrise est une menace permanente. Elle a tout pouvoir sur l'octroi des primes comme sur les mutations. DE MEME QUE LA FORCE DES SYNDICATS SE NOURRIT DE NOTRE IRRESOLUTION, L'ARROGANCE DE NOS CHEFS EST PROPORTIONNELLE A NOTRE PASSIVITE. La voie hiérarchique, le recours au chef, l'attente de la promotion, les pétitions et autres pilules syndicales, tout cela doit être critiqué : à cette condition, la fin de l'obéissance peut être à notre portée.

La perspective d'un mouvement social nous mène à débattre dès maintenant des exigences que nous devons le moment venu mettre en avant. La remise en cause de la hiérarchie est une des nombreuses questions que nous serons obligés de poser. D'ores et déjà nous invitons tous nos camarades des postes à refuser de signer leurs notations, si possible de manière collective, à négliger ces rapports de police que sont les PV, ou à les ridiculiser en les signant solidairement. Si ces initiatives ne constituent qu'un point de départ, elles permettront déjà entre autres choses de démoraliser les cadres.

L'HIVER EST A NOUS, PREPARONS LE PRINTEMPS !

Bobigny-C.T.A Paris 18-Pal.
Auberveilliers-Pal. Montparnasse-C.T.
COMITE POUR UNE BONNE PREPARATION A LA GREVE, 4/02/87.
Toute reproduction est vivement conseillée pour tous pays, y compris l'URSS.

Les informations qui suivent sont extraites d'un document établi et diffusé par une société de consultants, à l'adresse des responsables du service informatique de différentes entreprises privées et de services. Nous en avons retenu les exemples les plus significatifs.

SABOTAGE IMMATERIEL

INDUSTRIE : Modification illicite du programme de composition des mélanges de matières premières en entrée d'un four. Il s'en est suivi une perte du produit fabriqué (1 MF), des pertes dues aux conséquences induites par le produit livré et non conforme (3,5 MF), des frais de réfection du four endommagé et différents frais supplémentaires (2,5 MF).

INDUSTRIE : Modification de la programmation d'un robot de soudage dans un atelier flexible entrainant la malfaçon d'une série entière soit une perte de 1,5 MF.

BANQUE : Un pupitreur a déclaré une bande de compensation invalide et a relancé illicitement le traitement. Les deux bandes identiques ont donc été envoyées simultanément à la Banque de France. Il s'en est suivi un retard de 4 jours entrainant une perte d'intérêt de 4 MF.

BANQUE : Virement illicite à partir de comptes de tiers vers des clients douteux et au contentieux. La perte est estimée à 1 MF.

SERVICES : Un responsable système a mis en place un sous-programme mobilisant de nombreuses ressources (notamment recopiant systématiquement et prioritairement des fichiers fictifs sur tous les disques). Il a introduit de manière alléatoire de nombreux appels à ce sous-programme camouflé dans de nombreuses chaines en exploitation normale. Il a fallu environ deux mois pour localiser le sous-programme et l'ensemble des "call". La perte d'exploitation a été évaluée à 5 MF.

SERVICES : Un agent intérieur à la société avait remplacé plusieurs programmes system par des duplicatas où avaient été insérées des instructions faisant appel à la technique du cheval de Troie, qui enregistraient dans des fichiers pirates tous les mots de passe et identifications. Les responsables du centre localisèrent en quelque heures les fichiers et les détruisirent mais ils ne purent localiser le cheval de Troie. Le lendemain, l'agent se servit des mots de passe et satura la machine pendant huit heures en envoyant de faux résultats aux abonnés. Il s'en est suivi une perte de l'ordre de 3 MF.

ETAT : Pose de bombe logique dans la chaine paye, puis actionnement en période de troubles sociaux, dans une entreprise nationnalisée sensible. Les difficultés de paiement des salaires ont précipité et durci la grève. Le coût en est estimé à 8 MF.

TRANSPORT : Suite à un conflit entre la direction et un groupe d'informaticiens, ceux-ci ont posé des bombes logiques dans les programmes de réservation électronique de places. Les programmes étant en chantier, il n'a pas été possible d'utiliser directement les sauvegardes. Les perturbations ont été très fortes pendant deux mois et se sont traduites par des pertes de clientèle et des frais supplémentaires, pour un total de l'ordre de 30 MF.

DISTRIBUTION : Pose d'une bombe logique dans une chaine informatique de gestion de PVC. Le saboteur a actionné quelques pièges pour montrer

à la direction l'existence de bombes dans les originaux et les sauvegardes. Il a ensuite fait chanter la direction en la menaçant de bloquer complètement la chaine. Celle-ci a du payer une rançon de 1,5 MF.

PROBLEMES HUMAINS

BANQUE : Grève des principaux centres informatiques d'une grande banque pendant deux semaines. Les systèmes internes de secours n'ont pu être actionnés à cause de l'agitation sociale et il n'avait pas été prévu de télé-back-up externe avec du personnel externe. La perte d'exploitation totale a été de l'ordre de 8 MF.

INDUSTRIE : Suite à un conflit avec la direction, départ de la presque totalité de l'équipe informatique d'un petit centre. Les pertes d'exploitation dues à l'impossibilité d'exploiter et de corriger les programmes par manque de documentation, même à l'aide de personnes compétentes extérieures, ont été évaluées à plus de 2 MF (soit le budget informatique annuel de cette entreprise).

INDUSTRIE : Des analystes avaient monté une application d'horoscope et se servaient du fichier mailing de l'entreprise pour leur propre démarchage. Le détournement d'heures machines a été évalué à 0,5 MF et le détournement de service à 0,4 MF.

SERVICES : Des employés avaient monté une application de paris en temps réel ainsi qu'une application de statistiques concernant des épreuves sportives destinée à améliorer les gains. Le détournement d'heures machines a été évalué à 1 MF et le détournement de service à 3 MF.

ETAT : Un responsable system, pris d'une crise de folie, s'est enfermé dans la salle de pupitrage d'un gros ordinateur vectoriel servant à l'armée en menaçant d'effacer certains programmes, ce qui aurait conduit à une alerte générale. Les coûts liés à son arrestation ainsi que quelques frais de réfection ont été assez élevés (0,4 MF).

DETOURNEMENT D'INFORMATIONS

BANQUE : Copie d'un fichier d'aide à la décision de crédits pour industriels et commerçants dans une banque. Le fraudeur a recensé les sociétés en difficulté et les a menacé de divulguer l'information à leurs principaux fournisseurs et clients, contre des rançons s'élevant au total à 2,5 MF.

ASSURANCE : Le vol du fichier "objets de valeur" a conduit en moins d'une semaine à une perte de l'ordre de 12 MF (cambriolages en série).

DISTRIBUTION : Vol du fichier historique des clients d'une société de distribution spécialisée dans les produits de luxe. Le fraudeur a opéré un chantage qui lui a rapporté 1 MF après avoir saboté les sauvegardes.

DETOURNEMENT DE FONDS

BANQUE : Fraude sur les taux de devises dans une grande banque d'affaires, provoquant sa faillite ainsi qu'une perte de 3300 MF.

BANQUE : Accès frauduleux à un terminal ayant permis de virer 5,2 MF sur des comptes bancaires dans cinq succursales avec la complicité de deux

autres personnes.

SERVICES : Modification illicite (dans un grand centre de météorologie) de paramètres entrainant la sortie de prévisions de pluie au moment de certaines récoltes. Les agriculteurs de la région concernée ont immédiatement commandé plusieurs tonnes d'un produit anti-putréfaction dont l'emploi se révéla inutile. Le fraudeur était probablement en collusion avec le négociant. La perte des agriculteurs est évaluée à 2,9 MF.

ETAT : Un cadre informaticien avait modifié illicitement un programme de versement d'allocations de maladie (arrondis, barèmes, etc.) impliquant des différences faibles, diffuses et nombreuses par rapport aux montants réglementaires. Les écarts étaient versés sur de nombreux comptes réels et fictifs d'assurés complices. La fraude a duré pendant trois ans avant d'être découverte, pour un montant total de 5 MF.

Dans les trois rubriques qui suivent, le rapport n'indique pas si la cause des erreurs ou des sinistres est volontaire ou accidentelle...

ERREURS DE SAISIE ET DE TRANSMISSION

INDUSTRIE : Erreur de transmission d'un ordinateur gérant le transfert d'un satellite de télécommunication d'une orbite basse à une orbite géostationnaire, entrainant la perte du satellite (320 MF).

INDUSTRIE : Erreur de transmission d'un ordinateur gérant le positionnement des barres de graphite dans une centrale nucléaire à eau pressurisée. L'échauffement excessif de plusieurs cellules a nécessité l'arrêt de la centrale pendant six semaines, entrainant une perte d'exploitation de 20 MF.

ERREURS DE CONCEPTION ET DE REALISATION

INDUSTRIE : Par suite d'une erreur dans un test de branchement dans un programme de recouvrement de factures impayées, certaines créances étaient illicitement annulées et certaines autres ne donnaient pas lieu à relance. L'anomalie n'a pu être constatée, localisée et réparée qu'après neuf mois de fonctionnement et a occasionné 0,7 MF de perte.

SCENARIOS DE SINISTRES

FINANCE : Sabotage par bombe de gaz corrosif lancée par un exutoire de fumées. Le contrôle et la remise en état (ou remplacement) du matériel ont bloqué le centre pendant six jours. La perte - essentiellement perte d'exploitation - est évaluée à 5 MF.

ASSURANCE : Inondation conséquente à une rupture de canalisation de nuit, au mois d'août. Les agents de sécurité essaient de mettre en oeuvre les pompes mobiles. Un premier retard est engendré par un court-circuit de l'alimentation principale (il faut brancher les pompes sur l'alimentation de secours) puis par la difficulté à briser les glaces pare-balles pour évacuer l'eau (le problème n'avait pas été étudié). La perte totale est estimée à 1 MF.

BANQUE : Panne de trois jours d'un réseau télématique de transferts de fonds internationnaux ayant entrainé -pour la principale banque touchée- une perte de l'ordre de 38 MF.

FOOTBALL ET VIOLENCE

Beaucoup de merdes ont été dites et écrites récemment au sujet des soi-disant «hooligans du football». Une créature mythique qui est supposée aller aux matchs de foot spécialement pour se battre, qui n'a que peu ou pas d'intérêt pour le jeu lui-même, qui souvent n'est qu'un concentré de racisme, de sexisme et de nationalisme, et qui passe tout le reste de son temps libre à se saoûler la gueule dans les pubs et à draguer les gonzesses. Evidemment, nous devons nous rappeler avant tout que ces sales brutes n'ont strictement rien de commun avec les jeunes prolétaires* qui s'affrontaient aux flics lors des émeutes de 81. Ces guerriers n'étaient eux en aucune façon racistes, sexistes ou nationalistes, et ne passaient certainement pas tout leur temps libre à se saoûler la gueule dans les pubs et à draguer les gonzesses... Ou bien peut-être était-ce le cas ? Car, ne vous est-il jamais venu à l'esprit que les brutes machos et fascistes qui sont censées régner sur les gradins de tous les terrains de foot du pays pourraient bien être fondamentalement les mêmes gens que vos glorieux émeutiers de 81 ? Et les kids noirs qui se sont battus entre bandes lors du carnaval de Notting Hill cette année, qui ont poignardé un flic juste parce qu'il essayait d'arrêter la baston, qui ont refusé d'aller aider un kid chinois en train de se faire choper juste parce qu'il n'était pas noir, je suppose aussi que eux non plus n'ont rien à voir avec les kids de 81 ?...

La majorité des hooligans du foot sont racistes, en effet beaucoup sont membres du National Front — c'est du moins ce qu'on nous dit. On attire notre attention sur les occasions où des injures racistes sont lancées aux joueurs noirs, et où des peaux de bananes, etc., sont jetées sur le terrain. Il y a quelques années, le Football Club de Portsmouth, dont l'équipe était alors composée uniquement de Blancs, connut des problèmes de ce genre. Le club engagea alors quelques joueurs noirs, et la plupart des insultes racistes cessèrent presque aussitôt ; en effet, le fans de Portsmouth étaient exaspérés lorsque des injures racistes étaient balancées à leurs joueurs noirs par les supporters adverses. Le plus souvent, l'insulte raciste est utilisée comme n'importe quelle autre forme d'insulte, simplement comme une façon d'attaquer l'équipe adverse et ses supporters (les supporters insultent rarement de façon raciste, sinon jamais, les joueurs de leur équipe, ce qu'ils feraient sûrement s'ils l'étaient vraiment). Ça peut paraître grossier et stupide mais, à la base, il ne s'agit que de ça. L'an dernier, un supporter de l'Arsenal FC traita un des joueurs de «black bastard». Il répondit alors à un supporter noir qui le prenait à partie : «Ça va, je suis pas raciste, j'appelle l'équipe de Tottenham les youpins, alors que moi-même je suis juif(1).» Il y a bien sûr une petite minorité de supporters qui sont réellement racistes et qui donc encouragent les comportements racistes dans les gradins, mais n'y a-t-il pas des gens comme ça dans n'importe quelle usine, n'importe quelle queue de chômeurs, n'importe quelle école ?

Si la baston est la seule raison qui pousse ces infâmes hooligans du foot à aller au match, comment se fait-il alors qu'il n'y ait pas de troubles sérieux à tous les matchs, mais seulement dans un petit nombre de cas ? Nos pauvres voyous doivent vraiment s'ennuyer ferme à tous ces matchs où ils ne se passe rien. Evidemment, le jeu lui-même ne les intéresse pas — mais est-ce vraiment sûr ? Ils doivent être vraiment contents de payer 30 F pour aller au match avec juste une vague chance de pouvoir filer des coups de lattes pendant quelques minutes, puis se faire expulser par les cops, n'est-ce pas ? Erreur, une fois de plus, la majorité **aime** le foot, et plus encore la sensation d'être avec leurs copains au sein d'une large foule, d'avoir une chance de laisser éclater leur agressivité verbalement, et quelquefois physiquement, de sentir le pouvoir que donne tout ça : le pouvoir qui leur est constamment volé par l'Etat, le pouvoir sur leur propre vie. Ils ne sont pas plus sexistes ou racistes que la plupart des autres gens. Et, comme les Mods à Brighton, les bandes à Notting Hill et les kids de Brixton et Toxteth, ils ne font que montrer leur colère, cherchant aveuglément à regagner un peu de pouvoir sur leur propre vie. Car dans un monde où votre seul plaisir est cosmétique, où chaque jour vous êtes confrontés à la violente inhumanité de l'Etat, où vous êtes privés de tout respect de soi-même, où vous êtes nés et dressés pour n'être qu'un rouage dans la machinerie de la société capitaliste, il n'est pas surprenant que les gens cherchent à résister, usant de la violence souvent dans une mauvaise direction et de manière incohérente.

Vous pouvez ne pas aimer la violence, elle peut paraître affreuse et sans but, mais rappelez-vous ceci : si vous choisissez de les ignorer ou de les dépeindre comme de sombres crétins alors vous condamnez la majorité des jeunes prolétaires*, une génération comme beaucoup d'autres auparavant qui est en permanence confrontée à sa propre impuissance, au manque de perspective, et à l'inévitable résultat de tout ça — la violence.

Dans le passé, les médias n'ont jamais tardé à condamner les «voyous» du football. Mais depuis peu, ces condamnations n'ont jamais été aussi venimeuses et prolifiques, à cause de la nature de la violence qui depuis peu est dirigée de plus en plus contre les autorités au lieu de s'exercer entre groupes rivaux de supporters. Le match Luton-Millwall en mars 85 en est probablement le meilleur exemple, mais il y en a bien d'autres ; il est clair qu'à Bruxelles le gros de la violence était dirigé non pas contre les supporters rivaux, mais contre la police**. Et le même jour que l'incendie de Bradford, il y eut une émeute lors du match Birmingham-Leeds. Une fois de plus, c'est les flics qui encaissèrent la plupart des violences. Mais, à cause de l'incendie de Bradford, les médias purent minimiser considérablement les événements de Birmingham, malgré la mort d'un gamin(2) qu'ils auraient sûrement été bien contents de mettre en avant. Après tout, vous ne pouvez pas montrer trop souvent des images de flics en train de se faire attaquer... les gens pourraient commencer à avoir des idées.

Septembre 1985
Holloway Road, London N7.

(1) L'équipe de Tottenham est souvent appelée «the yids» (les youpins) à cause du fait bien connu qu'il y a beaucoup de juifs parmi ses supporters.

(2) Les médias ont créé l'impression que le gamin s'était fait tuer par des émeutiers, alors qu'en réalité il fut écrasé par un mur qui s'écroula lorsqu'un paquet de supporters s'abritèrent derrière pour échapper à une charge des flics.

* NdT : l'expression «the working class youth» signifie littéralement la jeunesse ouvrière, mais elle a en anglais un sens plus large qui se rapporte aussi bien aux jeunes ouvriers, aux chômeurs qu'à ceux qui ne veulent pas travailler.

** NdT : le 30 décembre 85, un supporter de Liverpool jugé en Belgique pour avoir frappé un fan italien est condamné à 40 mois de taule.

Traduction début janvier 1986.

Le texte qui précède a été écrit par un jeune Londonien durant l'été 85, en partie à la suite de la traduction et la publication en Angleterre de notre affiche "L'Europe des hooligans et la mort du football". Il envisage la question sous un angle autre, avec le mérite de contrer tout le discours moralisateur qui sévit là-bas contre le hooliganisme.

LE TROISIEME JOUR DE SEPTEMBRE

Rapport d'un témoin occulaire sur la rébellion de Sebokeng en 1984
par Johannes RANTETE

L'AUGMENTATION DES LOYERS
LA VRAIE RAISON DE L'AGITATION

Peut-il être dénié aux émeutes de Sebokeng le fait qu'elles furent une partie du combat pour la liberté mené par les Noirs sud-africains? Bien que le prétexte ait été de combattre les augmentations de loyers, le cours pris par la rébellion fut si horrible que même la police ne put s'y opposer. Je précise cela car après les grèves il n'y avait plus aucun toit des bâtiments commerciaux qui soit resté en état à l'exception du hall Mphatlalatsane bien conçu, du bâtiment Perm et de diverses églises.

En zone 11, tous les magasins étaient rasés par le feu. Le bureau de gérance, les débits de boissons et les brasseries avaient été incendiés. Un conseiller municipal fut abattu. Trois maisons furent incendiées. Plusieurs voitures, dont une Honda Ballade flambant neuve, furent brûlées. La station service, la cafétéria avaient aussi été attaquées. Le bar de la route fut cassé et les marchandises emportées. Des routes goudronnées ou non de cette zone étaient bloquées par des pierres, des cageots et toutes sortes d'objets faciles à transporter. Le bureau de poste de Sebokeng fut attaqué et incendié, ce qui n'était pas surprenant.

Toutes les boutiques de la zone 12 furent également réduites en cendre. Le bureau de gérance, le magasin d'alcool, la brasserie, le cabinet d'un docteur et la maison d'un conseiller municipal furent détruits par le feu. Les routes goudronnées de cette zone étaient bloquées par des pierres et jonchées de bouteilles et d'objets en flamme pour entraver le passage des véhicules, spécialement ceux de la police.

La zone 13, où l'on trouve encore plus de commerces, fut la première à être attaquée. Pas un seul magasin ne conserva sa forme d'origine. Tout n'était que cendre. Ici encore, le bureau de gérance fut attaqué, mais la bibliothèque et deux cliniques furent épargnées. Une maison près du centre commercial fut incendiée. Les rues utilisées par les bus étaient entravées par des pierres et des bouteilles cassées.

La zone 14 est le CBD (centre) incontesté de Sebokeng. Elle comporte des immeubles publics et d'autres bâtiments importants que l'on ne trouve pas dans les autres zones. Il y a le fameux hall Mphtlalatsane, le building Perm, le supermarché Texido, les banques et les caisses d'épargne (Standard, Barclays, Volskas, United Allied), et la longue devanture du bâtiment P&A Drycleaners. Le feu fit rage à travers tous ces bâtiments. Toutes les boutiques (un magasin de location de TV, un MacDo, une brasserie, un débit de boissons) furent incendiées.

Au deuxième jour des émeutes, les magasins de la zone 7 étaient encore en bon état, mais le bureau de gérance le long de la route goudronnée et la station service avaient été incendiés.

La zone 3 aussi fut éprouvée par les grèves. Une boulangerie, une brasserie, le bureau de location et un débit de boissons furent incendiés.

Le troisième jour de septembre est devenu une journée historique pour les habitants de Sebokeng. Elle a vu l'accomplissement des grèves d'avertissement. Elle a vu la destruction de magasins et de beaucoup d'autres choses, dont la vie de diverses personnes et leaders de la communauté. En tant qu'auteur qui s'est engagé dans les luttes pour rapporter tous les horribles événements d'une telle rébellion, je voudrais rapporter un point important à l'attention du public et de ceux de nous qui rêvent d'être des leaders.

Paul a dit que peu parmi nous devraient être des dirigeants, car les dirigeants sont plus punis que quiconque. Ainsi, en se référant à notre situation, personne ne devrait accepter d'être un leader s'il ne possède les véritables qualités du leadership, et personne ne devrait se sentir à l'aise en occupant le trône pour lequel il a été nommé si il n'a pas été librement élu par le public. Je dis ceci parce que, si vous persistez à diriger des coeurs défiants, le jour où ils se révolteront contre vous. pas une partie de vos biens ainsi que votre vie ne resteraient vôtres. Si les gens sont insatisfaits de vous, il vaut mieux vous démettre avant que de terribles nuages sombres ne vous submergent dans votre solitude.

Si vous défiez les besoins des gens, vous vous exposez donc à une réponse brutale. Ceci je le dis à l'intention des conseillers municipaux encore en poste : qu'ils ne doivent jamais considérer leurs propres opinions comme ayant plus de poids que celles du peuple qu'ils dirigent; et que le bien-être de la communauté ne devrait pas être ignoré, sinon la réponse sera plus horrible que la conflagration qui détruisit Sodome et Gomorrhe

Ils doivent apprendre que les leaders sont comme des enfants. Ils font ce que la communauté désire. Ils n'ont pas besoin de penser à la place de la communauté entière, ou d'approuver leurs rêves sans consulter la communauté. Ils sont tenus en grande estime en raison des pauvres gens qui se trouvent en dessous d'eux. Ainsi, ils doivent faire attention : s'ils provoquent les gens en dessous d'eux ils chuteront douloureusement sur un sol infesté d'épines.

Oui, nous savons tous que les choses augmentent tout le temps, mais la façon dont le conseil de Lekoa a augmenté les loyers de 5,95 Rands fut tout simplement une invitation à la violence. Le plus à blâmer est celui qui le premier en a eu l'idée. Cette personne devrait s'attendre à autant de pitié qu'il en a été montrée pour les personnes ou pour les biens lors des grèves.

Les grèves du loyer se répandirent aussi loin que Sharpeville, Boipatong, Evaton et Residencia. Toutes ces villes se trouvent sous l'autorité du même conseil de Lekoa. La force de l'unité parmi les gens pour mener à bien leurs projets aura gagné de la part des Noirs sud-africains quelque chose de proche des premiers stades de la Conscience Noire. Les grèves m'ont vraiment convaincu que l'unité est vivante et puissante parmi les Noirs, mais que ce qui la rend invisible est le manque d'un nationalisme fort. Ce qui est le plus désastreux pour l'unité noire ce sont les nombreux partis constitués, qui souvent mènent à la haine et à la défiance.

Les grèves durèrent quatre jours et alors 31 personnes avaient été tuées. Plus de 50 furent blessées dont 8 policiers, alors que 37 avaient été arrêtées. La police utilisa des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc pour disperser les foules d'émeutiers. Beaucoup de gens furent blessés et d'autres tués, mais le nombre de victimes ne sera probablement jamais connu à cause des restrictions sur les informations.

Quelques victimes de la grève peuvent être identifiées. Le conseiller municipal de la zone 11, M. James Mofokeng, fut abattu. Le conseiller Caesar Motjeane fut tué après avoir descendu deux jeunes, et sur son cadavre il y avait un écriteau où l'on pouvait lire "A bas les loyers! Asinamali!". Ntombi Majola (zone 12) fut tué. Nomthana Mphtheni fut blessé. Le maire d'Evaton, M. Sam Rabotapi, dû rester sans domicile après que sa maison ait été rasée par le feu. Son habit de magistrat était porté par une vieille femme qui dançait dans les rues en se proclamant premier maire. Lundi, le conseiller de Sharpeville, M. Sam Dlamini, fut tué par une foule en colère. Le jeune Wisey Mnisi, de la zone 12, se fit flinguer. Le jeune Stevenson Motsamai (zone 13) du collège Modishi ne réapparut plus après les émeutes.

J'ETAIS AU MILIEU DE TOUTES LES HORREURS

Quelques semaines avant le "Lundi Sanglant" du 3 septembre, la protestation contre l'augmentation des loyers de 5,95 Rands s'était développée en divers endroits du triangle de Vaal. Des églises et des organisations avaient mis en garde le conseil municipal à de multiples reprises, mais leurs paroles étaient tombées dans l'oreille d'un sourd. L'avertissement avait même été publié par voie de presse, précisant que les conseillers devaient se démettre puisqu'ils n'avaient jamais été élus par les gens. L'appel à leurs démissions était un rejet clair du nouveau système gouvernemental de mise en place de conseils municipaux noirs que les gens n'avaient jamais demandés.

Les jours passaient et le conseil ne disait rien concernant les loyers. Pendant les derniers jours d'août, les résidents du Triangle de Vaal furent informés que lundi, le troisième jour de septembre, personne ne devrait se rendre au travail puisque ce serait la journée de protestation contre la hausse des loyers. Tôt dans la matinée du vendredi 31 août, des brochures furent distribuées par le conseil mettant en garde les résidents que s'ils n'allaient pas au travail lundi, ils perdraient leur emploi et leurs maisons, et qu'à leur tour l'avenir de leurs enfants serait menacé. Ces brochures n'eurent aucune influence sur les gens. Samedi et dimanche passèrent. Ensuite vint le plus grand jour de l'histoire de Sebokeng, le jour de la protestation, le jour des morts, le jour des arrestations, le jour des grenades lacrymogènes. Ce jour est historiquement connu sous le nom de "Bloody Monday".

En tant que résident de Sebokeng, j'étais également concerné par les évènements qui devaient s'y dérouler, mais je fus contraint par mes parents de rester dans la cour de la maison. De toute ma vie, je ne m'étais jamais trouvé au milieu d'une foule en lutte, ainsi cet empêchement m'était aussi douloureux que le coeur d'un homme divorcé. J'entrepris de m'échapper de la cour. En agissant ainsi, je satisfaisais la curiosité qui doit être le premier intérêt d'un homme d'information.

Je parcourus les rues en direction des magasins de la zone 12 avec deux amis que je nommerai Siphiwe et Xolile. Aucune des boutiques n'était ouverte et on pouvait voir des gens se tenir en groupes ici et là. Le sujet de discussion principal était la hausse des loyers qui s'était abattue sur la totalité du Vaal. Nous retournâmes vers une rue goudronnée que nous suivîmes jusqu'au deuxième arrêt de bus. Alors que nous marchions, je pouvais sentir qu'il y avait quelque chose de bizarre dans l'air et j'étais sûr que quelque chose de triste allait se passer. Quand nous arrivâmes à l'arrêt du bus, on ne voyait ni n'entendait aucun véhicule. Alors que je regardais la route, je m'aperçus qu'elle était bloquée par des pierres. Ensuite, nous rencontrâmes certains gars que connaissait Siphiwe.

Ces gars semblaient appartenir à une certaine organisation que je ne peux pas nommer pour l'instant. Ils nous racontèrent qu'ils avaient bloqué tous les bus du VTC (Corporation du Triangle de Vaal), et que les passagers à bord avaient été débarqués et dispersés. Les bus n'avaient pas été endommagés mais les conducteurs étaient gentiment invités à se retirer du service. De l'arrêt de bus nous nous rendîmes à l'église catholique romaine, près du bureau de poste de Sebokeng. Là, se trouvait un groupe de gens qui tous regardaient en direction de Vereeniging.

Je courus pour observer ce qui pouvait bien se passer sur l'autoroute. Mes yeux virent une foule imposante le long de l'autoroute, et une autre sur l'autoroute même. Alors que la foule de l'autoroute s'approchait, je réalisait qu'il s'agissait d'un Blanc conduisant une voiture bleue neuve escortée par quatre hommes pendant que ceux de l'autre foule qui grimpaient le talus criaient qu'il fallait lapider la voiture. En fait, cela avait déjà été fait; toutes les vitres étaient cassées à l'exception du pare-brise. Après que le Blanc soit passé, beaucoup de gens se mirent à courir le long de la route qui menait au centre commercial de la zone 13. Nous utilisâmes l'autre rue pour rejoindre la foule derrière une église.

Alors que les gens se tenaient là, les véhicules de la police arrivèrent. Trois longèrent l'autoroute et le fourgon tourna en direction de la zone 13 où beaucoup de gens avaient fui. Ce camion de flics transportait des policiers noirs. Nous les suivîmes le long de la route. Le car de flics stoppa à la hauteur d'un débit de boisson près des boutiques. Une foule énorme sortant des environs des maisons derrière lesquelles ils s'étaient cachés lors du passage du convoi s'approcha du car. Je restais caché derrière la barrière et observais un drame intéressant que j'oublierai difficilement.

Alors que la foule approchait, les policiers sautèrent du véhicule en tenant des vitres plastiques qu'ils utilisaient comme boucliers contre les pierres que jettait la foule déchainée. La police ne pouvait encaisser de tels jets de pierres et les cars se retirèrent. Certains policiers, voyant que leur car s'enfuyait, se mirent à courir pour sauver leur vie et se débarassèrent de deux boucliers en plastique. La foule s'en empara et commença à chanter en les portant au-dessus d'elle. Pendant ce temps, des gens rentraient dans le magasin d'alcool et ressortaient avec des bières. D'autres, à la vue des bières, se précipitèrent à l'intérieur du magasin d'alcool et des casiers de bières furent emportés. Au moment où les gens se regroupaient sur le devant, deux véhicules de la police arrivèrent et des grenades lacrymogènes furent tirées.

Parce que c'était la première fois, je ne savais pas ce qu'était une grenade lacrymogène, ou comment cela fonctionnait. Quand les autres se mirent à courir et se cachèrent derrière les maisons, je restais à la porte d'entrée. Un flic blanc tira une balle en caoutchouc qui tomba à quelque distance de moi. Vous savez, la curiosité mène quelques fois à des pièges simples. Je ramassais le morceau de caoutchouc et le sentis. Je ne peux réellement pas dire ce qui se passa alors que je jetais le caoutchouc. Je fus pris de vertiges et perdis mes forces, et ensuite je ressentis une douleur dans les yeux. Je courus vers un robinet d'eau et je me lavais les yeux avec un mouchoir. En agissant ainsi je diminuais les effets du gaz. Parce que je l'ignorais, j'avais pensé que le morceau de caoutchouc que j'avais

récupéré était la cause de mes étourdissements. C'était faux, comme je l'appris plus tard, des grenades lacrymogènes avaient été tirées de l'autre côté de la rue et le vent avait rabattu les gaz en direction de l'endroit où je me trouvais.

Après trois minutes, les gens envahirent de nouveau les rues, la plupart portaient maintenant des mouchoirs dans leurs mains. Les camions de la police continuaient à sillonner de long en large, balançant des lacrymos. Les gens avaient maintenant adopté un système consistant à verser de l'eau sur chaque douille de lacrymo. Ce système devint le bouclier des combattants, et la police ne put rien faire de plus. Ils se retirèrent vers d'autres zones donnant ainsi la possibilité aux gens de cette zone de se précipiter vers les batiments commerciaux.

La force des émeutes prit réellement racine dans la zone 13, car ce fut la première des zones à laisser s'échapper d'horribles fumées. La foule éventra la boutique du conseiller à l'angle de l'immeuble bas. Ils pillèrent les marchandises. Au début, les marchandises étaient pillées et entassées dehors. Personne n'était autorisé à en ramener chez soi. Mais assez vite, les opinions des gens divergèrent. Ils pillèrent les marchandises et les emportèrent chez eux. A la fin, la boutique fut brulée. Je restais là à observer la scène. J'étais totalement surpris par l'absence de crainte des gens qui avaient mis le feu à la boutique. Plus tard, tous les magasins furent attaqués et les marchandises pillées. Aucun fourgon de police ne revint sur les lieux avant que tous les magasins ne soient réduits en cendres.

Après avoir mis le feu à tous les commerces ils chantèrent "Ezone 14 siyaya" qui signifie qu'ils allaient se rendre ensuite en zone 14, où se trouvent les boutiques du maire. Les slogans qui rythmèrent le Lundi Sanglant étaient "Amandla! Ngoethul!" et "Asinamali!". Le pouvoir est à nous. Nous n'avons pas d'argent.

De la zone 13 nous sommes revenus en zone 12 qui est notre zone d'habitation. Lorsque nous arrivâmes, toutes les boutiques avaient été incendiées : un magasin Save More, deux pressings, un restaurant, deux boucheries, un fish & chips et trois autres magasins. De là je vérifiais l'état des autres batiments. A mon étonnement, une brasserie, un magasin d'alcool et le bureau de la direction administrative avaient aussi été brûlés. Vraiment les choses allaient mal. A ce moment, un car de flics arriva et les gens se dispersèrent. Des lacrymos furent tirées et pénétrèrent dans une maison proche par le toit. Elle fut remplie de fumée pendant cinq minutes. Le car s'en alla et les gens envahirent de nouveau les boutiques. Plus tard, un groupe de cinq gars tirèrent un gros coffre-fort à l'extérieur du magasin Save More (Economisez Plus). Le camion de flics revint avec le propriétaire. Ils embarquèrent le coffre-fort et s'éclipsèrent. Les gens commencèrent à se disperser.

Vers cinq heures, je me rendis seul en zone 11. Les combats n'avaient pas été aussi importants que dans les autres zones. Seuls une boutique d'un conseiller et le bureau de la direction administrative avaient été incendiés. Quelques mètres plus loin, la maison d'un conseiller était en cendres et une voiture était complètement cramée et renversée. Dans cette zone circulait la rumeur qu'un conseiller avait été brûlé vif. D'autres voitures avaient aussi été cramées, y compris une Honda Ballade flambant neuve. De là je marchais jusqu'à ce que j'atteigne un garage le long de l'autoroute. Les bâtiments n'avaient pas été touchés ni les magasins attenants.

Enfin, j'arrivais en zone 14. Quelques boutiques avaient été incendiées, mais pas toutes. Le bâtiment du pressing P & A était réduit en cendres. C'était le soir et la puissance de l'émeute avait atteint son paroxysme. Les gens se précipitèrent au supermarché Texido qui appartenait au maire, M. E Mahiatsi. Ils pillèrent les marchandises jusqu'à ce qu'il fasse nuit. Ensuite les banques et les caisses d'épargne, dont Standard, Barclays, United Allied et Volkskas, furent toutes lapidées et une foule en colère y mit le feu. La clinique dans l'immeuble Perm fut quelque peu brûlée. Le cinéma Eldorado fut lapidé et à moitié cramé. Quelques gars restés sur place atta-

quèrent le hall Mphatlalatsane et brisèrent les fenêtres.

Pendant ce temps, des émeutes se déroulaient dans le quartier proche d'Evaton, en zone 7 et dans d'autres townships. Au moment où le Lundi Sanglant s'achevait, plus de vingt personnes étaient mortes et beaucoup plus blessées.

Le mardi 4 septembre, les grèves continuèrent. Tôt dans la matinée, des hélicoptères bourdonnaient au-dessus des têtes et de nouveau les gens se réunirent en foule dans les rues. Ce qui a fait continuer les grèves fut la présence des hélicoptères, balançant des lacrymos çà et là. Cela énerva les gens et les poussa dans les rues. Durant ce jour, tous les magasins furent endommagés par le feu, dans la zone 11. En zone 7, dans la partie haute, un supermarché fut incendié. Le magasin de gros Fredy's Soft-drink Cash & Carry fut cassé et des boissons fraîches furent pillées. Des casiers vides étaient utilisés pour bloquer les rues et aucune voiture n'était autorisée à circuler. La police dans des camions de combat observait sans réaction. Les lacrymos n'étaient pas utilisées comme la veille.

A cinq heures de l'après-midi, une colonne de fumée noire s'élevait au-dessus de la zone 14. Parce que je savais qu'il allait se passer de mauvaises choses de ce côté, je pris ma bicyclette, décorée aux couleurs Rasta, et me dirigeais vers la zone 14. Lorsque j'arrivais, je découvris que c'était le batiment du Kentucky qui brûlait. Les gens s'étaient rassemblés autour en grand nombre. Je dépassai l'endroit et pédalai en direction du hall Mphatlalatsane. Les gens étaient encore en train de piller la marchandise du supermarché. Cela démontrait qu'il était vraiment 'too much big'. Quelques personnes passèrent les fenêtres pour s'introduire dans les réserves. Je remarquais dans les environs deux voitures brûlées.

Avant d'oublier, je voudrais vous informer que les grèves de loyers éclatèrent aussi dans les 'hostels' (résidences-hotels concentrationnaires destinées aux travailleurs migrants) pour hommes de Sebokeng. C'était encore au milieu de cette même journée que je me pressais d'aller à bicyclette vers les 'hostels'. Ce qui m'avait poussé à me rendre sur place était la fumée que j'avais aperçue au loin. Lorsque j'arrivais, un hall d'hôtel avait été incendié ainsi que tous les magasins, le bureau du service administratif et le bureau de poste de Masoheng qui se trouvait quelques mètres plus loin à l'écart des 'hostels'. Les fourgonnettes de la police et les camions de combat se tenaient près d'un des magasins incendiés. Tout près de là, une fumée noire comme celle d'une locomotive à charbon envahissait une chambre d'un des 'hostels'. Un homme entreprit d'éteindre le foyer tandis que d'autres observaient impassibles.

Le mercredi 5 septembre, tôt dans la matinée tout était calme, mais lorsque deux hélicoptères apparurent, l'agitation reprit et les dévastations recommencèrent. Quand ils s'en allèrent, le calme revint pendant toute la journée. A midi, Siphiwe (qui suit ses études au collège Mqaka) et moi entreprîmes de faire un tour d'horizon d'Evaton et de la zone 7. Nous nous rendîmes d'abord aux magasins Congo qui se trouvaient loin de chez nous. Toutes les boutiques étaient fermées. Ensuite, nous nous sommes promenés autour du dépot de bus VTC (Compagnie du Triangle de Vaal) d'Evaton. A notre grande surprise, on ne pouvait voir aucun bus à l'intérieur. Nous avons compris par la suite que les bus avaient été déplacés au dépôt de Vereeniging par peur des gens. Même le dépot PUTCO tout proche était vide. Nous avons marché à travers la partie basse d'Evaton appelée Petite Ferme. Nous avons pu voir qu'ici tous les magasins des Indiens avaient été réduits en cendres. Sur notre chemin nous avons rencontrés plusieurs voitures entièrement calcinées. Quelques boutiques étaient encore intactes, mais une brasserie était cramée. Nous avons vu d'autres magasins d'Indiens qui avaient été dépouillés. Les routes étaient bloquées par des pierres et d'autres matériaux.

Nous avons pénétré ensuite dans la zone 7. Ici l'atmosphère nous apprit que les grèves n'avaient pas été aussi sérieuses. Nous avons marché

sur une longue distance sans voir aucun dégât. Cela me préoccupait vraiment. Il semblait, alors que les autres zones protestaient, que celle-ci avait conservé ses 'billes' et d'autres choses. Les gens ici semblaient être des couards. Seuls quelques enfants se trouvaient dans les rues, pendant que leurs pères et mères semblaient s'être enfermés dans leurs cours. Ce n'est que près du centre commercial que l'on pouvait voir quelques signes de violence, mais de peu d'ampleur. Les boutiques et d'autres choses n'avaient pas été incendiées comme dans d'autres zones, à part seulement le bureau du service administratif et une station service.

Cela voulait-il dire qu'ils voulaient assurer leurs besoins du lendemain en laissant intacts les magasins? Est-ce que l'augmentation des loyers n'était pas également pour eux un fardeau? Se moquaient-ils des autres zones qui avaient tout brûlé? S'ils étaient contrariés par la hausse des loyers, ils auraient fait la même chose que quiconque d'autre ce Lundi Sanglant.

Frères, si le moment de se battre est arrivé, il faut nous battre. Il n'est pas nécéssaire d'observer comment l'autre partenaire se bat. Je ne soutiens pas la destruction des magasins et des bureaux, puisqu'ils jouent un rôle dans mon existence quotidienne, mais si tout doit être détruit alors détruisons tout et ne faisons pas la moindre exception pas même pour une seule chose. Ne perdons pas le soutien de Dieu en faisant l'injustice; c'est à dire en faisant du tort à certains et en en épargnant d'autres, alors qu'ils sont au même niveau de culpabilité. Ne soyons pas comme le Roi Saül qui, en épargnant le roi Hagat, transgressa le commandement divin de tout exterminer.

Nous sommes africains et frères en amour, et nous devons partager les peines de l'amertume comme les fruits de la joie.

De la zone 7, nous retournâmes dans notre zone d'habitation. A trois heures, je pris mon vélo et pédalai jusqu'en zone 14. Je regardais partout, mais les grèves étaient mortes. Je fis demi-tour. Lorsque je traversai l'autoroute, je remarquai des camionnettes et des voitures de flics autour du magasin de gros de Freddy's Cash & Carry. A quelque distance se tenait une foule éparpillée. Dans le voisinage, la station service avait été cassée et ses biens pillés. Le poste à essence était à moitié brûlé, et des bouteilles provenant du magasin de gros étaient éparpillées tout autour. Ce jour ne vit pas des émeutes telles que celles des deux jours précédents.

Les jours suivants furent les jours de la faim. Les gens ne pouvaient obtenir de la nourriture nulle part. Ils devaient parcourir de grandes distances à la périphérie pour trouver de la nourriture et d'autres marchandises. Des gens coupèrent même un morceau de viande sur une vache vivante qui s'enfuit. Elle erra avec des morceaux en moins. Les gens prirent le train pour aller faire des achats à Vereeniging.

Jeudi, les bus du Vaal furent remis en service mais ils ne pénétrèrent pas dans le township. Ils utilisaient les routes de la périphérie. Vendredi, ils reprirent leurs services habituels. Le jeudi il y eut un meeting de masse réunissant les résidents et le directeur du logement pour la direction du développement de l'Orange Vaal, M. P. Louw. La discussion porta sur les hausses de loyer. Les gens demandaient que les loyers soient diminués d'au moins cinq rands par mois. A Sharpeville, ils exigèrent un plafond de trente rands par mois. M. Louw ne pouvait pas décider de cette question ici et ainsi il repoussa le meeting jusqu'à ce qu'il rencontre d'abord la direction administrative de l'Orange Vaal.

COMMENT LE GOUVERNEMENT CONSIDERA LES EMEUTES ?

Le ministre de la Loi et de l'Ordre, M. Louis Le Grange, visita tous les townships déchirés par l'émeute dans le Vaal. Il était accompagné par d'autres membres du cabinet comme M. FW. De Klerk, ministre des Affaires Intérieures, le général Magnus Malan, ministre de la Défense et le Dr Gerrit Viljoen, ministre de l'Education. M. Le Grange rejeta le fait que les projets d'augmentation des loyers aient conduit aux violences qui balayèrent le Triangle de Vaal. Il accusa certaines forces et organisations d'être responsables des émeutes, mais il ne mentionna pas lesquelles. C'est un fait simple de la vie que les exigences et les griefs de la majorité noire ne sont jamais satisfaits par le gouvernement. Ce sont vraiment les hausses de loyers qui ont provoqué des troubles. Les gens manifestaient leur plus vive inquiétude en faisant les émeutes, mais le ministre de la Loi et de l'Ordre rejeta ce motif, étant incapable de percevoir à quel point les augmentations de loyers affectent le peuple.

Il semble que le rejet de la cause des grèves par le ministre soit un plan pour ne pas satisfaire les exigences des gens impliqués. L'augmentation des loyers aurait conduit beaucoup de familles à quitter leurs maisons. Les familles noires subissent vraiment la rigueur. Les choses deviennent de pire en pire pour elles. Le GST (les impôts) a augmenté. La majorité est de moins en moins bien payée. Bon nombre de gens perdent leur travail, augmentant ainsi le chômage déjà élevé. Pour empirer les choses, le conseil municipal de Lekoa décida d'une hausse des loyers de 5,95 Rands, ce qui est réellement beaucoup trop pour cette communauté. Le loyer moyen normal est, non inclus l'eau et l'électricité, déjà de 39,30 Rands.

A Sharpeville, une délégation des habitants conduite par le révérend Ben Photolo exigea du conseil municipal de Lekoa les points suivants :

* Tous les loyers devront être réduits à 30 Rands par mois;
* Libération de toutes les personnes détenues ou arrêtées pendant les troubles;
* Démission de tous les membres du conseil du Lekoa.

Un recteur de l'église anglicane St Cyprien de Sharpeville, le révérend Tebogo Moselane, a été rendu responsable de l'irruption des grèves à travers tout le triangle du Vaal. Il a été blâmé pour avoir donné son église aux organisations anti-loyers, dans laquelle se tenaient leurs réunions. Le révérend Moselane sortit de sa cachette après les allégations comme quoi il était détenu. Il est une épine dans la chair des autorités et reste sans crainte face à tout désagrément qui pourrait lui arriver. Il est un bon leader.

Le rapport du maire de Lekoa, M. Mahtlatsi, expliquant que le conseil avait été contraint d'augmenter les loyers parce qu'ils avaient payé 1,9 million de Rands des fonds accumulés pour subventionner les loyers, est compréhensible, mais le conseil ne sut pas considérer attentivement les malheurs que cela entrainerait pour les communautés. Les conseillers sont fortunés et ne payent pas de loyer, ainsi ils ignorent le fait que les hausses font plus de mal aux familles des gens pauvres.

Le maire nous montra à quel point il était brave en continuant à affirmer qu'il était populaire auprès des gens et qu'il aurait des contacts personnels avec les habitants de telle façon qu'il puisse restaurer la paix et la stabilité. Ce qui est stupéfiant, en regard de tout ca, c'est la raison pour laquelle il quitta son domicile et chercha refuge à l'extérieur du township qu'il gouverne. Comment est-ce que les gens ont pu incendier sa maison s'il était si populaire et important pour eux. Pourquoi ne fit-il pas une apparition personnelle devant les gens au moment où les grèves étaient au plus haut?

J'ai vraiment trop peur pour sa vie s'il fait ce qu'il a annoncé lors de la conférence de presse. Il s'en tient de façon véhémente à l'augmentation des loyers sans prendre en compte la brutalité subie par quelques uns de ses collègues. Il a annoncé qu'il attendait que les augmentations soient parues dans la presse pour les mettre en application. On a pu lire cette proclamation choquante en caractères gras sur la première page de City Press du dimanche 9 septembre. Cela a tellement enragé les gens que la plupart d'entre eux ont exigé la mort du maire.

Vraiment la vie du maire est en danger. Bien qu'il ait survécu aux horribles émeutes, le maire doit toujours se montrer vigilant. Il doit savoir qu'il a semé une haine éternelle qui continuera à créer une barrière entre les résidents et lui.

LES EMEUTES SE POURSUIVENT ALORS QUE LE CONSEIL DE LEKOA ECHOUE A REAGIR

Le conseil de Lekoa resta totalement indifférent aux multiples exigences des habitants des townships qu'il était supposé représenter. Le maire continuait à souligner que les hausses de loyers seraient appliquées, bien qu'elles n'interviendraient qu'en 1985. Quant à eux, les résidents répondirent négativement. Ce qu'ils voulaient, c'était une baisse des loyers.

Ces opinions contradictoires amenèrent la continuation des grèves. Celles-ci ne furent pas aussi fastes que celles du troisième jour de septembre. Les gens n'avaient maintenant plus rien à endommager pour montrer leur colère. Mais la police et l'armée restaient encore sur le pied de guerre avec leurs armes et leurs lacrymos. La présence des flics dans les townships portaient souvent les grèves à leur point d'explosion. Où qu'ils apparaissent avec leurs véhicules, les gens commençaient à se rassembler et des émeutes s'ensuivaient. Si la police n'avait pas continuellement fait des apparitions dans les townships et s'ils avaient cessé de patrouiller avec leurs hélicoptères, il n'y aurait pas eu des émeutes aussi chaudes que celles qui ont déferlé dans le Triangle du Vaal.

Les gens tenaient des meetings dans les églises, mais après les cérémonies la police tirait des lacrymos pour les disperser. Pendant les funérailles d'une victime des émeutes, la police arrêta 600 participants du cortège qu'elle accusa de se rendre à un enterrement interdit, alors qu'il n'y avait eu aucune interdiction de ce genre avant. Les actions de justice ajoutèrent encore plus d'anxiété aux coeurs blessés des résidents.

En fin de compte, la colère des gens se retourna contre les bus du VTC et PUTCO. Des bus étaient attaqués et les vitres cassées. Les jeunes envahissaient les bus et les conducteurs étaient contraints de les conduire où ils voulaient. Tout conducteur de véhicule devait lever son poing en signe de soutien pour ce qu'ils appelaient 'le pouvoir noir'. Celui qui refusait avait ses vitres cassées.

Quand les cours reprirent le 26 septembre, aucun écolier de la région du Vaal ne s'y rendit, ni aucun ne fut vu portant un uniforme.

Alors que les grèves s'éteignaient, quelle fut la cause de leur propre grève? Pour moi, cela restait dur à comprendre jusqu'à ce que je fasse le jour suivant une enquête parmi quelques écoliers. La réponse de l'un d'eux fut celle-ci : "Il serait trop difficile pour nous d'aller à l'école alors que plusieurs de nos compagnons se languissent en taule pour des infractions non spécifiées".

Cette réponse illustrait la puissante solidarité nationale qui existe parmi nos lycéens. Ça m'excitait d'apprendre que des Noirs avaient encore des raisons d'être fiers. Je sentais en toute confiance que si le trésor (le nationalisme) des Noirs était bien préservé, aucune grêle ni tempête ne l'arracherait de sa racine d'une infinie profondeur.

Les jours passaient et des lycéens se rendaient en cortège aux quartiers généraux de la police pour obtenir une réponse aux augmentations de loyers et réclamer la libération de leurs amis. Malheureusement, leurs requêtes n'étaient pas satisfaites et ainsi les écoles restèrent vides pendant les jours suivants. Le boycott des écoles doit être imputé au conseil municipal pour son échec à répondre aux lycéens et son retard à trouver un accord avec les habitants. La faiblesse du conseil fut de ne pas comprendre que la force des émeutes est dans les mains des lycéens.

Pendant que le conseil restait prisonnier d'un dilemne, dans les townships tout restait d'humeur sombre. Les lycéens ne se rendaient pas dans les écoles, la nourriture et d'autres nécéssités ne se trouvaient qu'avec difficulté, les bus ne pénétraient plus dans les townships mais empruntaient seulement les routes principales, les criminels tenaient leur chance de tuer des gens, et le marché noir se répandait partout. Les résidents n'avaient pas la paix puisque des bandes menaçaient leurs vies. En plus, la police de la sécurité chassait de leur demeure les personnes impliquées dans les grèves. Il y eut des rumeurs comme quoi tous les gens arrêtés seraient mis en liberté provisoire sous caution de 200 Rands chacun. Cette somme, disaient les gens, devait couvrir le montant total que les résidents avaient refusé de payer en septembre, bien que l'argent collecté ne pourrait couvrir tous les dégâts occasionnés.

Lorsqu'on se place d'un point de vue politique pour juger le cours des émeutes qui balayèrent tant de villes noires, on doit conclure que les Noirs ont montré qu'ils rejetaient la mise en place des conseils municipaux noirs. Ils n'avaient pas choisi ce système et n'avaient pas voté pour les candidats aux élections, mais malgré cela le gouvernement a continué à mettre en place le système. Ainsi, les conseillers ne représentent pas le peuple, et perpétuent seulement la volonté des Blancs. Ils n'ont jamais baissé les loyers comme ils s'étaient engagés à le faire pendant les élections. Ils continuèrent à prendre soin d'eux-mêmes. Rapidement ils possédèrent des chaînes de magasins et d'autres biens. Tout ce qu'ils ont fait commença par provoquer les habitants, et les avertissements s'ensuivirent pour qu'ils démissionnent. Ils ignorèrent ces appels et continuèrent à embêter les gens en augmentant les loyers.

Les grèves furent tellement alarmantes que le gouvernement aurait dû intervenir. Mais, le gouvernement craignait de satisfaire les exigences des gens. Il craignait de donner aux Noirs leurs propres rênes car cela signifiait un danger pour sa propre position. Au lieu de çà, la réponse aux masses en colère fut une brutalité totale et impitoyable de la police, et en conséquence beaucoup de gens trouvèrent la mort. Les gens continuèrent la grève en dépit des morts de leurs collègues et de leurs amis.

Il n'était pas judicieux pour la police d'employer des fusils pendant les grèves parce que la suppression des grèves sous la contrainte des armes ne résoudra pas le problème. En réalité le gouvernement n'a pas le choix. Il doit continuer à ignorer les Noirs pendant qu'il fait face à de nombreuses critiques de l'extérieur et de nombreuses attaques de l'intérieur.

Je me demande si l'Afrique du Sud survivra aux irrésistibles forces de l'histoire. Vraiment, le trésor du gouvernement sud-africain s'effrite. Il ne peut résister aux critiques et aux attaques auxquelles il doit faire face chaque jour. La solution du problème au moyen de réformes aux allures de tortue donnera à l'Etat des maux de tête pour longtemps. Les coups de l'extérieur deviennent plus durs.

Ce que j'espère pour l'Afrique du Sud c'est que toutes les races au sein du pays prennent part à un système gouvernemental où nous pourrons examiner les imperfections de chacun et se guider mutuellement vers la perfection dans tous les domaines. Si nous coopérons ensemble à tous les niveaux d'un intérêt mutuel au sens le plus large, je ne vois donc aucun obstacle qui pourrait nous contrarier.

POSTSCRIPTUM : COMMENT LES GREVES EXIGERENT LA VIE D'UN ENFANT BLANC

Les émeutes du Vaal avaient été si loin qu'elles exigèrent la vie d'un innocent bébé. Pendant quelque temps, la situation dans les townships noirs fut calme. Mais finalement il se produisit un incident qui renversa presque la situation. La zone 7, que j'avais observé d'un oeil critique dès le début, devint le terrain d'affrontement. Elle se battit pour montrer sa bravoure, et malheureusement cela entraina la mort d'un enfant innocent.

Ce triste évènement se passa après les funérailles de Nicolous Siphiwe Mgundlwa, un élève de l'école primaire Zithulele. Siphiwe était en train de couper du bois chez lui le 24 septembre, lorsqu'il fut, présume-t-on, atteint par une balle en caoutchouc. Il fut admis à l'hopital de Sebokeng mais il mourut le jour suivant. Pendant la préparation des obsèques dans la zone 7, un membre de l'éxécutif du Groupe de Solidarité des Prêtres Noirs du Vaal et président de l'Association Civique du Vaal, le révérend Lord Mc Camel, demanda à la police de se tenir éloignée de l'enterrement. La police ne se tint pas en dehors du township et de nouvelles grèves commencèrent à se produire.

Après l'enterrement, des jeunes barricadèrent les routes et arrosèrent de pierres tous les véhicules qui passaient. Ce vendredi là, les bus du Centre

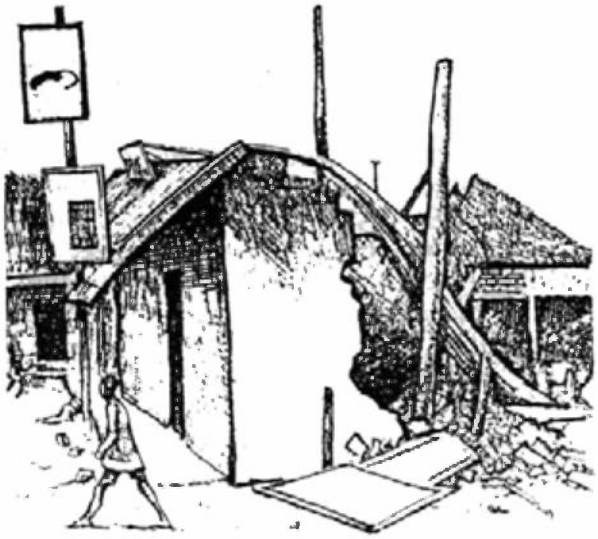
Civique de Vereeniging et d'ailleurs dans le Vaal ne rentrèrent plus dans la zone 7. Ils faisaient tous demi-tour à Fowler, le dernier arrêt de bus de la zone 12.

Les choses allaient mal de nouveau, Mzala! Les gens se rassemblaient par groupes de trois ou quatre et de leurs bouches sortaient des mots de consternation. La route grouillait encore de jeunes lançant des pierres quand Mme Kay Gordon de Walkerville arriva en voiture dans cette direction sans rien savoir de la situation. Avec elle, se trouvaient son fils aîné, Jamie, sept ans, Blair, son bébé de trois semaines et Mme Annah Ramareletsi qu'elle conduisait à la direction administrative de l'Orange Vaal. Je suis sûr que Mme Gordon ne savait pas que les choses allaient mal de nouveau dans le Vaal, autrement elle n'aurait pas utilisé cette route. Les vitres de sa voiture furent brisées et une pierre atteignit le bébé qui ne put respirer à nouveau après le coup fatal. Jamie fut également blessé.

L'arrière-plan de la mort de ces deux enfants dans la zone 7 fut l'impitoyable fusillade provoquée par la police. La force employée par la police dépassait la colère des communautés, ce qui est vraiment mauvais. Il semblait que les flics étaient autorisés à ouvrir le feu sur n'importe qui il leur semblait bon de tirer.

Je me rappelle un autre incident dans lequel un autre garçon qui était sur le point d'être relaché après avoir été arrêté dans le cimetière d'Evaton fut irrémédiablement abattu par un policier. Le meurtre se produisit après que le flic ait continuellement menacé le garçon en pointant le canon de son révolver sur lui. C'est naturellement pénible pour nous résidents de vivre en étant un point de mire. Personne ne peut réellement vivre librement quand des menaces de mort lui sont faites continuellement. De telles actions de la part des flics déplacent encore plus les limites de l'inhumanité.

Après que des hommes d'affaire et des journalistes se soient déplacés en tournée d'inspection dans les secteurs dévastés par les grèves, la Direction Administrative de l'Orange Vaal annonça certains plans visant à former une force de police paramilitaire afin de faire face à toute agitation future dans le Vaal. La direction voulait que la police démontre qu'elle avait la haute main de la Loi et de l'Ordre sur les résidents. Si un tel système avait été introduit auparavant, il aurait pu entrainer la situation du pire vers le pire comme je l'ai déjà indiqué; la présence de la police et des soldats dans les townships était provocante aux yeux des résidents, et elle aurait signifié une guerre à outrance contre les communautés. Avec ce plan, la Direction Administrative montrait son incompréhension en ce qui concerne les émeutes. Elle prévoyait de supprimer au lieu de négocier avec les résidents pour résoudre le indaba.



SEBOKENG TU ES GRAND

Dans cette colère insatisfaite tu éclata en
Violence pour venir à bout des forces d'oppression
Imposées sur toi par tes frères semblables.
Le courroux que tu as montré était plus grand que
Celui d'un mamba noir succombant à la tentation
Quand tu as tout démoli en le réduisant en cendres.

Tu as laissé échapper d'horribles fumées de tous
Les coins de tes zones
Pendant que de tes lèvres sortaient des mots de condamnation
Tu t'es tenu uni pour le première fois
Avec une même ardeur comme si
Tu étais les enfants d'une même mère.

Tu es resté indomptable bien que les canons des
Révolvers étaient braqués sur tes visages.
Tu n'as jamais battu en retraite
Quand tes amis à tes côtés
Subissaient les coup de feu fatal;
Tu as montré ce qui fait réellement date.

J'ai appris qu'aucun flic ne peut
Dans ta provocation te faire plier
Ni essayer de te tourmenter avec un fusil.
Ta colère ressemble à celle d'un monstre.
Tu as montré les dents à ceux qui repoussaient tes requêtes
Et fait à d'autres de ne plus être connus.

Tu as créé une histoire que pas un de tes résidents n'oubliera jamais.
Tes réactions ont tellement choqué le gouvernement
Qu'il ne put croire que les dévastations occasionnées
Etaient seulement une protestation contre l'augmentation des loyers.
Courroux du mamba, ardeur des unis, courage des faiseurs d'histoire
Je m'incline pour admirer ta grandeur éternelle.

Johannes RANTETE

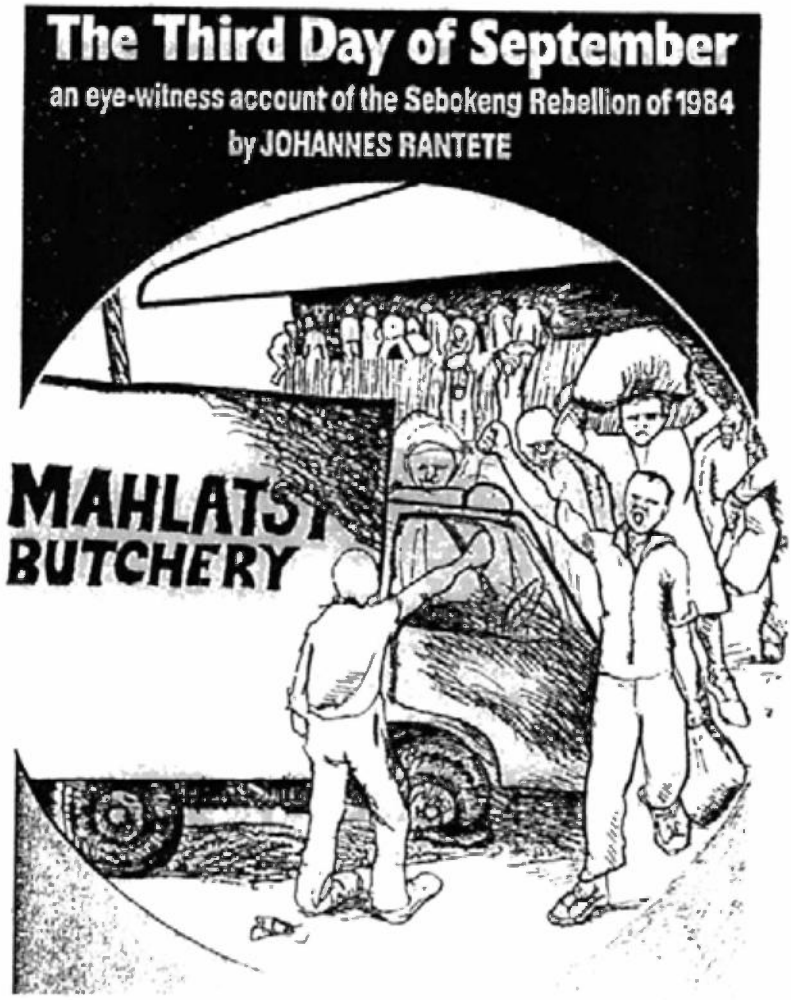
Traduction août 1985
revue en juin 1987.

"Johannes Rantete, vingt ans, est le fils d'un ouvrier d'usine. Quand les événements de septembre ont éclaté à Sebokeng et dans d'autres townships du Triangle du Vaal, il sortit dans les rues pour rapporter l'histoire telle qu'il la vit. Il prit aussi des photos dont le dessinateur Goodman Mabote s'est servi pour illustrer ce livre."

Ces phrases sont extraites de la jaquette de présentation du livre de Rantete, publié ouvertement à Johannesburg par les éditions Ravan Press[1] en 1984. Dans un pays où, si on est un Noir, le simple fait de se trouver dans la rue en période d'émeute — la réalité quasi quotidienne en Afrique du Sud — constitue un engagement sans équivoque, et donc un risque mortel, la publication de son livre est tout simplement un scandale qui l'exposait à une répression certaine. Non seulement ce récit est un document important qui reflète précisément le débat pratique instauré par les Noirs révoltés, mais en plus il est immédiatement dangereux pour l'Etat parce qu'il indique assez nettement la seule voie praticable pour élargir le débat en cours. Ainsi ont en pensé les autorités : peu de temps après la parution du livre, Rantete était arrêté par la police. On ignore ce qu'il est advenu de lui. Mais nul doute qu'il a rejoint les 625 000 taulards noirs[2] qui croupissent annuellement dans les geôles sud-africaines, s'il n'est pas déjà mort aux mains de ces salauds de Blancs. Nul doute, non plus, qu'il sera vengé, si ce n'est déjà fait.

1- Ravan Press (Pty) Ltd, PO Box 31134, Braamfontein 2017, South Africa

2- Chiffres de la période 1973-74. Depuis, le nombre des taulards noirs n'a cessé de grimper en flèche. En décembre 1985, par exemple, 80 000 jeunes avaient été arrêtés en l'espace de six mois, dont de nombreux enfants âgés de 11, 12 et 13 ans!



OS CANGACEIROS ont aussi publié :

L' INCENDIE MILLENARISTE

de Yves DELHOYSIE et Georges LAPIERRE.

Voici enfin la première tentative de ressaisir l'expérience millénariste dans sa diversité et dans sa cohérence, sans qu'aucun des préjugés ayant eu cours jusqu'ici à ce sujet ne vienne en obscurcir le sens. Les auteurs entendent rendre ses droits à la modernité des aspirations millénaristes. C'est l'expérience de l'humanité qui s'y trouve contenue; depuis les "tumultes" et les "effrois" qui agitèrent les villes et les campagnes en fin du Moyen Age, jusqu'aux mouvements qui surgirent au XIX° et au XX° siècles en des contrées qui n'avaient pas encore été colonisées par la logique de l'argent et de l'Etat. Les millénaristes voulurent réaliser le rêve le plus ancien de l'humanité : l'Age d'Or, mille ans de liberté totale. Il faut bien convenir, depuis 68, que cette expérience n'est pas perdue.

495 pages, 184 F., en librairie.

* * * *

Les deux premiers numéros de la revue

OS CANGACEIROS

sont encore disponibles à :

Les Jardins de Provence, 3 rue Dancourt, 75018 Paris.